

4 / 1 - 576 / 2 - 1988

Chambre des Représentants

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

9 NOVEMBRE 1988

BUDGET DES VOIES ET MOYENS pour l'année budgétaire 1989

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE pour l'année budgétaire 1989

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DU BUDGET (1)

PAR
M. DE ROO

Ces budgets ont été examinés en réunion publique de
commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Nothomb.

1. Les membres de la Commission des Finances

Président : M. J. Michel.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, De Roo, Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.	MM. Ansoms, Eyskens, Mme Keste- lyn-Sierens, Merckx-Van Goey, MM. Van Hecke, Van Rompaey.
P.S. MM. Collart, Daerden, De- fosset, Di Rupo, Dufour.	Mlle C. Burgeon, MM. Denison, Gilles, Mottard, Tasset, N.
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Peuskens, Timmer- mans, Vandenbroucke.	MM. Bossuyt, Laridon, Mme Lefe- ber, MM. Vanderheyden, Van Miert.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhof- stadt.	MM. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
P.R.L. MM. De Donnea, Kubla.	MM. Defraigne, Ducarme, Gol.
P.S.C. MM. Léonard, J. Michel.	MM. Beaufays, Jérôme, Laurent.
V.U. M. Sauwens.	MM. Coveliers, Vervaeke.
Agalev/M. De Vlieghe.	M. Simons, Mme Vogels.
Ecolo	

2. Les présidents des commissions permanentes

Voir :

4 / 1 - 576 - 1988 :

— N° 1 : Budget.

4 / 2 - 577 - 1988 :

— N° 1 : Budget.

— N° 2 : Amendements.

4 / 1 - 576 / 2 - 1988

Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

9 NOVEMBER 1988

RIJKSMIDDELENBEGROTING voor het begrotingsjaar 1989

RIJKSSCHULDBEGROTING voor het begrotingsjaar 1989

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE ROO

Deze begrotingen werden besproken in openbare
commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Nothomb.

1. De leden van de Commissie voor de Financiën

Voorzitter : de heer J. Michel.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, De Roo, Moors, Olivier (M.), Van Rompuy.	HH. Ansoms, Eyskens, Mevr. Keste- lyn-Sierens, Merckx-Van Goey, HH. Van Hecke, Van Rompaey.
P.S. HH. Collart, Daerden, De- fosset, Di Rupo, Dufour.	Mej. C. Burgeon, HH. Denison, Gilles, Mottard, Tasset, N.
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Peuskens, Timmer- mans, Vandenbroucke.	HH. Bossuyt, Laridon, Mevr. Lefe- ber, HH. Vanderheyden, Van Miert.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhof- stadt.	HH. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
P.R.L. HH. De Donnea, Kubla.	HH. Defraigne, Ducarme, Gol.
P.S.C. HH. Léonard, J. Michel.	HH. Beaufays, Jérôme, Laurent.
V.U. H. Sauwens.	HH. Coveliers, Vervaeke.
Agalev/H. De Vlieghe.	H. Simons, Mevr. Vogels.
Ecolo	

2. De voorzitters van de vaste commissies

Zie :

4 / 1 - 576 - 1988 :

— N° 1 : Begroting.

4 / 2 - 577 - 1988 :

— N° 1 : Begroting.

— N° 2 : Amendementen.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré 11 réunions à l'examen des budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique pour 1989, à savoir les mardi 4, mercredi 12, jeudi 20, vendredi 21, mardi 25, mercredi 26 et jeudi 27 octobre 1988.

Il a été souligné au cours de la réunion du 4 octobre que les exposés introductifs des Ministres du Budget et des Finances formaient un tout et auraient dès lors dû être faits le même jour. Il a également été déploré à cette occasion que le budget de la Dette publique n'ait pas encore été distribué.

*
* *

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET ET DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

« 1. Introduction

Lors de son installation, après de longues et difficiles négociations, le Gouvernement se trouvait confronté à la tâche de déposer au Parlement les feuilles ministérielles de 1985, 1986 et 1987, qui n'avaient pas encore été approuvées, d'adapter le budget 1987, de terminer le contrôle budgétaire de 1988, de déposer les budgets départementaux de 1988 et de rédiger le budget des Voies et Moyens pour 1989. Le projet que nous vous présentons aujourd'hui constitue la clé de voûte de cette tâche. Comme prévu par la loi, le projet de budget a été effectivement distribué aux membres des Chambres Législatives avant le 30 septembre (article 9 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat).

En vue d'accélérer les travaux parlementaires, il a été décidé, en outre, en concertation avec les Présidents de la Chambre et du Sénat, que pour les années budgétaires 1988 et 1989, les mêmes budgets ministériels seront déposés en même temps auprès de la même Chambre (une procédure identique a d'ailleurs été appliquée aux budgets des dépenses 1986 et 1987).

2. Exécution du budget 1988

Au niveau administratif, tous les budgets initiaux pour 1988, à politique inchangée, ont été mis au point. Entre-temps, la plupart ont été déposés au Parlement. Les résultats du contrôle budgétaire 1988 n'ont pas été repris dans ces projets, mais seront présentés sous forme d'amendements aux projets initiaux de 1988. Des adaptations urgentes et/ou importantes, qui découlent de l'évolution initialement sous-estimée de certains postes du budget, seront également comprises dans les amendements. Tous les amende-

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft 11 vergaderingen gewijd aan het onderzoek van de Rijksmiddelen- en Rijksschuld-begroting voor 1989 en dit op de hiernavolgende data : dinsdag 4, woensdag 12, donderdag 20, vrijdag 21, dinsdag 25, woensdag 26, en donderdag 27 oktober 1988.

Tijdens de vergadering van 4 oktober werd opgemerkt dat de inleidende uiteenzettingen van de Ministers van Begroting en Financiën één geheel vormen en bijgevolg dezelfde dag hadden moeten worden gehouden. Er werd tevens betreurd dat de Rijks-schuld-begroting nog niet was rondgedeeld.

*
* *

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING EN WETENSCHAPSBELEID

« 1. Inleiding

Toen de regering aantrad na lange en moeilijke onderhandelingen, stond ze voor de taak de bijbladen van 1985, 1986 en 1987 die nog niet werden goedgekeurd bij het Parlement in te dienen, de begroting van 1987 aan te passen, de budgetcontrole van 1988 af te werken, de departementale begrotingen van 1988 in te dienen, en de Rijksmiddelenbegroting voor 1989 op te stellen. Het ontwerp dat thans voor U ligt vormt het sluitstuk van deze opdracht. Zoals wettelijk bepaald, werd inderdaad het ontwerp van begroting uitgedeeld aan de leden van de Wetgevende Kamers vóór 30 september (art. 9 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijks-comptabiliteit).

Om de parlementaire werkzaamheden te bespoedigen werd daarenboven, in overleg met de Voorzitters van Kamer en Senaat besloten, dat voor de begrotingsjaren 1988 en 1989 dezelfde departementale begrotingen gelijktijdig bij dezelfde Kamer worden ingediend (dezelfde procedure is trouwens toegepast voor de uitgavenbegrotingen 1986 en 1987).

2. Uitvoering begroting 1988

Op administratief vlak zijn alle initiële begrotingen voor 1988 bij ongewijzigd beleid, volledig afgewerkt. De meeste zijn intussen bij het Parlement ingediend. De resultaten van de afgewerkte begrotingscontrole voor 1988 werden niet in deze ontwerpen opgenomen, maar worden voorgelegd onder de vorm van amendementen op de oorspronkelijke ontwerpen van 1988. Dringende en/of belangrijke aanpassingen, die voortvloeiden uit de initieel onder-schatte evolutie van bepaalde begrotingsposten, zijn

ments ont été élaborés administrativement et seront bientôt remis à l'imprimerie.

Lors du premier contrôle budgétaire, 32,8 milliards de crédits supplémentaires ont été attribués après les concertations bilatérales de mars 1988. L'achèvement du contrôle budgétaire en juin 1988, à l'occasion duquel des décisions ont été prises au sujet d'un certain nombre de points sur lesquels le gouvernement précédent n'avait pas pris position, a augmenté ce montant de 5,7 milliards. Des sous-estimations antérieures des dépenses, notamment de l'Inami, de l'Onem et des enveloppes sociales, ont nécessité en 1988 des crédits supplémentaires se chiffrant à 19,2 milliards. Pour le Fonds des Routes, 2 milliards de crédits supplémentaires ont encore dû être accordés pour des engagements pris en 1987. Il a donc fallu ajouter presque 60 milliards au budget initial de 1988.

Les crédits supplémentaires, admis lors du contrôle budgétaire de mars 1988, concernent essentiellement : 11,6 milliards de crédits supplémentaires pour les années antérieures (dont 4,1 milliards pour le Fonds des Communes et 4,2 milliards pour l'Education Nationale) et 15,5 milliards pour combler les dépenses supplémentaires de l'Emploi et du Travail — comme conséquence de la non-reconnaissance de la distinction entre l'évolution du nombre de chômeurs (statistiques officielles) et l'évolution du coût des allocations. Plus spécifiquement, la réforme des allocations pour les isolés et pour les cohabitants, prévue dans le plan Sainte-Anne, n'avait abouti à aucune économie, bien au contraire. Des crédits supplémentaires dont l'effet se fait sentir en 1988, ont également été attribués à la Santé Publique (1,8 milliards), aux Finances (4,3 milliards pour la contribution à la C.E.E.) et aux Travaux Publics (7 milliards pour la non-réalisation de la vignette autoroutière). Des compensations ont été trouvées pour en arriver à un total de 32,8 milliards.

Les crédits supplémentaires qui ont dû être attribués pendant et après la mise au point du contrôle budgétaire, concernent également l'Emploi et le Travail (10,0 milliards à cause de diverses sous-estimations des dépenses relatives au chômage), les enveloppes sociales (2,9 milliards), la Prévoyance Sociale (8,3 milliards pour couvrir le déficit de l'Inami + 1 milliard pour le secteur des Indépendants), le Fonds des Communes (+ 1,8 milliards à cause de la réestimation sur la base revue de 1987) et l'Education Nationale (+ 0,3 milliard).

Il faut en outre tenir compte des dépenses de l'Inami financées hors budget en 1987 et consolidées en 1988 (10 milliards).

Des adaptations moins importantes et/ou moins urgentes du budget 1988 feront l'objet du feuillet traditionnel actuellement en cours de rédaction.

eveneens in de amendementen verwerkt. Alle amendementen zijn administratief uitgewerkt en zullen binnenkort in druk worden gegeven.

Tijdens de eerste begrotingscontrole werden na bilaterale besprekingen in maart 1988 voor 32,8 miljard bijkredieten toegekend. De afwerking van de begrotingscontrole in juni 1988, waarin vooral een aantal punten werden beslecht die door de vorige regering onbeslist waren gelaten, verhoogde dit bedrag met 5,7 miljard. Vroegere onderschattingen van de uitgaven van RIZIV, RVA, sociale enveloppes en andere leidden in 1988 tot bijkredieten ten belope van 19,2 miljard. Voor het Wegenfonds moesten nog voor 2 miljard bijkredieten worden toegestaan voor verbintenissen aangegaan in 1987. Bij de initiële begroting '88 moesten dus nagenoeg 60 miljard meeruitgaven worden gevoegd.

De bijkredieten, bij de begrotingscontrole in maart 1988 toegestaan, betreffen hoofdzakelijk : 11,6 miljard bijkredieten voor vorige jaren (waarvan 4,1 miljard voor het Gemeentefonds en 4,2 miljard voor Nationale Opvoeding) en 15,5 miljard voor het aanzuiveren van de meeruitgaven van Tewerkstelling en Arbeid — gevolg van het niet-onderkennen van het onderscheid tussen de evolutie van het aantal werklozen (officiële statistieken) en de evolutie van de kost der uitkeringen. Meer bepaald de hervorming van de vergoedingen voor alleenstaanden en samenwonenden, voorzien in het St. Annaplan, had geen enkele besparing opgeleverd — integendeel. Bijkredieten met effect in 1988 werden ook gegeven aan Volksgezondheid (1,8 miljard), Financiën (4,3 miljard voor bijdrage EEG) en Openbare Werken (7 miljard voor het niet realiseren van het autowegenvignet). Compensaties werden gevonden om tot het totaal van 32,8 miljard te komen.

De bijkredieten die tijdens en na de afwerking van de budgetcontrole moesten worden toegestaan hadden nogmaals betrekking op Tewerkstelling en Arbeid (10,0 miljard wegens diverse onderschattingen der uitgaven in verband met werkloosheid), sociale enveloppes (2,9 miljard), Sociale Voorzorg (8,3 miljard voor het deficit van de RIZIV + 1 miljard voor sector zelfstandigen), Gemeentefonds (+ 1,8 miljard wegens herschatting op de vervulde cijferbasis van 1987) en Onderwijs (+ 0,3 miljard).

Dan moet nog worden rekening gehouden met de uitgaven van het RIZIV die buiten het budget werden gefinancierd in 1987 en geconsolideerd in 1988 (10 miljard).

Minder belangrijke en/of dringende aanpassingen aan de begroting 1988 zullen het voorwerp uitmaken van het traditionele bijblad dat men thans bezig is op te stellen.

En ce qui concerne l'exécution du budget 1988, compte tenu des limitations qu'impose la loi sur les douzièmes provisoires, 66,0 % des crédits d'ordonnement et 66,1 % de tous les crédits d'engagement ont été utilisés à la fin du mois d'août (en 1987 ces chiffres étaient de 69,6 % et de 71,1 %). Le déficit net à financer se chiffrait pour les huit premiers mois à 360,7 milliards contre 403 milliards dans la même période de 1987. Cette évolution, à première vue favorable, n'est malheureusement que temporaire : des études récentes de mes services montrent que la loi sur les douzièmes provisoires, principalement, a causé un important retard dans les dépenses des départements. Ce retard sera cependant rattrapé dans les mois à venir parce que les besoins et les crédits disponibles n'ont pas connu de réduction substantielle.

Les démarches nécessaires sont entreprises pour réaliser le déblocage nécessaire du reste des crédits légalement disponibles pour 1988.

Par conséquent, les dépenses reprendront. D'autre part, on ne peut pas compter avec certitude sur le maintien de l'accélération des recettes fiscales.

Compte tenu d'une augmentation nominale du P.N.B. de 3,7 % en 1988, le déficit pourrait donc bien s'élever à 8,3 % du P.N.B. (soit 458,6 milliards).

3. Le budget 1989 et la réforme de l'Etat

Le projet de Budget de l'Etat qui vous est présenté ne tient pas encore compte des profondes adaptations budgétaires qui découleront de la réforme de l'Etat, dont le volet financier doit encore faire l'objet d'une discussion et d'un vote au Parlement, sous forme d'une loi de financement spéciale.

Cette loi reposera sur « les principes de responsabilité financière et de solidarité réversible » — d'après les termes de l'accord de Gouvernement. Des masses budgétaires importantes seront transférées le 1^{er} janvier 1989 de l'Etat aux Régions et aux Communautés. Ajoutés aux crédits budgétaires qui resteront nationaux, les crédits qui formeront la base de calcul des moyens à transférer ne pourront toutefois pas dépasser le budget proposé.

En ce moment, on travaille intensément à l'évaluation précise des masses à transférer, le Gouvernement s'étant engagé à déposer bientôt au Parlement le projet de loi spéciale de financement des Régions et des Communautés.

4. Les lignes de force du budget 1989

a. Au sein du Gouvernement, les principes, objectifs et engagements budgétaires, fixés et approuvés

Wat de uitvoering van de begroting 1988 betreft, waren, rekening houdend met de beperkingen opgelegd door de wet op de voorlopige twaalfden, per einde augustus, 66,0 % van alle ordonnanceringskredieten aangewend, en 66,1 % van alle vastleggingskredieten (in 1987 was dit respectievelijk 69,6 % en 71,1 %). Het netto financieringstekort bedroeg voor de eerste acht maanden 360,7 miljard, tegenover 403 miljard in 1987, zelfde periode. Deze op het eerste gezicht vrij gunstige evolutie is spijtig genoeg slechts van tijdelijke aard : uit recente studies van mijn diensten blijkt dat vooral de wet op de voorlopige twaalfden een belangrijke vertraging van de uitgaven der departementen heeft veroorzaakt. Deze zal echter in de komende maanden worden ingehaald, omdat de uitgavenbehoeften en de daarvoor beschikbare kredieten intussen niet substantieel zijn verminderd.

De nodige stappen worden ondernomen om de noodzakelijke vrijgave van de rest van de wettelijk beschikbare kredieten voor 1988 te bewerkstelligen.

De uitgaven zullen dus hernemen. Anderzijds kan men niet met zekerheid rekenen op een voortgezette versnelling van de fiskale inkomsten.

Rekening houdend met een toename van het nominaal BNP met 3,7 % in 1988 zou het tekort dus wel degelijk kunnen oplopen tot 8,3 % van het BNP (of 458,6 miljard).

3. Begroting 1989 en Staatshervorming

Het ontwerp van Rijksbegroting dat U wordt voorgelegd houdt nog geen rekening met de diepgaande budgettaire aanpassingen die zullen voortvloeien uit de Staatshervorming. Het financiële luik daarvan moet intussen nog het voorwerp uitmaken van discussie en stemming in het Parlement, onder de vorm van een bijzondere financieringswet.

Deze wet zal berusten op « de principes van financiële verantwoordelijkheid en omkeerbare solidariteit » — volgens de bewoordingen van het Regeerakkoord. Belangrijke budgettaire massa's zullen worden overgedragen van Staat naar Gewesten en Gemeenschappen op 1 januari 1989. Samen met de begrotingskredieten die nationaal blijven, zullen de kredieten die de basis vormen van de berekening der over te dragen middelen evenwel niet groter mogen zijn dan de hier voorgelegde begroting.

Momenteel wordt intens gewerkt aan de nauwkeurige evaluatie van de over te dragen massa's. De regering heeft er zich immers toe verbonden binnenkort het ontwerp van de bijzondere financieringswet van Gewesten en Gemeenschappen aan het Parlement voor te leggen.

4. Krachtlijnen van de begroting 1989

a. In de schoot van de Regering wordt onverminderd vastgehouden aan de principes, doeleinden en

dans l'accord de Gouvernement du 10 mai 1988 par les négociateurs des partis gouvernementaux, sont maintenus intacts.

Plus précisément, la nécessité de diminuer le déficit budgétaire afin d'arrêter dans le délai le plus court possible le fameux effet boule de neige des charges d'intérêts, a été accentuée.

Le dérapage de la Dette Publique avait effectivement pris une ampleur dramatique au cours des années quatre-vingts : fin 1986, la Dette s'élevait, en Belgique, à 128 % du P.N.B., contre 56,4 % pour l'ensemble des petits pays de l'O.C.D.E. Les charges d'intérêts ont par conséquent connu une augmentation spectaculaire de 9 % de la totalité des dépenses publiques en 1970 à 24,6 % en 1987. L'espace budgétaire permettant une politique économique et sociale volontariste s'est rétréci ainsi d'année en année.

Ceci ressort aussi de la comparaison des recettes et des dépenses, charges d'intérêts non-comprises (voir tableau) : sans charges d'intérêts le budget serait en équilibre depuis 1987 et présenterait en 1989 un excédent de 1,4 % du P.N.B.

**EVOLUTION DES RECETTES ET
DES DEPENSES EN % DU PNB
(données de Trésorerie)**

	Dépenses totales — Totale uitgaven	Charges d'intérêt (*) — Rente- lasten (*)	Autres dépenses — Overige uitgaven	Recettes totales — Totale ontvangsten	Solde des rec. et dép. excl. les charges d'intérêt — Saldo van ontv. en uitg. excl. rentelasten
	(1)	(2)	(3) = (1 - 2)	(4)	(5) = (4 - 3)
1980	37.3	4.4	32.9	28.9	- 4.0
1981	41.7	6.0	35.7	29.1	- 6.6
1982	43.2	7.5	35.7	30.3	- 5.4
1983	42.1	7.6	34.5	29.6	- 4.9
1984	40.9	8.1	32.8	29.7	- 3.1
1985	40.8	9.1	31.7	28.9	- 2.8
1986	38.3	9.6	28.7	27.4	- 1.3
1987	35.3	8.3	27.0	27.2	+ 0.2
1988	35.4	8.3	27.1	27.1	0
1989	34.2	8.4	25.8	27.2	+ 1.4

(*) Emprunts de régularisation non compris.

b. Le Gouvernement est tout à fait conscient des conséquences néfastes de l'effet boule de neige et a fourni les efforts nécessaires pour réduire le solde net à financer à 7 % du P.N.B. en 1989. Cet effort de réduction du déficit budgétaire sera d'ailleurs, conformément à l'Accord de Gouvernement, poursuivi dans les années à venir. Dans ce but, une double norme a été fixée dans l'Accord de Gouvernement :

verbintenissen inzake budgettair beleid, die in het Regeerakkoord van 10 mei 1988 werden vastgelegd en goedgekeurd door de onderhandelaars van de regeringspartijen.

Zeer in het bijzonder werd de noodzaak benadrukt om het financieringstekort stelselmatig te verminderen om op zo kort mogelijke termijn het zogenaamde sneeuwbal effect van de rentelasten te stuiten.

De ontsparing van de Overheidsschuld had in de jaren tachtig inderdaad een dramatische omvang genomen : einde 1986 bedroeg ze in België 128 % van het BNP, ten opzicht van 56,4 % voor het geheel van de kleine landen van de OESO. De rentelasten stegen dan ook spectaculair, met name van 9 % van de totale overheidsuitgaven in 1970 tot 24,6 % in 1987. De budgettaire ruimte om een voluntaristisch economisch en sociaal beleid te voeren werd aldus van jaar tot jaar kleiner.

Dit blijkt ook uit de vergelijking van de ontvangsten met de uitgaven exclusief rentelasten (zie Tabel) : zonder rentelasten zou de begroting al sedert 1987 in evenwicht zijn, en in 1989 zelfs een overschot vertonen ten belope van 1,4 % van het BNP.

**EVOLUTIE VAN DE UITGAVEN EN
ONTVANGSTEN IN % VAN HET BNP
(kasgegevens)**

(*) Regularisatielingen niet inbegrepen.

b. De Regering is zich van het nefaste effect van de rentesneeuwbal duidelijk bewust, en heeft de nodige inspanningen geleverd om het netto te financieren saldo van de Schatkist terug te brengen tot 7 % van het BNP in 1989. Overigens zal, overeenkomstig het regeerakkoord, de inspanning tot afbouw van het begrotingstekort ook in de volgende jaren worden voortgezet. Een dubbele norm werd daartoe in het Regeerakkoord vastgelegd :

— l'augmentation de l'ensemble des dépenses, à l'exclusion des charges d'intérêts, ne pourra pas dépasser le pourcentage de l'inflation;

— le déficit nominal ne pourra, pour aucune année, dépasser celui de l'année précédente.

La limitation des dépenses publiques n'a cependant pas été exécutée aveuglément ni de façon arbitraire comme certains veulent le faire croire. A l'intérieur des espaces budgétaires, des glissements d'accent clairs ont eu lieu et de nouvelles initiatives ont été incorporées en matière d'améliorations sociales, de programmes de mise au travail spécifiques, de mesures concernant les P.M.E. et les indépendants, de coopération au développement et de politique scientifique. En même temps, on a pris soin de ne pas hypothéquer les objectifs macro-économiques, et plus précisément la croissance économique et l'emploi.

La possibilité de financement supplémentaire par emprunt par les Régions et les Communautés n'a sciemment pas été employée comme prétexte pour alléger l'effort d'assainissement de l'Autorité Centrale.

Les budgets des Communautés et des Régions n'ont pas non plus été hypothéqués par des suppressions irréalistes de crédits réalisées avant le transfert. Les montants qui seront mis à la disposition des Communautés et des Régions correspondront aux besoins constatés objectivement.

c. Afin d'atteindre l'objectif budgétaire fixé, une discipline budgétaire stricte sera retenue en 1989. Le contrôle des recettes et des dépenses publiques est en effet dans une large mesure dépendant de l'ensemble des institutions et des règles relatives aux procédures budgétaires dont un pays dispose et de la volonté politique d'appliquer ces instruments.

Dans les mois à venir, le contrôle administratif et budgétaire sera d'ailleurs renforcé et diversifié.

Plus précisément, la tâche des contrôleurs des engagements sera élargie et le contrôle budgétaire des institutions parastatales sera rendu plus systématique notamment en définissant plus précisément les responsabilités des représentants du Gouvernement délégués auprès de ces institutions.

Une attention particulière sera consacrée à la recherche et au contrôle de mécanismes « ouverts » dans lesquels les dépenses peuvent augmenter sans la moindre limite, dans le cadre de lois et règlements existants, parce que l'Etat s'est engagé sans plus à apurer tous les éventuels déficits de certaines institutions.

— de stijging van het geheel der uitgaven (exclusief rentelasten) zal niet hoger mogen liggen dan het inflatiepercentage

— het nominaal tekort mag in geen enkel jaar hoger uitvallen dan het jaar tevoren.

De beperking van de overheidsuitgaven werd anderzijds niet blindelings doorgevoerd en zeker niet lineair, zoals sommigen willen doen geloven. Binnen de budgettaire ruimte werden duidelijke accentverschuivingen doorgevoerd en nieuwe initiatieven ingebouwd inzake sociale verbeteringen, specifieke tewerkstellingsprogramma's en maatregelen inzake KMO, zelfstandigen, ontwikkelingssamenwerking en wetenschapsbeleid. Daarbij werd ervoor gezorgd de makro-economische doelstellingen, en meer bepaald de economische groei en de tewerkstelling, niet te hypothekeren.

De mogelijkheid van toenemende leningfinanciering door Gewesten en Gemeenschappen werd bewust niet als uitweg gebruikt om de saneringsinspanning van de centrale overheid te verlichten.

Evenmin werden de begrotingen van de Gemeenschappen en Gewesten gehypothekeerd door vóór de overheveling onrealistische schrappingen door te voeren; aan de Gemeenschappen en Gewesten zullen dus bedragen ter beschikking worden gesteld die overeenstemmen met hun objectief vastgestelde behoeften.

c. Om het gestelde begrotingsdoel te bereiken zal in 1989 een strikte begrotingsdiscipline moeten worden aangehouden. De beheersing van de overheidsuitgaven en -ontvangsten is echter in sterke mate afhankelijk van het geheel van instellingen en regels met betrekking tot de begrotingsprocedure waarover een land beschikt en van de politieke wil die instrumenten toe te passen.

In de komende maanden zal de administratieve- en begrotingscontrole worden versterkt en gediversifieerd.

Meer bepaald zal de taak van de controleurs der vastleggingen worden verruimd, en zal het budgettair toezicht op de parastatale instellingen worden gesystematiseerd, onder andere door het nauwkeuriger opvolgen van de verantwoordelijkheden van de regeringsvertegenwoordigers, afgevaardigd bij zulke instellingen.

Bijzondere aandacht zal worden besteed aan het tijdig onderkennen en beheersen van zogenaamde « open einde-regelingen », waarbij de uitgaven zonder enige limiet kunnen stijgen — binnen het kader van de bestaande wetten of reglementen — omdat de Staat zich zonder meer heeft verbonden alle eventuele tekorten van bepaalde instellingen aan te zuiveren.

5. Principales caractéristiques du budget 1989

a. Hypothèses de base

La fixation des prévisions du P.N.B. pour la mise au point du budget 1989 a été confiée à la Banque Nationale, au Bureau du Plan et au Ministère des Affaires économiques.

Il a été tenu compte des conséquences de la réforme fiscale et des efforts d'assainissement budgétaire.

Ensuite, le Ministère des Affaires économiques a précisé cette estimation, sur la base du nouvel environnement international et des effets découlants de la politique gouvernementale. Finalement, une croissance nominale du P.N.B. de 4,1 % a été retenue, dont 1,8 % en volume. Les prix à la consommation augmenteraient de 2 %. Dans les budgets des départements, l'effet d'une hausse de l'indice de 2 % ainsi que l'effet de la programmation sociale des services publics, prévue dans l'accord conclu le 3 novembre 1987, ont déjà été incorporés.

Comme taux d'intérêt à court terme, on s'est basé sur le niveau atteint à la mi-juillet 1988 (6,75 %). Pour le dollar américain, le cours moyen de 38 FB a été retenu.

Il va cependant de soi qu'aucune prévision n'est absolument certaine. Certains, se fondant sur les mouvements récents du taux d'intérêt et du dollar américain, prétendent pourtant que ces prévisions ont été sciemment sous-estimées. Il ne nous semble pas relever de la bonne politique d'adapter de jour en jour des prévisions fondées sur des données économiques et financières fondamentales et objectives. L'expérience nous apprend en effet que les marchés financiers et monétaires à court terme sont très sensibles à des impulsions accidentelles. Depuis nos prévisions, le dollar et le taux d'intérêt à court terme ont d'ailleurs connu des mouvements ascendants et descendants. Ainsi, les taux d'intérêts Euro à court terme sont retombés, après une hausse à la fin du mois d'août, à leur niveau de la mi-juillet. Le taux d'intérêt à court terme belge a déjà commencé à s'y adapter.

b. Rédaction du budget 1989

La rédaction du budget 1989 s'est faite en 4 étapes. Au cours du mois de juin, les Départements ont déposé leur projet de budget auprès du Ministre du Budget. Une discussion et un contrôle fondamentaux ont eu lieu lors des concertations bilatérales entre le Cabinet du Budget et les Départements concernés.

Ensuite, il y a eu une concertation au niveau ministériel, au cours de laquelle les différents Départements ont déposé leurs propositions d'économies. L'ensemble des concertations bilatérales a permis de réduire les ordonnancements initiaux des Titres I et II de 2 101 milliards à 2 003 milliards, soit une économie de presque 100 milliards.

5. Voornaamste kenmerken van de begroting 1989

a. Basishypothesen

Het vastleggen van de BNP-prognose voor de opstelling van de begroting 1989 werd toevertrouwd aan de Nationale Bank van België, het Planbureau en het Ministerie van Economische Zaken.

Daarbij werd rekening gehouden met de gevolgen van de fiskale hervorming en van de budgettaire saneringsinspanningen.

Vervolgens preciseerde het Ministerie van Economische Zaken deze raming op grond van de nieuwe internationale omgeving en de afgeleide effecten van het regeringsbeleid. Uiteindelijk werd een nominale groei van het BNP weerhouden van 4,1 %, waarvan 1,8 % evolutie in volume. De consumptieprijzen zouden stijgen met 2 %. In de begrotingen der departementen is reeds de weerslag verwerkt van een indexverhoging ad 2 % en van de op 3 november 1987 opgestelde sociale programmatie voor de overheidsdiensten.

Als gemiddelde rente op korte termijn werd het peil genomen van medio juli 1988 (6,75 %). De gemiddelde VS-dollar koers werd bepaald op 38 BF.

Natuurlijk is geen enkele prognose absoluut zeker. Sommigen beweren echter dat deze vooruitzichten bewust onderschat zijn, en steunen zich daarbij vooral op de meest recente bewegingen van rente en VS-dollar. Het lijkt ons geen goede politiek, de vooruitzichten, die op fundamentele, objectieve economische en financiële gegevens steunen, van dag tot dag aan te passen. De ervaring leert immers dat de financiële en monetaire markten op korte termijn zeer gevoelig zijn voor toevallige impulsen. Sedert onze prognose kenden dollar en korte termijnrente trouwens zowel op- als neergaande bewegingen. Zo zijn in het buitenland de Euro-rentetarieven op korte termijn, na een opflakking einde augustus, teruggevallen op hun peil van midden-juli. De Belgische korte termijnrente is reeds begonnen zich daarbij aan te passen.

b. Opmaak van de begroting 1989

De opmaak van de begroting 1989 gebeurde in 4 fasen. In de loop van de maand juni dienden de Departementen hun begrotingsontwerp in bij de Minister van Begroting. Een grondige bespreking en nazicht gebeurden in bilateraal overleg tussen het Kabinet Begroting en de betrokken Departementen.

Vervolgens werd er overleg op Ministerieel niveau gepleegd, waarbij de verschillende departementen hun besparingsvoorstellen indienden. Beide bilaterale besprekingen samen resulteerden in een vermindering van de oorspronkelijk begrote ordonnancements van Titels I en II van 2 101 miljard tot 2 003 miljard, hetzij bijna 100 miljard.

La version définitive du budget 1989 a été élaborée lors de la concertation budgétaire au château de Stuyvenbergh. C'est alors qu'ont été prises les décisions fondamentales qui concrétisaient les dispositions figurant dans l'Accord de Gouvernement, et plus particulièrement la limitation du solde net à financer à 7 % du P.N.B.

Après Stuyvenbergh, le total des propositions d'ordonnancement relatives aux Titres I et II se chiffrait à 1 963 milliards (contre 1 953 milliards pour 1988 adapté). Moins de 15 % des réductions de dépenses peuvent être considérées comme non-récurrentes. Le montant des « économies structurelles » (c'est-à-dire qui auront aussi leur effet au cours des années suivantes) est beaucoup plus important : elles s'élèvent à environ la moitié de l'ensemble des économies. Il n'est donc certainement pas vrai que les réductions de dépenses retenues ne seraient que des mesures fictives, des réestimations et des débudgétisations. Le budget 1989 prévoit un glissement sous forme d'un réaménagement de la Dette Publique de 28 milliards, comme prolongement d'une opération similaire de 35 milliards en 1988.

Le S.N.F. se limitera ainsi en 1989 effectivement à 403,2 milliards, soit 7 % du P.N.B., grâce à la réduction des dépenses.

L'adaptation légalement prévue à l'indice des prix à la consommation a été appliquée aux dotations aux Communautés et aux Régions.

Le programme d'investissement global classique (c'est-à-dire les investissements à charge de crédits budgétaires et les investissements financés par les Organismes d'Intérêt Public) a été fixé au niveau de 1988, mais l'ensemble des investissements publics sera sélectivement augmenté de 8 milliards de francs en 1989.

Cependant, les crédits d'ordonnancement à charge du budget 1989 seront inférieurs à ceux de 1988. Ceci se rapporte notamment au retard encouru dans l'exécution du programme d'investissement de 1988 et à l'application de financements alternatifs pour un montant de 8 milliards.

6. Conclusion générale

Le budget 1989, dont le projet vient de vous être proposé, reflète fidèlement les missions que le Gouvernement s'est fixé dans la Déclaration gouvernementale du 10 mai 1988 et qui repose à son tour sur l'Accord de Gouvernement.

De nouvelles initiatives ont été prises dans le domaine de la politique sociale et de programmes spécifiques de promotion de l'emploi. Les PME et les indépendants n'ont pas été oubliés. Des efforts particuliers ont été faits dans le domaine de la coopération au développement et de la politique scientifique.

Les investissements publics seront augmentés sélectivement de 8 milliards. Dans le budget de chaque département de l'Education, un montant (F 128,1 milliards + N 163,3 milliards), permettant

De définitieve versie van de begroting 1989 werd uitgewerkt op het Begrotingsberaad in Stuyvenbergh. Hier werden dan ook de fundamentele beslissingen getroffen die de afspraken van het Regeerakkoord concretiseerden, en in het bijzonder de beperking van het Netto te financieren saldo tot 7 % van het BNP.

Na Stuyvenbergh bedroeg het totaal der ordonnanceringsvoorstellen op Titels I en II 1 963 miljard (tegenover 1 953 miljard voor aangepast 1988). De uitgavenverminderingen kunnen voor minder dan 15 % als eenmalig worden bestempeld. Het bedrag van de « structurele besparingen » (dit wil zeggen dat ze ook in de volgende jaren effect zullen uitoefenen) is echter veel aanzienlijker : zij bedragen ongeveer de helft van het totaal der besparingen. Het is dus zeker niet waar dat de weerhouden uitgavenverminderingen slechts zouden bestaan uit fictieve maatregelen, herraingen en debudgettering. Wel voorziet de begroting 1989 in een verschuiving in de vorm van een herschikking der overheidsschuld ad 28 miljard, in het verlengde van de gelijkaardige operatie ad 35 miljard in 1988.

Het N.T.F.S. zal dank zij de uitgavenverminderingen in 1989 bijgevolg dus slechts 403,2 miljard bedragen, hetzij 7 % van het B.N.P.

Op de dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten werd de wettelijk voorziene aanpassing aan het indexcijfer der consumptieprijzen toegepast.

Het globale klassieke investeringsprogramma (dit zijn de investeringen ten laste van begrotingskredieten en de investeringen gefinancierd door de Instellingen van Openbaar Nut) werd vastgelegd op het niveau van 1988, doch het pakket overheidsinvesteringen in 1989 zal selectief worden verhoogd met 8 miljard frank.

Nochtans zullen de ordonnanceringskredieten die ten laste vallen van de begroting in 1989 lager liggen dan in 1988. Dit houdt onder meer verband met de opgelopen vertraging in de uitvoering van het investeringsprogramma van 1988 en met de aanwending van alternatieve financieringen ad 8 miljard.

6. Algemeen Besluit

De begroting van 1989, waarvan het ontwerp U werd voorgelegd is een getrouwe weerspiegeling van de taken die de Regering zich heeft gesteld in de Regeringsverklaring van 10 mei 1989, die op haar beurt berust op het Regeerakkoord.

Nieuwe initiatieven werden genomen op het gebied van sociale politiek en van specifieke tewerkstellingsprogramma's. De K.M.O. en de zelfstandigen werden niet over het hoofd gezien. Speciale inspanningen werden gedaan op het gebied van Ontwikkelingsamenwerking en Wetenschapsbeleid.

De overheidsinvesteringen worden selectief verhoogd met 8 miljard. In de begroting van elk onderwijsdepartement wordt voor 1989 een bedrag ingeschreven (N 163,3 miljard + F 128,1 miljard) dat alle

de couvrir la totalité des dépenses, y compris les dépenses pour les étudiants étrangers et pour les Fonds des Bâtiments scolaires, sera inscrit pour 1989.

Pour l'informatisation des Services Publics (programme bureautique), 850 millions de crédits d'ordonnancement sont prévus.

La loi fiscale a été déposée. Comme cela avait été décidé, son effet sur le déficit budgétaire sera neutre.

La réforme de l'Etat transférera d'importantes masses budgétaires du Pouvoir National vers les Communautés et les Régions, mais, dans son ensemble, elle ne pourra avoir aucune influence sur le déficit national.

Les mesures d'économie ont été choisies avec le souci de ne pas hypothéquer la croissance économique et l'emploi.

Le fait que toutes ces mesures ont été décidées après ample concertation et avec le consentement de tous les départements concernés et de tous les membres du Gouvernement, plutôt que sous la pression de plans ou de ratios préétablis, est la plus sûre garantie d'une exécution fidèle de l'assainissement des dépenses. On ne trouvera pas non plus des sous-estimations volontaires des besoins des départements respectifs ni d'« enveloppes » dont la réalisation n'est pas fondée sur des mesures adéquates.

En outre, nous avons la ferme intention de faire connaître immédiatement et de proposer les mesures nécessaires pour remédier à tout dérapage qui pourrait surgir de façon imprévue, par exemple, à la suite d'une subite modification défavorable de la situation économique et monétaire.

Tous les efforts des années précédentes et tous les projets pour l'avenir sont menacés si l'effet boule de neige tant appréhendé des taux d'intérêt ne peut pas être contenu. L'espace nécessaire à une politique sociale et économique volontariste se rétrécit au fur et à mesure qu'augmentent l'endettement et les charges d'intérêts qui y sont liées.

Grâce à des efforts importants et des décisions parfois pénibles, le S.N.F. pour 1989 a pu être limité à 7 % du P.N.B. — un premier pas fondamental vers un meilleur contrôle de la croissance de la Dette Publique.

Ces 7 % ne constituent cependant pas un but final. Dans une étude approfondie et nuancée de l'effet boule de neige, la Banque Nationale examine les diverses possibilités permettant d'échapper au cercle infernal des intérêts, qui a vu le jour parce que les Pouvoirs Publics étaient obligés d'emprunter afin de pouvoir payer les intérêts des périodes antérieures, si bien qu'il fallait payer des intérêts sur les intérêts. Il s'avère que la plupart des possibilités d'échapper à l'effet boule de neige sont neutralisées en peu de temps par des effets secondaires négatifs, tandis que d'autres ne sont pas réalisables (atteindre une croissance du P.N.B. supérieure au taux d'intérêt moyen de la dette publique) ou ne peuvent être influencées que dans une

sortie, met inbegrip van de uitgaven voor de vreemde studenten en de Gebouwenfondsen.

Voor de informatisering van de Overheidsdiensten (buroticaprogramma) wordt 850 miljoen aan ordonanceringskredieten voorzien.

De fiscale wet werd ingediend. Zoals vooropgesteld zal haar weerslag op het begrotingstekort neutraal zijn.

De Staatshervorming zal belangrijke budgettaire massa's doen overgaan van de Overheid naar de Gemeenschappen en Gewesten, maar mag globaal geen invloed uitoefenen op het nationaal begrotingstekort.

De besparingsmaatregelen hielden ermee rekening dat de economische groei en de tewerkstelling niet werden gehypothekeerd.

Het is een waarborg voor de getrouwe uitvoering van de uitgavensanering, dat tot al deze maatregelen werd besloten na ruim overleg en met instemming van alle betrokken departementen en regeringsleden eerder dan onder dwang van vooropgestelde plannen of ratio's. Evenmin werden bewuste onderschattingen doorgevoerd van de behoeften der respectieve departementen, of werden « enveloppes » opgelegd waarvan de realisatie niet is gesteund op adequate maatregelen.

Daarenboven nemen wij ons stellig voor elke ontsporing die onverhoeds toch zou kunnen ontstaan door bijvoorbeeld een plotse ongunstige wijziging van de economische en monetaire situatie, onmiddellijk kenbaar te maken en de nodige maatregelen voor te stellen om zulks te verhelpen.

Alle inspanningen van vorige jaren en alle voornemens voor de toekomst komen immers in gevaar wanneer de gevreesde rentesneeuwbal niet wordt bedwongen. De ruimte voor een voluntaristisch sociaal en economisch beleid wordt kleiner naargelang de schuldenberg en de daaraan verbonden rentelasten vergroten.

Dank zij belangrijke inspanningen en soms pijnlijke beslissingen kon het N.T.F.S. voor 1989 worden beperkt tot 7 % van het B.N.P. — een zeer fundamentele stap op de weg naar een betere beheersing van de groei van de Overheidsschuld.

De 7 % is echter geen einddoel. In een grondige en genuanceerde studie van het sneeuwbaaleffect onderzoekt de Nationale Bank diverse mogelijkheden om aan de « helse rentecirkel » te ontsnappen, die ontstond doordat de Overheid moest ontlenden om de verschuldigde rente van vorige perioden te voldoen, zodat rente op rente moest worden betaald. Het blijkt dat de meeste ontsnappingsmogelijkheden op korte tijd door negatieve neveneffecten worden geneutraliseerd, terwijl andere niet realistisch zijn (verwezenlijken van een B.N.P.-groei aan marktprijzen die hoger ligt dan de gemiddelde rente van de Overheidsschuld) of althans weinig door het Overheidsbeleid kunnen worden beïnvloed. Uiteindelijk rest slechts

infime mesure par la politique gouvernementale. La seule issue est donc un effort budgétaire (charge d'intérêt exclue) maintenu pendant plusieurs années.

Partant d'hypothèses variables, la BNB a calculé la durée de cet effort. En examinant les scénarios qui se rapprochent le plus des données fondamentales de l'Accord de Gouvernement et du budget, à savoir

- une réforme fiscale neutre du point de vue budgétaire;
 - une augmentation des dépenses publiques ne dépassant pas le pourcentage de l'inflation (2 %);
 - une croissance en valeur du P.N.B. de 4 % par an;
 - la stabilisation de l'intérêt moyen à un niveau qui ne dépasse pas les 7,10 % à court terme et les 7,75 % à long terme,
- nous constatons que l'effet boule de neige s'arrête en 1992, grâce à la réalisation de surplus sur la totalité des recettes et des dépenses autres que les charges d'intérêts.

Il faut cependant ajouter que la BNB suppose que les dépenses des Régions et des Communautés n'augmenteront que dans la proportion de l'inflation.

Si ceci n'est pas le cas en réalité (l'Accord de Gouvernement ne contient pas de dispositions dans ce domaine), l'échéance sera reportée vers les années suivantes, ce qui vaut également si on ne respecte pas les autres hypothèses. L'espace disponible pour de nouvelles opérations de rééchelonnement de la dette publique en 1990 et plus tard est très restreint.

Si ces normes sont systématiquement négligées, l'effet boule de neige des intérêts restera un véritable obstacle à la politique et nous serons même obligés de retourner en peu de temps à une situation dans laquelle les sauts d'index et la politique d'austérité seront les derniers moyens d'éviter que notre pays ne descende jusqu'au niveau des pays qui ont besoin d'aide, et dont la politique économique n'est plus déterminée par leurs propres autorités.

La conjoncture favorable peut nous aider à éviter ces interventions socialement pénibles. Il s'agit donc de faire un usage intelligent de ces circonstances et de réserver les fruits de la croissance pendant un certain nombre d'années à combler les gouffres du passé afin de pouvoir léguer un pays prospère et sûr de son avenir aux générations futures. »

een jarenlang volgehouden inspanning van de begroting (exclusief rentelasten) als enige uitweg.

Uitgaande van wisselende hypothesen berekende de N.B.B. de duur van deze inspanning. Als wij de scenario's nagaan die het dichtste aansluiten bij de basisgegevens van regeerakkoord en begroting, namelijk :

- budgettair neutrale fiscale hervorming;
 - de Overheidsuitgaven stijgen slechts met het inflatiepercentage (2 %);
 - het B.N.P. in waarde stijgt met 4 % per jaar;
 - rente gemiddeld stabiel op een niveau dat niet hoger komt dan 7,10 % voor de kortlopende en 7,75 % voor langlopende leningen,
- dan zou de rentesneeuwbal stilvallen in 1992, dank zij het overschot, gelaten door het geheel van ontvangsten en uitgaven andere dan rentelasten.

Weliswaar veronderstelt de N.B.B. dat de uitgaven van Gewesten en Gemeenschappen eveneens slechts met het inflatiepercentage toenemen.

Mocht dit in werkelijkheid niet het geval zijn (het Regeerakkoord bevat op dit gebied geen afspraken), dan verschuift de vervaldatum naar latere jaren. Hetzelfde geldt wanneer in ongunstige zin van de andere hypothesen wordt afgeweken. De ruimte voor nieuwe herschikkingsoperaties van de openbare schuld in 1990 en later is erg beperkt.

Als de vooropgestelde normen systematisch worden genegeerd blijft de rentesneeuwbal een ware hinderpaal voor het beleid en zullen we zelfs na korte tijd gedwongen zijn terug te keren tot de situatie, waarin indexsprongen en inleveringen de laatste redplank worden om te beletten dat ons land afdaalt tot het niveau van de hulpbehoevende landen, van wie de economische politiek niet meer door de eigen Overheid wordt bepaald.

De gunstige conjunctuur kan ons helpen om deze sociaal zwaar aankomende ingrepen te vermijden. Het komt er dan ook op aan een verstandig gebruik van deze gelegenheid te maken. Een belangrijk deel van de vruchten van de groei moet nog een aantal jaren worden voorbehouden aan het dempen van de kraters van het verleden, ten einde de komende generaties een veilig en welvarend land te kunnen overmaken. »

II. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

« 1. L'environnement économique international

Un budget fiable ne peut être établi sans tenir compte de l'environnement économique international. Les perspectives mondiales, en particulier en matière de croissance économique, d'inflation et de taux d'intérêt, influencent directement nos perspectives économiques et budgétaires.

Le tassement de la croissance dans les pays développés qui était attendu à court terme en conséquence du krach boursier d'octobre 1987 ne s'est pas produit.

Au contraire, depuis le second semestre 1987, une accélération importante de la croissance a été enregistrée dans de nombreux pays industrialisés.

Diverses explications de ce sursaut conjoncturel ont été avancées. Il paraît probable que le bénéfice de l'amélioration des termes de l'échange, dû à la baisse du prix du pétrole en 1986, ne s'est traduit en renforcement de la demande qu'après un laps de temps plus long que ce qui avait été estimé par la plupart des conjoncturistes. Le sursaut dans la reprise fut par ailleurs accompagné et/ou stimulé par la création importante de liquidités, en Europe et au Japon, qui résulta des interventions opérées par les banques centrales, au cours de l'année 1987, dans le but de stabiliser le dollar.

Après le choc boursier d'octobre 1987, une croissance rapide des agrégats monétaires fut d'autre part acceptée et facilitée par les autorités monétaires qui craignaient une récession, surtout aux Etats-Unis.

Au milieu de l'année 1988, la croissance économique était globalement assez vive dans la zone O.C.D.E. Un ralentissement de l'activité est toutefois généralement prévu à relativement court terme.

Les dernières prévisions du FMI, d'août 1988, prévoient une croissance en volume pour l'ensemble des pays industrialisés de 3,8 % en 1988 et de 2,8 % en 1989 (contre 3,3 % en 1987).

La croissance des échanges mondiaux s'est sensiblement accélérée au second semestre 1987 en conséquence, pour une large part, de l'accélération de l'expansion de la demande intérieure dans de nombreux pays industrialisés. La progression de cette demande pouvant être moins vigoureuse à partir de la seconde moitié de 1988, le taux de croissance du commerce mondial devrait se réduire quelque peu, passant d'un peu plus à un peu moins de 6 % en moyenne annuelle.

Au Japon s'est développée, à partir du troisième trimestre 1987, une reprise extrêmement vigoureuse, essentiellement basée sur la demande intérieure.

II. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIEN

« 1. Internationale economische context

Een betrouwbare begroting kan slechts opgesteld worden indien men rekening houdt met de internationale economische omgeving. De vooruitzichten op wereldvlak, in het bijzonder inzake economische groei, inflatie en intrestvoet beïnvloeden onmiddellijk onze economische en budgettaire vooruitzichten.

De inzinking van de groei van de ontwikkelde landen die als gevolg van de beurskrach van oktober 1987 op korte termijn verwacht werd, heeft zich niet voorgedaan.

Integendeel, sinds het tweede semester van 1987 kan er een belangrijke versnelling van de groei in talrijke geïndustrialiseerde landen vastgesteld worden.

In verband met deze conjuncturele sprong werden diverse verklaringen naar voren gebracht. Het lijkt mogelijk dat het voordeel van de ruilvoetverbetering tengevolge van de daling van de petroleum prijzen in 1986, slechts na verloop van een langere dan oorspronkelijk door de meeste conjuncturisten voorziene tijd is tot uiting gekomen in een versteviging van de vraag. Deze sprong in de herneming ging bovendien gepaard met en/of werd gestimuleerd door een omvangrijke creatie van liquiditeiten in Europa en in Japan. Deze waren het gevolg van de in 1987 uitgevoerde interventies van de centrale banken met het oog op de stabilisering van de dollar.

Na de beursschok van oktober 1987 werd anderzijds een vlugge groei van de monetaire aggregaten aanvaard en vergemakkelijkt door de monetaire autoriteiten die voornamelijk in de Verenigde Staten een recessie vreesden.

De economische groei was in het midden van het jaar 1988 in de OESO-zone globaal genomen zeer levendig. Over het algemeen wordt nochtans op relatief korte termijn een vertraging in de economische activiteit verwacht.

De laatste vooruitzichten van het I.M.F., van augustus 1988, voorzien een groei in volume voor het geheel van de geïndustrialiseerde landen van 3,8 % in 1988 en van 2,8 % in 1989 (tegen 3,3 % in 1987).

Grotendeels tengevolge van de versnelde expansie van de binnenlandse vraag in verschillende geïndustrialiseerde landen is de groei van de wereldhandel aanzienlijk versneld in het tweede semester van 1987. Gezien de toename van deze vraag vanaf de tweede helft van 1988 minder krachtig zou kunnen zijn, zou de groeivoet van de wereldhandel iets kunnen afnemen. Hij zou gaan van iets meer naar iets minder dan 6 % als jaargemiddelde.

In Japan heeft zich vanaf het derde trimester van 1987 een forse herneming, voornamelijk gebaseerd op de binnenlandse vraag, ontwikkeld. Deze opleving

Cette reprise se poursuit et se renforce jusqu'au premier trimestre 1988 et le tassement de l'activité enregistré au printemps ne devrait pas marquer un retournement de tendance.

La demande de consommation des ménages devrait poursuivre son expansion jusqu'en 1989, la construction résidentielle devant s'essouffler. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprises manifestent la volonté de ceux-ci de poursuivre leur effort d'investissement, encouragés par un taux d'utilisation élevé des capacités de production, le très bon niveau des profits et la stabilité des perspectives de la demande intérieure.

La fermeté de celle-ci devrait donner lieu à un fort courant d'importation et il ne paraît pas que, en termes réels, la progression des exportations puisse dépasser celle des volumes importés; toute prévision en la matière est cependant délicate. La politique budgétaire, qui a contribué à la relance de 1987, devrait être approximativement neutre durant l'année budgétaire 1988.

Globalement, une croissance assez forte devrait se maintenir en 1988-1989, voisinant ou même dépassant 4 % en rythme annuel. La hausse des prix, extrêmement modérée, ne devrait que peu s'accélérer, ne dépassant pas 1 à 2 %.

En ce qui concerne les équilibres extérieurs, on peut constater que l'excédent de la balance des paiements courants, exprimé en dollars, fléchit légèrement au premier semestre 1988 : + 38 milliards de dollars contre 43 milliards en 1987. Seule une légère modification de ce solde, dans un sens ou un autre, est généralement prévue pour le proche avenir.

Aux Etats-Unis, les statistiques provisoires du PNB au deuxième trimestre 1988 font état d'une croissance économique forte. A prix constants, le PNB du premier semestre a cru de 4,5 % par rapport à celui enregistré durant les six premiers mois de 1987.

Signe positif du point de vue redressement de l'équilibre extérieur, mais aussi de la stabilité des prix, une légère décélération de la consommation des ménages paraît engagée. Un très léger recul, en volume, des biens et services consommés par l'Etat fédéral se confirme, ainsi que la faiblesse de l'investissement en logements. Les investissements productifs progressent vivement. Les exportations sont en pleine expansion et, assez logiquement, compte tenu de la légère inflexion de la demande interne, les importations deviennent moins fortes. Si l'on compare les six premiers mois de 1988 à la période correspondante de 1987, les exportations croissent de plus de 20 %, à prix constants, les importations augmentant de plus de 10 %.

heeft zich doorgezet en versterkt tot het eerste trimester van 1988 en de inzinking van de activiteit vastgesteld in de lente zou geen ommekeer in de tendens veroorzaken.

De consumptieve vraag van de gezinnen zou zijn expansie tot in 1989 voortzetten, de residentiële woningbouw zou uitdeinen. De enquêtes bij de ondernemingshoofden tonen de wil van deze laatsten om hun investeringsinspanning verder te zetten, daartoe aangezet door een hoge benuttigingsgraad van de produktiecapaciteit, het zeer goede niveau van de winsten en de stabiliteit van de vooruitzichten van de binnenlandse vraag.

De kracht van deze herneming zou een forse importstroom op gang moeten brengen en het ziet er niet naar uit dat, uitgedrukt in reële termen, de stijging van de uitvoer die van de geïmporteerde volumes kan overtreffen. Iedere voorspelling op dat vlak blijft evenwel een delicate zaak. De budgettaire politiek die in 1987 tot de herneming heeft bijgedragen, zou ongeveer neutraal moeten zijn gedurende het begrotingsjaar 1988.

Globaal genomen, zou er een nogal forse groei in 1988-1989 moeten blijven die op jaarbasis 4 % moet benaderen of zelfs overschrijden. De zeer matige prijsstijging zou slechts zeer weinig toenemen en zeker niet boven 1 à 2 % uitstijgen.

Wat de buitenlandse evenwichten betreft kan men vaststellen dat het overschot op de lopende rekening van de betalingsbalans, uitgedrukt in dollars, een lichte verzwakking vertoont tijdens het eerste semester van 1988 : + 38 miljard dollar tegen + 43 miljard in 1987. Algemeen genomen wordt voor de nabije toekomst slechts een lichte aanpassing van dit saldo in de ene of andere richting verwacht.

In de Verenigde Staten duiden de voorlopige statistische gegevens in verband met het BNP van het tweede trimester 1988 op een sterke economische groei. In constante prijzen is het BNP in het eerste semester met 4,5 % gestegen ten opzichte van dat wat geregistreerd is tijdens de eerste zes maanden van 1987.

De lichte vertraging die op gang is gekomen in de consumptieve bestedingen van de gezinnen kan vanuit het oogpunt van het herstel van het evenwicht met het buitenland maar ook vanuit het oogmerk van prijsstabiliteit als een positief teken gezien worden. Een lichte daling, in volume, van de consumptie van goederen en diensten door de federale overheid lijkt bevestigd te worden, evenals de zwakte van de investeringen in woongebouwen. De produktieve investeringen kennen een levendige groei. De uitvoer is in volle expansie en, wat logisch is, tengevolge van de lichte inzinking van de binnenlandse vraag evolueert de invoer minder sterk. Indien men de eerste zes maanden van 1988 vergelijkt met de overeenkomende periode van 1987 dan stelt men een uitvoergroei van meer dan 20 % in constante prijzen vast, terwijl de invoer toeneemt met meer dan 10 %.

En ce qui concerne l'activité économique future, un léger tassement est prévu à partir de la seconde moitié de l'année 1988. Vu l'acquis du premier semestre, les prévisions de croissance pour 1988 faites en juin par l'OCDE et les Communautés européennes sont peut-être un peu faibles. Le volume du PNB pourrait croître en moyenne annuelle de plus de 3,5 % en 1988, puis de 2,5 % en 1989.

Les exportations devraient continuer à être la composante motrice de la progression de la demande dans les mois à venir, étant admis que la compétitivité-prix, interne et externe, des produits américains ne devrait pas être sensiblement et rapidement entamée par le récent redressement du dollar.

Selon les comptes nationaux provisoires pour le deuxième trimestre 1988, la hausse des prix s'accélérait quelque peu. Cependant l'indice des prix à la consommation continuait, en été, d'évoluer très modérément, sa hausse à un an restant inférieure à 4 % en juillet 1988, pour le septième mois consécutif. Dans leurs projections de juin 1988, tant l'OCDE que les Communautés européennes prévoyaient 1 % environ de hausse supplémentaire des prix (du PNB ou de la consommation) en 1989, le taux d'inflation devant ainsi se situer entre 4 et 5 %.

Dans la *Communauté européenne*, la croissance fut également assez vive en moyenne, dans la seconde moitié de 1987 et au début de 1988. La consommation privée et les investissements des entreprises furent les moteurs essentiels de l'activité. Les exportations furent parfois très dynamiques mais la contribution des échanges extérieurs nets à l'expansion du volume du PIB fut cependant négative.

A court terme, il est généralement prévu que la demande intérieure continue de soutenir l'expansion, même si la consommation des ménages pourrait se ralentir quelque peu.

L'impact de l'amélioration passée des termes de l'échange s'amortit, les hausses de salaires restent modérées, mais les ménages bénéficient dans divers pays d'une réduction de l'impôt des personnes physiques. La construction de logements progresserait modérément. Quant à l'investissement productif, il devrait être encouragé par le taux d'utilisation actuellement élevé des capacités installées. Enfin, les dépenses de consommation des pouvoirs publics augmenteraient probablement moins vite que le produit intérieur communautaire.

Un ralentissement de la demande intérieure devrait réduire l'augmentation des quantités importées. Celles-ci continueraient cependant de croître plus vite que le volume des exportations, l'écart entre ces taux de croissance se réduisant.

En résultante de ces évolutions la Commission des Communautés européennes prévoyait en mai/juin 1988 que, à prix constants, le PIB des « douze » croîtrait de 2,6 % en 1988 et de 2,2 % en 1989. Il était par ailleurs prévu que les taux de croissance des diffé-

Wat de toekomstige economische activiteit betreft, wordt er vanaf de tweede helft van 1988 een lichte nivellering verwacht. Voortgaand op wat verworven is tijdens het eerste semester lijken de in juni door de OESO en de Europese Gemeenschap voor 1988 vooropgestelde groeivoorzichten nogal zwak. Het BNP in volume zou, uitgedrukt als jaargemiddelde, kunnen toenemen met niet meer dan 3,5 % in 1988 en daarna met 2,5 % in 1989.

In de komende maanden zou de uitvoer de stuwende kracht moeten vormen voor de toename van de vraag. Dit evenwel indien de interne en externe prijscompetitiviteit van de Amerikaanse produkten niet gevoelig en niet vlug zou beïnvloed worden door het recente herstel van de dollar.

Volgens de voorlopige cijfers uit de nationale rekeningen voor het tweede trimester van 1988 lijkt de stijging van de prijzen zich wat te accentueren. Nochtans evolueerde de index der consumptieprijzen gedurende de zomer nauwelijks. In juli 1988 bleef de stijging ten opzichte van het voorgaande jaar beneden de 4 % en dat voor de zevende opeenvolgende maand. In hun vooruitzichten van juni 1988 voorzagen zowel de OESO als de Europese Gemeenschappen voor 1989 één procent bijkomende prijsstijging (van het BNP of de consumptie). Daardoor zou de inflatievoet zich situeren tussen 4 en 5 %.

In de *Europese Gemeenschap* was de groei in de tweede helft van 1987 en begin 1988 gemiddeld genomen ook zeer levendig. De private consumptie en de bedrijfsinvesteringen waren de voornaamste stuwende krachten achter die evolutie. De uitvoer was soms zeer dynamisch, doch de netto-bijdrage van de verrichtingen met het buitenland tot de groei van het BBP in volume was negatief.

Op korte termijn voorziet men dat de binnenlandse vraag de expansie zou blijven ondersteunen, zelfs indien de consumptie van de gezinnen een beetje zou vertragen.

De impact van de voorbije verbetering van de ruiltermen sterft uit, de stijging van de lonen blijft matig, maar de gezinnen genieten in verschillende landen een vermindering van de personenbelasting. De woningbouw zou matig toenemen. De produktieve investeringen zouden moeten aangemoedigd worden door de hoge benuttigingsgraad van de geïnstalleerde capaciteit. Tenslotte zullen de consumptieuitgaven van de overheid waarschijnlijk minder vlug stijgen dan het binnenlands produkt van de Europese Gemeenschap.

Een vertraging van de binnenlandse vraag zou de stijging van de ingevoerde hoeveelheden moeten afremmen. Deze zouden evenwel vlugger blijven groeien dan het exportvolume. Het verschil tussen beide groeivoeten zou evenwel afnemen.

In mei/juni 1988 voorzag de Commissie van de Europese Gemeenschappen als resultante van die evoluties dat het BBP van de twaalf in constante prijzen met 2,6 % zou groeien in 1988 en met 2,2 % in 1989. Bovendien voorzag men dat de groeivoeten van

rents pays membres tendraient à converger. Ils fléchiraient dans les pays où ils étaient les plus élevés en 1987 et le seraient encore, peut-être dans une moindre mesure, en 1988 (Espagne, Portugal, Royaume-Uni). Par contre, ils se maintiendraient approximativement ailleurs.

Au début de septembre 1988, il semblait que la croissance pourrait être en 1988 un peu plus vive qu'estimée par la Commission. C'est du moins ce qu'il ressortait de la publication des comptes nationaux trimestriels dans les trois principales économies de la Communauté (Allemagne, France, Royaume-Uni). Le rythme annuel de croissance du produit national dans ces pays paraissait approcher ou dépasser 3 %.

Selon les Services de la Commission, tant le taux de chômage (au-dessus de 11 %) que la hausse des prix (d'un peu plus de 3 %) devaient, en moyenne, être très stables. Il semble cependant qu'une accélération de la hausse des prix un peu plus vive que prévue s'annonce au Royaume-Uni.

L'excédent de la balance des paiements courants de l'ensemble de la Communauté devrait se réduire en 1988 et 1989. Cependant cette évolution globalement favorable à la résorption des déséquilibres extérieurs mondiaux recouvre une détérioration des comptes extérieurs des pays déficitaires ou dans une situation proche de l'équilibre, tandis que les pays ayant un solde extérieur courant positif ne voient pas celui-ci se réduire significativement.

La crainte d'une accélération de la hausse des prix et d'une surchauffe économique aux Etats-Unis et dans d'autres grands pays industrialisés a provoqué une politique monétaire restrictive au deuxième trimestre 1988. Il en est résulté une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis d'abord, dans la plupart des pays industrialisés ensuite. Divers pays européens, en particulier ceux participant au mécanisme de change du SME, suivirent ainsi, dans une mesure variable et avec plus ou moins de réticence, les hausses des taux d'intérêt internationaux et surtout allemands. Ce mouvement de hausse des taux d'intérêt semble aujourd'hui être stoppé et les taux s'orienter à la baisse.

2. L'évolution économique de la Belgique

Pour établir ses choix budgétaires, le Gouvernement a tenu compte des indicateurs économiques que constituent les prévisions en matière de balance des paiements, d'évolution des coûts et des prix, de croissance économique, d'emploi et de chômage.

de différentes lidstaten zouden convergeren. Zij zouden verminderen in de landen waar ze in 1987 het hoogst waren. Waarschijnlijk zullen ze daar, zij het in mindere mate, ook in 1988 nog het hoogst blijven (Spanje, Portugal, Verenigd Koninkrijk). Daarentegen zouden ze elders ongeveer op hetzelfde peil behouden blijven.

Begin september 1988 leek het dat de groei in 1988 een beetje levendiger zou kunnen zijn dan door de Commissie voorgesteld was. Dat blijkt namelijk uit de publikatie van de trimestriële nationale rekeningen van de drie voornaamste economieën in de Gemeenschap (Duitsland, Frankrijk, Verenigd Koninkrijk). Het jaarlijks groeiritme van het nationaal produkt van die landen lijkt 3 % te benaderen of te overschrijden.

Volgens de Diensten van de Commissie zouden zowel de werkloosheidsgraad (beneden 11 %) als de prijsstijgingen (een beetje meer dan 3 %), gemiddeld genomen, zeer stabiel moeten zijn. Het ziet er nochtans naar uit dat er zich in het Verenigd Koninkrijk een versnelde prijsstijging aankondigt.

Het overschot op de lopende verrichtingen van de betalingsbalans van de Gemeenschap zou in 1988 en 1989 verminderen. Deze globaal genomen nochtans gunstige evolutie van opslorping van onevenwichten op buitenlands vlak verhuult de achteruitgang van de rekeningen met het buitenland van de reeds deficitaire landen of van deze dicht bij een evenwicht, daar waar deze die een positief lopend saldo met het buitenland hebben dit niet significant zien afnemen.

De vrees voor een versnelling van de prijsstijgingen en voor een oververhitting van de economie van de Verenigde Staten en andere grote geïndustrialiseerde landen heeft in het tweede trimester van 1988 tot een restrictieve monetaire politiek geleid. Dit had vooreerst een verhoging van de intrestvoeten in de Verenigde Staten tot gevolg, waarna de andere geïndustrialiseerde landen volgden. Verschillende Europese landen en in het bijzonder zij die deelnemen aan het wisselmechanisme van het E.M.S. moesten dan ook, zij het op een afwijkende manier en met min of meer terughoudendheid, de internationale en vooral Duitse rentevoetstijgingen volgen. Vandaag lijkt het erop dat deze hausse-trend van de intrestvoeten gestopt is en dat de rentevoeten opnieuw neerwaarts georiënteerd zijn.

2. De economische evolutie van België

Om haar begrotingskeuzen vast te stellen, heeft de Regering rekening gehouden met de economische indicatoren die worden gevormd door de vooruitzichten inzake betalingsbalans, kosten- en prijzenontwikkeling, economische groei, tewerkstelling en werkloosheid.

a. *La balance des paiements*

Parmi tous les soldes de balance des paiements auxquels il est habituellement fait référence, celui des opérations courantes revêt une importance particulière : positif, il enregistre un enrichissement vis-à-vis de l'étranger auquel le pays concerné consent un prêt; négatif, il signifie un appauvrissement du pays considéré qui contracte ainsi un emprunt.

Depuis 1982, on enregistre dans notre pays une amélioration quasi continue de la balance des opérations courantes : d'un déficit de 110 milliards en 1982, on est passé à l'équilibre en 1984 et à un surplus de plus de 100 milliards à partir de 1986. Le résultat de 1987 (+ 105 milliards) est en léger recul par rapport à celui de l'année précédente (+ 139 milliards en 1986). Les données disponibles pour 1988 (+ 63 milliards pour les cinq premiers mois) laissent supposer que cette baisse ne se poursuivra pas cette année. Enfin pour 1989, les prévisions disponibles indiquent que le surplus devrait se maintenir en valeur absolue, voire même en pourcentage du PNB.

Dans l'évolution favorable de notre balance des opérations courantes, il convient de remarquer l'importance croissante des services. Resté positif tout au long des années difficiles qui ont suivi le deuxième choc pétrolier, le solde des services s'est accru rapidement et connaît depuis 1986 un nouvel essor. Il est pour les cinq premiers mois de 1988, presque équivalent à celui des marchandises (+ 47,6 milliards pour les services contre + 50,0 pour les marchandises).

Ce qui démontre pour notre pays l'importance de poursuivre une politique qui favorise nos exportations de services.

b. *L'évolution des coûts et des prix*

Bien qu'elle n'en soit pas le seul facteur explicatif, l'amélioration de la compétitivité des entreprises belges constitue un élément central pour expliquer l'amélioration de la balance des paiements. Sa sauvegarde est une condition nécessaire pour assurer l'équilibre dans nos relations économiques avec l'étranger, particulièrement dans l'optique de l'Europe de 1992.

La compétitivité des entreprises d'un pays constitue un phénomène particulièrement complexe dans lequel un grand nombre de facteurs, tant qualitatifs que quantitatifs, jouent un rôle. Parmi les éléments quantitatifs se trouvent les éléments du coût de production, les taux d'intérêt, le prix de l'énergie, la pression fiscale et parafiscale et le niveau des salaires. Etant donné l'importance de la main-d'œuvre dans la valeur ajoutée, ce dernier élément est particulièrement crucial.

La faiblesse relative, ces dernières années, des hausses de salaires en Belgique a joué un grand rôle dans le redressement de la compétitivité de nos entre-

a. *De betalingsbalans*

Onder alle saldi van de betalingsbalans waarnaar men gewoonlijk verwijst, heeft dat van de lopende verrichtingen een bijzonder belang : is het positief, dan betekent het een verrijking tegenover het buitenland waaraan het land in kwestie een lening toekent; is het negatief, dan betekent het een verarming van het land dat op die wijze een lening aangaat.

Sedert 1982 neemt men in ons land een bijna voortdurende verbetering waar van de balans der lopende verrichtingen : van een tekort van 110 miljard is men overgegaan tot een evenwicht in 1984 en tot een overschot van meer dan 100 miljard vanaf 1986. Het resultaat van 1987 (+ 105 miljard) geeft een lichte achteruitgang te kennen ten opzichte van dat van het voorgaande jaar (+ 139 miljard in 1986). De beschikbare gegevens voor 1988 (+ 63 miljard voor de eerste vijf maanden) laten veronderstellen dat deze daling zich dit jaar niet zal voortzetten. Voor 1989 ten slotte, tonen de beschikbare vooruitzichten aan dat het overschot zich in absolute waarde en zelfs als percentage van het BNP zou moeten handhaven.

Het past, in het kader van de gunstige evolutie van onze balans der lopende verrichtingen, het stijgende belang van de diensten te vermelden. Nadat het positief gebleven is gedurende de moeilijke jaren die op de tweede oliecrisis volgden, is het saldo van de diensten snel toegenomen en kende het sedert 1986 een nieuwe heropleving. Het is voor de eerste vijf maanden van 1988 bijna gelijk aan dat van de goederen (+ 47,6 miljard voor de diensten tegenover + 50,0 voor de goederen).

Dit toont voor ons land het belang aan van het voortzetten van een beleid dat onze uitvoer van diensten bevordert.

b. *De evolutie van kosten en prijzen*

Alhoewel zij niet de enige verklarende factor is, vormt de verbetering van de competitiviteit van de Belgische ondernemingen een centraal element in de verklaring van de verbetering van de betalingsbalans. Het behoud ervan is een noodzakelijke voorwaarde om het evenwicht te verzekeren in onze economische betrekkingen met het buitenland, vooral met het oog op het Europa van 1992.

De competitiviteit van de ondernemingen van een land is een bijzonder complex verschijnsel waarin een groot aantal factoren, zowel kwalitatieve als kwantitatieve, een rol spelen. Onder de kwantitatieve elementen bevinden zich de elementen produktiekosten, intrestvoeten, energieprijzen, fiscale en parafiscale druk en loonpeil. Gegeven het belang van de arbeid in de toegevoegde waarde, is laatstgenoemd element van bijzonder cruciaal belang.

De betrekkelijk geringe loonsverhogingen in België gedurende de jongste jaren hebben een grote rol gespeeld in het herstel van de competitiviteit van onze

prises. Jusqu'en 1986, elle a été imposée par la politique gouvernementale. Depuis, elle a été négociée librement par les interlocuteurs sociaux. Incontestablement, la modération dont ils ont fait preuve exerce un impact bénéfique sur notre économie et notre emploi. Pour ce qui concerne l'avenir, l'accord interprofessionnel actuellement en négociation devrait indiquer dans quelle mesure cette attitude est maintenue.

Etant donné notre système d'indexation, la maîtrise des salaires constitue à la fois l'un des facteurs et l'un des effets essentiels de la baisse de l'inflation.

Aujourd'hui, notre taux d'inflation est particulièrement bas (1,02 % de croissance moyenne des prix à la consommation au cours des huit premiers mois de 1988 contre 1,5 % pour la même période en 1987). Avec l'Allemagne et les Pays-Bas, la Belgique fait partie des pays européens à l'inflation la plus faible.

Pour 1989, on peut s'attendre à une légère hausse de la croissance des prix. A politique inchangée, le taux devrait atteindre 1,7 %, sous l'influence d'une remontée des prix mondiaux. En tenant compte des effets de la politique économique du Gouvernement, et en particulier de l'augmentation de certaines accises dans le cadre de la réforme fiscale, ce chiffre pourrait s'élever à 2,0 %.

c. *L'emploi et le chômage*

Le marché du travail connaît dans notre pays depuis 1985 une évolution favorable : le nombre d'emplois est en progression, le nombre de chômeurs indemnisés en réduction. C'est surtout depuis le début de cette année que s'est accéléré le processus de réduction du nombre de chômeurs complets. De juin 1987 à juin 1988, le chômage complet a baissé de 37 000 unités.

Notre croissance économique durant ces derniers mois n'est pas suffisante, loin s'en faut, pour expliquer cette évolution favorable du marché de l'emploi. Une évolution dont le principal acteur a été le secteur privé qui est responsable, ces trois dernières années, de 95 % de la croissance de l'emploi et au sein duquel on a constaté, suite à la modération salariale, un ralentissement du processus de substitution du capital au travail.

Autre explication de l'amélioration de notre marché du travail : la croissance du travail à temps partiel. Le pourcentage de travailleurs à temps partiel reste toutefois inférieur à la moyenne européenne (10,3 contre 13,7).

La plupart des prévisions se rejoignent pour supposer que le phénomène de diminution du chômage se poursuivra en 1989, avec une ampleur qui sera cependant peut-être plus faible qu'en 1988.

ondernemingen. Tot 1986 was zij opgelegd door het regeringsbeleid. Sedertdien werd er vrij over onderhandeld door de sociale gesprekspartners. Ontegensprekelijk oefent de gematigdheid waarvan zij blijk hebben gegeven een gunstige invloed uit op onze economie en onze tewerkstelling. Wat de toekomst betreft, zou het interprofessioneel akkoord, waarover thans wordt onderhandeld, moeten aangeven in welke mate deze houding behouden blijft.

Gegeven ons indexeringsstelsel, vormt de beheersing van de lonen tegelijkertijd een essentiële factor en een essentieel gevolg van de daling van de inflatie.

Thans is ons inflatiepeil bijzonder laag (1,02 % gemiddelde stijging van de consumptieprijzen gedurende de eerste acht maanden van 1988 tegen 1,5 % voor dezelfde periode in 1987). Samen met Duitsland en Nederland maakt België deel uit van de Europese landen met de laagste inflatie.

Voor 1989 kan men een lichte verhoging van de prijsstijging verwachten. Bij ongewijzigd beleid zou de inflatie 1,7 % moeten bereiken onder de invloed van een toename van de prijzen in de wereld. Rekening houdend met de invloed van het economisch beleid van de Regering, en in het bijzonder met de verhoging van bepaalde accijnzen in het kader van de belastinghervorming, zou dit cijfer 2,0 % kunnen bedragen.

c. *De tewerkstelling en de werkloosheid*

De arbeidsmarkt kent in ons land sedert 1985 een gunstige evolutie : het aantal betrekkingen stijgt, het aantal uitkeringsgerechtigde werklozen daalt. Het is vooral sedert het begin van dit jaar dat het proces van vermindering van het aantal volledig werklozen versneld is. Van juni 1987 tot juni 1988 is het aantal volledig werklozen afgenomen met 37 000 eenheden.

Onze economische groei gedurende de jongste maanden is op verre na niet voldoende om deze gunstige ontwikkeling op de arbeidsmarkt te verklaren. Een ontwikkeling waarvan de voornaamste motor de private sector is geweest die verantwoordelijk is voor 95 % van de groei van de werkgelegenheid gedurende de jongste drie jaren. Binnen die private sector heeft men als gevolg van de loonmatiging een vertraging gekend van de vervanging van arbeid door kapitaal.

Een andere verklaring voor de verbetering op onze arbeidsmarkt is de toename van de deeltijdse arbeid. Het percentage van de deeltijdse werknemers blijft evenwel onder het Europese gemiddelde (10,3 tegen 13,7).

Het merendeel van de vooruitzichten stemt overeen met de veronderstelling dat het verschijnsel van daling van de werkloosheid zich zal voortzetten in 1989, met een omvang die evenwel geringer zal zijn dan in 1988.

d. *La croissance économique*

La croissance économique telle qu'elle apparaît dans le dernier budget économique — celui du 15 juillet 1988 — se ralentirait légèrement (+ 1,8 % en volume en 1988 contre + 2,3 % en volume en 1987). Elle se situerait en 1989 au même niveau qu'en 1988.

Si la croissance du P.N.B. n'est pas très forte, il faut cependant souligner qu'elle repose sur des facteurs qui ne sont pas générateurs de déséquilibres futurs.

La croissance de la formation de capital fixe des entreprises, entamée en 1984, reste vive en 1988 et devrait se poursuivre en 1989. Cet accroissement des investissements renforce la compétitivité des entreprises et laisse présager un processus en cours de renouveau du tissu industriel belge, prometteur de croissance future.

L'évolution de la consommation publique restera contrainte par la nécessaire poursuite de l'assainissement des finances publiques; la consommation privée devrait pour sa part continuer sa progression à un rythme plus rapide qu'au début des années 80.

Cette amélioration provient en partie de la croissance du revenu des ménages et en partie de l'affaiblissement de la propension à épargner, lequel peut s'expliquer par le maintien d'un taux d'inflation relativement faible et par les perspectives plus favorables en matière d'emploi.

On notera en parallèle le net redressement des investissements en logements, entamé depuis 1985 et qui devrait se poursuivre au cours des années à venir.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la croissance du P.N.B. en 1989, selon la version précitée du budget économique, atteindra 4,1 % en valeur, soit 1,8 % en volume et 2,3 % en prix.

C'est sur cette base que fut élaboré le présent projet de budget pour 1989.

3. **Les recettes**

a. *Réalisations des huit premiers mois*

Les recettes fiscales courantes totales, au terme des huit premiers mois de 1988, ont atteint 1 041,6 milliards soit 50,0 milliards de plus qu'au cours de la même période de 1987.

d. *De economische groei*

Zoals blijkt uit het jongste economisch budget — dat van 15 juli 1988 — zou de economische groei lichtjes vertragen (+ 1,8 % in volume in 1988 tegen + 2,3 % in volume in 1987). In 1989 zou hij zich op hetzelfde peil bevinden als in 1988.

Alhoewel de stijging van het BNP niet zeer groot is, dient nochtans te worden onderstreept dat zij berust op factoren die geen toekomstige onevenwichten veroorzaken.

De toename van de vorming van vast kapitaal door de ondernemingen, begonnen in 1984, blijft sterk in 1988 en zou zich moeten doorzetten in 1989. Deze stijging van de investeringen versterkt de competitiviteit van de ondernemingen en laat een proces voorzien dat gaat naar een vernieuwing van het Belgische industriële weefsel, wat veelbelovend is voor de toekomstige groei.

De groei van de overheidsconsumptie zal beperkt blijven door de noodzakelijke voortzetting van de gezondmaking van de openbare financiën; de private consumptie zou wat haar betreft haar stijging moeten voortzetten tegen een sterker tempo dan bij het begin van de jaren 80.

Deze verbetering komt gedeeltelijk voort uit de toename van het inkomen van de gezinnen en gedeeltelijk uit de verzwakking van de spaarneiging. Laatstgenoemde kan worden verklaard door de blijvend relatief geringe inflatie en door de meer gunstige vooruitzichten inzake tewerkstelling.

Men kan hiermee gelijklopend de duidelijke heropleving van de investeringen in woongebouwen noteren, aangevat in 1985. Deze zou zich moeten doorzetten in de loop van de volgende jaren.

Rekening houdend met het geheel van deze elementen zal de toename van het BNP in 1989, volgens de voornoemde versie van het economische budget, 4,1 % in waarde bereiken, hetzij 1,8 % in volume en 2,3 % in prijzen.

Het is op deze basis dat het huidige ontwerp van Begroting voor 1989 is uitgewerkt.

3. **De ontvangsten**

a. *Realisaties van de eerste acht maanden*

De totale lopende fiscale ontvangsten beliepen na de eerste acht maanden van het jaar 1988 1 041,6 miljard, dit is 50,0 miljard meer dan in dezelfde periode van 1987.

Le tableau ci-dessous en donne le détail :

De hierna volgende tabel geeft hiervan een gedetailleerde weergave :

	1987	1988	Ecart — Vershil	
			en milliards — in miljarden	en % — in %
Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i>	614,6	636,9	+ 22,3	+ 3,6 %
Douane. — <i>Douane</i>	15,2	17,9	+ 2,7	+ 17,6 %
Accises et divers. — <i>Accijnzen en diversen</i>	75,4	77,2	+ 1,8	+ 2,4 %
TVA, taxes et timbres. — <i>BTW, taksen en zegelrechten</i>	260,1	280,1	+ 20,0	+ 7,7 %
Droits d'enregistrement et divers. — <i>Registratierechten en diversen</i>	26,2	29,4	+ 3,2	+ 12,2 %
Total. — <i>Totaal</i>	991,6	1 041,6	+ 50,0	+ 5,0 %

Les recettes préçues par l'Administration des Contributions directes progressent, globalement, de 22,3 milliards, soit 3,6 %.

L'essentiel de cet accroissement se trouve :

— en versements anticipés : + 8,8 milliards, encore influencés par l'anticipation de recettes en avril 1988;

— en précompte professionnel : + 13,1 milliards, dont 5,0 milliards de retards de la SNCB, normalement dus en 1987.

Les droits de douane progressent de 2,7 milliards, soit 17,6 % mais l'entière de la recette est cédée aux Communautés européennes.

Les droits d'accises s'accroissent de 1,8 milliard, soit 2,4 % dont 1,0 milliard en huiles minérales et 0,7 milliard en tabacs.

Les recettes de T.V.A. ont progressé de 20,0 milliards, soit 7,7 %. La comparaison entre les premiers mois des années 1988 et 1987 flatte 1988 en raison du salon automobile en 1988 et des faibles facturations dans le secteur de la construction en 1987, résultant de la hausse du taux de T.V.A. intervenue en été 1986.

Les droits d'enregistrement et les droits divers dépassent de 3,2 milliards, soit 12,2 %, la recette correspondante de 1987 en raison de la valeur et du nombre élevés des mutations sur les biens immeubles existants.

Globalement, les recettes cédées, affectées et ris-tournées s'élèvent à 58,7 milliards en 1988 contre 52,7 milliards en 1987, soit une progression de 11,4 %.

Après déduction de ces cessions, affectations et ris-tournées, la recette des Voies et Moyens s'élève à 982,9 milliards en 1988, progressant ainsi de 44,0 milliards (+ 4,7 % par rapport à la même période de 1987.

De ontvangsten geïnd door de Administratie van de Directe Belastingen nemen globaal met 22,3 miljard of 3,6 % toe.

Deze aangroei is voornamelijk terug te vinden :

— in voorafbetalingen : + 8,8 miljard, nog beïnvloed door de anticipatie van ontvangsten van april 1988;

— in bedrijfsvoorheffing : + 13,1 miljard, waarvan 5,0 miljard achterstallen van de NMBS die normaal in 1987 verschuldigd waren.

De douanerechten stijgen met 2,7 miljard, d.i. met 17,6 %, doch de totale ontvangsten worden afgestaan aan de Europese Gemeenschappen.

De accijnzen namen met 1,8 miljard of 2,4 % toe. Daarvan is 1,0 miljard gelokaliseerd bij minerale olieën en 0,7 miljard bij tabak.

De BTW-ontvangsten stegen met 20,0 miljard of 7,7 %. De vergelijking tussen de eerste maanden 1988 en 1987 flatteert 1988. Dit tengevolge van het autosalon in 1988 en van de geringe facturaties in de bouwsector in 1987 als nasleep van de verhoging van de BTW-voet in de zomer van 1986.

De registratierechten en diverse rechten overstijgen de overeenstemmende ontvangsten van 1987 met 3,2 miljard of 12,2 % tengevolge van de waarde en van het hoge aantal verrichtingen op bestaande onroerende goederen.

De afgestane, toegewezen en geristorneerde ontvangsten belopen globaal 58,7 miljard in 1988 tegen 52,7 miljard in 1987, dit is een stijging met 11,4 %.

Na deze afgestane, toegewezen en geristorneerde ontvangsten in mindering gebracht te hebben, belopen de Rijksmiddelen ontvangsten 982,9 miljard in 1988, wat een toename met 44,0 miljard (+ 4,7 %) betekent ten opzichte van dezelfde periode in 1987.

b. Réestimation des recettes 1988

La réestimation des recettes 1988, figurant dans l'Exposé Général, est fondée sur les réalisations des sept premiers mois de l'année et sur les recettes escomptées pour les cinq derniers mois.

La plus-value, en recettes totales atteindrait 8,9 milliards mais compte tenu d'un accroissement de 3,1 milliards des cessions aux Communautés européennes (*), elle n'atteindrait que 5,8 milliards en Voies et Moyens. Dès lors, les recettes fiscales courantes totales s'élèveraient à 1 536,8 milliards et, en Voies et Moyens, à 1 444,5 milliards.

Les réalisations du mois d'août 1988 confortent cette réestimation.

En Voies et Moyens, les principaux écarts par rapport à la prévision initiale sont les suivants :

en contributions directes : la prévisions initiale serait globalement réalisée, sans plus-ni moins-values, une légère moins-value en précompte mobilier étant absorbée par de minimes plus-values en précompte professionnel et en impôts perçus par rôles à charge de personnes physiques. Compte tenu de l'anticipation en avril et de ses conséquences sur les recettes des trois autres grandes échéances, les versements anticipés n'excéderaient pas leur prévision initiale.

en droits de douane : la recette de 0,1 milliard initialement prévue disparaît par suite de la décision du 24 juin 1988 du Conseil européen de considérer, à partir du 1^{er} janvier 1988, les droits sur produits CECA comme ressources propres de Communautés européennes.

en droits d'accises : une plus-value de 0,5 milliard peut être escomptée en matière de droits perçus sur les huiles minérales.

en T.V.A. : la plus-value serait de 3,9 milliards. Cet accroissement tient compte de la progression déjà réalisée mais aussi d'une augmentation des cessions aux C.E. et des restitutions de taxe consécutives aux crédits d'impôts. Globalement la recette des cinq derniers mois de 1988, en Voies et Moyens, ne dépasserait pas celle de 1987.

en droits d'enregistrement : la réestimation ne dépasse que de 1,5 milliard les recettes votées car la progression par rapport à l'année passée s'est ralentie.

c. Estimation des recettes 1989

L'estimation des recettes fiscales courantes pour 1989 a été réalisée sur base de cette réestimation des recettes attendues pour 1988.

(*) droits de douane : + 2,0 milliards (réestimation et droits CECA);
T.V.A. cédée : + 1,1 milliard (arriérés 1987).

b. Herraming van de ontvangsten 1988

De herraming van de ontvangsten 1988, zoals weergegeven in de Algemene Toelichting is gebaseerd op de realisaties van de eerste zeven maanden van het jaar en op de verwachte ontvangsten voor de laatste vijf maanden.

De meerontvangsten bij de totale ontvangsten zouden 8,9 miljard belopen, doch rekening houdend met een stijging met 3,1 miljard van de aan de Europese Gemeenschappen (*) af te stane ontvangsten, zouden de meerontvangsten aan Rijksmiddelen slechts 5,8 miljard bedragen. Daardoor zouden de totale lopende fiscale ontvangsten oplopen tot 1 536,8 miljard en de Rijksmiddelen tot 1 444,5 miljard.

De realisaties van augustus 1988 bevestigen deze herraming.

Inzake Rijksmiddelen zijn de voornaamste verschillen met de oorspronkelijke raming de volgende :

directe belastingen : globaal genomen zal de initiële raming gerealiseerd worden zonder minder- of meerontvangsten, een lichte minderontvangst bij de roerende voorheffing zou gecompenseerd moeten worden door kleine meerontvangsten bij de bedrijfsvoorheffing en bij de inkohieringen ten laste van natuurlijke personen. Rekening houdend met de anticipatie in april en met zijn gevolgen op de ontvangsten van de drie overige grote vervaldagen zouden de voorafbetalingen hun initiële raming niet overstijgen.

douanerechten : de oorspronkelijk voorziene ontvangst van 0,1 miljard verdwijnt tengevolge van de beslissing van de Europese Raad van 24 juni 1988. Deze hield in dat men vanaf 1 januari 1988 de rechten op EGKS produkten als eigen middelen van de Europese Gemeenschappen zou beschouwen.

accijnzen : een meerontvangst van 0,5 miljard kan verwacht worden in verband met de rechten geïnd op minerale olieën.

BTW : de meerontvangst zou 3,9 miljard bedragen. Deze aangroei houdt rekening met de reeds gerealiseerde stijging maar tevens met de toename van de aan de EG afgestane ontvangsten en met de terugbetaling van taksen tengevolge van belastingkredieten. Globaal genomen zouden de Rijksmiddelenontvangsten van de laatste vijf maanden van 1988 deze van 1987 niet overschrijden.

registratierechten : de herraming ligt slechts 1,5 miljard boven de gestemde ontvangsten gezien de stijging ten opzichte van het vorige jaar is afgenomen.

c. Raming van de ontvangsten 1989

De raming van de lopende fiscale ontvangsten voor 1989 werd gebaseerd op de herraming van de verwachte ontvangsten voor 1988.

(*) douanerechten : + 2,0 miljard (herraming en EGKS rechten);
afgestane BTW : + 1,1 miljard (achterstal 1987).

La méthode macro-économique globale, brièvement décrite ci-après, a été utilisée comme les années antérieures.

Les recettes fiscales courantes totales probables de 1988, hors droits de douane (*) (et après correction des glissements d'une année à l'autre, (**)) soit 1 506,6 milliards, ont été extrapolées à 1989. L'augmentation spontanée des recettes a été estimée en considérant que la croissance nominale escomptée du PNB en 1989, soit 4,1 %, est représentative de l'évolution globale de la masse imposable et que le produit des impôts, droits et taxes augmentait, en moyenne, 20 % plus vite que la masse imposable en raison du caractère progressif de notre système fiscal.

Dès lors, cette augmentation spontanée s'élèverait à : $1\,506,6 \text{ m} \times 4,1 \% \times 1,2 = 74,1$ milliards.

Comme expliqué dans l'Exposé général, il convient, bien entendu, de tenir compte aussi des droits de douane (estimés d'une manière autonome en concertation avec les Communautés européennes) et de l'incidence, par solde, des mesures discrétionnaires, lesquelles ont, en 1989, une importance économique et fiscale capitale.

Ainsi, l'estimation macro-économique peut se schématiser comme suit :

Recettes fiscales courantes

Recettes 1988 fiscales corrigées	1 506,6 milliards
Croissance spontanée ($4,1 \% \times 1,2$)	+ 74,1 milliards
Droits de douane	+ 26,3 milliards
Mesures discrétionnaires	- 12,5 milliards
Recettes totales	1 594,5 milliards
Affectations, cessions, ristournes	- 92,4 milliards
Recettes Voies et Moyens	1 502,1 milliards

d. Mesures discrétionnaires

Dans la méthode d'estimation macro-économique globale n'est retenue que l'incidence complémentaire des mesures autonomes. Dès lors, ne sont pas prises en compte les mesures qui ont la même incidence en 1989 qu'en 1988. Seules sont retenues les mesures nouvelles pour 1989 et la différence d'impact entre 1989 et 1988 des mesures existant antérieurement.

L'incidence complémentaire de toutes les mesures discrétionnaires figure dans l'Exposé général. En résumé, elle se présente, en milliards, comme suit :

(*) droits de douane 1988 : 25,6 milliards.
(**) glissements 1988 : 4,6 milliards.

Net zoals vorige jaren werd de hierna in het kort beschreven macro-economische methode gebruikt.

De vermoedelijke totale lopende fiscale ontvangsten voor 1988, die exclusief douanerechten (*) en die na correctie voor de verschuivingen van het ene jaar naar het andere (**) 1 506,6 miljard zouden belopen, werden naar 1989 geëxtrapoleerd. De spontane stijging van de ontvangsten werd geraamd vertrekkend van een verwachte nominale groei van het BNP in 1989 van 4,1 %, welke representatief wordt geacht voor de globale evolutie van de belastbare massa, en van een opbrengst van de belastingen, rechten en taksen die gemiddeld met 20 % meer zou stijgen dan de belastbare massa tengevolge van de progressiviteit van ons belastingssysteem.

Daardoor zou deze spontane stijging : $1\,506,6 \text{ m} \times 4,1 \% \times 1,2 = 74,1$ miljard belopen.

Zoals uitgelegd in de Algemene Toelichting moet men natuurlijk eveneens rekening houden met de douanerechten (geraamd op een autonome manier in overleg met de Europese Gemeenschappen) en met de gevolgen per saldo van de discretionaire maatregelen welke in 1989 op economisch en fiscaal vlak zeer belangrijk zijn.

Op die manier kan de macro-economische raming als volgt geschematiseerd worden :

Lopende fiscale ontvangsten

Gecorrigeerde fiscale ontvangsten 1988	1 506,6 miljard
Spontane groei ($4,1 \% \times 1,2$)	+ 74,1 miljard
Douanerechten	+ 26,3 miljard
Discretionaire maatregelen	- 12,5 miljard
Totale ontvangsten	1 594,5 miljard
Toegewezen, afgestane, geristorneerde ontvangsten	- 92,4 miljard
Rijksmiddelenontvangsten	1 502,1 miljard

d. Discretionaire maatregelen

In de globale macro-economische ramingsmethode is slechts de aanvullende weerslag van de autonome maatregelen opgenomen. Bijgevolg wordt geen rekening gehouden met de maatregelen die dezelfde weerslag hebben in 1989 als in 1988. Enkel de nieuwe maatregelen voor 1989 en het verschil in invloed tussen 1989 en 1988 van de reeds vroeger bestaande maatregelen worden in aanmerking genomen.

De aanvullende weerslag van alle discretionaire maatregelen wordt vermeld in de Algemene Toelichting. Samengevat bedraagt hij, uitgedrukt in miljarden :

(*) douanerechten 1988 : 25,6 miljard.
(**) verschuivingen 1988 : 4,6 miljard.

Mesures discrétionnaires

Incidence complémentaire en 1989
(en milliards)

I. Mesures existantes

— loi du 1 ^{er} août 1980 réduisant l'IPP	- 20,9
— expiration de la loi du 27 décembre 1984 d'immunité, pendant 4 ans, pour embauche de personnel supplémentaire	+ 3,5
— autres (par solde)	+ 0,4

Sous-total I - 17,0

II. Mesures nouvelles

— réforme et réduction de l'IPP	- 42,6
— quatrième phase de la loi du 1 ^{er} août 1980 appliquée au 1 ^{er} mars 1989	+ 3,0
— mesures de compensation IPP	+ 13,9
I.Soc.	+ 18,7
— hausse des accises (+ TVA)	+ 9,7
— autres (par solde)	+ 1,8

Sous-total II + 4,5

III. Total - 12,5

La réforme fiscale, tant attendue, est réalisée par ce gouvernement. Elle s'appliquera totalement dès l'exercice d'imposition 1990, revenus de 1989.

Elle vous sera exposée en détail à l'occasion de la discussion du projet de loi portant réforme de l'impôt des personnes physiques. Ce n'est donc pas le moment de s'y étendre longuement mais, compte tenu de son importance pour les revenus nets des personnes physiques, les recettes, et l'économie en général, je me permettrai de l'esquisser brièvement.

Nous voulons réduire significativement les prélèvements fiscaux sur les revenus du travail, rapprocher le minimum exonéré d'impôt du minimex, mettre fin à la pénalisation fiscale du mariage, améliorer la dimension familiale de l'impôt et rapprocher notre fiscalité de la moyenne européenne.

Discretionaire maatregelen

Aanvullende weerslag in 1989
(in miljarden)

I. Bestaande maatregelen

— wet van 1 augustus 1980 tot vermindering van de PB	- 20,9
— verstriking van de wet van 27 december 1984 betreffende de belastingvrijstelling, gedurende 4 jaren, voor de indienstneming van bijkomend personeel	+ 3,5
— andere (per saldo)	+ 0,4

Subtotaal I - 17,0

II. Nieuwe maatregelen

— hervorming en vermindering van de PB	- 42,6
— vierde fase van de wet van 1 augustus 1980, van toepassing op 1 maart 1989	+ 3,0
— compensatiemaatregelen PB	+ 13,9
Ven.B.	+ 18,7
— accijnsverhoging (+ BTW)	+ 9,7
— andere (per saldo)	+ 1,8

Subtotaal II + 4,5

III. Totaal - 12,5

De zozeer verwachte fiscale hervorming wordt door deze regering verwezenlijkt. Zij zal volledig van toepassing zijn vanaf het aanslagjaar 1990, inkomsten 1989.

Zij wordt U in detail voorgesteld ter gelegenheid van de bespreking van het wetsontwerp houdende hervorming van de personenbelasting. Het is hier dus niet het ogenblik om er lang over uit te weiden maar, rekening houdend met haar belang voor de netto-inkomens van de natuurlijke personen, voor de ontvangsten en voor de economie in het algemeen, wil ik haar in het kort schetsen.

Wij willen de fiscale heffingen op de arbeidsinkomsten beduidend verminderen. Tevens hebben wij het van belasting vrijgestelde minimuminkomen dicht bij het bestaansminimum willen brengen, een einde willen maken aan de fiscale bestraffing van het huwelijk, de gezinsdimensie van de belasting verbeteren en onze fiscaliteit dicht bij het Europees gemiddelde brengen.

En conséquence, nous nous proposons :

— d'instaurer le décumul intégral des revenus professionnels;

— d'instaurer le quotient conjugal pour les ménages à un seul revenu ou à deux revenus lorsque le second est relativement faible;

— de relever le minimum exonéré d'impôt et d'en tenir compte pour les revenus de remplacement;

— d'augmenter les abattements pour enfants et autres personnes à charge et d'instaurer une déduction des frais de garde des jeunes enfants;

— de réduire les taux marginaux et le nombre de tarifs;

— d'étendre l'indexation du régime fiscal des personnes physiques à tous les montants exprimés en francs inscrits ou à inscrire dans le Code des impôts sur les revenus.

Dès l'exercice 1990, revenus 1989, la réforme fiscale, hors indexation, réduira soit le précompte professionnel et les versements anticipés de 1989 soit, les années suivantes, les impôts perçus par rôles à charge des personnes physiques pour un montant total de 91,0 milliards qui peuvent se répartir comme suit :

Bijgevolg stellen wij voor :

— de volledige decumul van de bedrijfsinkomsten in te voeren;

— het huwelijksquotiënt in te voeren voor de gezinnen met één enkel inkomen of met twee inkomens, maar waarvan het tweede relatief gering is;

— het van belasting vrijgestelde minimum te verhogen en ermee rekening te houden voor de vervangingsinkomens;

— de aftrekken voor kinderen en andere personen ten laste te verhogen en een aftrek voor de kosten van opvang van jonge kinderen in te voeren;

— de marginale aanslagvoeten te verlagen en het aantal ervan te verminderen;

— de indexering inzake het stelsel van personenbelasting uit te breiden tot alle bedragen uitgedrukt in franken, ingeschreven of in te schrijven in het Wetboek van Inkomstenbelastingen.

Vanaf het aanslagjaar 1990, inkomens 1989, zal de fiscale hervorming zonder de indexering hetzij de bedrijfsvoorheffing en de voorafbetalingen van 1989, hetzij de volgende jaren de belastingen geïnd door inkohiering ten laste van de natuurlijke personen, verminderen voor een totaal bedrag van 91,0 miljard, hetwelk kan worden verdeeld als volgt :

REFORME — BELASTINGHERVORMING

(régime de croisière, hors indexation — *volledig van toepassing, zonder indexering*)

(en millions de F)

(in miljoenen F)

Tranches de revenus — <i>Inkomensschijven</i>	Isolés — <i>Alleenstaanden</i>	Ménages à un revenu — <i>Gezinnen met één inkomen</i>	Ménage à deux revenus — <i>Gezinnen met twee inkomens</i>	Total — <i>Totaal</i>
---	--------------------------------------	---	---	-----------------------------

DECUMUL — DECUMUL

0 — 750 000	0	0	0	0
750 000 — 1 500 000	0	0	— 22 886	— 22 886
1 500 000 et plus <i>en meer</i>	0	0	— 13 786	— 13 786
Total — <i>Totaal</i>	0	0	— 36 672	— 36 672

COTIENT CONJUGAL — HUWELIJKSQUOTIENT

0 — 750 000	0	— 11 397	— 2 780	— 14 177
750 000 — 1 500 000	0	— 10 919	— 444	— 11 363
1 500 000 et plus <i>en meer</i>	0	— 3 813	— 2	— 3 815
Total — <i>Totaal</i>	0	— 26 129	— 3 226	— 29 355

MINIMUM EXONERE ET REDUCTION D'IMPOT POUR REVENUS DE REMPLACEMENT

VAN BELASTING VRIJGESTELD MINIMUM EN BELASTINGVERMINDERING VOOR VERVANGINGSINKOMENS

0 — 750 000	— 8 872	— 1 272	— 1 094	— 11 238
750 000 — 1 500 000	— 1 213	— 505	— 1 744	— 3 462
1 500 000 et plus <i>en meer</i>	— 126	— 105	— 577	— 808
Total — <i>Totaal</i>	— 10 211	— 1 882	— 3 415	— 15 508

REVENUS IMMUNISES POUR PERSONNES A CHARGE ET GARDE D'ENFANTS

VRIJGESTELDE INKOMENS VOOR PERSONEN TEN LASTE EN KINDEROPVANG

(en millions de F)

(in miljoenen F)

0 - 750 000	- 420	- 1 255	- 1 043	- 2 718
750 000 - 1 500 000	- 122	- 695	- 2 191	- 3 008
1 500 000 et plus en meer	- 63	- 212	- 497	- 772
Total —Totaal	- 605	- 2 162	- 3 731	- 6 498

REDUCTION DES TAUX MARGINAUX — VERMINDERING VAN DE MARGINALE AANSLAGVOETEN

0 - 750 000	+ 57	+ 127	+ 193	+ 377
750 000 - 1 500 000	- 54	+ 305	+ 635	+ 886
1 500 000 et plus en meer	- 648	- 1 500	- 2 103	- 4 251
Total —Totaal	- 645	- 1 068	- 1 275	- 2 988

TOTAL REFORME FISCALE — TOTAAL BELASTINGHERVORMING

0 - 750 000	- 9 235	- 13 797	- 4 724	- 27 756
750 000 - 1 500 000	- 1 389	- 11 814	- 26 630	- 39 833
1 500 000 et plus en meer	- 837	- 5 630	- 16 965	- 23 432
Total —Totaal	- 11 461	- 31 241	- 48 319	- 91 021

Mais si nous avons voulu cette réforme fiscale, nous avons aussi dû nous soumettre à deux contraintes.

La première, la mieux connue, est évidemment la contrainte budgétaire. Compte tenu de l'impérieuse nécessité de réduire notre solde net à financer, nous avons été contraints de compenser par d'autres mesures cette considérable réduction du produit de l'impôt des personnes physiques, donc des recettes de l'Etat en général.

Ces mesures de compensation sont décrites en détail dans l'Exposé général. Le souci qui nous a guidé en la matière a été de rendre le système de déductions fiscales plus juste, plus équitable mais aussi plus efficace. Ainsi, par exemple, les taux de déduction pour investissements sont réduits car l'inflation est bien plus basse que lors de leur instauration. Cependant, la nouvelle mesure lie le taux de déduction au niveau de l'inflation en garantissant que ce pourcentage déductible atteindra au moins 5 % et sera supérieur de 3 points à l'inflation. Ainsi, l'entrepreneur est non seulement protégé de l'érosion monétaire mais également, dans une certaine mesure, de l'accroissement du coût de renouvellement de ses investissements.

Ce souci d'efficacité ne nous a pas seulement amené à réduire certaines dépenses fiscales mais également à en créer de nouvelles lorsque cela nous paraissait nécessaire. Ainsi, alors qu'elle expirait en 1988, nous avons renouvelé la déduction de 150 000 F pour embauche de personnel supplémentaire dans les P.M.E. et les professions libérales.

Maar als wij deze belastinghervorming wilden, dienden wij ons ook te onderwerpen aan twee beperkingen.

De eerste en meest bekende is uiteraard de budgettaire beperking. Rekening houdend met de dringende noodzaak ons netto te financieren saldo te verminderen, waren wij verplicht door andere maatregelen deze aanzienlijke vermindering van de opbrengst van de personenbelasting, dus van de ontvangsten van de Staat in het algemeen, te compenseren.

Deze compenserende maatregelen zijn in detail beschreven in de Algemene Toelichting. De bezorgdheid die ons dienaangaande heeft geleid bestond erin het stelsel van belastingaftrekken rechtvaardiger, billijker maar ook efficiënter te maken. Zo worden bijvoorbeeld de tarieven voor de investeringsaftrekken vermindert daar de inflatie heel wat lager is dan ten tijde van hun invoering. De nieuwe maatregel verbindt evenwel het tarief van aftrek met het inflatiepeil, waarbij wordt gewaarborgd dat dit aftrekpercentage tenminste 5 % zal bedragen en 3 punten hoger zal liggen dan de inflatie. Zodoende wordt de ondernemer niet alleen beschermd tegen de munterosie, maar tevens in een zekere mate tegen de stijging van de kosten voor de hernieuwing van zijn investeringen.

Deze bezorgdheid voor de efficiëntie heeft ons er niet enkel toe gebracht bepaalde fiscale uitgaven te verminderen, maar er eveneens nieuwe in te voeren wanneer ons dat nodig leek. Zo hebben we, terwijl zij anders in 1988 zou ophouden te bestaan, de vrijstelling van 150 000 F voor de indienstneming van bijkomend personeel in de KMO's en de vrije beroepen, hernieuwd.

La seconde contrainte, moins connue, est que l'harmonisation européenne, fin 1992, nous imposera une inéluctable hausse des accises, de l'ordre de 38 milliards. Dès lors, il a paru sage de répartir cette hausse sur plusieurs années, dont 8,5 milliards en 1989.

*
* *

Ainsi, en Voies et Moyens, l'ensemble des recettes fiscales courantes, s'élève donc à 1 502,1 milliards.

Les recettes non fiscales courantes ont été estimées à 54,7 milliards compte tenu d'une gestion plus active des réserves de la B.N.B. qui produira une recette additionnelle estimée à 7,0 milliards.

Les recettes fiscales et non fiscales de capital atteindraient 6,8 milliards, en ce compris le produit de la vente à des organismes d'intérêt public de certains actifs de l'Etat, estimé à 2,0 milliards.

L'ensemble des recettes courantes et de capital, fiscales et non fiscales, atteindront, en Voies et Moyens, 1 563,6 milliards en 1989.

4. Besoins de financement

L'évolution des dépenses vous a été présentée et commentée par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

L'ensemble de ces dépenses budgétaires, le solde des opérations de Trésorerie et le solde net à financer des Communautés et des Régions sont couverts par l'ensemble des recettes. Les premiers cités dépassant les secondes, l'écart correspond au besoin de financement de l'Etat, appelé solde net à financer.

a. Exécution du budget 1988 sur base des données de caisse

Au terme des huit premiers mois de l'année, le solde net à financer s'est élevé à 360,7 milliards en 1988 contre 403,1 milliards en 1987, soit une contraction de 42,4 milliards comme le montre le tableau suivant.

De tweede, minder bekende beperking is dat de Europese harmonisatie, einde 1992, ons een onvermijdelijke stijging van de accijnzen in de orde van grootte van 38 miljard oplegt. Derhalve werd het wijs geacht deze stijging te spreiden over verscheidene jaren, waarbij zij in 1989 8,5 miljard zou bedragen.

*
* *

Aldus belooft het totaal van de lopende fiscale Rijksmiddelenontvangsten 1 502,1 miljard.

De lopende niet-fiscale ontvangsten werden geraamd op 54,7 miljard. Deze raming houdt rekening met een actiever beheer van de reserves van de NBB welke een bijkomende opbrengst geraamd op 7,0 miljard kan opleveren.

De fiscale en niet-fiscale kapitaalontvangsten zouden 6,8 miljard bedragen, daarin begrepen de opbrengst van de verkoop aan Instellingen van Openbaar Nut van sommige activa van de Staat welke op 2,0 miljard werd geraamd.

Het geheel van de fiscale en niet-fiscale lopende ontvangsten en kapitaalontvangsten van de Rijksmiddelen zou 1 563,6 miljard moeten belopen in 1989.

4. Financieringsbehoeften

De evolutie van de uitgaven werd u geschetst en gecommuniqueerd door de Heer Vice-Premier en Minister van Begroting.

Het geheel van de begrotingsuitgaven, het saldo van de Schatkistverrichtingen en het netto te financieren saldo van de Gemeenschappen en Gewesten worden gedekt door het totaal van de ontvangsten. Bij overschrijding van de tweede door de eerstgenoemde stemt het verschil overeen met de financieringsbehoefte van de Staat die netto te financieren saldo genoemd wordt.

a. Uitvoering van de begroting 1988 op basis van de kastoestand

Op het einde van de eerste acht maanden van het jaar is het netto te financieren saldo opgelopen tot 360,7 miljard in 1988 tegen 403,1 miljard in 1987, dit is een vermindering met 42,4 miljard zoals dit ook blijkt uit de hierna volgende tabel.

Situation de trésorerie après huit mois

(milliards de F)

Toestand van de schatkist na acht maanden

(miljarden F)

	1987 (1)	1988 (2)	Ecart — Verschil	
			(2) - (1)	(2) : (1)
A. Etat. — Nationaal				
1. Opérations courantes — Lopende verrichtingen				
1.1. Recettes — Ontvangsten	972,2	1 009,8	+ 37,0	+ 3,8 %
— fiscales — fiscale	938,9	982,9	+ 44,0	+ 4,7 %
— non fiscales — niet-fiscale	33,2	26,9	- 6,3	- 19,0 %
1.2. Dépenses — Uitgaven	1 299,6	1 245,2	- 54,4	- 4,2 %
dont : - charges d'intérêt — waarvan : - rentelasten	(316,3)	(318,6)	(+ 2,0)	(+ 0,6 %)
- autres — andere	(983,3)	(926,6)	(- 56,7)	(- 5,8 %)
1.3. Solde — Saldo	- 327,4	- 236,0	+ 91,4	- 27,9
2. Opérations de capital — Kapitaalverrichtingen				
1.1. Recettes — Ontvangsten	3,0	3,7	+ 0,7	+ 23,3 %
1.2. Dépenses — Uitgaven	110,9	99,1	- 11,8	- 10,6 %
1.3. Solde — Saldo	- 107,9	- 95,4	+ 12,5	- 11,6 %
3. Opérations de trésorerie — Schatkistverrichtingen	+ 9,6	- 16,6	- 26,2	- 272,9 %
4. Solde net à financer — Netto te financieren saldo	- 425,7	- 348,0	+ 77,7	- 18,3 %
B. Solde net à financer des Régions et Communautés — Netto te financieren saldo Gewesten en Gemeenschappen	+ 22,7	- 12,7	- 35,4	- 155,9 %
C. Solde global net à financer (Etat + Régions + Communautés) — Globaal netto te financieren saldo (Nationaal + Gewesten + Gemeenschappen)...	- 403,1	- 360,7	+ 42,4	- 10,5 %

Cette contraction résulte tant d'un accroissement des recettes que d'une réduction des dépenses. Ces dernières ont été comprimées par l'application stricte de la loi sur les douzièmes provisoires faute de budgets votés. En outre, les dépenses pour années antérieures et celles des Fonds ont été beaucoup plus faibles en 1988 qu'en 1987.

Par contre, les autres opérations (solde des opérations de Trésorerie et solde net à financer des Communautés et des Régions) dégagent un déficit de 29,7 milliards en 1988 contre un excédent de 32,3 milliards en 1987. Cet excédent exceptionnel était essentiellement logé dans la situation budgétaire des Communautés et des Régions qui avaient perçu, en 1987, de très importants arriérés de ristournes. Il avait pour contre-partie un accroissement des dépenses budgétaires nationales suite au paiement de ces arriérés.

b. Evolution attendue en 1988 et 1989

Il faut reconnaître que cette évolution globalement favorable ne se reproduira pas au cours des derniers mois de 1988. En effet, les recettes progresseront moins et les dépenses s'accroîtront à nouveau. Compte tenu d'une évolution plus positive et aussi plus normale du solde des autres opérations, le solde global net à financer passerait de 430,5 milliards en

Deze vermindering is het resultaat zowel van een aangroei van de ontvangsten als van een vermindering van de uitgaven. Deze laatste werden door de stricte toepassing van de wet op de voorlopige twaalfden tengevolge van een gebrek aan gestemde begrotingen samengedrukt. Daarenboven waren de uitgaven op voorgaande jaren en deze van de Fondsen in 1988 beduidend lager dan in 1987.

De overige verrichtingen (saldo van de Thesaurieverrichtingen en het netto te financieren saldo van de Gemeenschappen en Gewesten) daarentegen vertonen een tekort van 29,7 miljard in 1988 ten opzichte van een overschot van 32,3 miljard in 1987. Dat uitzonderlijke overschot was voornamelijk te situeren in de begrotingstoestand van de Gemeenschappen en Gewesten die in 1987 omvangrijke achterstallige ristorno's hadden ontvangen. Dit had ten gevolge van de betaling van die achterstallen een toename van de nationale begrotingsuitgaven als tegenpost.

b. Verwachte evolutie in 1988 en 1989

Men moet erkennen dat deze, globaal genomen, gunstige evolutie zich in de laatste maanden van 1988 niet opnieuw zal voordoen. De ontvangsten zullen inderdaad minder stijgen en de uitgaven zullen opnieuw toenemen. Rekening houdend met een positievere en ook meer normale evolutie van het saldo van de overige verrichtingen, zou het globale netto te

1987 à 458,5 milliards en 1988. Ce montant tient compte, par prudence, de l'ensemble des possibilités d'utilisation en 1988 des crédits budgétaires. En réalité, la situation pourrait être moins négative en raison d'annulations ou de reports de crédits.

En 1989, les recettes devraient progresser de 4,4 % et les dépenses de 0,5 %. Cette croissance pourtant très faible des dépenses ne rend même pas entièrement compte des efforts accomplis. En effet, c'est la composante « charges d'intérêt » qui s'accroît de 4,7 % alors que le reste des dépenses se contracte de 0,8 %.

Ainsi, au cours des dix dernières années, y compris les prévisions pour 1989 :

- les dépenses totales ont crû de 68 %, soit à un taux annuel moyen de progression de 5,3 %;
- les charges d'intérêt ont crû de 314 %, soit à un taux annuel moyen de progression de 15,3 %;
- les dépenses hors charges d'intérêt ont crû de 41 %, soit à un taux annuel moyen de progression de 3,5 %.

Au cours de la même période, les recettes ont crû de 63 %, soit à un taux annuel moyen de progression de 5,0 %.

Compte tenu des autres opérations, le solde global net à financer se réduirait, en 1989, à 403,2 milliards, soit 7,0 % du PNB, ce qui représente une amélioration de 5,9 points-pourcent par rapport au sommet de 1982. Hors charges d'intérêt, cette amélioration serait même de 6,8 points-pourcent du PNB comme le montre le tableau suivant.

Solde net à financer et charges d'intérêt

	PNB (1) — BNP (1)	SNF — NFS		Charges d'intérêt — Interestlasten		SNF hors intérêts — NFS excl. interestlasten	
		milliards — miljarden	en % du PNB — in % BNP	milliards — miljarden	en % du PNB — in % BNP	milliards — miljarden	en % du PNB — in % BNP
1982	3 940,2	- 508,6	- 12,9 %	295,8	7,5 %	- 212,8	- 5,4 %
1983	4 178,6	- 524,6	- 12,6 %	318,0	7,6 %	- 206,6	- 4,9 %
1984	4 497,6	- 504,1	- 11,2 %	362,4	8,1 %	- 141,5	- 3,1 %
1985	4 811,7	- 571,1	- 11,9 %	434,8	9,0 %	- 136,3	- 2,8 %
1986	5 133,3	- 555,5	- 10,8 %	476,2	9,3 %	- 79,3	- 1,5 %
1987	5 339,7	- 430,5	- 8,1 %	444,4	8,3 %	+ 13,9	+ 0,3 %
1988	5 551,8	- 458,5	- 8,3 %	462,1	8,3 %	+ 3,6	+ 0,1 %
1989	5 760,0	- 403,2	- 7,0 %	484,0	8,4 %	+ 80,8	+ 1,4 %

(1) Source : Comptes Nationaux et Budget économique.

Le refinancement de la dette publique qui s'élève à 420,2 milliards en 1989, contre 329,6 milliards en 1988, portera le solde global brut à financer à 823,4 milliards en 1989, soit 35,3 milliards de plus qu'en 1988.

financiers saldo van 430,5 miljard in 1987 oplopen tot 458,5 miljard in 1988. Dit bedrag houdt uit voorzichtigheid rekening met alle benuttingsmogelijkheden in 1988 van de budgettaire kredieten. In werkelijkheid kan de situatie minder negatief zijn ten gevolge van annuleringen of overdrachten van kredieten.

In 1989 zouden de ontvangsten met 4,4 % stijgen en de uitgaven met 0,5 %. Deze nochtans zeer geringe stijging van de uitgaven houdt zelfs niet ten volle rekening met de gedane inspanningen. Inderdaad, terwijl het bestanddeel « interestlasten » met 4,7 % stijgt, dalen de overige uitgaven met 0,8 %.

In de loop van de laatste tien jaar, inbegrepen de vooruitzichten voor 1989 :

- stegen de totale uitgaven met 68 %, of een jaarlijkse gemiddelde groeivoet van 5,3 %;
- zijn de interestlasten toegenomen met 314 %, dit is een jaarlijkse gemiddelde groeivoet van 15,3 %;
- zijn de uitgaven exclusief rentelasten gegroeid met 41 %, dit is een jaarlijkse gemiddelde toename van 3,5 %.

In de loop van dezelfde periode zijn de ontvangsten met 63 % gestegen, dit is een jaarlijkse gemiddelde groei van 5,0 %.

Rekening houdend met de overige verrichtingen, zal het globale netto te financieren saldo in 1989 dalen tot 403,2 miljard, dit is 7,0 % van het BNP. Dit betekent een verbetering met 5,9 procentpunten ten opzichte van het hoogtepunt 1982. Zonder interestlasten belooft die verbetering 6,8 procentpunten van het BNP. De tabel hieronder toont dit aan.

Netto te financieren saldo en interestlasten

(1) Bron : Nationale Rekeningen en Economisch budget.

De herfinanciering van de openbare schuld die 420,2 miljard zal belopen in 1989 tegenover 329,6 miljard in 1988, brengt het globale bruto te financieren saldo op 823,4 miljard in 1989, wat 35,3 miljard meer is dan in 1988.

Besoins de Financement de l'Etat

(en milliards de F)

Financieringsbehoeften van de Staat

(in miljarden F)

	1987 réalisations prov. — 1987 voorlopige realisaties	1988 probable — 1988 vermoedelijk	1989 initial — 1989 initieel
I. Opérations courantes — <i>Lopende verrichtingen</i>			
1. Recettes — <i>Ontvangsten</i>	1 448,5	1 493,2	1 556,7
2. Dépenses — <i>Uitgaven</i>	- 1 740,6	- 1 784,7	- 1 801,8
3. Solde — <i>Saldo</i>	- 292,1	- 291,5	- 245,1
II. Opérations de capital — <i>Kapitaalverrichtingen</i>			
1. Recettes — <i>Ontvangsten</i>	4,4	4,8	6,9
2. Dépenses — <i>Uitgaven</i>	- 170,4	- 168,2	- 161,5
3. Solde — <i>Saldo</i>	- 166,0	- 163,4	- 154,6
III. Autres opérations (*) — <i>Overige verrichtingen (*)</i>	+ 27,7	- 3,7	- 3,5
IV. - Solde global net à financer — <i>Gloobaal netto te financieren saldo</i>	- 430,5	- 458,5	- 403,2
- (en % du PNB) — <i>(in % van het BNP)</i>	(8,1 %)	(8,3 %)	(7,0 %)
V. Refinancement de la dette publique — <i>Herfinanciering openbare schuld</i>	- 353,6	- 329,6	- 420,2
VI. Solde global brut à financer — <i>Gloobaal bruto te financieren saldo</i>	- 784,1	- 788,1	- 823,4

(*) Opérations de Trésorerie de l'Etat national et solde net à financer des Communautés et des Régions.

(*) Schatkistverrichtingen van de Nationale Overheid en het netto te financieren saldo van de Gemeenschappen en de Gewesten.

5. Dette publique

En principe, l'encours de la dette publique correspond au montant de l'ensemble des soldes globaux nets à financer accumulés antérieurement, donc, essentiellement, des déficits budgétaires du passé.

Je dis bien en principe, car cet encours reflète également l'incidence d'autres facteurs que budgétaires ou de Trésorerie.

Ainsi, au terme des huit premiers mois de 1988, le solde global net à financer s'est élevé à 360,7 milliards, tandis que le mouvement nominal de l'encours de la dette atteignait 403,1 milliards, par les opérations extra-budgétaires suivantes :

solde global net à financer	+360,7 milliards
émission de bons du Trésor	+ 23,4 milliards
certificats aux mains du FMI	+ 1,4 milliards
pertes de change	+ 17,6 milliards

Mouvement nominal de l'encours de la dette publique +403,1 milliards

5. Openbare schuld

In principe stemt het uitstaande bedrag van de openbare schuld overeen met het gecumuleerde totaal van de voorheen gerealiseerde netto te financieren saldi, dus in hoofdzaak de budgettaire tekorten van het verleden.

Ik heb wel degelijk gezegd in principe, daar dit uitstaand bedrag ook andere dan budgettaire factoren of Schatkistverrichtingen weerspiegelt.

Het netto te financieren saldo is op het einde van de eerste acht maanden van 1988 opgelopen tot 360,7 miljard, terwijl de nominale evolutie van de uitstaande schuld ten gevolge van de volgende extra-budgettaire operaties 403,1 miljard bedroeg :

globaal netto te financieren saldo	+360,7 miljard
uitgifte van Schatkistbons	+ 23,4 miljard
certificaten in handen van het IMF ..	+ 1,4 miljard
wisselkoersverliezen	+ 17,6 miljard

Nominale evolutie van de omloop van de openbare schuld +403,1 miljard

Pour les huit premiers mois des trois dernières années, la structure de la progression de l'encours de la dette a évolué comme suit :

(en milliards de F)

Over de eerste acht maanden van de laatste drie jaren evolueerde de structuur van de toename van de uitstaande schuld als volgt :

(in miljarden F)

	Huit premiers mois. — Eerste acht maanden								
	1986			1987			1988		
	en FB — in BF	en devises — in deviezen	total — totaal	en FB — in BF	en devises — in deviezen	total — totaal	en FB — in BF	en devises — in deviezen	total — totaal
Dette consolidée — <i>Geconsolideerde schuld</i>	+ 162,9	— 55,9	+ 107,0	+ 368,9	— 3,5	+ 365,4	+ 330,4	+ 21,9	+ 352,3
Dette flottante — <i>Vlottende schuld</i>	+ 307,1	+ 48,0	+ 355,1	+ 51,6	+ 0,1	+ 51,7	+ 38,9	+ 11,9	+ 50,8
	+ 470,0	— 7,9	+ 462,1	+ 420,5	— 3,4	+ 417,1	+ 369,3	+ 33,8	+ 403,1

En 1987 et 1988, l'accroissement de la dette consolidée représentait plus de 87 % de l'évolution globale de la dette. Il faut y voir la volonté du Gouvernement de mettre à profit la baisse des taux d'intérêt et la grande liquidité du marché des capitaux.

Depuis 1984, l'encours de la dette en devises s'est stabilisé. Le léger accroissement constaté au cours des huit premiers mois de 1988 reflète surtout la hausse du dollar qui augmente la valeur exprimée en francs belges de l'encours existant libellé en monnaie américaine. Le peu de variation de l'encours de notre endettement en devises résulte de la bonne tenue du franc belge sur les marchés des changes et de l'amélioration de notre solde extérieur qui ont amené le Trésor à limiter son recours à l'endettement extérieur.

En 1989, la poursuite de la réduction du solde net à financer, conjuguée à une évolution favorable de notre solde extérieur, permettent de croire que le marché belge des capitaux pourrait faire face à l'ensemble des besoins de financement publics, en l'absence de tensions graves sur les marchés des changes.

*
* *

Pour conclure, il faudrait encore évoquer un problème crucial de nos finances publiques. Si le solde global net à financer demeure encore élevé, c'est uniquement en raison de la charge croissante des intérêts que nous devons payer sur notre endettement existant.

Ces charges d'intérêt sont égales au montant de la dette publique multiplié par le taux d'intérêt implicite.

Le taux d'intérêt implicite se réduit depuis 1983. Une gestion plus active de la dette publique (décrite en détail dans le Rapport annuel publié en février

In 1987 en 1988 vertegenwoordigde de aangroei van de geconsolideerde schuld meer dan 87 % van de globale schuldevolutie. Daarin moet de wil van de Regering gezien worden om te profiteren van de daling van de interestvoeten en de grote liquiditeit van de kapitaalmarkten.

Sinds 1984 is het bedrag van de uitstaande deviezenschuld gestabiliseerd. De lichte stijging, vastgesteld in de eerste acht maanden van 1988, weerspiegelt voornamelijk de dollarstijging. Daardoor verhoogt het in Belgische franken omgezette uitstaande bedrag dat is uitgedrukt in Amerikaanse munt. De kleine variatie van onze uitstaande deviezenschuld is het resultaat van de goede positie van de Belgische frank op de wisselmarkten en van de verbetering van ons saldo met het buitenland die de Schatkist in de mogelijkheid gesteld hebben om zijn beroep op buitenlandse schuld te beperken.

De voortgezette vermindering van het netto te financieren saldo in 1989 te samen met een gunstige evolutie van ons saldo met het buitenland laten ons toe te geloven dat, zonder ernstige spanningen op de wisselmarkten, de Belgische kapitaalmarkt het hoofd zal kunnen bieden aan het totaal van de financieringsbehoeften van de overheid.

*
* *

Om te besluiten moet nog een hoofdprobleem van onze Openbare Financiën worden aangesneden. Indien het globale netto te financieren saldo nog hoog blijft, dan is dit alleen een gevolg van de groeiende last van de interesten die we moeten betalen op onze uitstaande schuld.

Deze interestlasten zijn gelijk aan het bedrag van de openbare schuld vermenigvuldigd met de impliciete interestvoet.

De impliciete interestvoet daalt sinds 1983. Een actiever beheer van de openbare schuld (in detail beschreven in het jaarlijks Verslag gepubliceerd door de

1988 par la Trésorerie) accentue cette évolution favorable. C'est donc l'encours même de la dette publique qui est en cause. Cet encours est alimenté par le solde net à financer de la période précédente. Or, celui-ci comprend les intérêts payés sur l'encours existant. Dès lors, nous nous trouvons en présence d'un phénomène infernal d'auto-alimentation de la dette publique appelé « effet boule de neige ».

Tant que le solde des opérations budgétaires hors charges d'intérêt ne dégagera pas un excédent suffisant pour compenser la différence entre le taux d'intérêt implicite sur la dette publique et le taux de croissance nominale du PNB, ce cercle vicieux persistera.

Certains progrès ont déjà été accomplis dans ce domaine mais le chemin restant à parcourir est encore long et difficile.

C'est pourquoi, tout en réalisant une réforme fiscale considérable, nous avons dû nous résoudre à ne pas réduire de façon significative la pression fiscale globale, car nous devons, hélas, maintenir les recettes à leur niveau relatif actuel, qui est un maximum à peine tolérable.

C'est pourquoi nous devons rester très vigilants devant l'évolution des dépenses, hors charges d'intérêt.

C'est pourquoi la gestion de la dette ainsi que l'évolution des taux d'intérêt et des charges d'intérêt doivent être considérées comme faisant partie de nos préoccupations majeures.

Enfin, c'est pourquoi, malgré l'étroitesse de la marge de manœuvre budgétaire dont nous disposons, nous devons œuvrer en vue de maintenir et de promouvoir la croissance économique.

III. — DISCUSSION GENERALE

INTERVENTION DE M. VERHOFSTADT

M. Verhofstadt déplore l'absence totale de projet politique et de cohérence qui caractérise le budget pour 1989. Alors que les budgets pour les années 1986 et 1987 préoyaient une réelle diminution des dépenses publiques aux fins de stimuler le secteur privé et de relancer l'économie, il apparaît aujourd'hui clairement que le Gouvernement a choisi une tout autre voie.

L'intervenant rappelle que la politique de redressement menée par le précédent gouvernement a indéniablement porté ses fruits : croissance économique, baisse des taux d'intérêt et réduction du déficit public.

La politique économique et financière annoncée dans l'Exposé général de 1989 risque en revanche de remettre en cause ces acquis.

La politique pour 1989 se caractérise en effet par deux opérations qui risquent d'avoir une incidence né-

Thésaurie in februari 1988) accentueert deze gunstige evolutie nog verder. Het echte probleem van de openbare schuld is het uitstaand bedrag zelf. Dit uitstaande bedrag wordt verhoogd met het netto te financieren saldo van de vorige periode. Dit saldo bevat evenwel de interesten betaald op de uitstaande schuld. Daardoor hebben we te maken met een rampzalig zelf-voedend mechanisme van de openbare schuld dat « rentesneeuwbal » wordt genoemd.

Zolang het saldo van de begrotingsverrichtingen exclusief rentelasten geen voldoende overschot genereert om het verschil tussen de impliciete rentevoet op de openbare schuld en de nominale groeivoet van het BNP te dekken, blijft deze vicieuze cirkel bestaan.

Er is op dit vlak reeds een zekere vooruitgang geboekt, doch de af te leggen weg is nog lang en moeizaam.

Het is om die reden dat we besloten hebben bij de volledige realisatie van een belangrijke fiscale hervorming, de globale fiscale druk niet beduidend te verlagen ! We moeten immers jammer genoeg de ontvangsten op hun huidig peil houden dat een nauwelijks draaglijk maximum is.

Het is daarom dat wij zeer aandachtig de uitgaven-evolutie exclusief interestlasten blijven volgen.

Om die redenen moet het beheer van de schuld evenals de evolutie van de interestvoeten en de interestlasten beschouwd worden als deel uitmakend van onze hoofdbekommernissen.

Tot slot kunnen we stellen dat het daarom is dat wij ondanks de smalle budgettaire speelruimte waarover wij beschikken, moeten streven naar het behoud en de aanwakkering van de economische groei.

III. — ALGEMENE BESPREKING

TUSSENKOMST VAN DE HEER VERHOFSTADT

De heer Verhofstadt betreurt het gebrek aan beleid, het totaal ontbreken van een welbepaalde visie in de begroting 1989. Daar waar de begrotingen voor de jaren 1986 en 1987 in het teken stonden van een wezenlijke inkrumping van de publieke sector als middel om de vrije marktsector en de economie te stimuleren, is het thans allerminst duidelijk welke weg de regering wil bewandelen.

Spreker legt de klemtoon op de onbetwistbare resultaten van het herstelbeleid dat door de vorige regering werd gevoerd : economische groei, daling van de interestvoeten en vermindering van het overheidstekort.

Het economisch en financieel beleid zoals het in de Algemene Toelichting van 1989 wordt uiteengezet, dreigt daarentegen deze positieve resultaten opnieuw te laten teloorgaan.

Het beleid voor 1989 wordt immers gekenmerkt door twee ingrepen die een negatieve invloed dreigen

gative sur le développement économique.

Tout d'abord, la réforme fiscale, qui ressemble davantage à un réaménagement de la fiscalité, sera principalement financée par un accroissement des accises et des impôts indirects et par un alourdissement des charges qui grèvent les entreprises.

Ensuite, le budget des recettes et des dépenses ne prévoit qu'une diminution à peine sensible du déficit public, ce qui exclut toute nouvelle baisse des taux d'intérêt.

1. Bilan de la politique de redressement sur le plan social et économique

Contredisant tous les Cassandre, la politique de redressement menée par le gouvernement précédent a actuellement des effets très positifs.

uit te oefenen op de economische ontwikkeling.

Ten eerste een fiscale hervorming, die veeleer een fiscale herschikking is en voornamelijk wordt gefinancierd door een verhoging van accijnzen en indirecte belastingen en een verzwaring van de lasten op de bedrijven en de ondernemingen.

Ten tweede een begroting van ontvangsten en uitgaven waarbij het overheidstekort nauwelijks vermindert, zodat een verdere daling van de rentevoeten wordt uitgesloten.

1. Balans van het herstelbeleid op sociaal en economisch vlak

In tegenspraak met alle onheilspellende geluiden, werpt het herstelbeleid van de vorige regering thans zeer goede vruchten af.

	1986	1987	1988
Croissance économique. — <i>Economische groei</i>	+ 2,4 %	+ 2,7 %	+ 2,9 % (*)
Formation brute de capital. — <i>Bruto kapitaalvorming</i>	+ 3,1 %	+ 13,4 %	—
Déficit des finances publiques en termes absolus. — <i>Overheidstekort absoluut</i>	555,5	430,5	419,7 (**)
Déficit des finances publiques en % du PNB. — <i>Overheidstekort % B.N.P.</i>	10,9	8,1	7,5 (**)
Taux d'intérêt à court terme. — <i>Interestvoet korte termijn</i>	8,0	7,0	—
Chômage % ensemble de la population active. — <i>Werkloosheid % totale actieve bevolking</i>	12,6	12,3	11,6 (*)

(*) évaluation Commission européenne.

(**) évaluation Trésorerie.

(*) raming Europese Commissie.

(**) raming Thesaurie.

Il ressort de ce tableau que la politique de redressement menée au cours des dernières années a engendré une augmentation significative de la croissance économique. Entre 1978 et 1985, la croissance moyenne n'atteignait en effet que 1 %. Le volume des investissements s'est nettement accru, tandis que les taux d'intérêt ont baissé de façon spectaculaire (ils s'élevaient encore à 11 % en 1984). Le déficit public pour 1988 a été ramené à 7,5 % du PNB, compte tenu des crédits supplémentaires accordés par l'actuel gouvernement. Enfin, les chiffres du chômage reflètent également les effets positifs que la politique de redressement a induits sur le plan social.

2. Le budget 1989 : en nette rupture avec la politique de redressement

Le budget 1989 reflète une politique qui risque de s'avérer préjudiciable au développement économique par trois de ses aspects, à savoir la réforme fiscale, la politique en matière de compétitivité des entreprises et les différentes mesures prévues par le budget 1989 lui-même.

Uit deze tabel blijkt dat het herstelbeleid van de jongste jaren gepaard ging met een beduidend hogere economische groei. Tussen 1978 en 1985 was er immers slechts sprake van een gemiddelde groei van 1 %. De investeringsneiging is duidelijk groter geworden, terwijl de interestvoeten spectaculair daalden (in 1984 bedroegen deze nog 11 %). Het overheidstekort voor 1988 is tot 7,5 % van het BNP gedaald, inclusief de bijkredieten die door de huidige regering worden toegestaan. Tenslotte wijzen de werkloosheidscijfers ook duidelijk op de positieve gevolgen van het herstelbeleid.

2. De begroting 1989 : een duidelijke breuk met het herstelbeleid

De begroting 1989 weerspiegelt een beleid dat negatief dreigt uit te vallen voor de economische ontwikkeling, op drie verschillende niveaus : de fiscale hervorming, het beleid inzake competitiviteit van de bedrijven en de verschillende begrotingsmaatregelen alsdusdanig.

2.1. La réforme fiscale

Cette réforme se traduira pour nombre de citoyens et d'entreprises par un alourdissement de la pression fiscale et aura donc une influence négative sur l'économie.

Il s'agit plutôt d'un réaménagement fiscal où les réductions d'impôt sont systématiquement compensées par un glissement vers d'autres catégories de revenus et vers les entreprises.

Les principaux points négatifs sont les suivants :

2.1.1. Le pouvoir d'achat des allocataires sociaux les moins favorisés diminuera par suite de l'augmentation de la fiscalité indirecte.

Le relèvement des minimums imposables ne joue aucun rôle pour cette catégorie de contribuables, puisqu'ils ne paient déjà pas d'impôts actuellement.

Cette augmentation des accises, ne sera que partiellement compensée par l'indexation des allocations sociales qui entraînera quant à elle une dégradation de la compétitivité des entreprises belges.

2.1.2. L'accroissement des taux marginaux d'imposition des catégories moyennes suscitera le découragement et la démotivation, étant donné que tout effort supplémentaire sera taxé plus lourdement. Si la loi du 1^{er} août 1985, dite « loi Grootjans » avait été appliquée jusqu'en 1990, le taux marginal le plus élevé aurait été, pour l'année d'imposition 1990, de 46,4 % pour un revenu de 1 million et de 51,3 % pour un revenu de 1,5 million.

Après la réforme fiscale, ces pourcentages seront supérieurs (50,0 % pour un revenu annuel de 1 million de F; 52,5 % pour un revenu annuel de 1,5 millions de F), même s'il est incontestable que le poids total de l'impôt direct puisse diminuer; il faut cependant aussi tenir compte d'une réduction draconienne des possibilités de déduction.

Une bonne réforme fiscale devrait viser à réduire non seulement la pression fiscale globale, mais également la pression marginale (qui pénalise l'effort supplémentaire).

2.1.3. *Les charges des entreprises* augmenteront de plus de 20 milliards, ce qui entraînera une perte de compétitivité des entreprises et, partant, une grave récession économique.

Le projet de loi portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre (Doc. Sénat n° 440/1, 1988) comporte une série de restrictions dans le domaine des charges professionnelles déductibles. C'est ainsi que les frais de restaurant portés en compte et prouvés ne seront plus acceptés qu'à concurrence de 50 % en tant que dépenses professionnelles.

2.1. De fiscale hervorming

Deze hervorming zal voor heel wat burgers en bedrijven tot een verzwaring van de belastingdruk leiden en bijgevolg een negatieve economische weerslag hebben.

Het gaat hier veeleer om een fiscale herschikking waarbij de belastingsverminderingen systematisch worden gecompenseerd door een verschuiving naar andere inkomenscategorieën en naar de bedrijven.

Hierna volgen de voornaamste negatieve aspecten :

2.1.1. De koopkracht van de laagste sociale uitkeringsstrekkers gaat achteruit als gevolg van de verhoging van de indirecte fiscaliteit.

Voor deze categorie speelt het optrekken van de belastbare minima geen rol, aangezien zij thans reeds geen belasting betalen.

De accijnsverhoging zal slechts ten dele worden gecompenseerd door een indexering van de sociale uitkeringen. Deze indexering zal echter een verslechtering van het concurrentievermogen van de Belgische bedrijven tot gevolg hebben.

2.1.2. Het toenemen van de marginale aanslagvoeten van de middengroepen zal de ontmoediging en de demotivatie in de hand werken, aangezien elke bijkomende inspanning zwaarder zal worden belast.

Indien de wet van 1 augustus 1985, de zogenaamde « wet-Grootjans » tot in 1990 was toegepast, zou de hoogste marginale aanslagvoet voor het aanslagjaar 1990 46,4 % zijn voor een inkomen van 1 miljoen en 51,3 % voor een inkomen van 1 500 000 miljoen.

Na de belastingshervorming zullen die percentages hoger liggen (50,0 % voor een jaarlijks inkomen van 1 miljoen frank en 52,5 % voor een jaarlijks inkomen van 1,5 miljoen frank), zelfs wanneer niet kan worden betwist dat de totale belasting (inzake directe fiscaliteit) kan dalen. Men moet nochtans ook rekening houden met een drastische vermindering van de aftrekmogelijkheden.

Een degelijke fiscale hervorming moet niet alleen een vermindering van de globale fiscale druk, maar ook van de marginale druk (de bestraffing van de extra-inspanning) beogen.

2.1.3. *De lasten voor het bedrijfsleven* nemen met meer dan 20 miljard toe. Zulks zal een zware economische achteruitgang met zich brengen, aangezien de ondernemingen niet meer zo concurrentieel zullen blijven.

Het wetsontwerp houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen (Stuk Senaat n° 440/1 - 1988) beperkt de aftrekbare bedrijfslasten. Aldus zullen de bewezen restaurantkosten nog slechts ten belope van 50 % als bedrijfsuitgaven worden aanvaard.

M. Verhofstadt donne la préférence à un système général, qui consisterait à instaurer une franchise pour les frais mixtes.

*
* *

A cet égard, le *Ministre des Finances* fait cependant observer que les classes moyennes et les P.M.E. ont clairement opté pour une approche sélective (par secteur) de cette problématique.

*
* *

2.1.4. Après la réforme, le *total des recettes fiscales* augmentera déjà de 4,9 milliards en 1989. Cette plus-value de recettes ne résultera pas de la croissance économique, mais de compensations et d'augmentations des charges imposées à certaines catégories de la population, comme le démontre le tableau ci-dessous :

Réforme fiscale	-	42,6
Compensations	+	34,8
Application loi Grootjans 1/3 au lieu de 1/1	+	3,0
Majoration des accises	+	8,5
Plus-valeur de recettes de TVA	+	1,2
	+	4,9

2.1.5. On est actuellement en train de réduire à néant le mouvement de baisse de la pression fiscale et parafiscale qui s'était amorcé ces dernières années. Cette pression, qui était de 45,4 % en 1985, ne représentera plus que 44 % en 1988.

Cette réduction résulte de l'application de la loi Grootjans et du fait que la baisse du coût de l'énergie n'a pas donné lieu à une augmentation des accises.

M. Verhofstadt demande que le Gouvernement communique une évaluation détaillée de l'incidence de la réforme fiscale sur la pression fiscale et parafiscale globale.

2.2. La compétitivité des entreprises

Les mesures prévues dans le budget risquent de porter dangereusement atteinte à la compétitivité des entreprises.

Comme le « *Vlaamse Economische Verbond* » l'a souligné dans sa note de septembre, les augmentations prévues en matière de droits d'accise ne laissent aucune marge disponible pour l'octroi de hausses salariales, compte tenu d'une marge salariale nominale de 4 %, d'un taux d'inflation de 3 % et donc d'une marge réelle de 1 % pour la négociation salariale (marge qui devra toutefois couvrir les augmentations automatiques des salaires dans les entreprises).

Le projet de loi de sauvegarde de la compétitivité du pays (Doc. n° 543/1, 1988), qui sera bientôt examiné

De heer Verhofstadt verkiest een algemeen systeem, met name een franchise voor de gemengde kosten.

*
* *

In dat verband merkt de *Minister van Financiën* echter op dat de Middenstand en de KMO duidelijk hebben geopteerd voor een selectieve benadering (per sector) van deze problematiek.

*
* *

2.1.4. De *totale fiscale ontvangsten* zullen na de hervorming en in 1989 reeds 4,9 miljard hoger liggen. Deze meerontvangsten vloeien niet voort uit een economische groei, maar wel uit compensaties en lastenverhogingen die aan bepaalde bevolkingscategorieën worden opgelegd. Dit blijkt uit de volgende tabel :

Fiscale hervorming	-	42,6
Compensaties	+	34,8
Wet Grootjans toegepast op 1/3 i.p.v. 1/1	+	3,0
Accijnsverhogingen	+	8,5
Meerontvangsten BTW	+	1,2
	+	4,9

2.1.5. De daling van de fiscale en parafiscale druk tijdens de laatste jaren wordt thans afgebroken. Deze druk bedroeg 45,4 % in 1985 en zal in 1988 « nog slechts 44 % bedragen ».

Deze daling is te danken aan de toepassing van de wet Grootjans en aan het feit dat de daling van de energieprijzen niet gepaard ging met een verhoging van de accijnzen.

De heer Verhofstadt wenst een gedetailleerde ramming van de weerslag van de fiscale hervorming op de globale fiscale en parafiscale druk.

2.2. De competitiviteit van de bedrijven

De in de begroting opgesomde maatregelen dreigen de competitiviteit van de bedrijven gevaarlijk aan te tasten.

In de septembernota van het Vlaams Economisch Verbond wordt aangetoond dat de voorziene accijnzenverhogingen geen ruimte meer laten voor loonsverhogingen, rekening houdend met een nominale loonruimte van 4 %, een inflatiepercentage van 3 % en dus een reële loonruimte van 1 % bij de loononderhandelingen. Deze 1 % zal echter moeten dienen voor de automatische weddeverhogingen in de bedrijven.

Het wetsontwerp tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen (Stuk Kamer n° 543/1 - 1988) dat

par la Chambre, ne résoudra pas ce problème, étant donné que la marge salariale a en fait été utilisée par le Gouvernement lui-même de par l'augmentation des accises et que celui-ci ne peut intervenir, en vertu de l'article 9, § 1^{er}, du projet, qu'en cas de circonstances exceptionnelles d'origine *extérieure*.

Le budget pour 1989 rend dès lors plus difficiles les négociations salariales actuelles. La compétitivité est aujourd'hui menacée par une série de mesures structurelles (telles que la représentation des syndicats dans les PME et le renforcement du statut des délégations syndicales) que le Gouvernement consentira aux syndicats en contrepartie de la disparition de la marge de négociation salariale.

Ces mesures entraîneront enfin la perte de dizaines de milliers d'emplois dans les petites entreprises; les chefs d'entreprise n'engageront pas de personnel supplémentaire afin de ne pas devoir tolérer la création d'un conseil d'entreprise.

2.3. Mesures budgétaires spécifiques pour 1989

Le budget en lui-même ne constitue pas un pas vers l'assainissement fondamental de nos finances publiques. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt, qui pourrait réoxygéner notre économie, n'est pas envisageable.

Le tableau ci-dessous fait apparaître que, grâce à la politique d'assainissement pratiquée ces dernières années, la Belgique est, avec l'Allemagne, le seul pays où les taux d'intérêt à court terme ont baissé plus vite que l'inflation.

eerstdaags zal worden besproken, zal dit probleem niet oplossen. De loonruimte is eigenlijk door de Regering zelf ingenomen ingevolge de verhoging van de accijnzen en de Regering kan, krachtens haar eigen ontwerp (artikel 9, § 1), slechts in buitengewone omstandigheden van *buitenlandse* oorsprong ingrijpen.

De begroting 1989 bemoeilijkt dus de huidige loononderhandelingen. Het concurrentievermogen wordt thans bedreigd door een aantal structurele ingrepen (zoals de vertegenwoordiging van de vakbonden in de KMO en een versterking van het statuut van de vakbondsdelegaties) die de Regering aan de vakbonden zal toestaan bij wijze van compensatie voor het feit dat er geen loonruimte meer is.

Deze maatregelen zullen uiteindelijk leiden tot het verlies van tienduizenden arbeidsplaatsen in de kleine ondernemingen. De bedrijfsleiders zullen geen bijkomend personeel aanwerven, om geen ondernemingsraad in hun bedrijf te moeten dulden.

2.3. Specifieke begrotingsmaatregelen voor 1989

De begroting zelf is geen stap in de richting van een fundamentele gezondmaking van onze openbare financiën. Een verdere daling van de interestvoeten, die zuurstof zou kunnen geven aan onze economie, valt niet te verwachten.

Uit de hiernavolgende tabel blijkt dat, door de sanering van de jongste jaren, België samen met Duitsland het enige land van de Europese Gemeenschap is waar de daling van de (korte termijn) rente de daling van de inflatie overtrof.

Evolution des taux d'intérêt à court terme et de l'inflation entre 1984 et 1987.

Evolutie korte termijn interestvoet en inflatie tussen 1984-1987

	int. à court terme. <i>korte termijn interest</i>	inflation. <i>inflatie</i>	intérêt-inflation. <i>interest-inflatie</i>
Belgique. – <i>België</i>	– 4,5	– 4,2	– 0,3
Allemagne. – <i>Duitsland</i>	– 2,0	– 1,8	– 0,2
Italie. – <i>Italië</i>	– 5,9	– 6,6	+ 0,7
France. – <i>Frankrijk</i>	– 3,5	– 4,3	+ 0,8
Danemark. – <i>Denemarken</i>	– 1,6	– 2,4	+ 0,8
Royaume-Uni. – <i>Verenigd Koninkrijk</i>	– 0,3	– 1,5	+ 1,2
Pays-Bas. – <i>Nederland</i>	– 0,7	– 2,0	+ 1,3
Grèce. – <i>Griekenland</i>	+ 0,1	– 2,3	+ 2,4
Irlande. – <i>Ierland</i>	– 2,2	– 6,3	+ 4,1
Portugal. – <i>Portugal</i>	– 8,6	– 17,0	+ 8,4
C.E. 12 – <i>E.G. 12</i>	– 2,4	– 3,7	+ 1,3

Ce résultat favorable est dû surtout à la réduction du déficit public intervenue ces dernières années.

Or, il faut constater, à la lecture du budget pour 1989, que cette tendance favorable n'est pas maintenue. Il paraît donc impossible que les taux d'intérêt continuent à baisser. Ce budget risque de provoquer un nouveau dérapage des finances publiques, et ce, pour plusieurs raisons :

a) Le montant de 403 milliards qui représente le solde net à financer pour 1989 est trop important, étant donné que le plafond de 7 % du PNB peut être approché de près dès cette année (7,3 %, alors que le déficit était encore de 12 % en 1985).

En outre, le Gouvernement ne donne pas de directives précises pour poursuivre l'opération d'assainissement et pour ramener le déficit au-dessous de 7 %. Le Gouvernement ne pourrait-il pas fournir un pronostic chiffré à ce propos ?

Le budget 1988 évolue beaucoup mieux que le Gouvernement veut bien le dire, ainsi qu'il ressort des résultats de l'analyse de la situation mensuelle du Trésor. Selon les dernières estimations de la Trésorerie, le déficit de caisse s'élèverait en effet à 419,7 milliards de F en 1988, y compris tous les crédits supplémentaires demandés.

Dans ses estimations, le Gouvernement devrait faire une nette distinction entre, d'une part, les crédits supplémentaires demandés qui entraînent des dépenses supplémentaires sur base de caisse et, d'autre part, les crédits supplémentaires qui constituent de simples régularisations, tels que, par exemple, les 15,5 milliards qui ont été versés à l'ONEm dès 1987.

Le Gouvernement a fait plusieurs pronostics en ce qui concerne le déficit, et ce, dans un but purement politique.

Le premier rapport Dehaene prévoyait un déficit de 487,8 milliards de F, alors que son deuxième rapport mentionnait le chiffre de 474,1 milliards de F. D'après les premières estimations du Ministre du Budget, le solde net à financer devait atteindre 462 milliards de F. Or, l'exposé général pour 1982 fait état de 458,5 milliards de F (Doc. Chambre n° 4-575/1-1988, p. 67), soit plus de trois milliards de F en moins.

Ce montant ne correspond cependant pas aux prévisions de la trésorerie déficit de caisse, à savoir 419,7 milliards. Selon M. Verhofstadt, le Gouvernement s'efforce notamment d'exécuter dès décembre 1988 des paiements qui ne devraient normalement intervenir qu'en 1989.

La situation mensuelle de la trésorerie pour le mois d'août montre clairement qu'en fait, les dépenses sont beaucoup plus faibles et les recettes plus élevées que prévue, et ce, grâce notamment à trois éléments positifs dont le Gouvernement n'a tenu aucun compte :

- 7,9 milliards de recettes supplémentaires;
- 12,7 milliards de paiements en moins pour les années antérieures;

Dit gunstige resultaat is vooral te danken aan het terugdringen van het overheidstekort tijdens de laatste jaren.

De gunstige trend wordt evenwel in de begroting 1989 niet verdergezet. Een verdere daling van de rentevoeten lijkt dan ook onmogelijk. De begroting dreigt een nieuwe ontsparing van de openbare financiën te veroorzaken.

Waarom ?

a) Een netto te financieren saldo van 403 miljard voor 1989 is nog te aanzienlijk, aangezien de grens van 7 % van het BNP reeds dit jaar dicht kan worden benaderd (7,3 % tegenover nog 12 % in 1985).

Bovendien geeft de regering geen duidelijke richtlijnen om verder te saneren en onder de 7 % te dalen. Kan de regering in dit verband geen becijferde prognose verstrekken ?

De begroting 1988 evolueert veel gunstiger dan de regering het laat voorkomen; zulks blijkt uit de resultaten van de analyse van de maandelijkse schatkisttoestand. Volgens de laatste ramingen van de Thesaurie zou het kastekort in 1988 immers 419,7 miljard bedragen, inclusief alle aangevraagde bijkredieten.

In haar ramingen zou de regering een duidelijk onderscheid moeten maken tussen aangevraagde bijkredieten die aanleiding geven tot meeruitgaven op kasbasis, enerzijds, en bijkredieten die pure regularisaties zijn anderzijds, zoals bijvoorbeeld de 15,5 miljard die aan de RVA reeds in 1987 werden betaald.

Uit louter politieke overwegingen heeft de regering verschillende prognoses van het tekort gemaakt.

In het eerste rapport Dehaene was er sprake van een tekort van 487,8 miljard en in het tweede rapport van 474,1 miljard. De eerste raming van de Minister van Begroting bedroeg 462 miljard. In de Algemene Toelichting 1989 is er thans sprake van 458,5 miljard (Stuk Kamer 4 - 575/1 - 1988, blz. 67); dit wil zeggen ruim drie miljard minder dan de eerste prognose.

Laatstgenoemd bedrag stemt echter niet overeen met de vooruitzichten van de Thesaurie (kastekort), namelijk 419,7 miljard. Volgens de heer Verhofstadt wenst de regering onder meer uitgaven die pas in 1989 zouden moeten worden betaald te vervroegen naar december 1988.

De analyse van de schatkisttoestand voor de maand augustus toont duidelijk aan dat de uitgaven veel lager liggen en de inkomsten hoger dan verwacht, op grond van drie positieve elementen waarmee de regering geen rekening heeft gehouden :

- 7,9 miljard meerontvangsten;
- 12,7 miljard minder betalingen voor de voorgaande jaren;

— 44,0 milliards de dépenses en moins pour les fonds, étant donné que nombre de dépenses offérentes à des fonds ont été exécutées en 1987 et grâce aux répercussions de mesures générales prises par le précédent gouvernement (à quelques exceptions près, les dépenses autorisées ne dépassent pas le montant des crédits destinés à l'alimentation des fonds et inscrits aux articles des titres I et II).

Bien qu'elle ait tenu compte de plusieurs dépenses supplémentaires dans ses estimations pour octobre, novembre et décembre (9,5 milliards de F alloués à l'INAMI et 10 milliards au Fonds de solidarité nationale), la trésorerie prévoit que le déficit ne devrait pas excéder 419,7 milliards de F, y compris tous les crédits supplémentaires et divers mouvements de rattrapage.

Les chiffres avancés par le Gouvernement pour 1988 ne sont donc absolument pas fiables et, du fait notamment que le Gouvernement se limite à additionner des dépenses qui, auraient parfaitement pu être évitées. Ces chiffres ne peuvent donc en aucun cas servir de base pour évaluer l'objectif de 403 milliards que l'on se propose d'atteindre en 1989.

Le déficit de caisse sera donc bel et bien d'environ 420 milliards cette année, à moins que le Gouvernement n'anticipe en incluant dans le budget de 1988 certains paiements d'intérêts de 1989 et ne fasse verser sur les comptes d'organismes parastataux des montants correspondant à des dépenses qui doivent en fait être effectuées en 1989, ce qui s'est déjà produit précédemment au département de l'Emploi et du Travail. Une telle opération constituerait, pour M. Verhofstadt, une manipulation inadmissible du déficit de caisse de 1988.

b) Le budget pour 1989 se fonde sur des données trop optimistes. Que l'on songe au cours du dollar ou au taux d'intérêt (à court terme) qui a été retenu. L'hypothèse des 6,75 % demeure par trop optimiste, même après les baisses de taux enregistrées au cours des dernières semaines. Les taux applicables aux certificats de trésorerie sont en effet les suivants :

1 mois = 7,15
2 mois = 7,20
3 mois = 7,30
4 mois = 7,35
6 mois = 7,35
9 mois = 7,45
12 mois = 7,50

La Commission européenne prévoit pour la Belgique un intérêt à court terme de 6,9 % en 1989.

Autres éléments qui ne semblent pas laisser présager une baisse des taux d'intérêt :

— l'accélération prévisible de l'inflation aux Etats-Unis (4 % en 1988, 5 % en 1989), qui incitera plutôt la Réserve fédérale à la prudence dans sa politique en matière de taux d'intérêt ;

— le regain d'inflation en Grande-Bretagne ;

— le regain d'inflation en Belgique à la suite de l'augmentation prévue des droits d'accise (2 % d'après

— 44,0 milliard minder uitgaven op fondsen, omdat veel uitgaven in 1987 zijn gebeurd en ook omdat de algemene maatregelen van de vorige regering blijven doorwerken (op enkele uitzonderingen na, werden immers slechts uitgaven toegestaan tot beloop van de op de voedingsartikelen in titel I en II van de begroting ingeschreven kredieten).

Hoewel de Thesaurie in haar ramingen voor oktober, november en december rekening heeft gehouden met verschillende bijkomende uitgaven (9,5 miljard voor het RIZIV en 10 miljard voor het Nationaal Solidariteitsfonds), stelt zij slechts een tekort van 419,7 miljard voorop, inclusief alle bijkredieten en verschillende inhaalbewegingen.

De door de regering verstrekte cijfers voor 1988 zijn dus totaal onbetrouwbaar, onder meer omdat de regering de begrotingscontrole 1988 in feite heeft beperkt tot de optelsom van uitgaven die kunnen worden vermeden. Deze cijfers zijn dus geen geldige vertrekbasis voor de doelstelling van een tekort van 403 miljard in 1989.

Dit jaar zal het kastekort dus ongeveer 420 miljard bedragen, tenzij de regering bepaalde interestbetalingen van 1989 zou vervroegen en nu reeds op de rekeningen van parastatale instellingen bedragen zou storten voor uitgaven van het begrotingsjaar 1989, hetgeen voorheen reeds bij het departement Arbeid en Tewerkstelling is gebeurd. Dit zou volgens de heer Verhofstadt een ongehoorde manipulatie zijn van het kastekort 1988.

b) De uitgangspunten voor de begroting 1989 zijn al te optimistisch. Men denke aan de dollarkoers of aan de vooropgestelde (korte termijn) interestvoet. Zelfs na de rentedalingen van de jongste weken blijft de hypothese van 6,75 % al te optimistisch. Immers, voor de schatkistcertificaten gelden nu volgende rentevoeten :

1 maand = 7,15
2 maand = 7,20
3 maand = 7,30
4 maand = 7,35
6 maand = 7,35
9 maand = 7,45
12 maand = 7,50

De Europese Commissie verwacht een korte termijn-rente voor België van 6,9 % in 1989.

Nog andere elementen duiden op geen renteverlaging :

— de vooropgestelde inflatieversnelling in de Verenigde Staten (4 % 1988/5 % 1989) zal de FED eerder aanzetten tot een voorzichtig rentebeleid ;

— de inflatie-opstoot in Groot-Brittannië ;

— de inflatie-opstoot in België ingevolge de geplande accijnsverhoging (2 % volgens het Ministerie

le ministère des Affaires économiques ; 2,4 % d'après la Commission européenne et 3 % d'après le service d'étude du « Vlaams Economisch Verbond » (VEV).

*
* *

En ce qui concerne les taux d'intérêt, le *Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget* souligne que ceux-ci s'élevaient en effet à 6,75 % lorsque l'on a choisi les paramètres pour le budget pour 1989. L'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le budget sera évaluée lors du contrôle budgétaire de février 1989.

*
* *

c) Contrairement au plan de Val-Duchesse, qui comportait de nombreuses mesures structurelles, les mesures budgétaires pour 1989 ne constituent qu'une série d'artifices divers. La soi-disant diminution des dépenses de 77,5 milliards n'est pas une véritable économie :

— 10,7 milliards ne correspondent qu'à des réévaluations, qui entrent plutôt dans le cadre des discussions bilatérales précédant le contrôle budgétaire. Comme il y a eu moins d'engagements en 1988 sur le plan du programme d'investissement, les crédits d'ordonnancement pour 1989 seront inférieurs de 3,5 milliards aux prévisions.

Les soi-disant économies réalisées sur les frais d'administrations dans le secteur des mutualités (1,6 milliard) ne constituent également qu'un leurre, étant donné que les dépenses étaient en fait bloquées à 18,380 milliards depuis quatre ans déjà. (Exposé général, Doc. Chambre n° 4-575-1/1988, p. 145). En ce qui concerne le Fonds des prototypes, il ne s'agit en réalité pas non plus d'économies, mais plutôt d'une diminution des ordonnancements par suite de la réduction des engagements en 1988.

— augmentation des charges de 2 milliards, par suite de l'instauration d'une nouvelle cotisation de 3,5 % sur les assurances de groupes et les fonds de pensions et de l'augmentation du montant absolu de la cotisation de modération salariale.

— 40,7 milliards de débudgétisations.

Certaines dépenses ne sont en effet pas inscrites au budget, par exemple le réaménagement de la dette (28 milliards), qui a aussi été pratiqué les années précédentes; l'emprunt de 2 milliards de F contracté par l'Office national des pensions (ONP) auprès de l'Office national des vacances annuelles (ONVA) ; l'emprunt de 1,5 milliard de F contracté par l'ONEm auprès du Fonds de fermeture d'entreprises ; l'affectation de 1,2 milliard aux opérations « sale and lease back » de la SNCB, une méthode que l'on avait toujours refusé d'appliquer jusqu'à présent ; 8 milliards à titre de financement alternatif des investissements publics.

— 8,6 milliards d'économies fictives.

van Economische Zaken, 2,4 % volgens de Europese Commissie en 3 % volgens de Studiedienst van het Vlaams Economisch Verbond (VEV).

*
* *

Wat de interestvoeten betreft, wijst de *Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting* erop dat de rentevoet inderdaad 6,75 % bedroeg op het ogenblik van de keuze van de parameters voor de begroting 1989. De invloed van de rentestijging op de begroting zal tijdens de begrotingscontrole van februari 1989 worden geëvalueerd.

*
* *

c) In tegenstelling tot het Sint-Anna-plan, waarin veel structurele maatregelen zijn vervat, zijn de begrotingsmaatregelen 1989 maar een opeenstapeling van allerlei kunstgrepen. De 77,5 miljard zogenaamde uitgavenverminderingen zijn geenszins echte besparingen :

— 10,7 miljard zijn slechts herramingen, die eerder thuishoren in de bilaterale discussies vóór de vastlegging van de begroting. Gelet op de geringere vastleggingen voor het investeringsprogramma in 1988, zullen de ordonnanceringskredieten 1989 ook 3,5 miljard lager liggen.

Ook de zogenaamde besparing op de administratiekosten (1,6 miljard) in de ziekenfondsen is maar schijn, daar de uitgaven in feite reeds vier jaar op 18,380 miljard geblokkeerd zijn (Algemene Toelichting, stuk Kamer 4-575-1/1988, blz. 145). Ook voor het Fonds voor Prototypes betreft het geen werkelijke besparingen, doch veeleer een afname van de ordonnanceringen ingevolge verminderde vastleggingen in 1988.

— 2 miljard lastenverhoging die het gevolg is van de invoering van een nieuwe bijdrage van 3,5 % op de groepsverzekeringen en de pensioenfondsen en van de verhoging van het absolute bedrag van de loonmatigingsbijdrage.

— 40,7 miljard debudgetteringen.

Bepaalde uitgaven worden immers buiten de begroting gelaten, zoals bijvoorbeeld : de schuldheroschikking van 28 miljard (zulks gebeurde ook tijdens de vorige jaren); de ontleening van 2 miljard van de Rijkskas voor Pensioenen (RVP) bij de Rijkskas voor jaarlijkse vakantie; de ontleening van 1,5 miljard door de RVA bij het Fonds voor de sluiting van ondernemingen; 1,2 miljard « sale and lease back »-operaties van de NMBS (dergelijke methode werd tot nu toe steeds geweigerd); 8 miljard alternatieve financiering van de overheidsinvesteringen.

— 8,6 miljard fictieve besparingen.

Comme les années précédentes, les 4,7 milliards d'économies prévues dans le secteur de la biologie clinique s'avéreront irréalisables.

Les 4,8 milliards d'économies sur le fonds des communes et le fonds des provinces sont surestimés de 1,5 milliard si l'arrêté royal n° 263 du 31 décembre 1983 modifiant les règles de calcul des dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces est appliqué à la lettre.

d) Ni le budget 1989, ni la politique budgétaire envisagée pour les années à venir ne permettront d'empêcher la dette publique de s'auto-alimenter. Ainsi qu'il ressort de l'avis du Conseil supérieur des Finances sur la politique financière et budgétaire en 1988-1989 (12 juillet 1988, p. 27), le budget 1989 n'offre aucun moyen d'arrêter l'effet cumulatif.

Dans l'hypothèse où la croissance zéro en valeur ne serait appliquée qu'aux dépenses hors intérêts de 1987 à 1989, après quoi la norme prise en considération pour les dépenses serait une croissance zéro en volume, (...) l'effet cumulatif serait très certainement freiné de manière significative, mais pas arrêté : la croissance de la part de la dette serait encore de 1,5 % en 1992. Le solde net à financer de l'Etat central serait alors d'un peu plus de 6 %.

D'après la note du « Vlaams Economisch Verbond » du 5 septembre 1988, il faudrait attendre 1992 pour que le déficit public soit ramené à 6,1 % et 1997 pour que l'objectif de 4 % soit atteint. En outre, le Ministre du Budget n'a retenu, dans son exposé introductif, que l'hypothèse la plus optimiste de la Banque nationale, sans compter qu'il n'est pas tenu compte de l'incidence négative que le nouveau système de financement des Communautés et des Régions aura sur les finances publiques.

3. Conclusion

Le budget pour 1989 est un coup dans l'eau. Le comble, c'est que les mesures prévues par ce budget risquent de miner, voire d'anéantir les évolutions économiques favorables que l'on constate aujourd'hui. En effet, ni le budget ni la réforme fiscale n'offrent de réponse suffisante aux handicaps importants que notre pays doit encore surmonter avant son entrée dans le marché unique européen. Pour interrompre l'effet cumulatif de la dette publique d'ici à 1992, il faut limiter le déficit public à 4 % du PNB, ce qui implique un effort d'assainissement comparable, en force et en intensité, au plan de Val-Duchesse.

INTERVENTION DE M^{me} VOGELS

Contrairement à M. Verhofstadt, *Mme Vogels* estime que le budget des Voies et Moyens et l'Exposé général pour 1989 diffère peu du budget précédent.

De besparing van 4,7 miljard in de klinische biologie zal, zoals voorheen, onmogelijk blijken.

De 4,8 miljard besparingen op de gemeente- en provinciefondsen zijn met 1,5 miljard overschat als het koninklijk besluit n° 263 van 31 december 1983 tot wijziging van de regels voor het berekenen van de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der Provinciën naar de letter wordt toegepast.

d) Noch de begroting 1989, noch de begrotingspolitiek voor de volgende jaren zal het zelfvoedende karakter van de overheidsschuld doorbreken. Zoals blijkt uit het advies van de Hoge Raad van Financiën over het financieel en budgettair beleid in 1988-89 (12 juli 1988, blz. 27), biedt de begroting 1989 geen enkel middel om het sneeuwbaaleffect te stoppen.

In de hypothese dat « de nulgroei in waarde slechts zou worden toegepast op de uitgaven exclusief interesten van 1987 tot 1989, waarna de in aanmerking genomen norm voor de uitgaven een nulgroei in volume zou zijn, (...) zou het sneeuwbaaleffect zeker beduidend worden afgeremd, maar niet gestopt : de toename van de schuldratio zou nog 1,5 % zijn in 1992. Het netto te financieren saldo van de centrale overheid zou dan iets meer dan 6 % bedragen ».

Volgens de VEV-nota van 5 september 1988 zou het overheidstekort slechts in 1992 6,1 % bereiken en pas in 1997 de beoogde 4 %. Daar komt nog bij dat de Minister van Begroting in zijn inleidende uiteenzetting slechts de meest optimistische hypothese van de Nationale Bank heeft vermeld. Hierbij wordt dan nog geen rekening gehouden met de negatieve weerslag op de openbare financiën van het nieuwe financieringssysteem van Gewesten en Gemeenschappen.

3. Besluit

De begroting 1989 is een slag in het water. Erger nog, de beleidsmaatregelen vervat in deze begroting, dreigen de huidige positieve economische ontwikkelingen te ondergraven en te vernietigen. Zowel de begroting zelf, als de fiscale hervorming vormen immers geen afdoend antwoord op de belangrijke handicaps die ons land nog moet overwinnen vóór haar intrede in de Europese eengemaakte markt. Willen wij tegen 1992 het zelfvoedende karakter van de overheidsschuld doorbreken, dan moet het overheidstekort beperkt worden tot 4 % van het BNP; zulks impliceert een saneringsinspanning die de kracht en de intensiteit van het St.-Anna-plan benaamt.

TUSSENKOMST VAN MEVR. VOGELS

In tegenstelling tot de heer Verhofstadt is *Mevrouw Vogels* van oordeel dat de Rijksmiddelenbegroting 1989 en de algemene toelichting maar weinig verschillen van de vorige « krimpbegroting ».

1. *Le cadre général du budget 1989*

M^{me} Vogels déplore que le contexte économique international soit, dans une large mesure, limité à la situation du monde industrialisé.

Il n'est nulle part question d'un lien quelconque avec les relations économiques Nord-Sud, ni de l'attitude belge vis-à-vis de l'endettement du Tiers-Monde.

L'exposé général devrait également comporter un chapitre consacré à la politique énergétique, qui, depuis la crise pétrolière, est considérée comme un élément important du budget des Voies et Moyens.

Enfin, l'intervenant souligne l'importance de l'aspect écologique, qui est étroitement lié à la politique économique et qui peut grever lourdement les dépenses publiques. Il suffit de songer à l'énorme charge financière que peut entraîner le stockage d'importantes masses de déchets.

L'absence de politique de l'environnement aura également, à terme, une incidence sur l'emploi. Si le Gouvernement ne prend par exemple pas de mesures pour épurer les eaux, la mytiliculture périclitera d'ici dix ans.

2. *Les objectifs budgétaires de 1989*

Les objectifs généraux du Gouvernement sont exactement les mêmes que ceux de son prédécesseur, à savoir l'assainissement des finances publiques et la lutte contre le chômage.

Les mesures prévues à cet égard sont elles aussi identiques, ainsi que l'analyse des trois domaines suivants permet de le constater.

2.1 *La politique de l'emploi*

La politique de l'emploi reste fonction d'un contexte macro-économique. Les pouvoirs publics se bornent à soutenir certaines catégories, telles que les chômeurs âgés et les chômeurs de longue durée, ainsi qu'à faire part de leurs bonnes intentions aux partenaires sociaux.

L'emploi évolue actuellement de façon positive.

En septembre, le nombre de chômeurs a diminué de 13 340 unités, ce qui ramène le nombre total de chômeurs à 453 389 soit à 11,2 % de la population active. Le nombre de chômeurs tombe pour la première fois depuis 1983 sous la barre des 500 000 unités, mais il excède encore de 130 000 unités celui de 1980 (321 895 chômeurs).

Il est toutefois plus important encore de constater que cette diminution est, dans une large mesure, due à :

— l'extension du travail à temps partiel. Mi-1985, 13,3 % des travailleurs du secteur privé travaillaient déjà à temps partiel (28,2 % des femmes; 5 % des hommes);

1. *Het algemene kader van de begroting 1989*

Mevrouw Vogels betreurt dat de internationale economische context grotendeels wordt beperkt tot de geïndustrialiseerde wereld.

Van de Noord-Zuid verhouding en de Belgische houding ten opzichte van de schuldenlast van de derde wereld is er nergens sprake.

Ook zou in de Algemene Toelichting aan het energiebeleid (dat sinds de oliecrisis als een belangrijk onderdeel van een rijksmiddelenbegroting wordt beschouwd) een hoofdstuk moeten worden gewijd.

Ten slotte wijst spreker op het nauw verband tussen het ecologisch en het economisch beleid en de zware belasting van het ecologisch beleid op de overheidsuitgaven (bijvoorbeeld de enorme financiële last van het stockeren van grote afvalmassa's).

Het ontbreken van een leefmilieubeleid zal op termijn ook de tewerkstelling beïnvloeden. Als de regering bijvoorbeeld geen maatregelen treft om het water te zuiveren zal de mosselindustrie binnen 10 jaar tenietgaan.

2. *De doelstellingen van de begroting 1989*

De algemene doelstellingen van deze regering zijn precies dezelfde als die van de vorige, met name de sanering van de overheidsfinanciën en de bestrijding van de werkloosheid.

Ook de maatregelen daartoe zijn identiek, zoals blijkt uit de drie volgende domeinen.

2.1. *Het tewerkstellingsbeleid*

Het tewerkstellingsbeleid steunt op macro-economische gegevens. De overheid beperkt haar taak tot de ondersteuning van specifieke categorieën, zoals de oudere en langdurige werklozen, en tot het formuleren van goede voornemens ten aanzien van de sociale gesprekspartners.

Op dit ogenblik evolueert de werkgelegenheid positief.

In september daalde de werkloosheid met 13 340 eenheden en bracht de totale werkloosheid op 453 389 eenheden of 11,2 % van de actieve bevolking. De werkloosheid daalt voor het eerst sinds 1983 onder de 500 000, maar is nog steeds 130 000 eenheden hoger dan in 1980 (321 895 werklozen).

Belangrijker is echter dat deze daling in belangrijke mate is te wijten aan :

— de uitbreiding van de deeltijdse arbeid; half 1985 werkte reeds 13,3 % in de privé sector deeltijds (28,2 % van de vrouwen; 5 % van de mannen);

— une réduction des investissements destructeurs d'emploi grâce à la modération salariale; c'est-à-dire deux critères incertains à long terme ne portent pas d'amélioration structurelle de l'emploi.

Les réajustements par les pouvoirs publics sont également incertains. La précédente concertation sociale de 1986 n'a guère engendré d'emplois supplémentaires et a surtout permis d'accorder des augmentations salariales camouflées grâce à une créativité illimitée en ce qui concerne les primes et indemnités.

L'intervenant demande à ce propos combien d'emplois supplémentaires à temps plein cette concertation a permis de créer.

La création d'emplois par le biais de statuts temporaires est très limitée (de 7 000 à 8 000) et relèvera en outre de la compétence des Régions à partir du 1^{er} janvier 1989. Or, celles-ci définissent leur politique en fonction d'un contexte tout à fait différent et n'ont pas les moyens de transformer ces statuts temporaires en statuts à part entière.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget confirme qu'une grande partie des mesures d'accompagnement en matière de chômage relèveront dorénavant de la compétence des Communautés et des Régions. Rien n'empêche toutefois le gouvernement national de réorienter sa politique en matière de chômeurs structurels et de longue durée par le biais de ses recrutements et de sa propre politique en matière de personnel.

*
* *

Madame Vogels déplore l'absence de mesures structurelles dans le budget 1989, comme par exemple une réduction du temps de travail.

2.2. La cellule sociale

L'intervention de l'Etat dans le régime global passe pour 1989 de 293 à 302 milliards, ce qui signifie donc que cette année encore, l'Etat ne respectera pas ses obligations et que le redressement social annoncé après Val-Duchesse reste lettre morte.

Un certain nombre de mesures partielles doivent d'autre part permettre d'améliorer le niveau de revenus des allocataires sociaux, mais ces mesures sont largement insuffisantes.

Comme dans les deux budgets précédents, il est prévu une augmentation de 2 % du minimum de moyens d'existence et des allocations minimales. Un montant maximum de 1 milliard est en outre prévu pour les chômeurs âgés.

— een verlaging van de arbeidsuitstotende investeringen door de loonmatiging; dit wil zeggen twee op lange termijn onzekere criteria en dus ook geen structurele verbetering van de tewerkstelling.

Ook de overheidsbijsturing is zeer onzeker. Het vorige sociale overleg van 1986 resulteerde in nageenog geen bijkomende tewerkstelling en leidde vooral tot verdoken loonsverhogingen met een niet te stuiten creativiteit op het stuk van premies en vergoedingen.

Spreker vraagt hoeveel bijkomende voltijdse arbeidsplaatsen via dit overleg tot stand werden gebracht.

Het creëren van arbeidsplaatsen via tijdelijke statuten is zeer beperkt (van 7 000 naar 8 000) en zal bovendien vanaf 1 januari 1989 tot de bevoegdheid van de gewesten behoren, waar andere beleidscriteria kunnen gelden en waar de middelen ontbreken om deze tijdelijke statuten in volwaardige statuten om te bouwen.

*
* *

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting bevestigt dat de werkloosheidsbegeleiding groten-deels tot de bevoegdheid van Gemeenschappen en Gewesten zal behoren. Niets belet evenwel de nationale regering, via een eigen aanwervingsbevoegdheid en personeelsbeleid, een heroriëntering op de langdurige en structurele werklozen te bewerkstelligen.

*
* *

Mevrouw Vogels betreurt het gebrek aan structurele maatregelen in de begroting 1989, zoals bijvoorbeeld een arbeidsduurvermindering.

2.2. De sociale cel

Voor 1989 stijgt de staatstussenkomst in het globale stelsel van 293 naar 302 miljard. Dit betekent dat ook dit jaar de Staat zijn verplichtingen niet zal nakomen en dat van het aangekondigde sociale herstel na St.-Anna niets in huis komt.

Daartegenover staan een aantal partiële maatregelen die het inkomenspeil van uitkeringstrekkers zouden moeten verbeteren, maar die ruimschoots onvoldoende zijn.

Net als in de twee vorige begrotingen wordt een verhoging van 2 % van het bestaansminimum en de minimum-uitkeringen aangekondigd. Voorts wordt in een bedrag van maximum 1 miljard voor de oudere werklozen voorzien.

Pour ce qui est des économies, on en revient une fois de plus aux économies, peu réalistes, qui avaient déjà été annoncées pour le secteur de la biologie clinique.

En ce qui concerne les revendications salariales des travailleurs, il n'existe pas de marge budgétaire qui permette d'y faire droit. Il est probable que les dossiers les plus délicats seront vainement abordés au cours de la Table ronde.

2.3. La politique économique et industrielle, la recherche scientifique

Un des principaux objectifs du budget à l'examen est de combler le retard que notre pays a accumulé dans le domaine de la recherche. Budgétairement parlant, cette volonté ne se traduira toutefois que par une modeste augmentation des crédits (800 millions de F).

Qui plus est, cette matière ne relève plus exclusivement de l'autorité nationale. La loi du 8 août 1988 a en effet considérablement étendu les compétences dévolues aux Communautés et aux Régions en ce domaine, ce qui accentuera encore la dispersion des moyens, déjà si limités, octroyés par ce budget.

Un pays comme la Belgique, aux dimensions modestes et à l'économie ouverte, doit avoir l'audace de choisir des priorités dans le domaine scientifique. Il est en effet totalement absurde de se lancer dans des recherches qui sont déjà menées à l'étranger dans des secteurs sursaturés tels que la micro-électronique. En revanche, les Belges ont suffisamment de savoir-faire pour occuper une place de choix dans la recherche biotechnologique, notamment en ce qui concerne le traitement des déchets et l'épuration des eaux.

Quoi qu'il en soit, le morcellement des compétences détruit tout lien entre investissements dans la recherche, le développement et la production.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget souligne la position importante que la Belgique occupe aujourd'hui dans le domaine de la navigation spatiale grâce à la politique européenne menée en la matière. Il y a quelques années, notre retard dans ce domaine semblait insurmontable.

*
* *

3. Un déficit public de 7 % : est-ce un objectif réaliste ?

Tout le monde s'accorde pour dire que la réduction du déficit public est une nécessité absolue. *M^{me} Vogels* doute cependant fort que l'objectif fixé puisse être atteint en 1989.

Le budget pour 1989 contient en effet un grand nombre d'inconnues. Aux inconnues traditionnelles,

Inzake de besparingen is er opnieuw het weinig-realistisch voornemen tot besparingen in de klinische biologie.

Voor de looneisen van de gezondheidswerkers is er echter geen enkele budgettaire ruimte. Alle hachelijke dossiers in deze sector zullen, waarschijnlijk tevergeefs, tijdens de Ronde Tafel worden besproken.

2.3. Het economisch en industrieel beleid, het wetenschappelijk onderzoek

Eén van de belangrijkste opties van deze begroting is het wegwerken van de achterstand op het gebied van onderzoek. De budgettaire vertaling van deze optie is echter zeer schraal : een verhoging van het krediet met 800 miljoen.

Daarenboven is deze optie geen alleenrecht van de nationale overheid, vermits op grond van de wet van 8 augustus 1988 de bevoegdheden van gemeenschappen en gewesten fors werden verhoogd. Zulks zal leiden tot de verdere versnippering van dit al zo beperkt budget.

Een land als België, klein en met een open economie, moet duidelijke beleidsopties op wetenschappelijk vlak durven stellen. Het kopiëren van buitenlands onderzoek in oververzadigde sectoren, zoals bijvoorbeeld micro-electronica, is totaal zinloos. Daartegenover staat dat er voldoende know how aanwezig is om een leidende rol waar te nemen in het bio-technologisch onderzoek, bijvoorbeeld in het kader van de afvalverwerking en de waterzuivering.

Hoe dan ook, de versnippering van bevoegdheden verbreekt de band tussen investeringen in onderzoek, ontwikkeling en productie.

*
* *

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting wijst op de belangrijke positie die België nu bekleedt op het gebied van ruimtevaart dankzij het voeren van een Europees beleid terzake. Jaren geleden leek ook hier onze achterstand onoverbrugbaar.

*
* *

3. Het overheidstekort : is 7 % een realistische doelstelling ?

Iedereen is het erover eens dat het terugdringen van het overheidstekort een absolute noodzaak is. Over de haalbaarheid voor 1989 van het gestelde doel heeft *Mevrouw Vogels* echter de grootste twijfels.

De begroting 1989 bevat immers een groot aantal onbekenden. Naast de traditionele onbekenden, zoals

telles que l'évolution des taux d'intérêt, on ajoute la réforme fiscale, qui doit encore être adoptée par le Parlement, mais qui aura déjà une incidence sur le budget pour 1989 par le biais de la diminution du précompte professionnel, et ce à concurrence de 35 milliards de F. Or, le plan de compensation qui doit permettre que ces moins-values de recettes se soldent par une opération blanche est très vague et incertain. Par ailleurs, la suppression ou la réduction des déductions fiscales sont difficiles à chiffrer et ouvrent la porte à tous les abus. Le recouvrement « meilleur et plus rapide » des impôts entraînera également un surcroît de dépenses (informatisation des services). L'augmentation des droits d'accise influencera l'index qui entraînera à son tour une augmentation des dépenses publiques.

A cela s'ajoute qu'il n'est pas tenu compte du transfert de compétences et de moyens aux Régions. Il est également permis de douter en l'occurrence qu'il s'agisse réellement d'une opération blanche. Il suffit de songer à l'enseignement, dans lequel on risque de devoir licencier du personnel.

Enfin, aucune mesure structurelle n'est prise pour éviter les dépenses supplémentaires traditionnelles, par exemple dans le secteur des soins de santé.

En outre, on constate qu'on ne touche à l'impôt des sociétés ni dans le cadre de la réforme fiscale ni dans celui du budget des recettes. Le taux officiel de l'impôt des sociétés est de 42 %, mais un rapport récent de l'OCDE montre qu'en Belgique, le taux moyen de l'impôt des sociétés ne s'élève qu'à 23 %. La moitié des sociétés belges ne paient pas d'impôt.

Entre 1982 et 1985, les bénéfices imposables des entreprises ont augmenté de 162,7 %, tandis que les impôts frappant ces bénéfices n'ont augmenté que de 50,4 %. Les perversions de ce système sont pourtant suffisamment connues de tous.

— Ainsi, M. De Grauwe a affirmé dans les *Economische Statistische Berichten* que les banques belges échappent en toute légalité à une grande partie de l'impôt sur les bénéfices. Elles paient à peine 20 % d'impôts sur leurs bénéfices, alors que l'entreprise belge moyenne doit en payer 45 %.

— Le revenu imposable des grandes sociétés productrices d'électricité s'est élevé en 1985 à 30,75 milliards, montant sur lequel elles n'ont payé que 128 millions d'impôts, soit un taux d'imposition de 0,4 %.

— Les centres de coordination, au nombre de 142 en 1987, ont employé 1 100 personnes en 1987 en bénéficiant d'une aide à l'investissement de 5 milliards, soit 4,5 millions par emploi, alors que cette aide s'élevait à environ 1,4 million entre 1981 et 1985 en vertu des lois d'expansion économique.

Mme Vogels propose que l'on applique dorénavant le système des corbeilles fiscales, tel qu'il a été proposé par la Commission royale d'harmonisation et de simplification de la fiscalité. Elle se demande enfin pour-

de l'évolution de l'intérêt, is er de belasting-hervorming die nog door het Parlement moet worden goedgekeurd, maar die reeds een weerslag zal hebben op de begroting 1989 via de verminderde bedrijfsvoorheffing en dit ten belope van 35 miljard F. Het dekkingsplan dat van deze minderebrenngen een nul-operatie moet maken is echter zeer onzeker. Voorts is de impact van de afschaffing en vermindering van belastingaftrekken moeilijk becijferbaar en laten deze maatregelen alleszins de deur open voor misbruiken. De beoogde « betere en snellere » inning van de belastingen zal ook tot nieuwe uitgaven leiden (informatisering van de diensten). De verhoging van de accijnzen zal een invloed hebben op de index die op zijn beurt de overheidsuitgaven zal doen toenemen.

Daar komt nog bij dat de overdracht van bevoegdheden en middelen naar de regio's niet is ingecalculleerd. Ook hier is de nul-operatie twijfelachtig. Afdankingen zijn niet ondenkbaar in het onderwijs.

Tenslotte is er geen enkele structurele ingreep gedaan om de traditionele meeruitgaven, bijvoorbeeld in de gezondheidszorg, te voorkomen.

Er zij ook nog op gewezen dat noch in het luik belastinghervorming, noch in het luik inkomstenbegroting de vennootschapsbelastingen worden aangeraakt. De officiële aanslagvoet voor vennootschappen is 42 %, maar een recent OESO-rapport stelt dat de gemiddelde vennootschapsbelasting in België slechts 23 % bedraagt. De helft van de vennootschappen in dit land betaalt geen belasting.

Tussen 1982 en 1985 zijn de belastbare winsten van de ondernemingen gestegen met 162,7 %, terwijl de belastingen op die winst slechts met 50,4 % stegen. Nochtans zijn de misgroeiingen in dit stelsel algemeen bekend.

— Zo bijvoorbeeld stelde De Grauwe ooit in de « Economische Statistische Berichten » dat de Belgische banken op een volledig wettelijke manier aan een groot deel van de winstbelasting ontsnappen. Zij betalen amper 20 % belastingen op hun winst, terwijl de doorsnee Belgische onderneming 45 % moet betalen.

— De grote elektriciteitsproduktie maatschappijen hadden in 1985 30,75 miljard belastbare inkomsten en betaalden hierop slechts 128 miljoen frank belasting of 0,4 %.

— De coördinatiecentra, 142 in 1987, stelden 1 100 mensen te werk in 1987. Dit komt overeen met een investeringssteun van 5 miljard of 4,5 miljoen per arbeidsplaats, terwijl deze via de expansiewetgeving tussen 1981 en 1985 ± 1,4 miljoen frank bedroeg.

Mevrouw Vogels stelt voor voortaan met fiscale korven te werken, zoals werd voorgesteld door de Koninklijke Commissie voor de harmonisering en de vereenvoudiging van de fiscaliteit. Zij vraagt zich ten-

quoi les négociations avec les banques se limitent à des mesures conformes au marché.

INTERVENTION DE M. KUBLA

M. Kubla commence par examiner les hypothèses de base retenues par le Gouvernement.

Il lui semble raisonnable de prévoir une croissance économique d'environ 4 % (4,1 % en termes nominaux, dont 1,8 % en volume), même si celle-ci n'a pas été calculée selon la méthode habituelle. L'évolution du cours du dollar a, en l'occurrence, moins d'importance.

Par contre, il lui semble irréaliste de prévoir un taux d'intérêt moyen à court terme de 6,75 %. Si le taux à court terme est supérieur, en 1989, de 1 % aux évaluations (très optimistes) du Gouvernement, cela entraînera une augmentation du solde net à financer d'environ 20 milliards.

Le niveau de 7 % auquel le précédent gouvernement se proposait de ramener le déficit public a en effet une valeur symbolique. *M. Kubla* souligne toutefois que l'évolution du solde net à financer ne peut être dissociée de celle de la dette publique (exprimée en pourcentage du PNB).

L'intervenant renvoie à cet égard aux tableaux publiés dans le numéro de janvier du bulletin mensuel de la Générale de Banque (p. 8, graphiques 3 et 4). *M. Kubla* en déduit qu'une réduction du solde net à financer à 7 % du PNB en 1989 ira de pair avec une augmentation sensible de la dette publique. Cette norme de 7 % a par conséquent beaucoup perdu de sa valeur symbolique par suite de la dernière crise gouvernementale : ce n'est qu'à beaucoup plus long terme que l'on pourra mettre fin à l'effet cumulatif de la dette publique.

Le financement futur des Communautés et des Régions fait actuellement l'objet d'une concertation au sein du Gouvernement. *M. Kubla* craint que le pouvoir national ne soit tenté, afin de faciliter la réalisation de son objectif budgétaire, d'accorder aux Régions et aux Communautés des moyens insuffisants par rapport aux compétences qui leur ont été transférées, ce qui serait surtout dommageable à la Communauté française et à la Région wallonne.

Selon l'intervenant, les moyens nécessaires ne seront entièrement transférés que dans le secteur de l'enseignement. Pour les autres compétences, on n'a inscrit au budget que 85,3 % des moyens correspondants. Le reste (environ 43 milliards de F) sera couvert par l'Etat au moyen d'emprunts.

L'intervenant craint que, dans le calcul du solde net à financer, le pouvoir national ne tienne compte que de l'amortissement de ces emprunts (environ 7 milliards de F) et non du total de la somme empruntée (environ 43 milliards de F).

*
* *

slotte af waarom de onderhandelingen met de banken worden beperkt tot marktconforme maatregelen.

TUSSENKOMST VAN DE HEER KUBLA

De heer Kubla verwijst vooreerst naar de basishypothesen van de regering.

Hoewel niet berekend volgens de gebruikelijke methode, lijkt een economische groei van $\pm 4\%$ (4,1 % nominaal, waarvan 1,8 % in volume) hem aanvaardbaar. De evolutie van de dollarkoers heeft zijn inziens minder belang.

De voorspelde gemiddelde rente op korte termijn (6,75 %) lijkt hem daarentegen niet aanvaardbaar. Indien de korte termijntent in 1989 één procent hoger uitvalt dan de (zeer optimistische) raming van de regering, zal dit een toename betekenen van het netto-te-financieren saldo met ± 20 miljard frank.

Het ook door de vorige regering nagestreefde tekort van 7 % van het BNP heeft inderdaad een symbolische waarde. *De heer Kubla* benadrukt evenwel dat de evolutie van het netto te financieren saldo samen met de evolutie van openbare schuld (uitgedrukt in procenten van het BNP) moet worden beoordeeld.

Spreker verwijst ter zake naar de tabellen gepubliceerd in het januarinummer van het maandblad van de Generale Bankmaatschappij (blz. 8, grafieken 3 en 4). *De heer Kubla* besluit daaruit dat de verwezenlijking van een netto-te-financieren saldo van 7 % van het BNP in 1989 gepaard zal gaan met een veel hogere openbare schuld. De symbolische waarde van deze 7 % norm is met andere woorden, na de laatste regeringscrisis, fel afgenomen; het sneeuwbal effect van de overheidsschuld zal thans pas veel later kunnen worden doorbroken.

Momenteel wordt binnen de regering overleg gepleegd over de toekomstige financiering van de gemeenschappen en de gewesten. *De heer Kubla* vreest dat de nationale overheid, ter beveiliging van haar eigen begrotingsobjectief, aan de gewesten en de gemeenschappen te weinig middelen zal verstrekken ten opzichte van de overgedragen bevoegdheden. Dit zou vooral voor de Franse Gemeenschap en voor het Waalse Gewest kwalijke gevolgen hebben.

Enkel voor het onderwijs worden volgens hem de vereiste middelen volledig overgedragen. Voor de overige bevoegdheden wordt slechts $\pm 85,3\%$ van de corresponderende middelen in de begroting ingeschreven. De rest (± 43 miljard frank) zal door de Staat met leningen worden gedekt.

Spreker vreest dat de nationale overheid enkel de aflossing van deze leningen (± 7 miljard frank) en niet de totale ontleende som (± 43 miljard frank) in aanmerking neemt bij de berekening van het netto te financieren saldo.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget fait observer que le Budget des Voies et Moyens pour 1989 a été établi en faisant volontairement abstraction du transfert de moyens aux communautés et aux régions. L'objectif poursuivi, à savoir un solde net à financer de 7 % du PNB, a été calculé sur la base des dépenses globales du pouvoir central (c'est-à-dire de l'Etat, des Communautés et des Régions).

Pour le calcul du solde net à financer pour 1989, les déficits des Communautés et des Régions afférents aux compétences nouvellement transférées devront être ajoutés aux déficits de l'autorité nationale.

*
* *

Enfin, *M. Kubla* passe en revue les mesures gouvernementales qui sont destinées à réduire les dépenses pour 1989. Sauf dans le secteur hospitalier et dans le secteur de la biologie clinique, il n'a décelé aucune véritable économie.

Le précédent gouvernement avait procédé à une opération de réaménagement de la dette conforme au marché, mais c'était dans une période de baisse des taux d'intérêt. Le Gouvernement actuel fait de même, mais dans une période de hausse des taux d'intérêt.

*
* *

M. Vandenbroucke fait observer que le précédent gouvernement avait aussi donné immédiatement aux banques la garantie qu'on ne toucherait pas au système de la quotité forfaitaire d'impôt étranger (Q.F.I.E.), qui est très avantageux pour elles. Le gouvernement actuel n'a pas souscrit un tel engagement.

*
* *

M. Kubla craint que le rééchelonnement constant de la dette ne porte atteinte au crédit de l'Etat belge.

L'intervenant s'interroge également en ce qui concerne la conversion en devises des réserves d'or de la Banque nationale. Le marché de l'or peut-il supporter une telle transaction (± 70 milliards de F) ? Le Gouvernement ne ferait-il pas mieux d'affecter le produit du placement de ces devises (± 7 milliards de F par an) au remboursement de la dette extérieure ?

*
* *

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting repliceert dat de Rijksmiddelenbegroting 1989 bewust werd opgesteld zonder rekening te houden met de overdracht van middelen aan de gemeenschappen en gewesten. Het streefdoel, met name een netto te financieren saldo van 7% van het BNP, is berekend op de globale uitgaven van de centrale overheid (d.w.z. de Staat, de gemeenschappen en de gewesten).

Voor de berekening van het netto te financieren saldo voor 1989 zullen de tekorten van de gemeenschappen en de gewesten die verband houden met de nieuw overgedragen bevoegdheden bij het tekort van de nationale overheid moeten worden gevoegd.

*
* *

Tenslotte peilt *de heer Kubla* naar de regeringsmaatregelen om de uitgaven voor 1989 terug te dringen. Behoudens in de ziekenhuissector en in de sector van de klinische biologie, ontwaart hij geen echte besparingen.

Een marktconforme schuldherschikkingsoperatie werd weliswaar ook door de vorige regering doorgevoerd, doch zulks gebeurde dan in een periode van rentedaling. De huidige regering doet zulks in een periode van stijgende rentevoeten.

*
* *

De heer Vandenbroucke merkt op dat de vorige regering de banken meteen ook de onaantastbaarheid waarborgde van het voordelige systeem inzake het forfaitaire gedeelte van de buitenlandse belasting (FBB). De huidige regering heeft dergelijke verbintenissen niet onderschreven.

*
* *

De heer Kubla vreest dat voortdurende schuldherschikkingen de kredietwaardigheid van de Belgische staat zullen aantasten.

Spreker heeft ook vragen bij het omzetten van goudreserves van de Nationale Bank in deviezen. Kan de goudmarkt dergelijke transactie (± 70 miljard frank) wel verwerken ? Zou de regering de opbrengst van het beleggen van deze deviezen (± 7 miljard frank per jaar) niet beter aanwenden voor het delgen van de buitenlandse schuld ?

*
* *

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget fait observer que la dette en devises représente actuellement moins de 20 % de la dette publique totale.

*
* *

M. Kubla dit ensuite craindre que les modes alternatifs de financement des investissements publics ne conduisent en réalité à une débudgétisation.

Que l'Office national des Pensions contracte un emprunt sans intérêts auprès de l'Office national des vacances annuelles ne lui paraît pas non plus constituer une véritable solution.

Le Gouvernement se décharge en outre de certaines obligations sur les communes par le biais d'une réduction de la dotation au Fonds des communes.

L'amélioration de la gestion de la dette, annoncée par le Gouvernement, lui paraît plutôt symbolique.

Il demande comment le Ministre des Finances compte réaliser une économie de 2 milliards de F sur ce poste.

L'intervenant constate ensuite que le Gouvernement impose un prélèvement complémentaire sur les assurances de groupe.

M. Kubla conclut de ce qui précède que sur l'ensemble des économies de 77 milliards de F annoncées par le Gouvernement, seules quelques unes sont réelles, et encore risquent-elles d'être contournées grâce à l'inventivité des personnes auxquelles elles devraient normalement s'appliquer.

Il déplore enfin que le Gouvernement ne prévoie aucun crédit pour une éventuelle augmentation des traitements des fonctionnaires.

Enfin, l'Exposé général ne contient aucune indication quant à une intervention financière éventuelle en faveur de la ville de Liège. Le Ministre de l'Intérieur a cependant promis 42 milliards à cette ville, ce que déplore d'ailleurs *M. Kubla*.

DECLARATION DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET

Au début de la réunion qui s'est tenue dans l'après-midi du 21 octobre, le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget a fait une déclaration au sujet de l'affirmation de *M. Verhofstadt*, selon laquelle le déficit budgétaire de 1988 serait « manipulé ».

1. Le solde net à financer exprimé en termes de caisse implique que la situation de caisse au 31 décembre peut être totalement différente de celle du jour précédent ou du jour suivant.

2. Le rythme des dépenses subit l'incidence du recours prolongé aux crédits provisoires, octroyés conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting merkt op dat de schuld in deviezen thans geen 20 % van de totale overheidsschuld bedraagt.

*
* *

De heer Kubla vermoedt voorts dat « alternatieve financieringswijzen » voor de overheidsinvesteringen in werkelijkheid zullen leiden tot debudgettering.

Hij ziet evenmin heil in een renteloze lening van de Rijksdienst voor Pensioenen bij de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie.

De regering wentelt daarenboven bepaalde lasten af op de gemeenten, via een vermindering van de dotatie aan het Gemeentefonds.

De aangekondigde verbetering van het schuldbeheer lijkt hem veeleer symbolisch.

Hij vraagt hoe de Minister van Financiën op deze post een besparing van 2 miljard frank zal realiseren.

Spreker stelt vervolgens vast dat de regering een bijkomende heffing op de groepsverzekeringen invoert.

Uit dit alles leidt de heer *Kubla* af dat de aangekondigde besparing van 77 miljard frank weinig of geen echte besparingsmaatregelen bevat, die daarenboven nog dreigen te worden omzeild door de creativiteit van de betrokkenen.

Hij betreurt tenslotte dat de regering niet voorziet in kredieten voor een eventuele loonsverhoging voor de ambtenaren.

Daarenboven wordt in de Algemene Toelichting niets vermeld over een eventuele financiële tegemoetkoming aan de stad Luik. Nochtans heeft de Minister van Binnenlandse Zaken deze stad een bedrag van 42 miljard frank toegezegd, hetgeen door de heer *Kubla* trouwens wordt betreurd.

VERKLARING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING

Bij het begin van de namiddagvergadering van 21 oktober heeft de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting een verklaring afgelegd met betrekking tot de bewering van de heer *Verhofstadt* dat het begrotingstekort voor 1988 wordt « gemanipuleerd ».

1. Wanneer het netto te financieren saldo wordt uitgedrukt in kastermen, impliceert zulks dat de kastoestand per 31 december totaal kan verschillen van die van de vorige dag en van de daaropvolgende dag.

2. Het uitgavenritme wordt beïnvloed door het langdurige gebruik van voorlopige kredieten, geopend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 31 december 1986.

3. Cette incidence sur le rythme des dépenses ne modifie toutefois nullement la situation budgétaire réelle. C'est ainsi que le précédent Gouvernement a accordé, au cours du contrôle budgétaire de mars 1988, des crédits supplémentaires, qui ne peuvent évidemment pas être versés par le biais des crédits provisoires mais doivent faire l'objet d'une décision du Conseil des ministres (en vertu de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963). Il convient donc d'interpréter la situation de caisse intermédiaire avec toute la circonspection qui s'impose.

4. Le Gouvernement veillera évidemment à ce que certaines dépenses, qui doivent être imputées au budget de 1988 et effectuées en 1988, ne grèvent pas les opérations de caisse pour 1989, à moins qu'il n'y ait de bonnes raisons pour cela. Si un tel glissement se produisait, la situation de caisse ne serait plus le reflet fidèle de la réalité.

La situation de caisse doit refléter aussi fidèlement que possible la situation réelle. C'est uniquement à cette fin que le Ministre a donné des instructions.

5. Il n'est donc absolument pas question d'anticipation presque frauduleuse du paiement d'intérêts ou d'autres irrégularités de ce genre. Sans doute M. Verhofstadt a-t-il été induit en erreur par le fait que la Trésorerie envisage, dans le cadre d'une gestion plus dynamique de la dette (notamment par un arbitrage plus agressif), de faire escompter certains emprunts.

Cela signifie que des emprunts pourront être remboursés anticipativement, pour autant que l'escompte que l'Etat percevrait soit supérieur au taux d'intérêt afférent à la période comprise entre l'échéance initiale et la nouvelle échéance. Il s'agit d'une technique purement financière.

REPLIQUE DE M. VERHOFSTADT

M. Verhofstadt rappelle que les prévisions de la trésorerie tiennent déjà compte des crédits supplémentaires des deux premiers contrôles budgétaires.

Le Ministre n'explique pas la différence entre les prévisions de la trésorerie (419,7 milliards de F) et l'estimation du déficit budgétaire établie par le Gouvernement, à savoir 458,5 milliards de F pour 1988.

M. Verhofstadt demande que le communiqué d'août 1988 relatif à la situation mensuelle du trésor soit mis à la disposition des membres de la commission.

Il estime enfin que la réponse du Ministre du Budget concernant l'escompte des emprunts confirme sa crainte.

Le Ministre a en effet déclaré que certains paiements qui devraient être effectués en janvier 1989 conformément au contrat le seront déjà en décembre 1988, dans le cadre d'une gestion plus dynamique de la dette par la trésorerie, même si les moyens nécessaires à cet effet n'étaient pas prévus au budget pour 1988 (Titre I^{er}). Il estime qu'il s'agit-là d'une manipulation du budget pour 1988. Par ailleurs, il est

3. De impact op het uitgavenritme wijzigt notwithstanding de reële begrotingstoestand niet. Aldus heeft de vorige regering tijdens de begrotingscontrole van maart 1988 bijkredieten toegestaan die uiteraard niet op grond van voorlopige kredieten, doch wel op grond van een beslissing van de Ministerraad conform artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 dienen te worden verricht. De tussentijdse kastoestand dient bijgevolg met nodige omzichtigheid te worden geïnterpreteerd.

4. De regering zal er uiteraard voor waken dat bepaalde uitgaven die op de begroting 1988 moeten worden aangerekend en in 1988 moeten geschieden, de kasverrichtingen voor 1989 niet bezwaren, tenzij daarvoor gegronde redenen bestaan. Zo niet, zou de realiteitswaarde van de kastoestand immers worden vervalst.

De kastoestand moet zo getrouw mogelijk de reële toestand weergeven. Daartoe en daartoe alleen heeft de Minister opdracht gegeven.

5. Er kan dus geen sprake zijn van het bijna frauduleus vroegtijdig betalen van intresten en dergelijke. Wellicht heeft de heer Verhofstadt verward met het feit dat de thesaurie, in het kader van een meer dynamisch schuldbeheer (en meer agressieve arbitrage enz....), overweegt om bepaalde leningen te laten verdisconteren. In dat geval kunnen leningen vervroegd worden terugbetaald, tenminste indien het disconto dat de Staat daarvoor ontvangt groter is dan de rente voor de periode tussen de oorspronkelijke en de nieuwe vervaldag. Het betreft een louter financiële techniek.

REPLIEK VAN DE HEER VERHOFSTADT

De heer Verhofstadt herhaalt dat in de ramingen van de Thesaurie de bijkredieten van de eerste en van de tweede begrotingscontrole reeds verwerkt zijn.

De Minister heeft het verschil tussen de raming van de Thesaurie (419,7 miljard) en het door de Regering vooropgestelde begrotingstekort (458,5 miljard) voor 1988 niet verklaard.

De heer Verhofstadt wenst dat de maandelijks schatkisttoestand van augustus ter beschikking van de commissie wordt gesteld.

Tenslotte bevestigt het antwoord van de Minister van Begroting betreffende het verdisconteren van leningen zijn vrees.

De Minister heeft immers verklaard dat bepaalde betalingen die contractueel in januari 1989 moeten geschieden, thans in het kader van een meer dynamisch schuldbeheer van de Thesaurie reeds in december 1988 zullen worden uitgevoerd, zelfs wanneer op de begroting voor 1988 (Titel I) de daartoe vereiste middelen ontbreken. Dit lijkt hem een manipulatie van de begroting 1988. Daarenboven kan momenteel

actuellement impossible d'affirmer avec certitude qu'une telle opération serait profitable pour le Trésor.

*
* *

Le Ministre des Finances estime qu'une telle opération peut être effectuée si toutes les conditions sont remplies et si l'opération est profitable pour l'Etat.

Le Ministre déplore du reste que ce genre d'opération n'ait pas pu être réalisé sur une plus grande échelle en raison de l'absence de « call option » dans ces contrats. Cela a coûté des dizaines de milliards au Trésor par le passé.

M. Verhofstadt ne peut admettre que de telles opérations aient précisément lieu en décembre 1988. Personne ne peut du reste affirmer avec certitude que les intérêts seront plus élevés en janvier 1989 qu'en décembre 1988.

Le Ministre des Finances dément qu'une opération spécifique, s'ajoutant aux opérations normales de gestion de la dette, ait été prévue pour la période charnière entre 1988 et 1989.

*
* *

M. Verhofstadt répète que le Ministre du Budget a déclaré qu'ordre a en effet été donné de procéder à pareille opération.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget nie formellement avoir fait semblable déclaration et se rallie sans réserve aux propos du Ministre des Finances.

M. Verhofstadt réaffirme que le Ministre du Budget a annoncé que l'escompte d'emprunts constituerait une nouvelle opération spécifique s'ajoutant aux techniques déjà utilisées auparavant dans le cadre d'une gestion plus dynamique de la dette.

Il fait observer par ailleurs que le nombre de paiements sur années antérieures a diminué en 1988 par rapport à 1987. Certaines dépenses ne sont cependant toujours effectuées réellement qu'au cours de l'année suivante. C'est notamment le cas de la dernière tranche des subventions destinées aux sociétés de transport et à certains organismes parastataux parce que les opérations de contrôle requises prennent inévitablement un certain temps.

Il est inadmissible que ces subventions soient à présent versées en 1988, sans contrôle comptable.

onmogelijk met zekerheid worden gesteld dat dergelijke operatie inderdaad winstgevend zal zijn voor de Schatkist.

*
* *

De Minister van Financiën is van mening dat dergelijke operatie kan geschieden, wanneer alle voorwaarden zijn vervuld en de operatie voordelig is voor de Staat.

De Minister betreurt zelfs dat dergelijke operaties, wegens het ontbreken van de zogenaamde « call-optie » in de contracten, niet op grotere schaal kunnen gebeuren. Dit heeft de Schatkist in het verleden trouwens reeds tientallen miljarden verlies berokkend.

De heer Verhofstadt ergert zich vooral aan het feit dat precies in december 1988 dergelijke operaties zullen geschieden. Niemand kan overigens met zekerheid stellen dat de rente in januari 1989 hoger zal zijn dan in december 1988.

De Minister van Financiën ontkent dat, benevens de normale operaties in het kader van het schuldbeheer, een specifieke operatie voor de overgang 1988-1989 op touw werd gezet.

*
* *

De heer Verhofstadt herhaalt dat de Minister van Begroting verklaard heeft dat daartoe inderdaad opdracht werd gegeven.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting ontkent zulks formeel. Hij is het volledig eens met de Minister van Financiën.

De heer Verhofstadt blijft erbij dat de Minister van Begroting het verdisconteren van leningen heeft aangekondigd als een nieuwe specifieke operatie, bovenop de vroeger reeds aangewende technieken in het kader van een meer dynamisch schuldbeheer.

Voorts wijst hij erop dat het aantal betalingen op voorgaande jaren in 1988 is afgenomen ten opzichte van 1987. Bepaalde uitgaven worden vaak het volgende jaar verricht. Dit is onder meer het geval voor de laatste schijf van de toelagen aan de vervoermaatschappijen en aan bepaalde parastatale instellingen, omdat de vereiste controleverrichtingen onvermijdelijk een zekere tijd in beslag nemen.

Het is ontoelaatbaar dat deze toelagen thans zonder boekhoudkundige controle in 1988 zouden worden uitbetaald.

INTERVENTION DE M. VAN ROMPUY

1. *M. Van Rompuy* estime que, le budget pour 1989 est conforme à la politique de redressement menée depuis 1982. Le budget de 1987 a permis de ramener le déficit à 7 % du PNB, conformément aux objectifs poursuivis. Compte tenu de la participation des Régions et des Communautés à la dette publique, celles-ci supporteront une partie du déficit (cf. la réduction de 14,3 % des moyens financiers par rapport aux besoins, de sorte que le solde net à financer du Gouvernement central atteindra environ 6 %.

Les dépenses courantes (à l'exclusion des charges d'intérêt) connaîtront une réduction nominale de 0,6 % en 1989 (contre 0,8 % entre 1986 et 1987).

Une étude récente de la Banque nationale montre qu'une croissance réelle des dépenses nulle ou négative permettrait de mettre un terme à l'autoalimentation de la dette publique pour 1992.

Selon M. Van Rompuy, le PVV s'efforce de faire croire que les 60 milliards de crédits supplémentaires pour 1988 seraient dus au laxisme budgétaire du Gouvernement actuel. Or, 32,8 milliards de F avaient déjà été prévus par le précédent Gouvernement au cours du contrôle budgétaire de mars, et sur les 17 milliards de crédits supplémentaires contestés, seuls 5,7 milliards ont été accordés. Quant aux autres crédits supplémentaires, ils découlent d'engagements réels qui avaient été contractés par le précédent Gouvernement ou sont imputables à des sous-estimations manifestes.

Le Ministère de l'Emploi et du Travail, dont les dépenses ont manifestement été sous-estimées, constitue un exemple significatif à cet égard :

1° surévaluation du nombre des exclusions (article 143) : 11 800 unités, alors que le chiffre réel sera inférieur à 3 000.

2° sous-évaluation de l'allocation de chômage moyenne, parce que le nombre de cohabitants a été surestimé.

3° sous-évaluation des autres catégories de chômeurs indemnisés (en dehors des CCDEI) : c'est surtout le nombre des personnes qui travaillent à temps partiel pour échapper au chômage qui s'est accru plus rapidement que prévu.

Des économies ont également été prévues en théorie dans le secteur de l'INAMI sans qu'aucune modification soit apportée aux dispositions légales et réglementaires.

Le groupe CVP déplore le débat public qui a opposé la Trésorerie au Ministre du budget au sujet du solde net à financer pour 1988.

Cet débat a donné l'impression que le solde net à financer peut être manipulé. Les accusations formulées par M. Verhofstadt à propos de pratiques budgétaires inadmissibles ne sont pas fondées :

— il n'est pas question d'effectuer des paiements anticipés d'intérêts à la fin de 1988 plutôt qu'en 1989;

TUSSENKOMST VAN DE HEER VAN ROMPUY

1. Volgens de heer Van Rompuy doet de begroting 1989 geen afbreuk aan het sinds 1982 gevoerde herstelbeleid. De begroting 1987 heeft de doelstellingen van een tekort van 7 % van het BNP verwezenlijkt. Rekening houdend met het zogenaamde aandeel van de Gewesten en Gemeenschappen in de openbare schuld, wordt hen een deel van het deficit ten laste gelegd (cf. vermindering van hun financiële middelen met 14,3 %). Aldus zal het NFS van de centrale regering ongeveer 6 % bedragen.

De lopende uitgaven (exclusief rentelasten) dalen in 1989 nominaal met 0,6 % (tussen 1986 en 1987 - 0,8 %).

Een recente studie van de Nationale Bank toont aan dat, wanneer de reële groei van de uitgaven gelijk is aan nul of negatief, tegen 1992 het rentesnieuwbaaleffect wordt uitgeschakeld.

Volgens de heer Van Rompuy wekt de PVV de indruk dat de 60 miljard bijkredieten voor 1988 het gevolg zijn van het zogenaamde begrotingslaxisme van de huidige bewindsploeg. Het betreft 32,8 miljard bijkredieten reeds weerhouden door de vorige Regering tijdens de budgetcontrole van maart. Van de 17 miljard betwiste extra-kredietaanvragen werd maar 5,7 miljard aanvaard en de overige bijkredieten zijn een gevolg van reële verbintenissen van de vorige Regering en van onderschattingen.

Treffend voorbeeld daarvan is het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid. De uitgaven werden onderschat :

1° overschatting van de uitsluiting (artikel 143) : 11 800 eenheden, terwijl de werkelijkheid minder dan 3 000 zal bedragen;

2° onderschatting van de gemiddelde werkloosheidsuitkering, omdat het aantal samenwonenden werd overschat;

3° onderschatting van de andere categorieën uitkeringtrekkers (dan de UWVW), waarbij vooral het aantal deeltijds-werkenden steeg om aan de werkloosheid te ontsnappen.

Ook het RIZIV hield het bij theoretische besparingen, zonder de vereiste wijzigingen van de reglementaire en wettelijke beschikkingen.

De CVP-fractie betreurt het openlijk meningsverschil tussen de Thesaurie en de Minister van Begroting over het netto-te-financieren saldo voor 1988.

Zulks wekt de indruk dat het NFS manipuleerbaar is. De beschuldigingen van de heer Verhofstadt over ontoelaatbare begrotingspraktijken zijn alleszins niet gegrond :

— er is geen sprake van vervroegde interestbetalingen eind 1988 in plaats van in 1989;

— il n'a pas été ordonné d'effectuer en 1988 des versements à charge du budget pour 1989 aux sociétés de transport, par exemple.

L'opposition tente de présenter le déficit de 1988 sous le meilleur jour possible afin de pouvoir faire état d'une détérioration en 1989.

L'intervenant déplore également à ce propos que la Trésorerie modifie sans cesse ses prévisions. De pessimiste en septembre, elle est maintenant devenue optimiste. On avançait, le 5 octobre, une prévision de 410 milliards, qui passait à 420 milliards une semaine plus tard.

2. *M. Van Rompuy estime que les points de départ du budget 1989 sont défendables.*

2.1. Il est prévu une croissance nominale de 4,1 % du PNB, ce qui est inférieur aux récentes prévisions de la Commission européenne (4,6 %). En ce qui concerne l'estimation des recettes fiscales 1989, une approche conservatrice a également été adoptée; les recettes fiscales 1988, évoluent en effet beaucoup plus favorablement que prévu (en juillet dernier).

2.2. En matière de chômage, on a pas commis les mêmes erreurs qu'en 1988. Bien que l'on prévoie une poursuite de la baisse du nombre de chômeur complets demandeurs d'emploi indemnisés, le nombre de bénéficiaires d'allocations de chômage indemnisés diminue beaucoup plus lentement en raison de la forte augmentation du nombre d'allocataires qui ne sont pas inclus dans le nombre de chômeurs complets demandeurs d'emploi indemnisés. Il s'agit des catégories suivantes :

Catégories	1987	1988	1989
Chômeurs travaillant à temps partiel pour échapper au chômage	151 849	178 000	198 000
Chômeurs dispensés du contrôle journalier pour des raisons sociales et familiales	2 992	7 650	12 700
Chômeurs en formation professionnelle	8 845	11 950	15 000
Chômeurs occupés à temps partiel dans les programmes de résorption .	15 962	21 600	25 000
Chômeurs dispensés de pointage pour raison d'études	1 701	3 200	3 600

M. Van Rompuy se réjouit du fait que les dépenses afférentes aux allocations de chômage diminuent en volume depuis 1988. On s'attend à ce que l'emploi augmente à nouveau de 30 000 unités dans le secteur privé après avoir progressé de 46 000 unités en 1988, de 28 000 unités en 1987 et de 23 000 unités en 1986.

2.3. En ce qui concerne les prévisions en matière de taux d'intérêt, le Gouvernement a respecté la tradition qui consiste à retenir les taux d'intérêt en vigueur

— er is geen opdracht gegeven tot betalingen in 1988 ten laste van kredieten voor het begrotingsjaar 1989, bijvoorbeeld voor de vervoermaatschappijen.

De oppositie poogt het tekort 1988 zo gunstig mogelijk voor te stellen en aldus de vermeende verslechteringen in 1989 te bewijzen.

Spreker betreurt eveneens dat de Thesaurie voortdurend haar previsions wijzigt. In september waren deze pessimistisch; nu zijn ze optimistisch. Op 5 oktober was er een prognose van 410 miljard; één week later van 420 miljard !

2. *De basishypothesen van de begroting 1989 zijn volgens de heer Van Rompuy aanvaardbaar.*

2.1. 4,1 % nominale BNP-groei is lager dan de recente prognose van de Europese Commissie (4,6 %). Ook gold bij de raming van de fiscale ontvangsten 1989 een conservatief standpunt; de evolutie van de fiscale ontvangsten 1988 is immers gunstiger dan de raming van juli laatstleden.

2.2. Inzake werkloosheid werden de fouten van 1988 niet opnieuw gemaakt. Bij voortzetting van de daling van het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werkzoekende werklozen, daalt het aantal gerechtigden op werkloosheidsuitkeringen niet gelijkmatig. Er zijn immers de uitkeringstrekkers die niet geteld worden bij de uitkeringsgerechtigde Werkzoekende Volledig Werklozen :

Categorieën	1987	1988	1989
Werklozen, die deeltijds werken om aan de werkloosheid te ontsnappen .	151 849	178 000	198 000
Vrijgestelden van stempelcontrole om sociale en familiale redenen	2 992	7 650	12 700
Werklozen in beroepsopleiding	8 845	11 950	15 000
Deeltijds tewerkgesteld in de opslorplingsprogramma's	15 962	21 600	25 000
Vrijgestelden van stempelcontrole om studieredenen	1 701	3 200	3 600

Positief is alleszins dat sinds 1988 de uitgaven voor werkloosheidsuitkeringen in volume afnemen. In de privé-sector wordt andermaal een toename van de werkgelegenheid verwacht met 30 000 tegenover 46 000 in 1988, 28 000 in 1987 en 23 000 in 1986.

2.3. Wat de renteprognose betreft, heeft de regering traditiegetrouw de rentevoeten op het ogenblik van de vaststelling van de begroting genomen. Veel is

au moment de la confection du budget. Tout dépend à cet égard de l'évolution internationale. Quel sera l'impact des prix pétroliers lorsque la guerre du Golfe aura pris fin ? Il en va de même en ce qui concerne le dollar. Une augmentation des taux de 1 % entraîne une dépense supplémentaire de 15 milliards pour la dette à court terme et de 20 milliards pour l'ensemble de la dette.

Le budget de 1989 comporte trop d'économies ponctuelles et trop peu d'économies structurelles. Cette critique avait également été formulée à l'égard de plans d'assainissement antérieurs. La réduction du déficit à concurrence de 125 milliards en 1987 était due pour 50 milliards au plus à des économies structurelles. En ce qui concerne le budget de 1988, on avait prévu 10 milliards d'augmentations de recettes (vente d'écus, privatisations, vignette autoroutière) et seulement 20 milliards d'économies, dont la moitié n'a jamais été réalisée.

Le Ministre du Budget a souligné à juste titre que de nouvelles années difficiles nous attendent. Le budget pour 1990 sera déterminant pour pouvoir mettre fin à l'effet cumulatif en 1992. Deux éléments grèvent le budget de la Dette publique :

- il est impossible de répéter l'opération de réaménagement de la dette;
- l'effet cumulatif de la charge d'intérêts continue de s'amplifier.

Le budget de la Dette publique (Titres I et II) pourrait passer de 422 milliards en 1989 à 480 milliards en 1990. Cela impliquerait que les dépenses, hors charges d'intérêts, ne devraient pas seulement demeurer constantes en termes réels, mais devraient même diminuer de quelques dizaines de milliards. Le Conseil supérieur des Finances arrive aux mêmes constatations.

L'assainissement des finances publiques ne pourra être réalisé sans la collaboration des Communautés et des Régions, d'autant que 40 % des moyens de l'Etat sont régionalisés. La Banque nationale affirme que la réforme de l'Etat en projet ne compromettra pas les efforts en vue de briser l'effet cumulatif si les Régions sont disposées à assumer une partie de l'assainissement. Cette affirmation est confirmée par la dernière étude du Secrétaire général du Ministère de l'Education nationale sur l'incidence éventuelle sur le budget de l'Education nationale (diminution de 10 % d'ici 1998). Les budgets de l'Education nationale pour 1989 ont cependant été épargnés, mais cette politique n'est pas tenable à terme.

Les crédits en matière d'enseignement ont été répartis sur la base des chiffres du projet de budget de 1987, soit selon un rapport d'environ 56-44 %. Cette répartition sera corrigée par la communautarisation au cours de la période transitoire et sera de 57,2-42,8 %. Cette communautarisation mettra précisément un terme au débat annuel sur le déséquilibre des dépassements budgétaires.

afhankelijk van de internationale evolutie. Hoe zullen de olieprijsen evolueren na de beëindiging van de Golfoorlog ? Ook de dollarevolutie is belangrijk. Een rentestijging van 1 % veroorzaakt een meeruitgave van 15 miljard voor de kortlopende schuld en 20 miljard voor de gehele schuld.

De begroting 1989 bevat te veel éénmalige en te weinig structurele besparingen. Dezelfde kritiek gold ook voor vroegere spaarplannen. De inkrimping van het deficit in 1987 met 125 miljard steunde voor hoogstens 50 miljard op structurele besparingen. De begroting 1988 veronderstelde 10 miljard inkomstenstijgingen (verkoop ECU's, privatiseringen, autowegenvignet) en slechts 20 miljard besparingen waarvan de helft nooit werd uitgevoerd.

De Minister van Begroting heeft er terecht op gewezen dat er nog moeilijke jaren volgen. De begroting 1990 zal beslissend zijn voor het doorbreken in 1992 van de sneeuwbal. Twee elementen bezwaren de Rijksschuldbegroting :

- de schuldverschikking is niet voor herhaling vatbaar;
- de rentesneeuwbal dikt verder aan.

De Rijksschuldbegroting (Titels I en II) zou kunnen stijgen van 423 miljard in 1989 tot 480 miljard in 1990. Dan zullen de uitgaven, rentelasten uitgezonderd, niet enkel reëel constant moeten blijven, maar zelfs met enkele tientallen miljarden moeten verminderen. De Hoge Raad voor Financiën komt tot hetzelfde besluit.

Een sanering van de publieke financiën is onmogelijk zonder medewerking van Gemeenschappen en Gewesten, zeker nu 40 % van de Rijksmiddelen worden geregionaliseerd. De Nationale Bank stelt dat de geplande staatshervorming het doorbreken van het sneeuwbeleffect niet in gevaar brengt, als de regio's bereid zijn om een deel van de sanering op zich te nemen. De jongste studie van de Sekretaris-Generaal van het Ministerie van Onderwijs over de mogelijke gevolgen voor het onderwijsbudget (10 % vermindering tegen 1998) bevestigt deze stelling. De onderwijsbegrotingen werden voor 1989 weliswaar ontzien, maar op termijn is deze politiek niet houdbaar.

De verdeling van de onderwijskredieten gebeurde op basis van de cijfers van de ontwerp-begroting 1987, dit wil zeggen ongeveer een 56-44 % verhouding. De communautarisering zal deze verhouding tijdens de overgangperiode verbeteren tot 57,2 - 42,8 %. Deze communautarisering zal de jaarlijkse herhaling van het debat over onevenwichtige budgetoverschrijdingen ongedaan maken.

Les aspects positifs de ce budget sont les aménagements prévus pour :

- les revenus les plus faibles (les pensions les plus basses allouées aux salariés et le revenu minimum garanti; les pensions d'indépendant; les chômeurs âgés);

- les ménages (réforme fiscale; augmentation des allocations familiales pour les enfants de handicapés, de chômeurs et de pensionnés; extension de l'interruption de carrière aux travailleurs à temps partiel et augmentation de l'indemnité accordée aux travailleurs salariés qui interrompent leur carrière à la naissance de leur deuxième enfant);

- les chômeurs mis au travail (+ 4 000 emplois dans les circuits de travail alternatifs; prorogation de la déduction de 150 000 F pour toute embauche supplémentaire dans les PME; assimilation du service militaire au stage d'attente des demandeurs d'emploi);

- les indépendants (suppression de la cotisation de solidarité, remplacée par un système plus équitable).

Tant dans le cadre de la réforme fiscale que dans celui de l'élaboration du budget, le Gouvernement actuel a traité les entreprises au moins aussi bien que la précédente équipe au pouvoir. Les augmentations de charges prévues dans le budget pour 1989 sont minimales (cf. 1,2 milliard pour les primes patronales relatives aux assurances de groupe et fonds de pension, soit moins de 0,1 % du coût du travail. On a manifestement oublié que le gouvernement précédent a augmenté une série de cotisations sociales, notamment par le déplafonnement (contesté par les cadres), les prélèvements sur le double pécule de vacances, la réduction de moitié, à concurrence de 15 milliards de F, des avantages octroyés dans le cadre de l'opération « Maribel ».

La réforme fiscale prévoit, à titre de compensations, une réduction des déductions de 22,9 milliards de F contre quelque 20 milliards de F dans le projet de la coalition précédente. Cette légère différence ne sera pas supportée par l'ensemble des entreprises, mais uniquement par le secteur financier (holdings et compagnies d'assurances). Les 22,9 milliards de F de cette enveloppe seront mieux répartis. Ainsi, la déduction pour investissements est maintenue à concurrence de près de la moitié, et elle pourra être entièrement rétablie en cas de poussée inflationniste.

Quant à l'augmentation des accises, elle aurait dû être appliquée par n'importe quel gouvernement. Si elle intervient avant 1992, c'est parce que la réduction des impôts sera mise en œuvre beaucoup plus rapidement que prévu, ce qui devrait sans conteste contribuer à créer un climat favorable à la prise d'initiatives et de risques économiques.

Positief in deze begroting zijn de tegemoetkomingen voor :

- de allerlaagste inkomens (laagste werknemerspensioenen en minimumtrekkers; de pensioenen voor zelfstandigen; oudere werklozen);

- de gezinnen (fiscale hervorming; verhoging kinderbijslag voor kinderen en van invaliden, werklozen en gepensioneerden; loopbaanonderbreking ook voor deeltijds werkenden en hogere vergoeding voor werknemers die vanaf de geboorte van het tweede kind hun loopbaan onderbreken);

- voor de tewerkgestelden (+ 4 000 jobs in de speciale circuits; verlenging van de aftrek van 150 000 F voor een bijkomende job in de KMO; gelijkstelling legerdienst met wachttijd werkzoekenden);

- de zelfstandigen (afschaffing van de solidariteitsbijdrage en vervanging door een billijker systeem).

Uit de fiscale hervorming en uit de begroting blijkt dat deze Regering de bedrijven minstens zo goed behandelt als de vorige bewindsploeg. De lastenverhogingen vervat in de begroting 1989 zijn miniem (1,2 miljard voor de werkgeverspremies voor groepsverzekeringen en pensioenfondsen of minder dan 0,1 % van de arbeidskost). Men is blijkbaar vergeten dat de vorige regering een reeks sociale bijdrageverhogingen doorvoerde, onder meer de deplafonering (betwist door de kaderleden), de heffingen op het dubbel vakantiegeld en de halvering van « Maribel » ten bedrage van 15 miljard.

De compensaties voor de fiscale hervorming bestaan uit 22,9 miljard verminderingen van aftrekposten tegenover ongeveer 20 miljard in het voorontwerp van de vorige coalitie. Deze lichte stijging treft niet de bedrijven in het algemeen, maar alleen de financiële sector (holdings en verzekeringsmaatschappijen). De 22,9 miljard zijn beter gespreid. Aldus werd de investeringsaftrek voor bijna de helft gehandhaafd, zelfs met de mogelijkheid tot volledig herstel bij hoge inflatie.

De accijnsverhogingen waren onvermijdelijk, ongeacht de samenstelling van de regering. De anticipatie op 1992 hangt samen met het vervroegen van de belastingverlaging. Alsof dit laatste niet positief is voor een klimaat van initiatief en risico.

Les petites et moyennes entreprises elles-mêmes n'ont pas été oubliées dans la réforme fiscale, bien au contraire :

- la franchise que le précédent Gouvernement voulait instaurer en matière de charges professionnelles déductibles est abandonnée;

- le régime spécial de faveur en matière de déductions pour investissements dont bénéficient les PME est maintenu;

- les professions libérales pourront enfin bénéficier de la déduction pour investissements;

- les charges d'intérêt en cas de reprise d'une entreprise familiale seront déductibles au titre de dépenses professionnelles.

De plus, la très impopulaire cotisation de consolidation imposée aux indépendants est supprimée. L'effort compensatoire sera moins important que ne le prévoyait le précédent Ministre des Classes moyennes.

Enfin, M. Van Rompuy estime que la réforme fiscale aura une incidence positive sur notre économie. Même si l'on tient compte des mesures compensatoires prévues, la pression fiscale sur les revenus du travail baissera en moyenne de 10 %. Le professeur libéral E. Van Broeckhoven, déclarait encore dans le « *Tijd* » du 20 octobre que la réforme fiscale entraînera une augmentation sensible des revenus nets des particuliers et, par conséquent, une hausse de la consommation permanente.

Selon le VEV, l'abaissement de l'impôt des personnes physiques entraînera une hausse de 4,6 % du pouvoir d'achat des travailleurs (déclaration du mois de septembre, p. 9).

Il est intellectuellement malhonnête d'affirmer que les taux marginaux d'imposition appliqués aux catégories moyennes augmenteront, alors que l'on sait parfaitement que ces catégories bénéficieront du décumul et du quotient conjugal et qu'elles se verront dès lors appliquer des taux d'imposition inférieurs.

Ces modifications auront une incidence positive sur les négociations salariales et sur la compétitivité, étant donné que l'on peut s'attendre à une hausse sensible des salaires nets.

En 1986, le PVV avait proposé de diminuer les déductions fiscales de 260 milliards afin de financer l'abaissement de l'impôt des personnes physiques. Aux Etats-Unis, la réforme fiscale est basée sur une telle opération. La suppression de dépenses fiscales — à concurrence de 20 milliards — pour les industries qui est actuellement envisagée ne correspond donc qu'à une partie des propositions formulées par le PVV.

La politique de redressement menée depuis 1982 est poursuivie dans son intégralité par le gouvernement actuel. C'est pourquoi le groupe CVP approuvera le budget des Voies et Moyens.

De Kleine en Middelgrote Ondernemingen zelf werden in de fiscale hervorming niet verwaarloosd. Integendeel :

- de franchise van de vorige regeringsplannen inzake aftrekbare bedrijfslasten valt weg;

- het speciale gunstregime inzake investeringsaftrek voor de KMO blijft behouden;

- de vrije beroepen zullen eindelijk kunnen genieten van de investeringsaftrek;

- de interestlasten voor familiale bedrijfsovernamen zullen aftrekbaar worden als bedrijfsuitgave.

Verder wordt de gehate consolidatiebijdrage voor zelfstandigen afgeschaft. De vervangende inspanning zal kleiner zijn dan de vorige Minister van Middenstand plande.

Ten slotte meent de heer Van Rompuy dat de fiscale hervorming een positieve invloed zal hebben op de economie. De belastingdruk op het arbeidsinkomen — zelfs rekening gehouden met de getroffen compensatiemaatregelen — zal gemiddeld met 10 % dalen. De liberale Prof. E. Van Broeckhoven stelde gisteren nog in de *Tijd* (20 oktober) dat de op stapel staande fiscale hervorming tot een gevoelige toename van de netto-inkomensvooruitzichten van de particulieren zal leiden en bijgevolg een stijging van de permanente consumptie in de hand werken.

Volgens het VEV zal de verlaging van de personenbelasting een koopkrachtstijging van 4,6 % voor de werknemers meebrengen (septemberverklaring blz. 9).

Het is intellectueel oneerlijk te stellen dat de marginale aanslagvoeten van de middengroepen gaan toenemen als men goed weet dat deze middengroepen nu zullen kunnen genieten van de decumul en het huwelijksquotient er hierdoor in lagere aanslagtarieven zullen terechtkomen.

Dit moet een positieve invloed hebben op de loononderhandelingen en de concurrentiepositie, omdat een perspectief bestaat op een gevoelige stijging van het netto-loon.

De PVV stelde in 1986 voor de fiscale aftrekken te verminderen met 260 miljard, om de verlaging van de personenbelasting te financieren. In de VSA is de fiscale hervorming hierop gebaseerd. De thans geplande schrapping van fiscale uitgaven ten belope van 20 miljard voor het bedrijfsleven is derhalve slechts een fractie van hetgeen de PVV zelf heeft vooropgesteld.

Het sinds 1982 gevoerde herstelbeleid wordt in al zijn facetten door deze Regering voortgezet. Daarom zal de CVP-fractie dan ook deze Rijksmiddelenbegroting goedkeuren.

INTERVENTION DE M. DAEMS

En ce qui concerne *l'exécution du budget de 1988*, M. Daems craint qu'en vue d'améliorer les résultats de caisse pour 1989, le Gouvernement n'ait recours à des artifices qui compromettent les résultats de caisse pour 1988 (pour lesquels la responsabilité politique du précédent gouvernement est également engagée) et pour 1990 (sans doute moins importants au yeux du Gouvernement).

Il demande à ce sujet au Ministre du Budget quels intérêts seront payés anticipativement et quelles techniques seront utilisées afin de rentabiliser une telle opération.

Il lui semble politiquement inadmissible de procéder à des opérations dans le cadre desquelles des échéances sont avancées de 1989 à 1988, si elles n'entraînent aucun profit. Il ne voit aucun inconvénient à ce que l'on procède à de telles opérations à condition qu'elles soient rentables.

Il demande en outre s'il est exact que des avances de trésorerie importantes vont être accordées aux parastataux, ce qui pourrait également avoir une incidence considérable sur le résultat de caisse pour 1988.

Selon les derniers chiffres de la Trésorerie, le déficit de caisse s'élèvera à environ 420 milliards pour 1988, compte tenu de toutes les dépenses supplémentaires. M. Daems demande si les paiements — minimes semble-t-il — sur l'année antérieure sont compris dans ce montant. Il demande que le Ministre fournisse un aperçu des paiements sur années antérieures qui ont été effectués au cours de la période 1983-1988.

Selon Monsieur Daems, s'il s'avérait aujourd'hui que ces paiements sur années antérieures, qui ont toujours représenté 10 à 15 milliards de francs en 1985, 1986 et 1987, ont été ramenés à 1 ou 2 milliards de F en 1988, cela impliquerait nécessairement des dépenses supplémentaires pour l'Etat (en raison du paiement anticipé de certaines dépenses) et fausserait éventuellement le résultat de caisse pour 1988. Pour permettre la comparaison, il faudrait en effet amputer ce résultat de caisse de la différence entre les paiements réels et les paiements normaux sur années antérieures.

Monsieur Daems demande en outre sur quelles bases le Ministre a estimé le déficit budgétaire à 458,6 milliards de francs.

Selon lui, les crédits supplémentaires qui ont été accordés lors du contrôle budgétaire de mars 1988 se sont élevés à 32,3 milliards de francs et non pas à 32,8 milliards de francs, ainsi que le Ministre l'a indiqué dans son exposé introductif.

L'intervenant demande également si les recettes ont effectivement augmenté de 8 milliards de F, si les paiements aux années antérieures ont diminué de 12 à 13 milliards de F, et si les dépenses afférentes aux fonds budgétaires se montent effectivement à 44 milliards de F.

TUSSENKOMST VAN DE HEER DAEMS

Met betrekking tot *de uitvoering van de begroting 1988* vreest de heer Daems dat de regering, in een poging om het kasresultaat voor 1989 te verbeteren, kunstgrepen zal aanwenden die de kasresultaten voor 1988 (waarvoor ook de vorige regering politieke verantwoordelijkheid draagt) en voor 1990 (die wellicht in de ogen van de regering minder belangrijk zijn) zullen bezwaren.

Graag vernam hij in dat verband welke intrestbetalingen precies zullen worden vervroegd en welke technieken zullen worden aangewend teneinde dergelijke operatie winstgevend te maken.

Neutrale operaties waarbij vervaldagen van 1989 naar 1988 worden verschoven en waarbij geen winst wordt geboekt, lijken hem politiek onaanvaardbaar. Wanneer echter wel degelijk winst wordt gemaakt is er voor hem geen probleem.

Daarenboven wenst hij te vernemen of er inderdaad belangrijke thesaurie-voorschotten aan parastatale instellingen zullen worden toegekend, wat eveneens het kasresultaat voor 1988 zou kunnen opdrijven.

Volgens de laatste cijfers van de Thesaurie zal het kastekort voor 1988, met inbegrip van alle bijkomende uitgaven, ongeveer 420 miljard frank bedragen. De heer Daems wenst te vernemen of de — naar verluidt zeer geringe — betalingen op het voorgaande jaar in dit bedrag begrepen zijn. Hij vraagt aan de Minister een overzicht van de betalingen op voorgaande jaren in de periode 1983-1988.

Immers, indien zou blijken dat deze betalingen op voorgaande jaren — die in 1985, 1986 en 1987 steeds 10 à 15 miljard bedroegen — in 1988 nu tot 1 of 2 miljard worden teruggebracht, dan ontstaat aldus een meerkost voor de Staat (wegens het vervroegd betalen van uitgaven) en wordt eventueel ook het kasresultaat voor 1988 vervalst. Dit laatste kasresultaat zou dan, met het oog op een correcte vergelijking met voorgaande jaren, verminderd moeten worden met het verschil tussen de werkelijke en de normale betalingen op voorgaande jaren.

Daarenboven vraagt de heer Daems hoe de Minister precies komt tot een begrotingstekort van 458,6 miljard frank.

Volgens hem werden tijdens de begrotingscontrole van maart 1988 voor 32,3 miljard bijkredieten toegekend en niet voor 32,8 miljard zoals de Minister in zijn inleidende uiteenzetting heeft gesteld.

Spreker wenst ook te vernemen of de inkomsten inderdaad met 8 miljard frank zijn toegenomen, of de betalingen op voorgaande jaren inderdaad zijn gedaald met 12-13 miljard frank, en of de uitgaven op de begrotingsfondsen inderdaad 44 miljard frank bedragen.

L'excédent de trésorerie de 15,5 milliards de francs pour le département de l'Emploi et du Travail n'a-t-il pas été comptabilisé par erreur dans le résultat budgétaire pour 1988 ?

Le Ministre a également affirmé que l'inventivité des citoyens a entraîné un supplément de dépenses de quelque 15 à 20 milliards de francs pour l'Etat. A combien estime-t-on l'inventivité des citoyens regroupés au sein d'organisations, qui participent à l'élaboration de réglementations que le citoyen contourne dès lors avec d'autant plus de facilité ?

En ce qui concerne certaines dépenses dont l'actuel gouvernement prétend qu'elles avaient été sous-estimées par le précédent gouvernement, M. Daems constate que la réalité est quelque peu différente.

Les crédits supplémentaires en faveur des chômeurs âgés (quelque 2 milliards de F) devaient, selon le précédent gouvernement, être financés par le fonds de roulement de l'ONEM. Or, celui-ci a été utilisé par la nouvelle coalition pour le financement, hors enveloppe, de contractuels subventionnés.

En ce qui concerne les dépenses supplémentaires afférentes aux prépensions (plus de 4 milliards de F), l'intervenant constate qu'il ne peut être question à cet égard de sous-estimation, étant donné qu'elles étaient financées autrefois par un boni de la sécurité sociale, qui disparaît aujourd'hui.

M. Daems est convaincu que le Gouvernement a laissé passer sa chance d'imposer dès 1988, eu égard aux résultats financiers favorables, un effort supplémentaire en vue d'un assainissement accéléré.

En ce qui concerne l'évolution de la dette, M. Daems voudrait d'abord savoir quels sont exactement les actifs qui s'inscrivent en regard de cette dette publique.

Il voudrait également obtenir des précisions en ce qui concerne l'ampleur, la composition et l'évolution de la dette garantie (par l'Etat), ainsi que sur la dette en devises, ventilée par unité monétaire.

L'intervenant constate ensuite qu'en assainissant davantage la dette publique à l'heure actuelle, on protège finalement une part relativement plus importante des budgets de dépenses. Il qualifie ce phénomène de « paradoxe de l'assainissement ». Il estime dès lors qu'il convient d'assainir aussi vite que possible.

Trois études différentes ont tenté de répondre aux questions de savoir quand et à quelles conditions il serait possible de stopper la « spirale infernale de la dette ».

Selon le Conseil supérieur des Finances et le « Vlaams Economisch Verbond », le solde net à financer s'élèvera à 6 % environ en 1992 compte tenu des normes utilisées par le Gouvernement; selon la Banque nationale, ce solde s'élèvera à 4 %.

La Banque nationale procède à cet égard de la manière suivante : elle compare, d'une part, la différence entre les recettes et les dépenses (exprimée en pourcentage du PNB) et, d'autre part, la différence entre le taux d'intérêt implicite et le taux de croissance, multi-

Werd het thesaurievoorschot van 15,5 miljard frank aan het departement Tewerkstelling en Arbeid niet per vergissing bij het begrotingsresultaat voor 1988 opgeteld ?

De Minister heeft ook verklaard dat de « creativiteit » van de burger een meeruitgave van ± 15 tot 20 miljard frank met zich mee brengt. Wat is daarin het aandeel van de « creativiteit van de verzuilde burger », dit wil zeggen van allerlei organisaties die mede invloed uitoefenen bij het tot stand komen van de reglementering die later dan des te gemakkelijker door de burger wordt omzeild.

Met betrekking tot bepaalde uitgaven waarvan die door de vorige regering zouden onderschat zijn, stelt de heer Daems vast dat de werkelijkheid enigszins anders ligt.

De bijkredieten voor oudere werklozen (± 2 miljard frank) moesten volgens de vorige regering gefinancierd worden door het bedrijfskapitaal van de RVA. Dit bedrijfskapitaal werd evenwel door de nieuwe coalitie aangewend voor de financiering buiten enveloppe van gesubsidieerde contractuelen.

Met betrekking tot de bijkomende uitgaven voor brugpensioenen (ruim 4 miljard frank), stelt spreker vast dat hier in feite geen sprake kan zijn van enige onderschatting. Voorheen werden zij immers gefinancierd door een boni van de Sociale Zekerheid, dat thans wegvalt.

Gelet op de gunstige kasresultaten, is de heer Daems ervan overtuigd dat de regering de kans heeft laten voorbijgaan om reeds in 1988 een bijkomende versnelde saneringsinspanning door te voeren.

Met betrekking tot de evolutie van de schuld wenst de heer Daems vooreerst te vernemen welke activa precies tegenover deze rijksschuld staan.

Graag ontving hij ook preciseringen betreffende de omvang, de samenstelling en de evolutie van de (door de Staat) gewaarborgde schuld en over de schuld in deviezen, uitgesplitst per munteenheid.

Spreker stelt vervolgens vast dat men, door de Rijksschuld nu meer te saneren, uiteindelijk een relatief groter deel van de uitgavenbegrotingen beschermt. Hij noemt dit de « saneringsparadox ». Het komt er volgens hem dan ook op aan zo snel mogelijk te saneren.

In drie verschillende studies werd nagegaan wanneer en onder welke voorwaarden de zogenaamde « helse rentecirkel » kan worden doorbroken.

Volgens de Hoge Raad van Financiën en volgens het Vlaams Economisch Verbond zal het netto te financieren saldo in 1992, rekening houdend met de door de regering gestelde normen, ± 6 % bedragen; volgens de Nationale Bank zou dit 4 % bedragen.

De Nationale Bank gebruikt daartoe de volgende methode : zij vergelijkt het verschil tussen ontvangsten en uitgaven (uitgedrukt in procenten van het BNP) met het verschil tussen de impliciete intrestvoet en de groeivoet, vermenigvuldigd met de staats-

pliée par la dette publique de l'année précédente (exprimée elle aussi en pourcentage du PNB). Ce n'est que lorsque le deuxième montant est supérieur au premier que l'effet cumulatif est arrêté et que la dette publique totale demeure constante en termes de pourcentage du PNB.

M. Daems estime que la différence entre cette étude et les deux autres réside dans le fait que la Banque nationale tient compte des recettes et des dépenses de l'ensemble des pouvoirs publics, alors que le Conseil supérieur et le « VEV » ne prennent en considération que les recettes et les dépenses de l'Etat central.

L'étude réalisée par la Banque nationale part de l'hypothèse que les normes prévues dans l'accord de gouvernement s'appliqueraient aux revenus globaux, charge parafiscale y comprise, ce qui ne correspond peut-être pas aux intentions réelles.

*
* *

M. Verhofstadt ajoute que dans l'optique de la Banque nationale, un excédent dans les autres secteurs serait pris en considération pour déterminer le déficit de l'Etat, ce qui est contraire à la définition correcte du solde net à financer.

*
* *

M. Daems estime que les services de la Trésorerie devraient fournir un tableau permettant de comparer ces trois études.

Selon le Conseil supérieur des Finances et le Vlaams Economisch Verbond, ce n'est qu'en 1996-1997 que, compte tenu des normes utilisées par le Gouvernement, le solde net à financer pourra effectivement être ramené à 4 %, à condition évidemment que le taux d'intérêt implicite de la dette publique reste constant.

M. Daems fait ensuite observer que selon l'étude du VEV, les charges d'intérêt représenteront, à taux d'intérêt implicite constant, 24 % des dépenses globales de 1989. En 1994, elles représenteraient 29 % tandis que le solde net à financer atteindrait près de 5 % du PNB. En 1998, elles se monteraient à plus de 29 % pour un solde net à financer de 3,5 % et en 1999, 29,5 % pour un solde net à financer de 3 %.

M. Daems en déduit que la part des charges d'intérêt dans l'ensemble des dépenses continuera à augmenter même si le solde net à financer est ramené à 4 %. M. Daems estime que l'ampleur de la dette publique est un facteur important à cet égard.

Il demande des explications à ce sujet au Ministre des Finances.

*
* *

schuld van het vorige jaar (eveneens uitgedrukt in procenten van het BNP). Pas wanneer het tweede bedrag hoger is dan het eerste, wordt de zogenaamde « rentesnieuwbal » gestopt en blijft de totale staats-schuld constant in termen van het BNP.

Het verschil tussen deze studie en beide andere, aldus de heer Daems, is dat de Nationale Bank rekening houdt met de ontvangsten en uitgaven van de globale overheid, terwijl de Hoge Raad en het VEV enkel de inkomsten en uitgaven van de centrale staat in rekening brengen.

In de studie van de Nationale Bank wordt verondersteld dat de in het regeerakkoord vervatte normen van toepassing zijn op de globale inkomsten, met inbegrip van de parafiscaliteit. Zulks is wellicht niet de bedoeling.

*
* *

De heer Verhofstadt voegt hieraan toe dat, in de optiek van de Nationale Bank, een overschot in de andere sectoren gevoegd wordt bij het tekort van de Staat. Dit is strijdig met een correcte definiëring van het netto te financieren saldo.

*
* *

Volgens de heer Daems dient door de diensten van de Thesaurie een tabel te worden verstrekt op grond waarvan deze drie studies kunnen worden vergeleken.

Volgens de Hoge Raad van Financiën en het Vlaams Economisch Verbond zal, op grond van de Regeringsnormen, het netto te financieren saldo pas in 1996-1997 effectief 4 % bedragen, en dit op voorwaarde uiteraard dat de impliciete rentevoet van de overheidsschuld constant blijft.

De heer Daems merkt verder op dat, volgens de VEV-studie, bij ongewijzigde impliciete rentevoet in 1989 24 % van de totale uitgaven rentelasten zijn. In 1994 wordt dit 29 %, bij een netto te financieren saldo van bijna 5 %. In 1998 bedraagt dit meer dan 29 %, bij een netto te financieren saldo van 3,5 %, en in 1999 29,5 %, bij een netto te financieren saldo van 3 %.

De heer Daems leidt hieruit af dat, zelfs bij een netto te financieren saldo van 4 %, het aandeel van de rentelasten in de totale uitgaven nog toeneemt. De heer Daems meent dat de omvang van de overheidsschuld hierin een belangrijke rol speelt.

Graag kreeg hij hierover een toelichting van de Minister van Financiën.

*
* *

M. Vandenbroucke fait observer que si l'effet cumulatif cesse en termes de PNB, il cesse aussi automatiquement en termes de dépenses.

*
* *

Enfin, M. Daems demande au Ministre des Finances de fournir un tableau qui fasse apparaître l'augmentation automatique de la dette publique qui résulte de l'augmentation des charges d'intérêt. Selon lui en effet, 75 % de l'augmentation des charges d'intérêt au cours de la période 1982-1987 constituent en fait une charge du passé.

Dans une autre partie de son intervention, M. Daems se penche sur *le budget pour 1989*.

Le taux de croissance économique retenu par le Gouvernement lui paraît réaliste. Les avis divergent en ce qui concerne l'évolution du cours du dollar. L'évolution des taux d'intérêt est toutefois manifestement sous-estimée.

L'intervenant demande que le Gouvernement fournisse un aperçu détaillé de toutes les décisions prises en les répartissant d'après leur nature et par budget et en indiquant s'il s'agit d'économies uniques ou structurelles (constantes ou croissant au fil du temps).

En ce qui concerne le financement alternatif des investissements publics, le membre voudrait savoir quelles techniques seront exactement utilisées et si celles-ci constituent une forme de débudgétisation.

Il ressort de l'exposé général (page 46) que le Gouvernement se fonde sur un coefficient global moyen d'élasticité de 1,2 pour les recettes de 1989.

Or, une étude réalisée en 1987 par le ministère des Finances se fonde quant à elle sur un coefficient d'élasticité de 1,08 pour l'année en question.

En adaptant les hypothèses retenues dans cette étude en fonction de celles sur lesquelles le Gouvernement se base actuellement, on obtient un coefficient global moyen d'élasticité de 1,04 pour 1989, ce qui suppose des moins-values de recettes de quelque 10 milliards de F.

L'intervenant demande selon quelle méthode le Gouvernement a calculé ce coefficient d'élasticité pour 1989. Ce coefficient ne pourrait-il être calculé d'une autre manière, par exemple selon la « méthode désagrégée » (qui fait intervenir un coefficient distinct pour chaque type d'impôt), et, dans l'affirmative, le résultat obtenu serait-il différent ?

*
* *

M. Van Rompuy souligne que cette méthode est encore très controversée.

*
* *

De heer Vandenbroucke merkt op dat, wanneer het sneeuwbaaleffect stopt in termen van het BNP, het nog niet automatisch stopt in termen van de uitgaven.

*
* *

Ten slotte vraagt de heer Daems dat de Minister van Financiën een tabel zou verstrekken waaruit de automatische stijging van de overheidsschuld als gevolg van de toegenomen rentelasten blijkt. Volgens hem is immers 75 % van de stijging van de rentelasten in de periode 1982-1987 effectief een last van het verleden.

In een volgend onderdeel van zijn betoog schenkt de heer Daems aandacht aan *de begroting 1989*.

De door de regering vooropgestelde economische groei lijkt haalbaar. Over de evolutie van de dollarcoersen lopen de meningen uiteen. De rente-evolutie wordt alleszins duidelijk onderschat.

Spreker vraagt dat de regering een gedetailleerd overzicht zou verstrekken van alle beslissingen verdeeld naargelang hun aard, en per begroting, met vermelding of het eenmalige of structurele besparingen (constant of groeiend in de tijd) betreft.

Met betrekking tot de alternatieve financiering van overheidsinvesteringen, wenst het lid te vernemen welke technieken precies zullen worden aangewend en of zij al dan niet een vorm van debudgettering zijn.

Blijkens de Algemene Toelichting (blz. 46) steunt de regering voor de ontvangsten van 1989 op een totale gemiddelde elasticiteitscoëfficiënt van 1,2.

In een studie van het Ministerie van Financiën van 1987 werd voor dat jaar een elasticiteitscoëfficiënt van 1,08 voorgesteld.

Bij aanpassing van de toen geldende hypothesen aan die welke de regering thans wil hanteren, blijkt een totale gemiddelde elasticiteitscoëfficiënt van 1,04 voor 1989, hetgeen een minderontvangst van ± 10 miljard frank zou impliceren.

Spreker wenst dan ook te vernemen hoe de regering deze elasticiteitscoëfficiënt voor 1989 heeft berekend. Kan deze elasticiteitscoëfficiënt ook niet anders, volgens de zogeheten « gededaggregeerde methode » (waarbij een afzonderlijke coëfficiënt wordt gehanteerd per soort belasting), worden berekend en, zo ja, geeft dit een verschillend resultaat ?

*
* *

De heer Van Rompuy merkt op dat deze laatste methode nog fel ter discussie staat.

*
* *

M. Daems fait observer que selon l'exposé général (p. 62), le Gouvernement escompte un accroissement des recettes de l'ordre de 7 milliards de F grâce à une gestion plus active des réserves de la Banque nationale.

Cette gestion plus active se traduira-t-elle par la conversion d'or en devises, qui seront placées au bénéfice de l'Etat ?

*
* *

Selon le *Ministre des Finances*, ce ne sera le cas que pour une part limitée des réserves de la Banque nationale. On pourrait également envisager d'autres placements par les devises. Quant aux modalités de ces placements, ce sera l'affaire de la Banque nationale et non du Gouvernement.

*
* *

M. Daems insiste néanmoins pour que le Ministre des Finances communique des précisions supplémentaires à ce sujet.

L'intervenant demande ensuite pourquoi le Gouvernement anticipe sur l'harmonisation des accises au sein de la CEE — mesure qui n'est pas encore définitivement décidée — alors qu'il ne suit pas la proposition de la CEE de réduire les taux de la TVA.

*
* *

Le *Ministre des Finances* répond que le Gouvernement a augmenté les accises d'un montant inférieur de dix milliards à celui que réclame la CEE (45 milliards de F). Cette différence correspond précisément au montant de la réduction de TVA (10 milliards) souhaitée elle aussi par la CEE mais non encore appliquée par le Gouvernement.

Si toutefois l'on parvenait à un accord sur l'ensemble des mesures au niveau de la CEE, le Gouvernement augmenterait à nouveau les accises de 10 milliards de F et réduirait les taux de TVA d'un montant identique.

*
* *

M. Daems demande également quelle incidence cette augmentation des accises aura sur l'index et quel supplément de dépenses cette opération entraînera pour l'Etat.

Il estime en outre que ces augmentations d'accises amenuisent les effets du relèvement des minima so-

Blijkens de Algemene Toelichting (blz. 62), aldus de heer Daems, verwacht de regering een bijkomende ontvangst van ± 7 miljard frank als gevolg van een actiever beheer van de reserves van de Nationale Bank.

Zal dit gebeuren door de omzetting van goud in deviezen, waarbij de Staat de opbrengst zou ontvangen van de belegging van deze deviezen ?

*
* *

Volgens de *Minister van Financiën* zal dit slechts voor een beperkt gedeelte het geval zijn. Men zou ook kunnen denken aan het anders beleggen van deviezen. Hoe dit precies zal gebeuren, is een zaak van de Nationale Bank zelf en niet van de regering.

*
* *

De heer Daems dringt niettemin aan op een bijkomende uitleg daaromtrent van de Minister van Financiën.

Spreker vraagt zich verder af waarom de regering enerzijds anticipeert op een — overigens nog niet definitief besliste — harmonisatie van de accijnzen binnen de EEG en anderzijds de door de EEG eveneens voorgestelde verlaging van de BTW-tarieven niet toepast.

*
* *

De *Minister van Financiën* antwoordt dat de regering de accijnzen voor 10 miljard frank minder heeft verhoogd dan de EEG vraagt (45 miljard frank). Dit verschil stemt precies overeen met het bedrag van de eveneens door de EEG gewenste, doch door de regering alsnog niet doorgevoerde BTW-vermindering (eveneens 10 miljard frank).

Wanneer echter op EEG-vlak overeenstemming wordt bereikt over het volledige pakket, dan zal de regering de accijnzen nog eens met 10 miljard frank verhogen en de BTW-tarieven met een even groot bedrag verlagen.

*
* *

De heer Daems wenst eveneens te vernemen welke de weerslag zal zijn van deze accijnsverhoging op de index en welke bijkomende kost daar voor de Staat zal uit voortvloeien.

Daarenboven doen deze accijnsverhogingen afbreuk aan de door de regering doorgevoerde ver-

ciaux opéré par le Gouvernement, bien qu'il soit évident que les schémas de consommation jouent également un rôle en l'occurrence.

De façon plus générale, M. Daems déplore qu'en établissant le budget 1989, le Gouvernement se soit montré extrêmement soucieux de ne heurter aucun groupement d'intérêt. C'est la raison pour laquelle ce document ne contient, selon lui, pratiquement aucune mesure réelle d'économie.

Pour ce qui concerne l'alternative du PVV, dernière partie de son intervention, il renvoie à l'annexe au présent rapport.

Les éléments contenus dans cette alternative pourront être discutés en détail lors de l'examen des budgets de dépenses 1989.

INTERVENTION DE M. VANDENBROUCKE

M. Vandenbroucke fait tout d'abord observer que le budget des Voies et Moyens pour 1989 suscite des réactions contradictoires au sein de l'opposition.

Le groupe politique de l'intervenant est satisfait de retrouver dans ce budget l'équilibre nécessaire entre la compétitivité externe (la compétitivité des entreprises belges) et la solidarité interne.

Le système belge de sécurité sociale a un champ d'action très vaste, mais les minima attribués sont très faibles (que l'on songe par exemple aux minima octroyés aux chômeurs isolés). Il est donc urgent d'augmenter ces minima. Il faudrait également modifier la loi de 1963 afin de revoir en profondeur le régime de l'assurance maladie, qui constitue une menace pour la survie de notre sécurité sociale.

En ce qui concerne l'emploi, les divers statuts doivent être harmonisés.

Si la concertation sociale ne donne pas de résultats, il faudra créer des emplois supplémentaires dans le secteur privé par le biais d'une opération « Maribel ».

M. Vandenbroucke estime que la discussion théorique et mathématique sur l'effet cumulatif de la dette est largement dépassée, essentiellement parce que le ratio d'endettement (le rapport entre la dette et le PNB) revêt une importance tout aussi déterminante que l'évolution du PNB et de l'intérêt implicite.

Pour l'instant, ce ratio d'endettement s'élève à $\pm 1,08$. Si l'intérêt implicite restait inchangé et si la croissance économique était constante, un déficit de l'ensemble des pouvoirs publics de 4,1 % devrait entraîner une stabilisation.

Si par contre le ratio de la dette s'élevait par exemple à 1,2 en 1992, un déficit de 4,6 % suffirait pour mettre fin à l'effet cumulatif (il est vrai dans une situation moins favorable).

Outre l'assainissement budgétaire, la baisse du taux moyen de la dette publique explique que les charges d'intérêt soient restées stables par rapport au

horiging van de sociale minima, hoewel hier uiteraard ook de consumptiepatronen een rol spelen.

Meer in het algemeen betreurt de heer Daems dat er bij de opmaak van de begroting 1989 blijkbaar angstvallig werd voor gewaakt geen enkele belangengroep voor het hoofd te stoten. Dit is de reden waarom dit document nauwelijks enige reële besparingsmaatregelen inhoudt.

Voor het alternatief van de PVV, het laatste onderdeel van zijn tussenkomst, verwijst hij naar de bijlage bij onderhavig verslag.

Bij de bespreking van de uitgaven-begrotingen 1989 zullen de in dit alternatief vervatte elementen in detail kunnen worden besproken.

TUSSENKOMST VAN DE HEER VANDENBROUCKE

De heer Vandenbroucke stelt vooreerst vast dat de Rijksmiddelenbegroting 1989 tegenstrijdige reacties uitlokt bij de oppositie.

Zijn fractie vindt in deze begroting het noodzakelijke evenwicht terug tussen de externe competitiviteit (de concurrentiekracht van de Belgische ondernemingen) en de interne solidariteit.

Het Belgische stelsel van sociale zekerheid is veelomvattend, doch kent zeer lage minima (bijvoorbeeld voor alleenstaande werklozen). Deze minima dienen dan ook dringend te worden verhoogd. Tegelijkertijd dient echter, via een wijziging van de wet van 1963, het stelsel van de ziekteverzekering dat een bedreiging vormt voor het voortbestaan van onze sociale zekerheid grondig te worden gewijzigd.

Op het vlak van de tewerkstelling dienen de diverse statuten te worden geharmoniseerd.

Indien het sociaal overleg geen resultaten oplevert, moet via een MARIBEL-operatie bijkomende tewerkstelling worden gecreëerd in de private sector.

De heer Vandenbroucke acht de wiskundige en theoretische discussie over de zogenaamde « rentesneeuwbal » grotendeels achterhaald, vooral omdat — naast de evolutie van het BNP en van de impliciete rente — ook de schuldratio (de verhouding tussen de schuld en het BNP) van doorslaggevend belang is.

Momenteel bedraagt deze schuldratio $\pm 1,08$. Bij gelijkblijvende impliciete rente en bij constante economische groei, zou een tekort van de globale overheid van 4,1 % moeten leiden tot een stabilisatie.

Wanneer daarentegen de schuldratio — bijvoorbeeld in 1992 — 1,2 zou bedragen, dan volstaat een tekort van 4,6 % om de « rentesneeuwbal » (weliswaar in een minder gunstige situatie) tot staan te brengen.

Naast de begrotingssanering is de daling van het gemiddelde rentepercentage van de overheidsschuld verantwoordelijk voor het feit dat tijdens de voorbije twee

PNB au cours des deux dernières années. Tant que ce taux moyen continuera de baisser, il n'y aura pas d'explosion de la dette publique.

Il convient dès lors d'opérer des assainissements tels qu'une explosion de la dette publique ne se produise pas. La stratégie prévue à cet effet dans l'accord de gouvernement (un solde net à financer de 7 % du PNB en 1989, suivi d'un blocage des dépenses) semble être une bonne méthode aux yeux de M. Vandebroucke.

Il se peut en effet que l'on ne puisse ainsi atteindre un solde net à financer de 4 % qu'après 1992.

Ce qui importe toutefois davantage, c'est que la stratégie mise au point permette de maîtriser l'évolution de la dette publique.

*
* *

Le Ministre du Budget répète que le Gouvernement maintenir atteindre un solde net à financer de 4 % en 1992. Il partage toutefois le point de vue de M. Vandebroucke selon lequel personne ne peut prédire avec certitude que cet objectif sera atteint. Il importe pour l'instant de comprimer le déficit budgétaire en vue d'éviter tout risque d'explosion de la dette publique.

*
* *

M. Vandebroucke voit ensuite dans ce budget des Voies et Moyens pour 1989 un arrêt du lourd effort de modération en matière de sécurité sociale, ainsi qu'une timide amorce de désarmement, étant donné que le Gouvernement a pour la première fois remis en question certains programmes d'achats militaires. C'est la première fois que l'on augmente à nouveau le budget de la coopération au développement. M. Vandebroucke reconnaît là des accents nouveaux qui n'existaient pas dans les budgets des Voies et Moyens précédents.

Les assurés sociaux ne regretteront sans doute pas que les propositions libérales concernant les revenus de remplacement appartiennent désormais au passé.

L'alternative du PVV (voir annexe) contient d'ailleurs encore quelques propositions concernant les assurés sociaux :

- chômage : - 5 milliards de F
- assurance maladie : - 7,7 milliards de F
aux frais du patient

Si l'actuel Gouvernement prévoit des mesures fiscales touchant par exemple le secteur Horeca, qu'a fait le précédent Gouvernement en proposant l'introduction d'une vignette autoroutière ?

Pour ce qui est du déficit budgétaire pour 1988, l'intervenant rappelle que le SP s'est toujours montré très prudent en ce qui concerne notamment l'évolution des recettes.

jaar de rentelasten in verhouding tot het BNP stabiel bleven. Zolang dit gemiddelde rentepeil daalt, komt er geen explosie van de overheidsschuld.

Er dient dus dermate te worden gesaneerd dat een explosie van de overheidsschuld wordt vermeden. De in het regeerakkoord hiertoe uitgewerkte strategie (een netto te financieren saldo van 7 % van het BNP in 1989 en het blokkeren van de uitgaven daarna) lijkt de heer Vandebroucke een goede methode.

Het is inderdaad mogelijk dat aldus pas na 1992 een netto te financieren saldo van 4 % wordt bereikt.

Belangrijker is evenwel dat aldus de evolutie van de overheidsschuld onder controle blijft.

*
* *

De Minister van Begroting herhaalt dat de Regering in 1992 een netto te financieren saldo van 4 % wil bereiken. Hij is het echter met de heer Vandebroucke eens dat niemand thans met zekerheid kan voorspellen dat dit inderdaad het geval zal zijn. Het komt erop aan het overheidstekort te drukken en aldus elk risico voor een explosie van de overheidsschuld te vermijden.

*
* *

Uit deze Rijksmiddelenbegroting voor 1989 blijkt volgens de heer Vandebroucke verder een stopzetting van de zware inleveringen in de sociale zekerheid en een bescheiden aanzet naar ontwapening, aangezien voor het eerst teruggekomen werd op bepaalde aankoopprogramma's bij het leger. De begroting voor ontwikkelingssamenwerking wordt thans voor het eerst opnieuw verhoogd. Dit zijn nieuwe accenten die in de vorige Rijksmiddelenbegrotingen niet te vinden waren.

De sociaal-verzekerden zullen er zich wellicht niet over beklagen dat de liberale voorstellen betreffende de vervangingsinkomens thans tot het verleden behoren.

Het PVV-alternatief (zie bijlage) bevat trouwens nog enkele voorstellen betreffende de sociaal-verzekerden :

- werkloosheid : - 5 miljard frank
- ziekteverzekering : - 7,7 miljard frank ten laste van de patiënt.

Wanneer de huidige Regering via haar fiscale maatregelen bijvoorbeeld de horecasector treft, wat deed de vorige regering dan met haar voorstel tot invoering van een autowegenvignet ?

Met betrekking tot het begrotingstekort voor 1988 herhaalt spreker dat de SP steeds voorzichtig is geweest in haar prognoses van bijvoorbeeld de evolutie van de ontvangsten.

M. Vandenbroucke déplore toutefois les accusations gratuites qui ont été portées contre le Gouvernement et selon lesquelles celui-ci fausserait les résultats de caisse pour 1988.

En ce qui concerne l'alternative présentée par le PVV, l'intervenant constate que sur une économie globale de 101 milliards de francs, 28,7 milliards de francs proviendraient tout simplement d'un nouveau contrôle budgétaire.

*
* *

M. Verhofstadt réplique que, lors du deuxième contrôle budgétaire du Gouvernement actuel, on a accordé, à un certain nombre de petits postes, des crédits supplémentaires qui auraient normalement dû être rejetés.

Ce montant de 28,7 milliards de F comprend également un montant de 10 milliards de F en faveur de l'enseignement, qui résulte du coup de frein donné par le nouveau Gouvernement à certains effets positifs du plan de Val-Duchesse. Pour délicate qu'eût été la décision, ces 10 milliards de F auraient dû être refusés.

*
* *

M. Vandenbroucke constate que ce montant de 28,7 milliards de F comprend une économie de 11,3 milliards en matière d'enseignement, alors que le même document du PVV comporte encore un chapitre prévoyant des économies spécifiques dans le domaine de l'enseignement. Cette alternative ne semble dès lors pas très cohérente.

Certaines propositions formulées par le PVV en vue de réaliser une économie de 20 milliards de F se retrouvent également dans le budget des Voies et Moyens présenté par le Gouvernement. On peut dès lors difficilement soutenir que les propositions gouvernementales ne contiennent aucune économie sérieuse.

Selon M. Vandenbroucke, la différence entre l'alternative libérale et les propositions du Gouvernement, ce sont des économies supplémentaires dans le secteur de l'enseignement et des restrictions sur les dépenses sociales et dans le secteur de l'emploi pour un montant global de 48 milliards de F.

L'intervenant regrette enfin que le PVV ne parvienne pas à concilier sa proposition de réforme fiscale avec son alternative en matière d'assainissement budgétaire.

M. Vandenbroucke estime qu'une véritable diminution des impôts qui est compensée par une réduction des dépenses ne peut être mise en œuvre en même temps qu'un assainissement des finances publiques.

Pour conclure, l'intervenant constate que le budget pour 1989 est un véritable budget.

De heer Vandenbroucke betreurt de beschuldigingen over de vervalsing van het kasresultaat voor 1988, die zonder enig bewijs werden geuit aan het adres van de Regering.

Met betrekking tot het PVV-alternatief stelt spreker vast dat een globale besparing van 101 miljard frank voor 28,7 miljard louter steunt op een nieuwe begrotingscontrole.

*
* *

De heer Verhofstadt repliceert dat in de tweede begrotingscontrole van de huidige Regering voor een aantal kleine posten bijkredieten werden toegekend die men normaal had moeten verwerpen.

Bij die 28,7 miljard is er ook een bedrag van 10 miljard frank voor het onderwijs, dat het gevolg is van het ongedaan maken door de huidige Regering van bepaalde positieve gevolgen van het Sint-Annaplan. Hoe moeilijk dit ook was, die 10 miljard frank had men moeten weigeren.

*
* *

De heer Vandenbroucke stelt vast dat van die 28,7 miljard frank 11,3 miljard wordt bespaard op onderwijs. Daarna volgt in hetzelfde PVV-document nog eens een hoofdstuk met specifieke onderwijsbesparingen. De samenhang van dit alternatief lijkt dan ook erg twijfelachtig.

Voorts bevat het PVV-alternatief voorstellen voor een bedrag van 20 miljard frank die de Regering ook formuleert in haar Rijksmiddelenbegroting. Men kan derhalve nog moeilijk stellen dat de voorstellen van de Regering geen ernstige besparingen bevatten.

Het verschil tussen het liberaal alternatief en de regeringsvoorstellen betreft volgens de heer Vandenbroucke bijkomende besparingen in de onderwijssector, alsmede inleveringen op sociale uitgaven en op tewerkstelling, voor een globaal bedrag van 48 miljard frank.

Spreker betreurt ten slotte dat de PVV er niet in slaagt haar eigen voorstel inzake de fiscale hervorming te combineren met haar alternatief betreffende de begrotingssanering.

De heer Vandenbroucke is van oordeel dat een echte belastingverlaging die wordt gecompenseerd door een vermindering van de uitgaven, onmogelijk samen met een sanering van de overheidsfinanciën kan worden doorgevoerd.

Tot besluit stelt spreker vast dat de begroting 1989 een reële begroting is.

Il déplore l'augmentation de certaines accises, mais admet que cette augmentation était inévitable.

Ce budget, à l'instar de budgets antérieurs, comprend des mesures ponctuelles.

L'intervenant estime toutefois que grâce à la réalisation d'économies substantielles dans le secteur de l'assurance maladie, dans celui des postes et à la RTT et grâce à une meilleure gestion de la dette, il sera possible de ramener le solde net à financer à 403,2 milliards (7 % du PNB).

Pour terminer, il met en garde contre les graves problèmes résultant de la régionalisation qui devront être résolus lors de l'élaboration du budget pour 1990.

INTERVENTION DE M. DE Vlieghe

1. *Le problème de la dette publique — Considérations générales*

Après avoir rappelé quelques chiffres qui illustrent la croissance de la dette publique, passée de 56 % du PNB en 1980 à 110 % en 1987 — ce dernier chiffre représentant un pourcentage du PNB de deux à quatre fois plus élevé que dans les pays voisins — M. De Vlieghe centre son analyse sur le problème du niveau des taux d'intérêt.

L'intervenant souligne que les taux d'intérêt réels sont de loin supérieurs à la croissance réelle du PNB et que l'écart entre les taux d'intérêt nominaux et la croissance nominale du PNB est lui aussi très important.

Une telle situation est économiquement intenable dans la mesure où elle implique un épuisement, lent mais inéluctable, de l'économie par les créanciers d'intérêts. S'il se manifeste à des degrés divers dans tous les pays, ce phénomène est particulièrement préoccupant en Belgique en raison des effets conjugués d'une charge d'intérêt exorbitante et d'une dette anormalement élevée, et est à l'origine de l'évolution inquiétante de la répartition du produit national.

Il ressort des chiffres relatifs à cette évolution que :

1. les revenus provenant d'avoirs non-productifs se sont considérablement accrus entre 1976 et 1986 (de 13 % du total en 1976 à 22,3 % en 1986);

2. les revenus des sociétés ont fortement augmenté à partir de 1983-1984 (la part des dividendes dans la répartition du produit national ne représentait que 2,3 % en 1980 contre 4,8 % en 1986), sans que cette augmentation ait entraîné un accroissement parallèle de leur contribution fiscale (au cours de cette même période, la part de l'impôt des sociétés n'est passée que de 3,2 % à 3,8 %);

3. les revenus réels des contribuables — principalement des personnes privées — sont hypothéqués par l'explosion de la charge d'intérêts (qui est passée de 7,5 % en 1976 à 13,2 % en 1986), qui — en ce qui concerne les pouvoirs publics — doit d'ailleurs également être financée au moyen de crédits cou-

Hij betreurt de verhoging van bepaalde accijnzen; zulks bleek evenwel onvermijdelijk.

Zoals in vorige begrotingen zijn bepaalde maatregelen eenmalig.

Spreker gelooft evenwel dat door wezenlijke besparingen inzake de ziekteverzekering, de post en de RTT, alsmede via een verbeterd schuldbeheer, het objectief van een netto te financieren saldo van 403,2 miljard (7 % van het BNP) haalbaar is.

Hij waarschuwt ten slotte voor de zware problemen die ingevolge de regionalisering bij de opmaak van de begroting 1990 zullen moeten worden opgelost.

TUSSENKOMST VAN DE HEER DE Vlieghe

1. *Het probleem van de Rijksschuld — Algemene beschouwingen*

De heer De Vlieghe citeert enkele cijfers die duidelijk de toename van de Rijksschuld weergeven. Die steeg van 56 % van het BNP in 1980 naar 110 % in 1987. Dat cijfer ligt twee tot vier keer hoger dan in de buurlanden. Spreker spitst zijn analyse toe op het probleem van het rentepeil.

Hij wijst erop dat de reële rentevoeten veel hoger liggen dan de reële groei van het BNP en dat de afwijking tussen de nominale rentevoeten en de nominale groei van het BNP ook zeer groot is.

Een dergelijke situatie is economisch niet vol te houden: het betekent dat de economie langzaam maar zeker leeggezogen wordt door de intresttrekkers. Dit is een fenomeen dat zich in alle landen in zekere mate voordoet, maar in België bijzonder acuut is, omdat de economisch ondraaglijke intrestlast gecombineerd is met het hogervermelde abnormaal hoge schuldniveau. Dit heeft geleid tot een alarmerende evolutie van de verdeling van het nationaal produkt.

Uit de cijfers betreffende die evolutie blijkt dat :

1. het inkomen uit niet-productief vermogen pijlsnel is gestegen tussen 1976 en 1986 (van 13,0 % van het totaal in 1976 tot 22,3 % in 1986);

2. het inkomen van de vennootschappen zeer fors is verbeterd vanaf 1983-1984 (het aandeel van de dividend in de verdeling van het nationaal produkt bedroeg slechts 2,3 % in 1980 tegenover 4,8 % in 1986), zonder dat dit geleid heeft tot een toename van de belastingopbrengsten (tijdens dezelfde periode is het aandeel van de vennootschapsbelasting slechts van 3,2 % tot 3,8 % gestegen);

3. de reële inkomens van de belastingbetaler — voornamelijk dan de private personen — worden gehypothekeerd door de explosie van de intrestlast (gegroeid van 7,5 % in 1976 tot 13,2 % in 1986), die die — wat de overheid betreft — trouwens ook moet worden betaald met de lopende kredieten waar-

rants, ce qui réduit considérablement les montants disponibles pour le paiement des revenus de remplacement et pour la couverture des besoins des services publics.

Il est clair que le problème ne pourra être résolu de façon fondamentale que si le taux d'intérêt lui-même peut être comprimé, ce pour quoi il existe plus de possibilités que ne l'admettent le gouvernement ou les banques. Il est exact que nos taux d'intérêt sont fortement influencés par ce qui se passe à l'étranger, mais l'importance considérable des besoins de financement des pouvoirs publics a en tout cas pour effet de faire grimper encore sensiblement ces taux.

Cette situation a non seulement de lourdes répercussion sur les dépenses publiques, mais elle exerce aussi une influence inhibitrice et déflationniste sur la demande. Plutôt que d'offrir au gouvernement le miracle macro-économique qu'il attend toujours, la baisse des taux d'intérêt pourrait en effet contribuer à stimuler la croissance (par exemple dans la construction) sur le plan micro-économique.

En ce qui concerne la politique budgétaire, la conjonction d'une dette et d'intérêts très élevés a pour conséquence que les intérêts sont devenus la cause principale du déficit budgétaire. L'accroissement de toutes les autres dépenses a en effet été fortement freiné et de nombreuses dépenses, surtout dans le secteur social, ont été fortement réduites, mais toutes ces économies n'ont servi qu'à payer les intérêts cumulés. C'est ainsi qu'en 1987, la charge d'intérêts est devenue pour la première fois supérieure au déficit global des pouvoirs publics, c'est-à-dire au solde net à financer. Si la charge d'intérêts avait eu des proportions raisonnables, c'est-à-dire, si elle s'était élevée à 10 % environ des dépenses courantes, le budget serait déjà largement en équilibre.

2. La politique du Gouvernement vis-à-vis de la dette publique

En ce domaine, la politique du Gouvernement ne se distingue guère de celle de ses prédécesseurs.

En fait, on ne peut dire que l'on se soit réellement attaqué au problème de la charge de la dette. Les économies revendiquées par le Gouvernement en cette matière sont soit insignifiantes — le total des mesures annoncées (Exposé général, p. 122) ne devrait guère rapporter plus de 3 milliards de F, c'est-à-dire un montant ne représentant que quelque 0,6 % du total de la dette — soit constituées de simples opérations de débudgétisation de la dette (voir le budget de la dette publique : l'article 6 du projet de loi et la comptabilisation au Titre IV, art. 66.03B, des opérations de régularisation d'intérêts de la dette publique).

En ce qui concerne ce dernier point, M. De Vlieghe-re pose deux questions :

1° la technique des fonds n'est-elle pas ici employée à mauvais escient;

door de beschikbare middelen, zowel voor vervangingsinkomens als voor overheidsdiensten, zwaar worden aangetast.

Het is duidelijk dat het probleem slechts fundamenteel kan worden opgelost als het rentepeil zelf kan worden gedrukt en daarvoor is er meer ruimte beschikbaar dan de regering of de banken aannemen. Het is wel juist dat ons rentepeil sterk wordt beïnvloed door de gebeurtenissen in het buitenland, maar de zeer hoge financieringsbehoeften van de overheid verhogen bij ons het peil alleszins aanzienlijk.

Dit heeft niet alleen zeer verregaande gevolgen voor de overheidsuitgaven, maar ook een remmende en deflatoire invloed op de vraag. De daling van het intrestpeil zou groeistimulansen (bijvoorbeeld voor de bouwsector) kunnen geven vanuit de micro-economische hoek, in plaats van het macro-economisch wonder waarop de regering blijkbaar nog hoopt.

Wat het begrotingsbeleid betreft, heeft de combinatie van de zeer hoge schuld met de zeer hoge intresten voor gevolg dat de intresten de hoofdoorzaak zijn geworden van het begrotingstekort. De groei van alle andere uitgaven werd immers sterk afgeremd en tal van uitgaven, vooral in de sociale sector, zijn zelfs sterk teruggeschroefd. Al die besparingen hebben echter slechts gediend om de rentesnieuwbal te betalen. Zo was in 1987 de intrestlast voor de eerste maal groter dan het volledige tekort van de regering, het netto te financieren saldo. Met een redelijke rentelast binnen, dit is zowat 10 % van de lopende uitgaven, zou de begroting al ruimschoots in evenwicht zijn.

2. Het regeringsbeleid inzake de overheidsschuld

Op dit vlak onderscheidt het beleid van deze regering zich nauwelijks van dat van de vorige regeringen.

In feite kan niet worden beweerd dat het probleem van de schuldenlast echt wordt aangepakt. De besparingen waarop de regering zich in dat verband beroept, zijn ofwel onbetekenend — de totale opbrengst van de aangekondigde maatregelen (Algemene Toelichting, blz. 122) zou nauwelijks meer bedragen dan 3 miljard frank, dit wil zeggen zowat 0,6 % van de totale schuld — of zijn niet meer dan eenvoudige debudgetteringsverrichtingen in verband met de schuld (zie de Rijksschuldbegroting : art. 6 van het wetsontwerp en de boeking — in Titel IV, art. 66.03B — van de herschikking van de rente van de overheidsschuld).

Met betrekking tot het laatstgenoemde punt, stelt de heer De Vlieghe-re twee vragen :

1° wordt de techniek van de Fondsen hier niet op ondoordachte wijze gebruikt ?

2° les 49 milliards de F mentionnés pour 1989 correspondent-ils totalement aux opérations de régularisation indiquées, pour lesquelles il n'est question que d'un montant de 28 milliards de F ?

*
* *

M. Daems se joint à l'orateur pour demander que le Gouvernement rende plus compréhensible l'évolution apportée par l'ancien et par le nouvel accord de rééchelonnement de certaines charges d'intérêt et fournisse un calendrier des échéances concernées.

*
* *

Enfin, d'une manière plus générale, *M. De Vlieghe* estime que la politique budgétaire du Gouvernement consiste pour l'essentiel à consacrer le produit de la croissance économique au paiement des intérêts de la dette. Pareil raisonnement lui paraît être économiquement malsain et reposer sur une hypothèse d'amélioration de la conjoncture déraisonnablement optimiste. En outre, c'est là donner à la notion d'assainissement le même sens étroit que celui que lui donnaient les deux gouvernements précédents : l'assainissement — pourtant si nécessaire — a été insuffisant parce que mal compris, ne portant que sur la compression des dépenses, à l'exclusion des charges d'intérêt.

Or, les charges d'intérêt se trouvant au cœur même du mécanisme d'accroissement de la dette, il devrait aller de soi que toute tentative de remédier réellement aux grands déséquilibres budgétaires doit passer au moins partiellement par une nouvelle approche du problème des charges d'intérêt.

Selon les calculs d'Ecolo-Agalev, un rééchelonnement de la dette qui comprimerait les paiements d'intérêt à un taux maximum de 8 % (taux en fait économiquement encore trop élevé) entraînerait une économie brute de 90 milliards de F. *M. De Vlieghe* estime qu'une telle opération limitée de consolidation est parfaitement possible.

Il ajoute que, si la baisse des taux diminuait les besoins de l'Etat, la diminution de ces besoins affecterait à son tour à la baisse ces mêmes taux d'intérêt, étant donné que les énormes besoins d'emprunter de l'Etat contribuent actuellement à maintenir les taux d'intérêt à un niveau trop élevé.

*
* *

M. Van Rompuy fait observer qu'une économie de 90 milliards obtenue de cette façon est difficilement

2° stemmen de voor 1989 in de Rijksschuldbegroting vermelde 49 miljard volledig overeen met de aangegeven herschikingsverrichtingen, waar in de Algemene Toelichting slechts sprake is van 28 miljard ?

*
* *

De heer Daems sluit aan bij het standpunt van de vorige spreker en vraagt dat de regering meer duidelijkheid zou verschaffen over de gevolgen van het vroegere en het nieuwe akkoord over de herschikking van bepaalde rentelasten en dat zij een lijst van de betrokken vervaldagen ter beschikking zou stellen.

*
* *

Meer in het algemeen, ten slotte, is *de heer De Vlieghe* van oordeel dat het begrotingsbeleid van de regering voornamelijk neerkomt op het uitgeven van de opbrengst van de economische groei om de rentelast van de rijksschuld te betalen. Volgens hem is een dergelijke redeneerwijze niet alleen ongezond uit een economisch oogpunt, maar steunt ze bovendien op een overdreven optimisme aangaande de verbetering van de conjunctuur. Bovendien interpreteert men het begrip sanering aldus even eng als de vorige twee regeringen : de sanering — die nochtans broodnodig was — schoot toen tekort omdat ze verkeerd werd begrepen. Men dacht immers alleen aan het indijken van de uitgaven en niet aan het terugschroeven van de rentelast.

Aangezien de rentelast de kern is van het mechanisme waardoor de rijksschuld aangroeit, spreekt het nochtans vanzelf dat het begrotingsevenwicht alleen kan worden hersteld indien men het probleem van de rentelast, ten minste ten dele, anders aanpakt.

Volgens de berekeningen van Ecolo-Agalev, zou een herschikking van de rijksschuld die de rente tot ten hoogste 8 % terugschroeft (wat uit een economisch oogpunt eigenlijk nog teveel is), leiden tot een bruto-besparing van 90 miljard frank. *De heer De Vlieghe* is van oordeel dat niets een dergelijke, beperkte consolidatieverrichting in de weg staat.

Hij voegt daaraan toe dat, mocht de daling van de rentevoet de behoeften van de Staat doen afnemen, die verminderde behoeften diezelfde rentevoet op hun beurt in dalende richting zouden beïnvloeden aangezien de enorme ontleningsbehoeften van de Staat er thans toe bijdragen dat de rentevoet zich op een te hoog peil handhaaft.

*
* *

De heer Van Rompuy merkt op dat het moeilijk denkbaar is op die manier 90 miljard te besparen,

envisageable, dès lors que la rentabilité nette de l'ensemble du système bancaire ne dépasse pas une marge étroite de quelque 30 milliards de F.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget remarque en outre qu'à l'heure actuelle le différentiel de taux d'intérêt observé par rapport à certains pays voisins s'explique par des anticipations quant à une évolution éventuelle des taux de change ainsi que par l'existence et le taux du précompte mobilier en Belgique, plutôt que par l'importance des besoins de financement de l'Etat. Le niveau de l'épargne est en effet élevé et l'offre de capital sur le marché belge peut être considéré comme suffisant.

*
* *

Après avoir souligné que les besoins du gros emprunteur qu'est l'Etat ne constituent qu'un des paramètres de la détermination des taux d'intérêt et qu'une action destinée à faire baisser les taux d'intérêt ne doit de toute manière être considéré que comme un instrument dans une batterie de mesures, *M. De Vlieghe* cite quelques-unes des autres mesures d'assainissement proposées par son parti. Il met particulièrement l'accent sur les possibilités, restées jusqu'à présent trop peu explorées, d'améliorer la perception de l'impôt et l'utilisation du personnel des services publics. Dans ces domaines, l'attitude du Gouvernement actuel ne se distingue pas de celle de ses prédécesseurs.

INTERVENTION DE M. DEFOSSET

M. Defosset reconnaît dans le budget des Voies et Moyens les lignes de force de l'accord de gouvernement.

Depuis 1987, le solde net à financer évolue favorablement, si l'on excepte toutefois les charges d'intérêts afférentes à la dette publique.

Entre 1982 et 1988, la balance des opérations courantes s'est sans cesse améliorée et présente même, pour 1989, un excédent égal à 1,4 % du PNB. Pour 1989, le total des recettes représentent 27,2 % du PNB, celui des dépenses 25,8 %.

L'importance des charges d'intérêts par rapport à l'ensemble des dépenses de l'Etat a augmenté en raison des charges des emprunts de régularisation.

L'objectif reste clairement d'enrayer le processus autocumulatif d'endettement de l'Etat dans le cadre d'une marge de manœuvre restée étroite en dépit d'une réduction du taux d'intérêt implicite de la dette publique, depuis 1986 et jusqu'il y a peu. Le cap à atteindre est un Solde Net à Financer égal à 7 % du P.N.B. en 1989, ce qui nécessite 77,5 milliards d'économies. Diverses mesures de rééchelonnement de la dette devraient en réaliser 30 milliards, le reste relevant d'une politique de réduction des dépenses.

want de nettorentabilité van het gehele bankwezen bedraagt niet meer dan ongeveer 30 miljard F.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting wijst er bovendien op dat de afwijking van onze rentevoet ten opzichte van die van bepaalde buurlanden eerder te verklaren is door het vooruitlopen op een eventuele ontwikkeling van de wisselkoersen, alsmede door het bestaan en de aanslagvoet van de roerende voorheffing in België, dan door de omvang van de financieringsbehoeften van het Rijk. Er wordt in België immers druk gespaard en het kapitaal aanbod op de Belgische markt kan als bevredigend worden beschouwd.

*
* *

Na erop te hebben gewezen dat de behoeften van een grote geldopnemer als de Staat slechts een van de parameters zijn om de rentevoet vast te stellen en dat het streven naar een daling van de rentevoet hoe dan ook slechts als een onderdeel van een hele reeks maatregelen mag worden aangezien, citeert *de heer De Vlieghe* nog enkele andere saneringsmaatregelen die zijn partij aanbeveelt. Hij legt meer bepaald de nadruk op de, zijns inziens, tot nog toe te weinig bestudeerde maatregelen ter verbetering van de belastingheffing en van de efficiëntie van het personeel van de overheidsdiensten. Op dat vlak verschilt de houding van de huidige regering niet van die van haar voorgangers.

TUSSENKOMST VAN DE HEER DEFOSSET

De heer Defosset herkent in de Rijksmiddelenbegroting de krachtlijnen van het Regeerakkoord.

Sinds 1987 evolueert het netto te financieren saldo in gunstige zin, de intrestlasten veroorzaakt door de publieke schuld evenwel buiten beschouwing latend.

De balans van de lopende verrichtingen is tussen 1982 en 1988 gestadig verbeterd en resulteert in 1989 in een overschot van 1,4 % van het BNP. De totale ontvangsten vertegenwoordigen in 1989 27,2 % van het BNP, de uitgaven 25,8 %.

Het belang van de intrestlasten in het geheel van de Staatsuitgaven is toegenomen door de lasten van de regularisatieleningen.

Het blijft duidelijk de bedoeling het sneeuwbaaleffect waarbij de staatsschuld zich automatisch opvoert, ongedaan te maken binnen een manoeuvreerruimte die smal blijft ondanks een verlaging, sinds 1986 en tot voor kort, van de impliciete rentevoet van de overheidsschuld. Uiteindelijk moet in 1989 een netto te financieren saldo (NFS) gelijk aan 7 % van het BNP worden bereikt, wat 77,5 miljard besparingen vereist. Daarvan zou 30 miljard moeten worden gevonden via maatregelen tot herschikking van de schuld en zou de rest uit een inkrimping van de uitgaven moeten komen.

Une certaine rigueur budgétaire n'en continuera pas moins de régner pour 1989. Deux normes d'austérité ont été définies dans ce contexte :

1. l'augmentation des dépenses (charges d'intérêts exclus) ne pourra pas dépasser le taux d'inflation;
2. le déficit nominal du budget d'une année ne pourra pas dépasser celui d'une année précédente.

Un contrôle budgétaire plus strict renforcera l'efficacité de ce cadre normatif.

Les sacrifices à faire sont, néanmoins, équitabement répartis du point de vue social.

L'intervenant est partisan d'une politique d'assainissement rigoureuse. Si l'on ne maîtrise pas les dépenses publiques, la situation économique se dégrade, ce qui ne favorise certes pas la justice sociale.

Le climat économique ne peut cependant pas non plus être sain sans justice sociale. La différence par rapport à la politique du précédent gouvernement réside en ce que de nouveaux accents sociaux ont été mis.

L'intervenant demande quel est le montant réel du solde net à financer pour 1988. Le montant de 458,6 milliards de F figurant dans l'exposé général lui paraît exagéré. Sur quelle base ce montant a-t-il été calculé ?

La presse a mentionné le chiffre de ± 410 milliards de F. L'estimation la plus crédible et la plus récente paraît être celle du Trésor, à savoir ± 420 milliards de F. Si ce chiffre s'avère correct, il s'ensuit que la réalisation de l'objectif des 7 % sera mieux garantie encore que s'il faut se baser sur l'estimation de 458,6 milliards ou 8,3 % du PNB.

Le budget pour 1989 permet de nourrir de légitimes espoirs. Néanmoins, les mesures d'économies prises dans un certain nombre de départements suscitent quelque inquiétude.

Aux affaires économiques : il y aurait une chute des transferts au Fonds de solidarité Nationale et au Fonds d'Expansion Economique et Régionale. Les enveloppes sociales des secteurs nationaux en feront particulièrement les frais. Restrictions aussi pour la politique scientifique (notamment le fonds des prototypes).

Aux communications : on note une réduction de crédits pour la SNCV, la STI et la SNCB. Cette dernière ne pourra pas clôturer un exercice 1989 en équilibre.

La Régie des Voies Aériennes, la Régie des Transports Maritimes et l'Office régulateur de la Navigation intérieure ne reçoivent plus d'aide de l'Etat. Certains de ces organismes sont en fait en voie de régionalisation. Enfin, la RTT est désormais tenue de s'autofinancer.

A l'Education nationale : le budget est en augmentation de 5,5 % (soit 15 milliards), mais les mesures adoptées dans le cadre de « Val Duchesse » continuent

Niettemin zal ook in 1989 een enigszins sterk begrotingsbeleid moeten worden gevoerd. In die context werden twee beperkende normen vastgesteld :

1. de stijging van de uitgaven (rentelasten uitgezonderd) zal niet meer mogen bedragen dan het inflatiepercentage;
2. het nominale begrotingstekort van een gegeven jaar zal niet groter mogen zijn dan dat van een vorig jaar.

De doeltreffendheid van dat normatieve kader zal worden versterkt door een strengere begrotingscontrole.

Uit een sociaal oogpunt zijn de te leveren inspanningen evenwel billijk verdeeld.

Spreker is voorstander van een streng saneringsbeleid. Zonder beheersing van de overheidsuitgaven vervalt men in een zwakke economische toestand die de sociale rechtvaardigheid zeker niet bevordert.

Er kan echter ook geen gezonde economie heersen zonder sociale billijkheid. Het verschil met de vorige regering bestaat erin dat nieuwe sociale accenten werden gelegd.

De vraag dient gesteld hoeveel het feitelijke NFS voor 1988 bedraagt. Het in de algemene toelichting vermelde bedrag van 458,6 miljard lijkt spreker overdreven. Op welke basis werd dit berekend ?

In de pers werd gewag gemaakt van ± 410 miljard. De meest geloofwaardige en recente raming lijkt deze van de schatkist te zijn, namelijk ± 420 miljard. Dit zou nog meer garantie bieden voor het bereiken van de 7 % (vergeleken met de geraamde 458,6 miljard of 8,3 % van het BNP).

De begroting 1989 wettigt hoop. Niettemin veroorzaken bezuinigingen in een aantal departementen enige verontrusting.

Bij Economische Zaken : de terugval van de overdrachten aan het Fonds voor Nationale Solidariteit en het Fonds voor Economische en Regionale Ontwikkeling. Daarvan zullen in het bijzonder de sociale enveloppes van de nationale sectoren te lijden hebben. Ook zouden er beperkingen worden opgelegd inzake wetenschapsbeleid (onder meer het Fonds voor de prototypes).

Bij Verkeerswezen : hier wordt een inkrimping genoteerd van de kredieten voor de NMVB, de MTV en de NMBS. Deze laatste zal haar boekjaar 1989 niet in evenwicht kunnen afsluiten.

De Regie der Luchtwegen, de Regie voor Maritiem Transport, de Dienst voor Regeling der Binnenvaart krijgen geen staatssteun meer. Een aantal van die instellingen wordt thans immers geregionaliseerd. De RTT, tot slot, moet voortaan zichzelf bedruipen.

Bij Onderwijs : de begroting stijgt met 5,5 % (of 15 miljard), maar de maatregelen die op « Hertoginnedal » werden aangenomen, blijven zwaar wegen op de

de peser sur le fonctionnement de ce département. Ainsi, outre diverses mesures d'économies, on regrette le « gel » à 2,7 milliards du fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, des provinces et des communes.

La réalisation de ces propositions est néanmoins la condition *sine qua non* de l'établissement d'un nouvel équilibre financier sans lequel nous devrions plonger à nouveau dans une politique de sauts d'index et d'austérité, malgré de plus larges efforts socialement consentis (modération salariale d'abord imposée, ensuite librement consentie par les interlocuteurs sociaux). Les économies visées sont essentiellement d'ordre structurel, avec effet sur plusieurs années.

Le programme d'investissements publics classique reste maintenu, mais 8 milliards d'investissements sélectifs supplémentaires seront réalisés sur la base de financements alternatifs (leasing, location, autofinancement pour des entreprises publiques). Les différents départements ministériels auront à faire leurs propositions en ce sens, une part des investissements étant d'office réservée à l'achat de matériel par la SNCB. Seront concernés prioritairement les projets à haute intensité d'emploi et à fort contenu industriel et technologique.

La ventilation régionale du programme des investissements publics sera fixée dans la loi de financement. Deux tiers au moins des crédits relèveront désormais de la compétence des Régions et Communautés. L'attention est attirée sur la nécessité d'une programmation globale des investissements (entente entre les Régions).

A propos des institutions publiques de crédit, il faut souligner que les sources de financement alternatives suggérées restent vagues.

L'intervenant attire ensuite l'attention sur certains éléments constructifs figurant dans le budget pour 1989.

1. Des efforts seront consentis pour sauvegarder la sécurité sociale, dans le cadre toutefois d'un équilibre financier.

La politique de la santé restera stricte : on s'efforcera d'y contenir les flux financiers et aucune ressource nouvelle ne sera attribuée; par contre, les allocations sociales bénéficieront de diverses mesures, pour un total de 5,6 milliards.

Concrètement, la réforme portera sur : divers montants minimums garantis (pensions de retraite et de survie, invalidité, personnes âgées); les minima d'existence (augmentations et extension du champ d'application); l'aménagement ou l'augmentation de diverses allocations (chômeurs âgés, certaines allocations familiales, allocations de naissance, allocations de chômage sous certaines conditions); interventions en faveur des handicapés; assimilation de la période

werking van dat departement. Niet alleen verscheidene besparingsmaatregelen, maar ook de « bevrozing » op 2,7 miljard van het Fonds voor Schoolgebouwen van het Rijk, de Provincies en de Gemeenten moeten worden betreurd.

De concrete uitwerking van die voorstellen is niettemin de *conditio sine qua non* voor de totstandbrenging van een nieuw financieel evenwicht, zonder hetwelk wij alweer terecht zouden komen in een beleid van indexsprongen en bezuinigingen, niettegenstaande grotere sociale inspanningen worden geleverd (loonmatiging die eerst werd opgelegd en vervolgens door de sociale gesprekspartners werd geaccepteerd). De ontworpen besparingen zijn in hoofdzaak structureel en hebben een uitwerking over verscheidene jaren.

Het traditionele programma voor overheidsinvesteringen blijft gehandhaafd, maar er zullen voor 8 miljard bijkomende selectieve investeringen worden gedaan aan de hand van alternatieve financieringswijzen (leasing, huur, zelffinanciering voor overheidsbedrijven). De verschillende ministeriële departementen zullen in die zin voorstellen moeten formuleren, waarbij een gedeelte van de investeringen automatisch bestemd wordt voor de aankoop van materieel voor de NMBS. De projecten die een groot aantal banen scheppen en een sterke industriële en technologische weerslag hebben, zullen de voorrang krijgen.

De verdeling over de Gewesten van het programma voor overheidsinvesteringen zal in de financieringswet worden vastgelegd. Ten minste 2/3 van de kredieten zal voortaan tot de bevoegdheid van de Gewesten en Gemeenschappen behoren. De aandacht wordt gevestigd op de noodzaak de investeringen (na afspraak tussen de Gewesten) globaal te programmeren.

In verband met de openbare kredietinstellingen, zij erop gewezen dat de gesuggereerde alternatieve financieringsbronnen vaag blijven.

Spreeker wijst vervolgens op een aantal constructieve elementen in de begroting voor 1989.

1. Inspanningen zullen worden geleverd om de sociale zekerheid te vrijwaren, doch dat mag het financiële evenwicht niet in het gedrang brengen.

Het gezondheidsbeleid blijft strak : getracht zal worden de financiële stromen in te dijken, maar nieuwe geldbronnen worden niet aangeboord. Daarentegen zullen voor de sociale uitkeringen diverse maatregelen voor een totaal van 5,6 miljard worden genomen.

In concreto slaat de hervorming op : diverse gewaarborgde minima (rust- en overlevingspensioenen, invaliditeit, bejaarden); de bestaansminima (verhoging en uitbreiding van het toepassingsgebied); wijziging of verhoging van diverse uitkeringen (oudere werklozen, sommige kinderbijslagen, geboortepremies, werkloosheidsuitkeringen onder bepaalde voorwaarden); tegemoetkomingen voor gehandicapten; gelijkstelling van de militaire dienstdienst met een

du service militaire à une période d'inscription comme demandeur d'emploi; extension du système de la pause carrière; amélioration du statut des travailleurs à temps partiel volontaires.

2. Il y aura augmentation des interventions de l'Etat en faveur des programmes d'emplois, jusqu'à un niveau de 38 milliards.

L'Exposé général souligne le ralentissement du processus systématique de substitution du capital au travail et la croissance du travail à temps partiel. Celle-ci reste inférieure à la moyenne européenne.

3. Une politique de dynamisation du secteur des PME et des indépendants sera menée, basée sur le remplacement de la cotisation de consolidation par un système moins pénalisant, sur des dispenses fiscales pour tout emploi créé et sur une amélioration du statut des indépendants au niveau sécurité sociale.

4. Dans le cadre des rapports Nord/Sud, on fixe une politique volontariste avec une augmentation ($\pm 18\%$) du budget de la Coopération au Développement, l'aide aux pays en voie de développement devant passer de 0,33 à 0,7 % du PNB dans les trois années à venir.

La réforme fiscale reste bien évidemment un autre volet essentiel du budget 1989.

Le gouvernement évoque aussi dans l'Exposé général le projet de loi sur la compétitivité des entreprises, qui viserait, en cas de menace sur celle-ci (selon l'avis du Conseil Central de l'Economie) et en cas d'absence de réaction des partenaires sociaux dans un délai prescrit, à donner au gouvernement le pouvoir d'agir par arrêté royal soumis à l'accord préalable et à l'approbation ultérieure du parlement. Cette procédure, moins coercitive que celle employée par la majorité précédente (et qui avait conduit à une modération salariale forcée), devrait garantir la responsabilité des instances du monde du travail tout en garantissant un garde-fou supplémentaire à notre économie nationale.

LA CELLULE SOCIALE

M. Van Mechelen constate que dans l'Exposé général, le nombre de chômeurs complets indemnisés est évalué à 514 600 unités pour 1989, à savoir 444 750 chômeurs complets indemnisés inscrits comme demandeurs d'emploi et 69 850 chômeurs âgés qui ne sont plus considérés comme demandeurs d'emploi (p. 150).

Par contre, les statistiques officielles de l'ONEm, publiées au cours du mois de septembre, prévoyaient pour 1989 381 436 chômeurs complets indemnisés inscrits comme demandeurs d'emploi et 71 953 non-demandeurs d'emploi. Comment expliquer cette différence conséquente dans les prévisions ?

période van inschrijving als werkzoekende; uitbreiding van de regeling inzake loopbaanonderbreking; verbetering van het statuut van de vrijwillige deeltijdse werknemers.

2. De tegemoetkomingen van de Staat voor de werkgelegenheidsprogramma's zullen tot 38 miljard worden opgetrokken.

De Algemene Toelichting onderstreept dat de trend tot stelselmatige vervanging van arbeid door kapitaal begint te vertragen en dat deeltijdse arbeid toeneemt, hoewel die beneden het Europese gemiddelde blijft.

3. Er zal een beleid worden gevoerd om de slagvaardigheid van de KMO's en zelfstandigen op te drijven en zulks door de vervanging van de consolidatiebijdrage door een systeem waarbij die categorieën financieel minder moeten opdraaien, door een belastingonthefving voor iedere gecreëerde betrekking, alsmede door een verbetering van het statuut van de zelfstandigen inzake maatschappelijke zekerheid.

4. In het raam van de Noord-Zuid-betrekkingen wordt voor ons land een voluntaristisch beleid uitgestippeld met een verhoging ($+ 18\%$) van de begroting voor ontwikkelingssamenwerking, waarbij de hulp aan de ontwikkelingslanden in de komende drie jaren van 0,33 % tot 0,7 % van het BNP zal stijgen.

De belastinghervorming blijft uiteraard een ander essentieel oogmerk van de begroting 1989.

De regering heeft het in de Algemene Toelichting ook over het wetsontwerp betreffende het concurrentievermogen van de bedrijven hetwelk beoogt, in geval dat concurrentievermogen (volgens de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven) bedreigd wordt en wanneer een reactie van de sociale partners binnen de gestelde termijn uitblijft, de regering de bevoegdheid te verlenen zelf op te treden bij een koninklijk besluit dat aan de voorafgaande instemming en aan de goedkeuring achteraf van het Parlement moet worden voorgelegd. Die procedure, welke minder dwingend is dan die welke door de vorige meerderheid gehanteerd werd (en tot een gedwongen loonmatiging had geleid) zal ipso facto de waarborg inhouden dat de werknemersinstanties hun verantwoordelijkheid opnemen en tevens een extra bescherming bieden voor onze economie.

DE SOCIALE CEL

De heer Van Mechelen constateert dat het aantal vergoede volledig werklozen in de Algemene Toelichting op 514 600 wordt geraamd, met name 444 750 uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die als werkzoekenden staan ingeschreven en 69 850 oudere werklozen die niet langer als werkzoekenden beschouwd worden (blz. 150).

De officiële RVA-statistieken daarentegen, die in de loop van september gepubliceerd werden, verwachten voor 1989 381 436 uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die als werkzoekenden zijn ingeschreven en 71 953 niet-werkzoekenden. Hoe is dat aanzienlijke ramingsverschil te verklaren ?

D'autre part, le gouvernement envisage une série de mesures qui auront pour effet de réduire les dépenses à concurrence de 920 millions, entre autres une économie de 350 millions réalisée grâce à un meilleur contrôle du chômage partiel et à temps partiel et un gain de 230 millions suite au renforcement du contrôle de la situation familiale du chômeur (Exposé général, pp. 150-151).

Parallèlement, le gouvernement a émis le souhait d'abolir le contrôle journalier. Cela signifie-t-il que le chômeur serait dorénavant exempté de toute forme de contrôle alors que travailleur et employeur se verraient obligés de prouver, l'un qu'il travaille légalement (cachet de validité), l'autre qu'il procure légalement du travail (registre de présence) ?

A cet égard, on peut se demander si le gouvernement espère vraiment réaliser cette économie de 920 millions ou s'il s'attend plutôt à ce que l'évolution favorable du chômage dans notre pays rende les mesures pour réaliser ces économies en partie inutiles.

Cette question vaut également pour les 200 millions d'économie dans les programmes d'emploi que le gouvernement souhaite réaliser via l'introduction de diverses autres mesures (Exposé général, p. 153). Quelles sont-elles ?

Le membre fait en outre remarquer la différence de 11,310 milliards qui apparaît entre, d'une part, les recettes destinées à couvrir les dépenses relatives au paiement des allocations de chômage et à la gestion du secteur « chômage » (133 551,3 millions) et, d'autre part, l'estimation de l'évolution en valeur des dépenses en matière de chômage (122 241 millions) pour 1989 (Exposé général, pp. 151-52). Cette différence correspond-elle au montant des frais administratifs destinés à couvrir le paiement des allocations de chômage et la gestion de ce secteur ? Si oui, de quelle manière cette somme est-elle ventilée ? Ne pourrait-on réaliser des économies dans ce domaine ?

Enfin, l'Exposé général stipule que « conformément à l'accord gouvernemental, 3 à 4000 emplois supplémentaires sont encore prévus dans les programmes de remise au travail pour un coût budgétaire total en 1989 de 1 200 millions de francs » (p. 153). Quand et comment ces programmes seront-ils réalisés ? Ne vaudrait-il pas mieux destiner cet argent à offrir aux chômeurs une meilleure formation et à les encourager à une plus grande mobilité ?

*
* *

M. Denys se réfère à un rapport du « Vlaams Economisch Verbond » qui estime qu'une plus grande flexibilité en matière de travail de nuit pour les femmes permettrait de résoudre partiellement le problème du chômage féminin. Il existe, en effet, un certain nombre d'entreprises prêtes à créer des emplois mais où le travail de nuit est indispensable.

Voorts overweegt de Regering een aantal maatregelen waardoor de uitgaven met 920 miljoen zullen verminderen, onder meer een besparing van 350 miljoen dank zij een betere controle inzake gedeeltelijke en deeltijdse werkloosheid en een winst van 230 miljoen door een verstrenging van de controle op de gezinstoestand van de werklozen (Algemene Toelichting, blz. 150-151).

Tevens wil de Regering de dagelijkse stempelcontrole afschaffen. Betekent zulks dat de werkloze voortaan van iedere vorm van controle vrijgesteld wordt en dat de werknemer zou moeten bewijzen dat hij op wettige wijze werkt (geldigheidsstempel) en de werkgever dat hij op wettige wijze werk verschaft (aanwezigheidsregister) ?

In dat verband kan men zich afvragen of de regering werkelijk hoopt die besparing van 920 miljoen te realiseren, dan wel of zij eerder verwacht dat de gunstige ontwikkeling van de werkloosheid in ons land die besparingsmaatregelen gedeeltelijk overbodig maakt.

Die vraag geldt ook voor de 200 miljoen besparingen in de werkgelegenheidsprogramma's die de Regering via de invoering van diverse andere maatregelen tot stand wil brengen (Algemene Toelichting, blz. 153). Wat voor maatregelen zijn dat ?

Voorts wijst het lid op het verschil van 11,310 miljard tussen enerzijds de ontvangsten tot dekking van de uitgaven in verband met de betaling van de werkloosheidsuitkeringen en het beheer van de sector « werkloosheid » (133 551,3 miljoen) en anderzijds de raming van de evolutie in waarde van de uitgaven voor werkloosheidsuitkeringen (122 241 miljoen) voor 1989 (Algemene Toelichting, blz. 151-152). Stemt dat verschil overeen met het bedrag van de bestuurskosten tot dekking van de werkloosheidsuitkeringen en van het beheer van die sector ? Zo ja, hoe wordt dat bedrag omgeslagen ? Zijn hier geen besparingen mogelijk ?

Ten slotte wordt in de Algemene Toelichting gezegd dat « in overeenstemming met het Regeerakkoord, nog 3 tot 4 000 bijkomende arbeidsplaatsen in de opslorplingsprogramma's voorzien worden voor een totale budgettaire kost in 1989 van 1 200 miljoen frank » (blz. 153). Wanneer en hoe zullen die programma's worden gerealiseerd ? Zou men dat geld niet beter gebruiken om de werklozen een betere opleiding te bezorgen en hen tot meer mobiliteit aan te sporen ?

*
* *

De heer Denys verwijst naar een verslag van het Vlaams Economisch Verbond, waarin geopperd wordt dat een grotere flexibiliteit inzake nachtarbeid voor vrouwen het vraagstuk van de werkloosheid bij vrouwen gedeeltelijk zou kunnen oplossen. Een aantal bedrijven zijn immers bereid om banen te creëren, maar nachtarbeid is daar een volstrekte vereiste.

Le Ministre dispose-t-il de données précises à ce sujet ? Pourquoi ne pas laisser le choix au citoyen ?

En outre, l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o et 2^o de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifié par la loi du 8 août 1988 attribue aux Régions de très larges compétences en matière de politique de l'emploi, principalement le placement des travailleurs et la création de programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées.

Selon quelles modalités les moyens financiers nécessaires à cette politique seront-ils transférés aux Régions ? Le Gouvernement sera-t-il encore en mesure d'exercer un contrôle efficace au niveau budgétaire dans la mesure où la politique régionale de l'emploi aura une incidence sur le budget national, l'emploi étant maintenu parmi les secteurs de la sécurité sociale ?

*
* *

Mme Vogels rappelle que l'emploi évolue de manière favorable dans notre pays, grâce notamment à l'extension du travail à temps partiel et à la diminution des investissements destructeurs d'emploi. Ainsi, le nombre de chômeurs complets indemnisés est redescendu sous le seuil des 500 000 unités.

Le Gouvernement dispose-t-il de données statistiques précises quant à l'évolution du nombre de chômeurs indemnisés au cours des prochaines années ?

En 1986, la concertation sociale se fixa comme but de destiner 0,5 % de la masse salariale à la création d'emplois supplémentaires. Dans quelle mesure cet effort a-t-il vraiment été réalisé au niveau sectoriel ?

N'a-t-il pas plutôt été habilement compensé par des augmentations indirectes de salaires, notamment par l'introduction de chèques-repas ?

A ce propos, le membre se demande également quel est le minimum de résultats que le Gouvernement espère obtenir en matière d'emploi à la suite de la présente concertation sociale toujours en cours ?

Par ailleurs, l'oratrice ne croit pas qu'il soit nécessaire d'octroyer plus de crédits à la formation des chômeurs. Ce domaine, déjà pour une grande part à charge de l'Etat plutôt que des entreprises, n'est en effet pas directement un facteur créateur d'emplois.

Quant à la flexibilité en matière d'horaire et de travail de nuit, elle souhaite voir s'organiser un vaste débat basé avant tout sur le thème de la qualité de la vie et du travail.

Enfin, dans le cadre de sa politique de l'emploi, le Gouvernement favorise clairement la remise au travail des chômeurs de longue durée. A partir du 1^{er} janvier 1989, les programmes de remise au travail deviennent une matière régionalisée. Le Gouvernement

Kan de Minister daaromtrent nauwkeurige gegevens bezorgen ? Waarom wordt de keuze niet aan de betrokkenen gelaten ?

Bovendien kent artikel 6, § 1, IX, 1^o en 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, aan de Gewesten zeer ruime bevoegdheden toe op het stuk van het werkgelegenheidsbeleid, inzonderheid de plaatsing van werklozen en het opzetten van programma's voor wedertewerkstelling van vergoede volledig werklozen of daarmee gelijkgestelden.

Op welke wijze zullen de financiële middelen die voor dat beleid noodzakelijk zijn, aan de Gewesten worden overgedragen ? Zal de Regering nog in staat zijn een efficiënte budgettaire controle uit te oefenen, aangezien het gewestelijke werkgelegenheidsbeleid gevolgen zal hebben voor de nationale begroting, want de werkgelegenheid wordt en blijft een onderdeel van de maatschappelijke zekerheid.

*
* *

Mevr. Vogels herinnert eraan dat de werkgelegenheid in ons land een gunstige wending neemt, met name wegens de uitbreiding van de deeltijdse arbeid en de afname van de arbeidsvernietigende investeringen. Het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen is aldus weer onder de drempel van de 500 000 gezakt.

Beschikt de Regering over nauwkeurige statistische gegevens betreffende de ontwikkeling van het aantal vergoede werklozen in de komende jaren ?

Het sociaal overleg van 1986 beoogde 0,5 % van de loonmassa aan te wenden voor bijkomende arbeidsplaatsen. Tot op welke hoogte werd die inspanning op sectorieel vlak werkelijk geleverd ?

Werd niet veeleer handig gecompenseerd door onrechtstreekse salarisverhogingen, met name door de invoering van maaltijdchecks ?

In dat verband vraagt zij zich tevens af welke minimumresultaten de Regering op het vlak van de werkgelegenheid verwacht van het nog altijd aan de gang zijnde sociaal overleg ?

Anderzijds acht het lid het overbodig meer geld te spenderen aan de opleiding van werklozen. Die aan gelegenheid, welke voor een groot deel reeds meer ten laste van de Staat dan van de bedrijven komt, resulteert immers niet rechtstreeks in het creëren van nieuwe betrekkingen.

In verband met de flexibiliteit inzake dienstregeling en nachtarbeid is zij voorstander van een ruim debat, waarbij welzijn en optimale arbeidsomstandigheden centraal zouden staan.

In het raam van haar werkgelegenheidsbeleid besteedt de Regering duidelijk vooral aandacht aan de tewerkstelling van langdurig werklozen. Vanaf 1 januari 1989 ressorteren de programma's op het stuk van de wedertewerkstelling onder de bevoegdheid

ne possède donc aucune garantie de voir les Régions poursuivre ces mêmes priorités.

En outre, les Régions disposeront-elles, par exemple, des moyens nécessaires pour transformer en statuts permanents les différents statuts temporaires des chômeurs mis au travail ?

*
* *

Réponses du Ministre de l'Emploi et du Travail

— Concernant une apparente contradiction entre les données budgétaires de l'Exposé général mentionnant le nombre de chômeurs indemnisés (p. 150), d'une part, et les chiffres favorables de l'ONEm en matière d'évolution du chômage, d'autre part, le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle la distinction essentielle entre le chômage dit « budgétaire » et le chômage dit « physique ».

Le nombre de chômeurs physiques, c'est-à-dire de chômeurs complets indemnisés, diminue heureusement sensiblement. Néanmoins, un certain nombre d'autres catégories viennent grossir le budget des dépenses en matière d'allocations de chômage et d'indemnités diverses, tels les chômeurs à temps partiel, les chômeurs âgés dispensés de contrôle ou les chômeurs suivant une formation professionnelle, les chômeurs mis au travail dans le cadre des « programmes de résorption » ou encore ceux dispensés de contrôle afin d'entreprendre des études.

Dans l'Exposé général, il est bien question d'unités *budgétaires* et non physiques, ce qui explique le nombre plus élevé.

Les 122 241 millions prévus pour les dépenses en matière d'allocations de chômage en 1989 (par rapport à 124 681,1 millions en 1988) couvrent évidemment l'ensemble des besoins en matière de chômage (unités budgétaires).

— En matière de contrôle, le Gouvernement se refuse, par ailleurs, à exercer une politique répressive mais il tient cependant à faire respecter une élémentaire justice lorsqu'il s'agit de l'octroi d'allocations de chômage.

C'est pourquoi il a décidé de renforcer le contrôle du chômage partiel et à temps partiel (cachet de validité pour le travailleur et registre de présence pour l'employeur) et de la situation familiale du chômeur.

Le Gouvernement a en outre décidé de limiter, voire de supprimer progressivement le pointage journalier des chômeurs.

Ainsi, les chômeurs de plus de 50 ans seront dispensés de contrôle à partir du 1^{er} novembre 1988. Il en sera de même à partir du 1^{er} janvier 1989 pour les

de gewesten. De Regering kan hier hoegenaamd niet garanderen dat de Gewesten diezelfde prioritaire doelstellingen zullen blijven nastreven.

Beschikken de Gewesten daarnaast bijvoorbeeld over de noodzakelijke middelen om van de diverse tijdelijke statuten voor tewerkgestelde werklozen permanente statuten te maken ?

*
* *

Antwoorden van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid

— Met betrekking tot de schijnbare tegenstrijdigheid tussen enerzijds de budgettaire gegevens over het aantal uitkeringsgerechtigde werklozen (in de Algemene Toelichting blz. 150), en anderzijds de gunstige cijfers van de RVA over de evolutie van de werkloosheid, herinnert de Minister van Tewerkstelling en arbeid aan het fundamentele onderscheid tussen de « budgettaire » werkloosheid en de « fysieke », d.i. feitelijke werkloosheid.

Het aantal feitelijke, dat wil zeggen uitkeringsgerechtigde werklozen, is gelukkig aanzienlijk gedaald. De geraamde uitgaven voor werkloosheids- en andere uitkeringen, worden echter de hoogte ingejaagd door andere categorieën, zoals de gedeeltelijke werklozen, de oudere werklozen die zijn vrijgesteld van stempelcontrole, de werklozen die een beroepsopleiding volgen, de werklozen die zijn tewerkgesteld in het kader van de programma's voor terugdringing van de werkloosheid (de zogenaamde « opslorplingsprogramma's ») en zij die zijn vrijgesteld van stempelcontrole om studieredenen.

Het grotere aantal dat in de Algemene Toelichting is vermeld, betreft wel degelijk de *budgettaire* werklozen en niet de feitelijke (« fysieke ») werklozen.

De 122 241 miljoen die zijn uitgetrokken voor de uitgaven inzake werkloosheidsuitkeringen in 1989 (tegen 124 681,1 miljoen in 1988), zijn duidelijk bestemd om de totale behoeften op het stuk van werkloosheid te bevredigen (budgettaire eenheden).

— Op het stuk van de controle weigert de Regering een repressief beleid te voeren, maar zij wil niettemin dat elementaire rechtvaardigheidsregels bij het toekennen van de werkloosheidsuitkeringen in acht worden genomen.

Daarom heeft zij beslist de controle te verscherpen op gedeeltelijk en deeltijds werklozen (geldigheidsstempel voor de werknemer en aanwezigheidsregister voor de werkgever) en op de gezinssituatie van de werkloze.

De Regering heeft bovendien besloten de dagelijkse stempelcontrole voor werklozen te beperken en zelfs geleidelijk af te schaffen.

Zo zullen werklozen die ouder zijn dan 50 jaar, vanaf 1 november 1988 worden vrijgesteld van stempelcontrole. Dezelfde regel zal met ingang van 1 ja-

chômeurs capables de fournir la preuve qu'ils ont exercé une carrière professionnelle d'au moins 20 ans.

Le Gouvernement souhaiterait également transformer le pointage journalier en un pointage hebdomadaire pour toutes les autres catégories de chômeurs.

A cet effet, une collaboration étroite des Régions s'avère indispensable. Il ne faut en tout cas pas oublier que la Belgique est le seul pays européen à organiser un système aussi généreux d'octroi d'allocations de chômage, relativement facile d'accès et, qui plus est, illimité dans le temps.

Afin de ne pas dépasser les limites budgétaires permises, il est donc nécessaire de maintenir un système minimal de contrôle, de préférence sous forme d'un entretien visant à améliorer les chances du chômeur de retrouver un emploi.

La Belgique est également le seul pays à octroyer des allocations de chômage aux personnes n'ayant encore jamais versé de cotisations. Ainsi, les étudiants ont automatiquement le droit d'accéder au système en vigueur après une période de stage de 6 mois.

D'autre part, le Ministre tient à souligner que le Gouvernement ne compte pas sur une éventuelle évolution favorable du chômage pour éviter de devoir prendre des mesures d'économies. C'est pourquoi le département de l'Emploi et du Travail a prévu des recettes supplémentaires pour un montant de 3,200 milliards, notamment 1,5 milliard grâce au transfert de réserves du Fonds pour la fermeture des entreprises et 480 millions grâce au blocage du coefficient de correction de la modération salariale.

— La différence de 11,310 millions constatée par M. Van Mechelen entre, d'une part, l'évolution des dépenses des allocations de chômage (122 241 millions) et, d'autre part, les recettes prévues pour couvrir ces dépenses en 1989 (133 551,3 millions) s'explique essentiellement par la nécessité de couvrir les frais administratifs, à la fois pour les organismes centraux et les organismes tiers chargés du paiement des allocations de chômage, ceci pour un montant de 9,6 milliards. S'y ajoute également un poste « divers » (différences de cours de change, etc) pour un montant de 1,367 milliard.

Il paraît très difficile de réduire ces dépenses, étant donné que le montant de 9,6 milliards couvre en fait les frais de l'ensemble du secteur.

De plus, depuis 4 ans, il existe un blocage au niveau de la mise en compte de frais administratifs dans le chef des organismes tiers chargés du paiement des allocations de chômage. Il s'agit en fait de factures impayées s'élevant à 2 milliards.

nuari 1989 gelden voor werklozen die kunnen bewijzen dat zij een beroepsloopbaanonderbreking van minstens 20 jaar achter de rug hebben.

Voor alle andere categorieën van werklozen wil de Regering van de dagelijkse stempelcontrole een wekelijkse maken. Daartoe is een nauwe samenwerking tussen de Gewesten onontbeerlijk.

We mogen niet uit het oog verliezen dat België het enige Europese land is met een dermate vrijgevig systeem van werkloosheidsuitkeringen dat betrekkelijk vlot toegankelijk en bovendien niet in de tijd beperkt is.

Indien we binnen de budgettaire perken willen blijven, moet dus een minimum aan controle blijven bestaan. Die controle zou bij voorkeur de vorm moeten aannemen van een onderhoud dat ertoe strekt de werkloze meer kans te geven om een nieuwe betrekking te vinden.

België is ook het enige land dat werkloosheidsuitkeringen toekent aan personen die nog nooit bijdragen hebben gestort. Na een stageperiode van zes maanden bijvoorbeeld hebben studenten automatisch toegang tot de geldende regeling.

De Minister onderstreept anderzijds, dat de regering niet op een eventuele gunstige ontwikkeling van het werkloosheidscijfer rekent om de nodige besparingsmaatregelen niet te hoeven nemen. Daarom heeft het departement van Tewerkstelling en Arbeid bijkomende ontvangsten gepland ten belope van 3,200 miljard. Daarvan komen 1,5 miljard van de overdracht van reserves van het Fonds voor de sluiting van ondernemingen en 480 miljoen van de blokkering van de correctiecoëfficiënt van de loonmatiging.

— Het verschil van 11,310 miljard, dat — zoals de heer Van Mechelen opmerkt — bestaat tussen de ontwikkeling van de uitgaven voor werkloosheidsuitkeringen (122 241 miljoen) enerzijds en de geplande ontvangsten om die uitgaven in 1989 te dekken (133 551,3 miljoen) anderzijds, wordt grotendeels verklaard door de noodzaak om de administratieve kosten te dekken van de centrale instellingen en van de derden die belast zijn met de uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen. Die administratieve kosten bedragen 9,6 miljard. Aan dat alles moet een begrotingspost « varia » (verschil tussen de wisselkoersen, enz...) worden toegevoegd, ten belope van 1,367 miljard.

Die uitgaven schijnen slechts heel moeilijk te kunnen worden gedrukt, aangezien het bedrag van 9,6 miljard in feite de kosten van de gehele sector dekt.

Bovendien is de aanrekening van de administratieve kosten van de derden die belast zijn met de betaling van de werkloosheidsuitkeringen, sinds vier jaar geblokkeerd. Het betreft hier onbetaalde facturen ten belope van 2 miljard.

Compte tenu de ces divers éléments, il n'est donc que difficilement envisageable de réaliser des économies.

L'audit concernant le fonctionnement de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage (CAPAC) a démontré que les frais occasionnés par le paiement d'allocations à des personnes ne s'adressant pas à un organisme tiers de paiement, sont trois fois supérieurs.

Cela s'explique peut-être par le fait que, sur les frais d'administration proprement dits, viennent encore se greffer d'autres frais liés à l'offre de divers services.

Sur base de l'audit, le Ministre de l'Emploi et du Travail cherche actuellement à fixer, en collaboration avec les organismes de paiement, un certain nombre de paramètres objectifs permettant de calculer plus justement les frais administratifs afin de réaliser à terme certaines économies. Il serait souhaitable d'évaluer, par exemple, le coût exact requis par l'élaboration d'un dossier, dossier qui doit souvent être modifié, parfois même jusqu'à 12 ou 13 fois par an (changement de domicile, de situation familiale, travail à temps partiel, etc.).

En réponse à la question de *M. Van Mechelen*, le Ministre précise qu'il est prématuré de prévoir un audit pour l'ensemble du secteur chargé du paiement des allocations de chômage. Son objectif premier est en effet de calculer précisément le montant des frais administratifs afin d'en arriver à un système objectif.

Parmi les mesures devant permettre de réaliser en 1989 une économie de 200 millions de francs (Exposé général, p. 153), le Ministre insiste sur la décision d'appliquer d'une manière plus stricte le critère d'« entreprise en difficulté ou en voie de restructuration ».

En vertu de l'article 6, § 1 de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes (*Moniteur belge* du 28 décembre 1983), « les services publics dotés d'une personnalité juridique propre, qui sont soumis à un plan d'assainissement approuvé par le Roi », peuvent faire appel à de jeunes stagiaires de moins de trente ans à condition qu'au moment de leur engagement, ils soient chômeurs complets indemnisés depuis au moins un an.

Certaines de ces entreprises, notamment les PTT, se portent financièrement beaucoup mieux aujourd'hui. L'Etat pourrait donc demander à ces entreprises de lui rétrocéder 20 à 25 % des sommes investies (prise en charge de l'indemnité de stage, des cotisations sociales, etc.), ce qui lui permettrait de réaliser une économie substantielle.

L'accord gouvernemental prévoyait une augmentation progressive de 7 à 8 000 unités du nombre total d'emplois dans les programmes de résorption du chômage (point 6). Cet objectif est partiellement repris dans l'Exposé général qui envisage la création de 3 à

Wanneer we deze diverse factoren in aanmerking nemen, is het duidelijk dat hier moeilijk kan worden bespaard.

Het accountantsonderzoek naar de werking van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen (HVW), heeft aangetoond dat de betaling van uitkeringen aan personen die geen beroep doen op een derde-betalingsinstelling, driemaal meer kost.

Dat kan misschien worden verklaard door het feit dat bij de eigenlijke beheerskosten nog andere kosten moeten worden gevoegd voor het verlenen van diverse diensten.

Op grond van dat accountantsonderzoek wil de Minister van Tewerkstelling en Arbeid nu — in samenwerking met de betalingsinstellingen — een aantal objectieve parameters vaststellen. Met behulp van die parameters kunnen de administratieve kosten nauwkeuriger worden berekend, zodat op langere termijn kan worden bespaard. Zo ware het bijvoorbeeld wenselijk dat de exacte kostprijs van de samenstelling van een dossier wordt geraamd. Dergelijke dossiers moeten immers vaak worden gewijzigd, soms zelfs 12 tot 13 keer per jaar (wijziging van de woonplaats, van de gezinstoestand, deeltijds werk, enz...).

Op de vraag van de *heer Van Mechelen* antwoordt de Minister dat het nog te vroeg is om een accountantsonderzoek te plannen voor de hele sector die met de betaling van de werkloosheidsuitkeringen is belast. In de eerste plaats wil hij immers het bedrag van de administratieve kosten nauwkeurig berekenen, om aldus een objectieve regeling tot stand te brengen.

Onder de maatregelen waarmee in 1989 voor 200 miljoen frank kan worden bespaard (Algemene Toelichting, blz. 153), wijst de Minister op de beslissing om het criterium « bedrijf in moeilijkheden of dat wordt geherstructureerd » strikter te hanteren.

Krachtens artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit n° 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces (*Belgisch Staatsblad* van 28 december 1983), « kunnen de openbare diensten met eigen rechtspersoonlijkheid, die aan een door de Koning goedgekeurd saneringsplan zijn onderworpen », een beroep doen op stagiaires die jonger zijn dan 30 jaar, op voorwaarde dat zij bij hun indienstneming ten minste één jaar uitkeringsgerechtigde volledig werkloze zijn.

Sommige van die diensten, o.m. de PTT, doen het vandaag financieel heel wat beter. De Staat zou hen dus kunnen vragen hem 20 à 25 % van de geïnvesteerde bedragen terug te geven (tenlasteneming van de stageuitkering, sociale bijdragen, enz...), waardoor hij aanzienlijk zou kunnen besparen.

Het regeerakkoord voorzag via de programma's voor terugdringing van de werkloosheid (de zogenaamde « opslorplingsprogramma's »)(punt 6) in een progressieve optrekking van het totale aantal banen met 7 à 8 000. Die doelstelling wordt ten dele over-

4 000 emplois supplémentaires par l'application des différents programmes de remise au travail pour un coût budgétaire total de 1,2 milliard en 1989 (p. 153).

Néanmoins, le Ministre ne croit pas en l'efficacité de plans contraignants qui obligeraient les entreprises à créer artificiellement de l'emploi.

Au contraire, il faut aujourd'hui avant tout tenir compte de la croissance économique de l'emploi qui se développe dans notre pays et agir en ce sens.

C'est pourquoi le gouvernement a décidé de maintenir et même d'améliorer les mesures existantes en matière de déduction et d'exonération des cotisations patronales lors d'embauche supplémentaire dans les PME.

Les exonérations en vigueur pour embauche supplémentaire (plan plus-un et plan plus-deux) seront harmonisées dans le projet de loi-programme qui doit être discuté prochainement au Parlement. Ce projet de loi élabore un système qui prévoit, pour les entreprises de 50 à 100 travailleurs, une exonération complète des charges patronales pendant huit trimestres, non seulement pour un premier emploi, mais aussi pour un emploi supplémentaire net à condition qu'il s'agisse de l'embauche d'un chômeur de longue durée. Cette mesure devrait rapporter à l'entreprise 263 280 francs par embauche.

S'il respecte cette finalité économique, le Gouvernement pourra demander en contrepartie aux entreprises un effort supplémentaire dans le domaine de la formation et de la requalification. Le premier circuit de travail, dit économique, doit en effet pouvoir contribuer à l'effort de réinsertion de chômeurs peu qualifiés dans le monde du travail alors que jusqu'ici cet effort n'a été réalisé que grâce à la création par l'Etat de divers programmes d'emploi.

De nouveaux emplois pourraient également être créés en élargissant les possibilités de travail à temps partiel, d'interruption de carrière et de contrats d'apprentissage.

De plus, le statut en matière de droit du travail et de sécurité sociale des travailleurs à temps partiel volontaires ainsi que celui des travailleurs occupés dans de nouveaux régimes de travail va être amélioré qualitativement.

Le système actuel de projet CST sera abandonné en faveur d'un Troisième Circuit de Travail. Les chômeurs mis au travail seront convertis en contractuels subventionnés. Le Fonds budgétaire interdépartemental sera développé en tant qu'instrument de l'harmonisation sectorielle des programmes spéciaux pour l'emploi.

genomen in de Algemene Toelichting, die overweegt 3 à 4 000 bijkomende arbeidsplaatsen te scheppen met toepassing van die diverse programma's, voor een totale budgettaire kostprijs van 1,2 miljard in 1989 (blz. 153).

De Minister gelooft niettemin niet in de doeltreffendheid van dwingende plannen die de ondernemingen ertoe zouden verplichten kunstmatig arbeidsplaatsen te scheppen.

Vandaag moet integendeel in de eerste plaats rekening worden gehouden met de « economisch verantwoorde » groei van de werkgelegenheid die zich in ons land ontwikkelt en moet dienovereenkomstig worden gehandeld.

Daarom heeft de regering besloten de bestaande maatregelen inzake aftrek en vrijstelling van werkgeversbijdragen bij extra-aanwervingen in de KMO's te handhaven en zelfs te verbeteren.

De vrijstellingen die van kracht zijn voor bijkomende aanwervingen (plan plus-één en plan plus-twee) zullen worden geharmoniseerd in het ontwerp van programmawet, dat eerlang in het Parlement moet worden besproken. In dat wetsontwerp wordt een stelsel uitgewerkt dat voor de ondernemingen met 50 tot 100 werknemers in een volledige vrijstelling van werkgeversbijdragen gedurende acht kwartalen voorziet, zulks niet alleen voor een eerste arbeidsplaats, maar ook voor een bijkomende netto-arbeidsplaats, op voorwaarde dat een langdurig werkloze wordt aangeworven. Per aanwerving zou die maatregel de onderneming 263 280 frank opleveren.

Neemt de Regering die economische doelstelling in acht, dan kan zij als tegenprestatie aan de ondernemingen een bijkomende inspanning inzake opleiding en omscholing vragen. Het eerste zogenaamde « economische » arbeidscircuit moet immers kunnen bijdragen tot de wederopneming van laag geschoolde werklozen in het arbeidsproces, terwijl dat tot dusver alleen maar kon doordat de Staat diverse tewerkstellingsprogramma's had opgezet.

Ook zouden nieuwe banen kunnen worden geschapen via de uitbreiding van de mogelijkheden inzake deeltijdse arbeid, loopbaanonderbreking en leerovereenkomsten.

Voorts zal inzake arbeidsrecht en sociale zekerheid een kwalitatieve verbetering worden gebracht in de positie van de vrijwillige deeltijdse werknemers, alsmede in die van de werknemers die onder nieuwe arbeidsregelingen werken.

Er zal worden afgestapt van het thans gangbare systeem van BTK-projecten ten gunste van een Derde Arbeidscircuit. De tewerkgestelde werklozen zullen gesubsidieerde contractuelen worden. Het Interdepartementale begrotingsfonds zal ontwikkeld worden als een instrument waarmee de bijzondere werkverschaffingsprogramma's sectorieel kunnen worden geharmoniseerd.

Dans tous ces cas, le Gouvernement veillera à l'élaboration d'un contrat de travail prévoyant un certain nombre de garanties sociales.

Le projet de loi-programme stipule que dans le secteur public (ministères, parastataux) le régime des contractuels subventionnés sera étendu à tous les chômeurs mis au travail (11 000 emplois) à partir du 1^{er} janvier 1989.

Le Gouvernement a également décidé d'étendre aux provinces les mesures fixées par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux (*Moniteur belge* du 20 novembre 1986).

Le Ministre rappelle qu'au cours des douze dernières années, 160 000 emplois nouveaux ont été créés dans les administrations et 37 000 contractuels subventionnés ont été engagés dans les communes.

A la question de *M. Van Mechelen* de savoir si le Gouvernement envisage de prendre certaines mesures favorisant la mobilité des travailleurs compte tenu de pourcentages en volume de chômeurs très divergents de région à région (15 % de chômeurs masculins à Bruxelles, 3,2 % dans la région de Courtrai, 2,6 % dans la région de Roulers), *le Ministre* constate qu'il est impossible d'obliger les chômeurs à se déplacer pour trouver du travail même si l'élément distance ne devrait pas les arrêter.

Quant aux résultats de l'actuelle concertation sociale, si du moins un accord est possible, le Gouvernement espère avant tout obtenir un effort substantiel en matière de formation, ce qui devrait permettre d'exercer une influence déterminante sur les chances d'emploi de chacun.

Par ailleurs, le Ministre ne peut admettre la remarque de *M. Denys*, qui reproche au Gouvernement d'augmenter la part de budget consacrée à la création d'emplois par une série de programmes de remise au travail alors qu'il dit vouloir faire confiance au secteur économique en matière d'emploi.

Le Ministre fait en effet remarquer que le budget global en matière d'emploi et de travail diminue de 3 milliards en 1989, y compris un milliard en matière d'emploi. Seule la part de budget consacrée à la création de 3 à 4 000 emplois supplémentaires prévus dans les programmes de remise au travail est augmentée (1,2 milliard en 1989). Un tel effort de création d'emplois plus qualifiés se justifie pleinement dans le cadre de l'actuelle politique d'emploi même si les chiffres du chômage évoluent favorablement. Il est tout à fait compatible avec les autres postes du budget.

Concernant le travail de nuit, le Gouvernement a demandé une étude au Conseil national du Travail. N'ayant pu jusqu'ici en tirer la moindre conclusion définitive, le Ministre veut se montrer prudent et

De Regering zal in elk geval toezien op de uitwerking van een arbeidsovereenkomst waarin een aantal sociale waarborgen zijn ingebouwd.

In het ontwerp van programmawet wordt bepaald dat in de overheidssector (ministeries, parastatale instellingen) het stelsel van gesubsidieerde contractuelen van 1 januari 1989 af zal worden uitgebreid tot alle tewerkgestelde werklozen (11 000 banen).

Tevens heeft de Regering besloten de maatregelen van het koninklijk besluit n° 477 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen (*Belgisch Staatsblad* van 20 november 1986) uit te breiden tot de provincies.

De Minister herinnert eraan dat in de afgelopen twaalf jaar 160 000 nieuwe banen werden gecreëerd in de besturen en 37 000 gesubsidieerde contractuelen aan het werk konden in de gemeenten.

Op de vraag van *de heer Van Mechelen* of de Regering eraan denkt een aantal maatregelen uit te werken ter bevordering van de mobiliteit van de werknemers, rekening houdend met sterk uiteenlopende werklozenpercentages van gewest tot gewest (15 % mannelijke werklozen in Brussel, 3,2 % in het Kortrijkse, 2,6 % in de streek van Roeselare), constateert *de Minister* dat werklozen niet kunnen worden gedwongen zich te verplaatsen om werk te vinden, ook al mag de factor « afstand » voor hen geen belemmering vormen.

Met betrekking tot het aan de gang zijnde sociaal overleg hoopt de Regering, althans indien overeenstemming mogelijk is, dat in de eerste plaats een aanzienlijke inspanning wordt geleverd inzake opleiding, wat een beslissende invloed zou hebben op de mogelijkheden tot werkverschaffing voor een ieder.

Voorts is de Minister het niet eens met de opmerking van *de heer Denys*, die de Regering verwijt het gedeelte van de begroting dat bestemd is voor het scheppen van nieuwe banen, te vermeerderen door een aantal wedertewerkstellingsprogramma's op te zetten, terwijl zij anderzijds verklaart op de economische sector te vertrouwen om nieuwe banen te creëren.

De Minister merkt immers op dat de totale begroting voor arbeid en tewerkstelling in 1989 met 3 miljard daalt, inclusief 1 miljard op het stuk van werkverschaffing. Alleen het gedeelte op de begroting dat bestemd is voor de schepping van 3 à 4 000 bijkomende arbeidsplaatsen, zoals voorzien in de programma's van wedertewerkstelling, wordt opgetrokken (1,2 miljard in 1989). Het scheppen van banen voor beter geschoolde werknemers is volkomen verantwoord binnen het huidige werkgelegenheidsbeleid, ook al is een gunstige kentering merkbaar in de werkloosheidscijfers. Die inspanning is volledig in overeenstemming met de andere posten op de begroting.

In verband met de nachtarbeid heeft de Regering aan de Nationale Arbeidsraad een studie gevraagd. De Minister heeft daaruit nog geen definitieve conclusies kunnen trekken, zodat hij voorzichtig blijft; hij

éviter d'en arriver à une généralisation du travail de nuit compte tenu du respect de la qualité de la vie mais aussi des besoins réels des entreprises.

En ce qui concerne les attributions des Régions et des Communautés en matière d'emploi, la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles confie aux Communautés la compétence en matière de formation et aux Régions la responsabilité en matière de placement des travailleurs.

La réglementation en matière de droit du travail individuel et collectif, de sécurité et de conditions de travail, ainsi que de relations entre employeurs et employés reste aujourd'hui encore de la compétence nationale. Il en va de même pour la réglementation et l'encadrement en matière de chômage.

La loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles étend de manière conséquente les compétences des Régions à partir du 1^{er} janvier 1989. L'article 4, § 13 de ladite loi modifie l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o et 2^o de la loi de 1980 et confie aux Régions le placement des travailleurs et les programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées, à l'exclusion des programmes de remise au travail dans les administrations et services de l'autorité nationale ou placés sous sa tutelle. Les Régions pourront donc désormais élaborer une politique autonome de l'emploi en créant, par exemple, de nouveaux programmes de remise au travail.

D'un point de vue budgétaire, il faut faire une distinction entre les crédits octroyés automatiquement aux Régions, qui sont directement inscrits dans le budget, et le droit de tirage des Régions sur les allocations de chômage, correspondant au nombre de chômeurs en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles. Ce droit n'est effectif que pour autant qu'un chômeur complet indemnisé ou une personne assimilée par ou en vertu de la loi, soit mise au travail, dans le cadre d'un contrat de travail, dans un programme de remise au travail.

Dans ce cas, l'autorité nationale octroie une intervention financière dont le montant fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres correspond à une indemnité de chômage (article 4, § 13 de la susdite loi). Il s'agit ici d'une opération neutre au niveau budgétaire.

Ce droit de tirage a été élaboré afin d'éviter que les Régions, en cas de transfert global des moyens sous forme d'une seule enveloppe, n'utilisent ceux-ci à d'autres fins qu'à une politique de résorption du chômage, ce qui grèverait le budget national étant donné que l'Etat central se verrait dans l'obligation de payer des allocations de chômage à un nombre plus élevé de chômeurs que si des programmes de remise au travail

wil voorkomen dat nachtarbeid wordt veralgemeend, want er moet rekening worden gehouden met het welzijn van de werknemers zowel als met de reële behoeften van de ondernemingen.

Op het stuk van de bevoegdheden van de Gewesten en Gemeenschappen inzake werkgelegenheid, legt de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de bevoegdheid inzake opleiding bij de Gemeenschappen en die voor de arbeidsvoorziening bij de Gewesten.

De regelgeving met betrekking tot het individuele en collectieve arbeidsrecht, de veiligheid en de arbeidsvoorwaarden, zowel als tot de betrekkingen tussen werknemers en werkgevers blijft ook vandaag nog een nationale aangelegenheid. Hetzelfde geldt voor de regelgeving en de begeleiding op het vlak van de werkloosheid.

De wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen verruimt consequent de bevoegdheden van de Gewesten van 1 januari 1989 af. Artikel 4, § 13, van voornoemde wet wijzigt artikel 6, § 1, IX, 1^o en 2^o, van de wet van 1980 en maakt de Gewesten bevoegd voor de arbeidsvoorziening en de programma's voor wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of daarmee gelijkgestelden, met uitsluiting van de programma's voor wedertewerkstelling in de besturen en diensten die van de nationale overheid afhangen of onder haar toezicht zijn geplaatst. Bijgevolg kunnen de Gewesten voortaan een autonoom werkgelegenheidsbeleid opzetten, door bijvoorbeeld nieuwe wedertewerkstellingsprogramma's uit te werken.

Uit een budgettair oogpunt moet een onderscheid worden gemaakt tussen de automatisch aan de Gewesten verleende kredieten, die rechtstreeks in de begroting zijn ingeschreven, en het trekkingsrecht dat de Gewesten hebben op de werkloosheidsuitkeringen en dat overeenstemt met het aantal werklozen in Vlaanderen, Wallonië en Brussel. Dat recht kan pas ten volle worden uitgeoefend voor zover een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze of een daarmee door of krachtens de wet gelijkgestelde persoon een baan krijgt in het kader van een arbeidsovereenkomst, binnen een programma van wedertewerkstelling.

In dat geval levert de nationale overheid een financiële bijdrage waarvan het bedrag dat bij in Ministeraad overlegd koninklijk besluit is vastgesteld, overeenstemt met een werkloosheidsuitkering (artikel 4, § 13, van genoemde wet). Budgettair is dit een nuloperatie.

Dat trekkingsrecht is er gekomen om te verhinderen dat de Gewesten, bij een totale overheveling van de middelen in de vorm van één enkele enveloppe, die middelen gebruiken voor een ander doel dan een op de terugdringing van de werkloosheid gericht beleid: dat zou immers op de nationale begroting drukken, daar de centrale Staat zich genoopt zou zien werkloosheidsuitkeringen te betalen aan een groter

avaient été correctement mis en oeuvre par les Régions.

Malgré la régionalisation de nombreuses compétences, le Gouvernement a pris certaines initiatives en matière d'emploi pour les chômeurs âgés et de longue durée qu'il espère encore partiellement réaliser en 1988. De plus, il est indispensable de tenir compte de l'obligation d'assurer la continuité de la gestion jusqu'à ce que les Régions soient matériellement capables de prendre des décrets en la matière. Jusqu'à ce jour, et donc même au-delà du 1^{er} janvier 1989, la réglementation existante restera en vigueur. Enfin, il ne faut pas oublier que l'Etat central reste compétent pour ce qui est des programmes de remise au travail dans les administrations et services placés sous sa tutelle.

Face au regret de *M. Denys* de ne pas voir clairement définies les compétences des Régions en matière d'emploi étant donné que le Gouvernement continue à imposer, dans le cadre de la concertation sociale, sa propre politique, notamment en matière de formation, *le Ministre* tient à préciser que le Gouvernement n'a imposé aucune décision aux interlocuteurs sociaux mais qu'il s'est borné à faire certaines recommandations.

Il faut cependant être conscient du fait que dans le cadre de la réduction des charges sociales, une opération telle que l'opération Maribel ne peut être maintenue que si une politique active de l'emploi continue à être menée. Une telle politique ne se conçoit que si un effort simultané est fourni non seulement au niveau des Régions, mais aussi au niveau sectoriel dans le domaine de la formation et de la requalification de certains travailleurs déjà présents dans le circuit du travail, et pas seulement des chômeurs. Dans un premier temps, la concertation à tous les niveaux, national, régional et sectoriel, est donc indispensable à cet égard.

Quant au travail à temps partiel, le Ministre constate que celui-ci continue à évoluer de manière positive.

Le travail à temps partiel doit être encouragé pour autant qu'il s'agisse d'un choix volontaire, pour lequel soient garanties un certain nombre de conditions au niveau social et que l'ensemble du projet soit basé sur un cadre juridique précis.

En Belgique, il y a actuellement 11 % de travailleurs à temps partiel alors que le pourcentage moyen dans la Communauté européenne est de 13,7 %, la Grande-Bretagne atteignant même plus de 20 %.

D'autre part, il est difficile d'évaluer le résultat des mesures décidées lors de l'accord social de 1986 pour ce qui est de consacrer 0,5 % de la masse salariale à la formation et à l'emploi.

Dans le secteur privé, l'emploi a crû de 13 000 unités en 1986, 18 000 unités en 1987 et 38 000 unités en 1988. Il n'est pas sûr que ce résultat soit la con-

aantal werklozen dan indien de Gewesten de programma's van wedertewerkstelling correct hadden uitgevoerd.

Ondanks de regionalisering van tal van bevoegdheden, heeft de Regering bepaalde initiatieven genomen inzake werkgelegenheid voor oudere en langdurig werklozen; zij hoopt daaraan nog gedeeltelijk uitvoering te kunnen geven in 1988. Voorts moet rekening worden gehouden met de noodzaak van continuïteit in het bestuur totdat de Gewesten materieel in staat zijn terzake decreten uit te vaardigen. Tot die dag en dus ook nog na 1 januari 1989 blijft de bestaande reglementering van kracht. Tot slot mag niet worden vergeten dat de centrale Staat bevoegd blijft voor de programma's van wedertewerkstelling in de besturen en diensten die onder zijn toezicht staan.

In verband met de opmerkingen van *de heer Denys*, die betreurt dat de bevoegdheden van de Gewesten inzake werkgelegenheid niet duidelijk zijn gedefinieerd, aangezien de Regering binnen het raam van het sociaal overleg, onder meer op het stuk van opleiding, haar eigen beleidsvisie blijft opleggen, preciseert *de Minister* dat de regering de sociale gesprekspartners niet de minste beslissing heeft opgedrongen, maar dat zij zich ertoe heeft beperkt een aantal aanbevelingen te doen.

Men dient zich er echter van bewust te zijn dat een operatie als Maribel in het raam van de vermindering van de sociale lasten slechts kan worden volgehouden mits een actief werkgelegenheidsbeleid wordt voortgezet. Een dergelijk beleid is alleen denkbaar indien een gelijktijdige inspanning wordt geleverd, niet alleen op het vlak van de Gewesten, doch ook op sectoraal vlak met het oog op de opleiding en de omscholing, niet alleen van de werklozen, doch ook van bepaalde werknemers die reeds in het arbeidsproces aanwezig zijn. In een eerste fase is het dus onontbeerlijk daarover op alle vlakken, dus zowel nationaal, gewestelijk als sectoraal overleg te plegen.

In verband met de deeltijdse arbeid constateert de Minister dat die nog altijd gunstig evolueert.

Deeltijdse arbeid moet worden aangemoedigd voor zover het om een vrijwillige keuze gaat waarbij een aantal voorwaarden op sociaal vlak worden vervuld en het gehele project op een duidelijk juridisch kader steunt.

In België zijn er thans 11 % deeltijdse werknemers, terwijl het gemiddelde percentage in de Europese Gemeenschap 13,7 % bereikt en in Groot-Brittannië zelfs meer dan 20 %.

Anderzijds is het resultaat van de naar aanleiding van het sociale akkoord van 1986 getroffen maatregelen om 0,5 % van de loonmassa aan de opleiding en de werkgelegenheid te besteden, niet gemakkelijk te evalueren.

In de privé-sector is de werkgelegenheid gegroeid met 13 000 betrekkingen in 1986, 18 000 in 1987 en 38 000 in 1988. Het is niet zeker dat dit resultaat het

séquence directe des mesures précitées, mais il existe, quoi qu'il en soit, un lien entre les deux éléments.

A cela s'ajoute encore un nombre croissant de travailleurs indépendants : 10 000 en 1986 et 1987, 8 000 en 1988 et probablement 8 000 en 1989 selon les prévisions du Bureau du Plan, qui avance également le chiffre de 22 000 unités supplémentaires dans le secteur privé en 1989.

Mme Vogels doute que l'amélioration de l'emploi soit une conséquence directe des mesures décidées lors de la concertation sociale de 1986. Elle souhaiterait savoir dans quelle mesure ces décisions ont été appliquées dans le cadre des négociations sectorielles. De quels critères le Gouvernement dispose-t-il afin d'évaluer l'effort fourni en matière d'emploi par les différents secteurs ? Y aura-t-il une telle évaluation et décidera-t-on ensuite de la (non-) poursuite de l'opération Maribel ?

Le Ministre estime qu'une telle décision ne pourra être prise qu'après qu'un accord soit intervenu entre les partenaires sociaux afin de ne pas poser de conditions minimales à l'acceptation de cet accord par le Gouvernement.

Au niveau sectoriel, il a effectivement été démontré qu'un certain nombre de secteurs n'ont pas atteint le minimum fixé en 1986 de 0,5 % de la masse salariale; d'autres, par contre, ont réalisé des résultats supérieurs à ce pourcentage.

Enfin, le Ministre regrette que le problème de la flexibilité du travail n'est que trop souvent exclusivement envisagé du point de vue des entreprises. Il existe, à ce niveau, plusieurs formes de flexibilité selon qu'une entreprise prévoit un système de flexibilité horaire, qu'elle fasse appel à des tiers pour ne pas interrompre un cycle de production, ou décide de créer un système de travail par équipes.

Il faudrait à présent considérer ce problème du point de vue du travailleur afin d'améliorer la qualité de la vie et du travail.

A ce propos, il est évident que le choix du travailleur peut être différent selon son âge, ses occupations et sa situation familiale. Ainsi, il faudrait pouvoir favoriser le travail à domicile lorsque le travailleur a des enfants en bas âge tout en lui permettant de réintégrer plus tard et sans trop de difficulté le marché du travail.

Enfin, à la question de *M. Vandembroucke* de savoir si, dans le cadre des congés éducatifs il ne faudrait pas augmenter la contribution minimale de 0,03 % des cotisations sociales destinée à financer ces congés, de façon à pouvoir étendre ce système, *le Ministre* fait remarquer que si en 1988 aucun problème ne se posera, en 1989, par contre, il faudra augmenter cette contribution (0,04 %) compte tenu des besoins.

*
* *

rechtstreekse gevolg van de voormelde maatregelen is, maar er bestaat hoe dan ook een verband tussen die beide gegevens.

Daarbij komt nog het toenemende aantal zelfstandigen : 10 000 in 1986 en 1987, 8 000 in 1988 en waarschijnlijk 8 000 in 1989 volgens de prognoses van het Planbureau, dat ook van 22 000 extra-betrekkings in de privé-sector in 1989 gewaagt.

Mevrouw Vogels betwijfelt of de verbetering van de werkgelegenheid een rechtstreeks gevolg is van de maatregelen waartoe tijdens het sociaal overleg van 1986 werd besloten. Zij vraagt in welke mate die beslissingen in het raam van het sectorale overleg toegepast werden. Welke criteria worden door de Regering gehanteerd om de inspanning te evalueren die door de verschillende sectoren inzake werkgelegenheid geleverd werd ? Zal een dergelijke evaluatie gebeuren en zal men vervolgens beslissen de Maribel-operatie al dan niet voort te zetten ?

De Minister meent dat een dergelijke beslissing eerst genomen kan worden nadat de sociale partners een akkoord hebben bereikt, wil men voorkomen dat minimumvoorwaarden worden opgelegd voor het aanvaarden van dat akkoord door de Regering.

Op sectorieel vlak werd wel degelijk aangetoond dat een aantal sectoren het in 1986 vastgestelde minimum van 0,5 % van de loonmassa niet bereikt hebben; andere sectoren daarentegen hebben zelfs betere resultaten dan dat percentage geboekt.

Ten slotte betreurt de Minister dat het probleem van de arbeidsflexibiliteit al te vaak uitsluitend door de bril van de bedrijven bekeken wordt. Op dat niveau bestaan verscheidene vormen van flexibiliteit naar gelang een bedrijf in een systeem met flexibele dienstregeling voorziet, dan wel een beroep doet op derden om de productiecycclus niet te onderbreken of beslist dat in ploegen zal worden gewerkt.

Dat vraagstuk zou thans uit een werknemersstandpunt moeten worden bekeken om de levens- en arbeidsomstandigheden te verbeteren.

In dat verband spreekt het vanzelf dat de keuze van de werknemer kan verschillen naar gelang van diens leeftijd, bezigheden en gezinstoestand. Er zou bijvoorbeeld een inspanning moeten worden geleverd ten gunste van het thuiswerk, wanneer de werknemer kleine kinderen heeft, maar dan moet hij achteraf wel zonder al te veel moeilijkheden opnieuw aan de slag kunnen op de arbeidsmarkt.

Op de vraag van *de heer Vandembroucke* of men, in het raam van het educatief verlof, de geringe bijdrage van 0,03 % van de sociale bijdragen, die voor de financiering van dat verlof bestemd is, niet zou moeten optrekken om dat systeem te kunnen uitbreiden, antwoordt *de Minister* dat in 1988 geen problemen zullen rijzen, maar dat die bijdrage in 1989, gelet op de behoeften, zal moeten worden verhoogd (tot 0,04 %).

*
* *

Mme Vogels rappelle que presque tout le monde s'accorde à reconnaître la légitimité des revendications salariales du personnel du secteur des soins de santé. Elle demande quelles sont les intentions concrètes du Gouvernement à cet égard.

Le Ministre des Affaires sociales fait tout d'abord observer qu'en matière de soins de santé, certaines compétences relèvent des Communautés.

En ce qui concerne les hôpitaux publics, l'exposé général (p. 145) précise qu'en application de la convention collective de travail 1987-1988 de la fonction publique, une partie des économies résultant de l'adaptation du ticket modérateur reviendra au personnel infirmier (augmentation salariale de 1 000 francs par mois).

Pour les hôpitaux du secteur privé, une augmentation identique sera accordée aux membres du personnel dont le traitement mensuel est inférieur à 68 500 francs.

Le Ministre estime que cette augmentation représente une dépense budgétaire supplémentaire de 1 milliard de francs.

Des problèmes se posent également dans un cadre plus large en ce qui concerne le statut de ce personnel, la manière dont les barèmes existants sont appliqués dans les divers hôpitaux et le contrôle de cette application.

Le Ministre se propose d'aborder ces problèmes lors de la table ronde sur l'assurance-maladie, à laquelle participeront d'ailleurs également des représentants du personnel infirmier et paramédical.

Ces derniers participeront par ailleurs aussi aux tables rondes subrégionales qui se tiendront ultérieurement et au cours desquelles le problème de l'inadéquation du statut de ce personnel sera examiné plus en détail.

Le Ministre signale enfin la création d'un conseil où siégeront des représentants des seize professions paramédicales reconnues par arrêté ministériel du 12 août 1988 (MB 07.10.1988).

*
* *

Réponses complémentaires du Ministre de l'Emploi et du Travail

Plusieurs points avancés lors de la concertation interprofessionnelle concernent le gouvernement, soit parce qu'ils requièrent une initiative législative, soit parce que l'Accord de gouvernement contient certains objectifs en la matière. Pour certains de ces points, les positions des différents interlocuteurs sont fort divergentes.

Etant fort préoccupé par la conclusion d'un accord interprofessionnel, et ayant constaté que les différents partenaires souhaitent également arriver à un

Mevrouw Vogels herinnert eraan dat zowat iedereen de gegrondheid erkent van de looneisen van het personeel in de gezondheidssector. Graag vernam zij wat op dit punt de concrete plannen zijn van de regering.

De Minister van Sociale Zaken wijst er vooreerst op dat bepaalde materies inzake gezondheidszorg onder de bevoegdheid van de gemeenschappen ressorteren.

Met betrekking tot de openbare ziekenhuizen wordt in de Algemene Toelichting (blz. 145) gesteld dat in 1989, ingevolge de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst 1987-1988 voor het openbaar ambt, een deel van de besparing ten gevolge van een aanpassing van het remgeld terug zal gaan naar het verpleegkundig personeel (1 000 frank loonsverhoging per maand).

Voor de ziekenhuizen in de privé sector wordt een identieke loonsverhoging voorzien voor hen die minder verdienen dan 68 500 frank per maand.

Volgens de Minister komt dit neer op een budgettaire meeruitgave van 1 miljard frank.

In een ruimer kader rijzen ook problemen in verband met het statuut van dit personeel, van de wijze waarop in de diverse ziekenhuizen de bestaande barema's worden toegepast en de controle daarop.

De Minister neemt zich voor deze problematiek aan te snijden op de ronde-tafelconferentie over de ziekteverzekering, waaraan overigens ook vertegenwoordigers van het verplegend en paramedisch personeel zullen deelnemen.

Dit zal trouwens ook het geval zijn voor de latere subregionale ronde-tafelconferenties waar meer in het bijzonder de problematiek van de onaangepaste personeelsstatuten aan bod zal komen.

De Minister verwijst tenslotte ook naar de oprichting van een raad waarin vertegenwoordigers van de zestien bij ministerieel besluit van 12 augustus 1988 (BS 07.10.1988) erkende paramedische beroepen, zitting zullen hebben.

*
* *

Aanvullende antwoorden van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid

Bij meerdere punten die aan bod zijn gekomen bij het interprofessioneel overleg, is de Regering op enige wijze betrokken, hetzij omdat een wetgevend initiatief is vereist, hetzij omdat het Regeerakkoord ter zake bepaalde objectieven vooropstelt. Over sommige van deze punten zijn de meningen van de verschillende partners sterk uiteenlopend.

Omdat de Regering bekommerd is over de totstandkoming van een interprofessioneel akkoord, en zij vaststelt dat ook de verschillende partners een

accord central, le gouvernement a estimé nécessaire de communiquer aux interlocuteurs concernés ce qui suit.

1. Dans l'Accord de gouvernement, le Gouvernement s'engage à inviter le Conseil National du Travail à « examiner dans les entreprises, les conditions et modalités d'exercice de la démocratie économique et de la concertation sociale, ainsi que les problèmes qui se posent à propos de la protection des délégués syndicaux et des représentants des travailleurs.

En ce qui concerne ce dernier point, le Ministre de l'Emploi et du Travail a demandé l'avis du Conseil national du Travail le 17 juin 1988. En raison des pourparlers interprofessionnels qui portent notamment sur cette problématique, cette discussion n'a pas encore été entamée.

C'est pourquoi le Gouvernement a décidé de renvoyer au Conseil national du Travail le dossier concernant la protection des délégués syndicaux, et de demander un avis pour la fin de cette année. Le Gouvernement s'engage à déposer, pour fin mars 1989, un projet de loi relatif à un arbitrage plus rapide et plus efficace des conflits et à la sécurité juridique et à la sécurité de rémunération des parties concernées.

2. En ce qui concerne la représentation syndicale vis-à-vis des entreprises qui ne disposent pas d'organismes de concertation, le Gouvernement demande aux partenaires sociaux d'examiner lors de la concertation sectorielle la possibilité d'une représentation syndicale adaptée, qui tienne compte de la spécificité de ces entreprises. Au plus tard pour fin mars 1989, il convient d'établir une évaluation finale au niveau du Conseil National du Travail, qui, le cas échéant, réexaminera la CCT n° 5.

3. En ce qui concerne l'âge de la pension, le Gouvernement veut que ce dossier soit examiné lors de la concertation entre le Gouvernement, les syndicats et les employeurs; cette concertation doit viser les objectifs suivants :

- une flexibilité de l'âge de la pension, permettant aux femmes et aux hommes de prendre leur pension entre 60 et 65 ans sous les mêmes conditions;

- une analyse des conditions dans lesquelles la pension complète peut être accordée à partir de 60 ans.

4. Finalement le gouvernement réfère aux recommandations pour la concertation interprofessionnelle qu'il a faites, et à sa déclaration que « en fonction des efforts en matière d'emploi contenus dans l'accord professionnel, le Gouvernement prendra, en tenant compte de l'avis des partenaires sociaux, une décision quant à l'opération Maribel, et mettra fin aux obligations actuelles en matière de contrôle du respect des CCT 1983-1988, conclues dans le cadre de « l'opération 5-3-3 » et de l'opération « 2 x 1,5 % », ainsi qu'aux versements au Fonds pour l'Emploi ».

Si le Gouvernement constate que le projet d'accord central contient un effort suffisant en matière de pro-

centraal akkoord wenselijk achten, heeft zij het noodzakelijk geacht aan de bij het overleg betrokken partners het volgende mee te delen.

1. In de regeringsverklaring verbindt de Regering er zich toe om de Nationale Arbeidsraad te vragen « de voorwaarden en uitvoeringsmodaliteiten van de economische democratie en van het sociaal overleg in de ondernemingen te onderzoeken, alsook de problemen die zich stellen aangaande de bescherming van de syndicale afgevaardigden en de vertegenwoordigers van de werknemers ».

In verband met dit laatste punt heeft de Minister van Tewerkstelling en Arbeid op 17 juni een advies gevraagd aan de Nationale Arbeidsraad (N.A.R.). Ingevolg de interprofessionele besprekingen die onder meer op voorgaande problematiek betrekking hebben, werd deze discussie nog niet aangevat.

De Regering zal daarom dit dossier met betrekking tot de bescherming van de werknemersvertegenwoordigers naar de NAR verwijzen en een advies vragen tegen het einde van het jaar. De Regering verbindt er zich toe tegen einde maart 1989 een wetsontwerp in te dienen dat betrekking heeft op een snelle en meer afdoende geschillenregeling en op de rechts- en inkomenszekerheid van de betrokken partijen.

2. Met betrekking tot de syndicale vertegenwoordiging ten aanzien van de ondernemingen zonder overlegorganen, vraagt de Regering de sociale partners bij het sectorieel overleg na te gaan hoe een aangepaste syndicale vertegenwoordiging die rekening houdt met de specificiteit van deze ondernemingen tot stand kan worden gebracht. Ten laatste tegen einde maart 1989 dient een eindexamen te worden opgemaakt op het niveau van de Nationale Arbeidsraad waar, desgevallend, de Collectieve Arbeidsovereenkomst n° 5 zal worden heronderzocht.

3. In verband met de pensioenleeftijd wil de Regering dat dit dossier wordt beproven op het overleg tussen Regering, vakbonden en patroons, waarbij volgende doelstellingen nagestreefd zullen worden :

- een flexibele pensioenleeftijd, waarbij mannen en vrouwen onder dezelfde voorwaarden met pensioen kunnen gaan tussen 60 en 65 jaar;

- het onderzoeken van de voorwaarden onder dewelke volledig pensioen vanaf 60 jaar kan worden toegekend.

4. De Regering herinnert tenslotte aan haar vroegere aanbevelingen voor het interprofessioneel overleg en aan haar voornemen om « in functie van de tewerkstellingsinspanningen van het interprofessioneel akkoord, rekening houdend met het advies van de sociale partners, een beslissing te nemen omtrent de Maribeloperatie en een einde te stellen aan de huidige verplichtingen inzake controle op de naleving van de CAO's 1983-1988, afgesloten in het kader van de « 5-3-3-operatie » en de « 2 x 1,5 % » alsmede aan de stortingen aan het Tewerkstellingsfonds ».

Wanneer de Regering een voldoende tewerkstellingsinspanning vaststelt in het ontwerp van centraal

motion de l'emploi, il estime que, pour l'avenir, l'opération Maribel doit être considérée intégralement comme acquise et que les mesures de contrôle qui s'y rapportent concernant les accords de promotion de l'emploi conclus dans le passé, ne doivent plus être renouvelées.

Si, par contre, on n'arrive pas à un accord central, ou si l'effort en matière d'emploi s'avère insuffisant, le Gouvernement prendra ses pleines responsabilités et développera lui-même des initiatives afin d'atteindre ses objectifs en matière de promotion de l'emploi, où, entre autres, l'opération Maribel peut constituer un instrument de soutien de sa politique.

DEPARTEMENTS D'AUTORITE

MM. Vermeiren et Van Mechelen demandent quelle sera l'incidence de la réforme fiscale envisagée sur les recettes (fiscales) des communes.

L'incidence de cette réforme a-t-elle déjà été calculée ? Le Gouvernement a-t-il l'intention de compenser d'une manière ou d'une autre cette diminution des recettes ?

Le Ministre de l'Intérieur fait tout d'abord observer que le projet de loi portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre a été quelque peu amendé en commission du Sénat (Doc. n° 440/1 et 2, 1988).

A ce jour, ce projet n'a d'ailleurs toujours pas été adopté définitivement par le Sénat.

L'Union des villes et communes belges (UVCB) estime que les communes subiront un préjudice de 3,1 milliards de francs. Cette estimation se fonde sur une réduction totale de la masse imposable de 45 milliards de francs à l'impôt des personnes physiques et sur un taux moyen d'imposition de 6,8 % en ce qui concerne la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

L'UVCB considère également que pour compenser cette perte de recettes, les communes se verront contraintes de porter le taux moyen de leurs centimes additionnels de 6,8 à 7,5 %.

Le Ministre souligne toutefois que ces estimations doivent être considérées avec toute la prudence qui s'impose. Il n'est en effet pas certain que la réduction de la masse imposable à l'impôt des personnes physiques atteindra effectivement 45 milliards de francs.

De plus, les taux d'imposition réels diffèrent considérablement d'une commune à l'autre (de 0 à 10 %) et les effets de la réforme fiscale seront différents pour les communes comptant une population jeune et pour celles dont la population est essentiellement composée de personnes âgées.

Le Ministre constate enfin que par suite de la réforme de l'Etat (loi spéciale du 8 août 1988), cette matière relèvera bientôt de la compétence des Régions.

akkoord meent zij dat voor de toekomst de Maribel-operatie onverkort als verworven dient te worden beschouwd en de hieraan verbonden controlemaatregelen over de tewerkstellingsakkoorden van het verleden niet meer dienen te worden verlengd.

Indien er echter geen centraal akkoord is, of indien de tewerkstellingsinspanning onvoldoende zou zijn, zal de Regering haar volle verantwoordelijkheid nemen en zelf initiatieven ontwikkelen teneinde haar doelstellingen inzake de bevordering van de werkgelegenheid te bereiken waarbij onder meer de Maribel-operatie een instrument kan zijn ter ondersteuning van haar politiek.

GEZAGSDEPARTEMENTEN

De heren Vermeiren en Van Mechelen wensen te vernemen welke de impact zal zijn van de geplande belastinghervorming op de (fiscale) inkomsten van de gemeenten.

Werd de weerslag hiervan reeds berekend ?

Zal de regering deze minderontvangst op een of andere manier compenseren ?

De Minister van Binnenlandse Zaken wijst er vooreerst op dat het wetsontwerp houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, in de Senaatscommissie licht geamendeerd werd (stukken n° 440/1 en 2 1988).

Het ontwerp werd trouwens op heden door de Senaat nog niet definitief goedgekeurd.

De Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten (VBSG) schat het verlies voor de gemeenten op 3,1 miljard frank. Zij gaat hierbij uit van een totale vermindering van de belastbare massa in de personenbelasting met 45 miljard frank en een gemiddelde aanslagvoet in de aanvullende personenbelasting van 6,8 %.

De VBSG stelt ook dat de gemeenten teneinde dit verlies aan inkomsten te compenseren verplicht zouden zijn het tarief van hun opcentiemen te verhogen van 6,8 naar 7,5 % (gemiddeld).

De Minister wijst er evenwel op dat deze berekening met de nodige omzichtigheid moet worden benaderd. Vooreerst is het niet zeker dat de vermindering van de belastbare massa in de personenbelasting effectief 45 miljard frank zal bedragen.

Daarenboven zijn de reële aanslagvoeten sterk verschillend per gemeente (gaande van 0 tot 10 %) en zullen de gevolgen van de belastinghervorming verschillend zijn voor gemeenten met een jongere bevolking ten opzichte van gemeenten met een overwegend oudere bevolking.

Ten slotte stelt de Minister vast dat als gevolg van de staatshervorming (de bijzondere wet van 8 augustus 1988) deze materie binnenkort tot de bevoegdheid van de gewesten zal behoren.

Il leur appartiendra donc de calculer l'incidence de cette réforme.

Elles devront également se pencher sur le rôle que jouera à l'avenir le Fonds des communes.

*
* *

Une discussion s'engage ensuite entre le *Ministre* et *M. Van Mechelen* sur le rapport qu'il y a entre la modicité des centimes additionnels et la qualité de la gestion communale.

Le Ministre estime, à l'instar de *M. Defosset*, que c'est surtout la richesse des habitants, et pas tellement la qualité de la gestion communale, qui explique la modicité des additionnels à l'impôt des personnes physiques dans certaines communes.

Selon lui, en réduisant systématiquement la dotation du Fonds des communes, d'une part, et en permettant aux communes de fixer librement leurs centimes additionnels, d'autre part, l'autorité nationale a brisé la solidarité entre communes riches et communes pauvres.

Il souligne également que se constituent en bordure des grandes villes des « paradis fiscaux » dont les habitants utilisent les infrastructures urbaines tout en refusant de payer pour leur utilisation.

M. Van Mechelen souligne quant à lui le risque de généralisation de ce phénomène.

Le fait d'imposer des contributions financières à ces communes favorisera selon lui un gaspillage (semblable à celui qui s'est répandu dans certaines communes juste avant les fusions).

INTERVENTION DE M. DENYS

1. *M. Denys* demande pourquoi l'examen des budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique pour l'année budgétaire 1989 n'est pas élargi à la loi de financement. Dès la première phase de la réforme de l'Etat, d'importants blocs de compétences ont été transférés sans la moindre connaissance des implications financières de l'opération. Aujourd'hui, on discute de la politique budgétaire sans aborder le problème du financement de la réforme de l'Etat. Le gouvernement s'abrite derrière la complexité du dossier pour maintenir le plus longtemps possible la loi de financement dans le cercle fermé du conclave. Il donne en même temps l'impression que les nouveaux mécanismes de financement n'auront d'influence ni sur la politique budgétaire ni sur l'évolution de la dette publique. L'intervenant estime que rien n'est moins vrai :

— Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques a déclaré récemment que seulement 53 des 3 000 fonctionnaires du département sont transférés aux Régions, alors que 95 % des compétences sont transférées.

Het komt dan ook aan hen toe de impact van deze hervorming te berekenen.

Zij zullen zich ook moeten beraden over de toekomstige rol van het Gemeentefonds.

*
* *

Vervolgens ontspint zich een discussie tussen de *Minister* en de *heer Van Mechelen* over de relatie tussen lage opcentiemen en een goed gemeentelijk beheer.

Samen met de *heer Defosset* is de *Minister* van oordeel dat in gemeenten met een geringe aanvullende personenbelasting vooral de rijkdom van de inwoners en niet zozeer het goed beheer van die gemeenten daarvoor verantwoordelijk is.

Naar zijn oordeel heeft de nationale overheid door enerzijds de dotatie aan het Gemeentefonds stelselmatig te verminderen en anderzijds de gemeenten hun opcentiemen vrij te laten bepalen, de solidariteit tussen rijke en arme gemeenten afgebouwd.

Hij wijst er ook op dat aan de rand van de grote steden « belastingparadijzen » tot stand komen waarvan de inwoners wel gebruik maken van de stedelijke voorzieningen doch weigeren daarvoor te betalen.

De *heer Van Mechelen* wijst van zijn kant op het gevaar voor veralgemening.

Het opleggen aan dergelijke gemeenten van financiële bijdragen zal naar zijn oordeel verspilling (zoals die in bepaalde gemeenten vlak vóór de fusies schering en inslag was) in de hand werken.

TUSSENKOMST VAN DE HEER DENYS

1. De *heer Denys* vraagt zich af waarom de financieringswet niet aan bod komt bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1989. Reeds in de eerste fase van de staatshervorming werden belangrijke bevoegdheidspakketten overgeheveld zonder enige kennis van de financiële implicaties van de operatie. Thans wordt het begrotingsbeleid voor 1989 besproken zonder enige verwijzing naar de financiering van de staatshervorming. De regering schernt met de complexiteit van het dossier om de financieringswet zo lang mogelijk in de besloten sfeer van het konklaaf te houden. Tevens wordt de indruk gewekt dat de nieuwe financieringsmechanismen geen invloed zullen uitoefenen op het begrotingsbeleid en de evolutie van de Rijksschuld. Spreker betwist zulks ten stelligste :

— De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verklaarde recentelijk dat slechts 53 van de 3 000 ambtenaren van het departement naar de Gewesten worden overgeheveld, niettegenstaande de overdracht van 95 % van de bevoegdheden.

S'il en est ainsi, le budget national aura à supporter une trop lourde charge de personnel et il est plus que probable que les Régions exigeront des moyens supplémentaires, étant donné qu'elles disposeront proportionnellement de moins de fonctionnaires.

— Comment résoudra-t-on les inévitables conflits budgétaires entre l'Etat central et les Communautés en ce qui concerne le financement du TGV ?

— Qu'advient-il en 1989 des impôts régionaux tels que les droits d'enregistrement, la taxe de roulage ou la redevance radio-télévision, qui n'ont pas encore été entièrement attribués à ce jour ? Quel pourcentage en sera transféré aux Régions en 1989 ?

— En ce qui concerne les secteurs nationaux, on peut se demander si une partie du passif de la SNSN et/ou des dettes correspondantes résultant d'engagements en matière de crédits maritimes sera transférée aux Régions. La Région de Bruxelles-capitale et la Région wallonne auront-elles les moyens d'allouer des crédits maritimes ?

La SNI sera-t-elle légalement obligée de céder ses actions aux Régions à un prix déterminé ? Comment les enveloppes de reconversion sociale et économique seront-elles financées ?

— Quelle sera la solution retenue pour les charges du passé en ce qui concerne le Fonds d'aide au redressement financier des communes, l'agglomération, le Fonds de garantie des bâtiments scolaires et le Fonds des routes ?

— L'accord de la Ste-Catherine sera-t-il exécuté intégralement ?

— De quelle façon des matières communautaires telles que l'aide à la presse, la protection de la jeunesse et la recherche scientifique seront-elles financées ?

Tous ces exemples montrent à suffisance que les modalités de financement décidées au cours du conclave gouvernemental auront une incidence fondamentale sur le budget. Il est dès lors absurde de vouloir reporter à une date ultérieure la discussion de la loi de financement. L'absence de vision globale, qui est la conséquence logique de cette technique, montre le caractère improvisé de la réforme de l'Etat. En fait, le Gouvernement veut placer l'opinion publique devant un fait accompli et forcer le Parlement à adopter le projet de loi de financement à un rythme accéléré (pour le 1^{er} janvier 1989 au plus tard).

Tous les partis de la majorité veulent-ils réellement contribuer à mettre sur pied un Etat fédéral sain ? Pourquoi un certain parti de la majorité demande-t-il qu'on retire de la deuxième phase de la réforme de l'Etat les accords de coopération et l'arbitrage des conflits ? Cela ne laisse-t-il pas supposer qu'à ses yeux, des victoires limitées pour l'autonomie flamande revêtent plus d'importance que le maintien de l'union économique et de l'unité monétaire ?

In deze hypothese zal de nationale begroting een te grote personeelslast moeten dragen op het centrale niveau en is de kans groot dat de Gewesten bijkomende middelen zullen eisen, omdat zij verhoudingsgewijs over minder ambtenaren beschikken.

— Hoe zullen de onvermijdelijke budgettaire conflictsituaties tussen centrale Staat en deelgemeenschappen inzake de financiering van de Super Snelle Trein (SST) opgevangen worden ?

— Wat zal er in 1989 gebeuren met de gewestelijke belastingen, zoals de registratierechten, de verkeersbelasting of het kijk- en luistergeld, dat vooralsnog niet volledig toebedeeld werd ? Welk percentage hiervan zal in 1989 aan de Gewesten worden overgeheveld ?

— Wat de nationale sectoren betreft, rijst de vraag of een gedeelte van de passiva van de NMNS en/of van de overeenstemmende schulden uit verbintenissen inzake scheepskredieten, overgeheveld worden naar de Gewesten. Verwerven het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en het Waalse Gewest de nodige middelen om scheepskredieten toe te kennen ?

Zal de NIM al dan niet wettelijk worden verplicht haar aandelen tegen een bepaalde prijs aan de Gewesten over te dragen ? Hoe zullen de sociale en economische reconversie-enveloppes worden gefinancierd ?

— Welke oplossing wordt uitgewerkt voor de lasten van het verleden inzake het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, de Agglomeratie, het Waarborgfonds voor schoolgebouwen en het Wegenfonds ?

— Wordt het St.-Catherina-akkoord integraal uitgevoerd ?

— Welke financiering wordt voorzien voor communautaire aangelegenheden zoals de steun aan de geschreven pers, de jeugdbescherming en het wetenschappelijk onderzoek ?

Al deze voorbeelden illustreren overvloedig dat de financieringsmodaliteiten waartoe uiteindelijk in het regeringskonklaaf wordt besloten, een fundamentele invloed zullen uitoefenen op de begroting. Het gaat dan ook niet op de financieringswet op latere datum te bespreken. Het ontbreken van een totaalbeeld is het logische gevolg van deze techniek en het bewijs van het geïmproviseerd karakter van de staats-hervorming. In feite wil de regeringsploeg de publieke opinie voor een voldongen feit plaatsen en het financieringsontwerp aan een snel tempo door het Parlement jagen (uiterlijk voor 1 januari 1989).

Streven alle meerderheidspartijen werkelijk naar de uitbouw van een gezonde federale Staat ? Waarom pleit een bepaalde meerderheidspartij ervoor om de samenwerkingsakkoorden en de arbitrage van conflicten uit de tweede fase van de staats-hervorming te lichten ? Wijst zulks er niet op dat zij beperkte « Vlaamse autonomie-overwinningen » belangrijker achten dan de instandhouding van de Economische en Monetaire Unie ?

2. L'intervenant estime par ailleurs que la méthode de financement prévue par l'accord de gouvernement est préjudiciable à la Flandre. Le financement est en effet fondé sur les besoins wallons. En dépit du mécanisme de correction en faveur de la Flandre, ce sera surtout le contribuable flamand qui devra financer les déficits croissants du budget national. Le parti auquel le membre appartient a toujours défendu ce point de vue critique, tant lors des négociations avant et après l'accord de la Ste-Catherine qu'au Conseil flamand et au Parlement. L'intervenant se réfère ensuite à deux études scientifiques qui corroborent ce qui précède.

2.1. Il y a d'une part l'analyse autorisée du Professeur Van de Velde (EHSAL), qui se livre à des projections de pertes et de bénéfices jusqu'en l'an 2006. Il se base pour ce faire sur le niveau actuel des dépenses en Wallonie et sur l'augmentation des dépenses en Flandre jusqu'à ce niveau.

En ce qui concerne les Régions, le professeur Van de Velde constate que lorsqu'un Belge reçoit en moyenne 100 F en 1988, cela signifie qu'un Flamand perçoit en réalité 88 F, un Bruxellois 110 F et un Wallon 118 F.

En 2006, avec l'application de la réforme de l'Etat envisagée, ces chiffres seront respectivement de 98 F, 111 F et 100 F.

Toutefois, cette opération de rattrapage nécessiterait en 2006 pas moins de 120 milliards de F d'emprunts supplémentaires, ce qui entraînerait un amortissement annuel de 100 milliards de F.

Il faut craindre une évolution similaire pour les Communautés, fût-ce à un niveau plus modeste. On constate que lorsqu'un Belge reçoit en moyenne 100 F en 1988, un Flamand perçoit en réalité 94 F et un francophone 109 F. En 2006, ces chiffres seront respectivement de 96 F et 107 F. Cela signifie qu'en 2006, 38 milliards de F d'emprunts supplémentaires seront nécessaires, ce qui se traduira par des annuités annuelles pouvant atteindre 31 milliards de F (19 milliards pour les contribuables flamands et 12 milliards pour les contribuables francophones).

Les déficits globaux des Communautés et des Régions atteindront dès lors 131 milliards de F. Dans un tel scénario, il est évidemment exclu que l'effet cumulatif de la dette publique puisse être interrompu. Que la Flandre obtienne de meilleures clés de répartition qu'en 1980 constitue dès lors une piètre consolation, d'autant que les résultats positifs de cette modification des clés de répartition ne se feront éventuellement sentir qu'au niveau du financement des Régions et n'apparaîtront qu'après la période transitoire de dix ans.

À l'issue de la période transitoire, il faudra toutefois organiser de nouvelles négociations pour actualiser la loi de financement. Le système de financement définitif n'a en effet pas été prévu dans l'accord de gouvernement.

2. Spreker meent overigens dat de financieringsmethode, uitgewerkt in het regeerakkoord, nadelig uitvalt voor Vlaanderen. De financiering gaat immers uit van de Waalse behoeften. Ongeacht de correctie ten gunste van Vlaanderen, zal vooral de Vlaamse belastingbetaler opdraaien voor de stijgende tekorten van de nationale begroting. De partij waartoe het lid behoort, heeft deze kritische visie steeds verdedigd, zowel bij onderhandelingen vóór en na het St.-Catherina-akkoord, als in de Vlaamse Raad en het nationale Parlement. Spreker verwijst vervolgens naar twee wetenschappelijke studies die voornoemde stelling kracht bijzetten.

2.1. Vooreerst is er de deskundige analyse van Professor Van de Velde (EHSAL), die winst- en verliesprojecties maakt tot het jaar 2006. Uitgangspunten hierbij zijn het huidige uitgavenniveau van Wallonië en de verhoging van de bestedingen in Vlaanderen tot hetzelfde niveau.

Wat de Gewesten betreft, stelt Professor Van de Velde vast dat wanneer een Belg in 1988 gemiddeld 100 fr. krijgt, zulks omgerekend betekent dat een Vlaming 88 fr., een Brusselaar 110 fr. en een Waal 118 fr. verwerven.

In 2006, met de uitvoering van de geplande staats-hervorming, zal een Vlaming 98 fr., een Brusselaar 111 fr. en een Waal 100 fr. verkrijgen.

Deze inhaaloperatie zal echter in 2006 niet minder dan 120 miljard BF bijkomende ontleningen met zich meebrengen, met een jaarlijkse afbetaling van 100 miljard BF.

Voor de Gemeenschappen valt een gelijkaardige evolutie te vrezen, zij het op een meer bescheiden niveau. De berekening gaat ervan uit dat wanneer een Belg in 1988 gemiddeld 100 fr. krijgt, dit omgerekend neerkomt op 94 fr. voor een Vlaming en 109 fr. voor een Franstalige. In het jaar 2006 daarentegen, zal dit 96 fr. voor een Vlaming en 107 fr. voor een Franstalige bedragen. Zulks impliceert dat in 2006 38 miljard BF bijkomende ontleningen nodig zullen zijn, met jaarlijkse annuïteiten tot 31 miljard BF (19 miljard voor de Vlaamse, 12 miljard voor de Franstalige belastingbetaler).

De globale tekorten voor Gemeenschappen en Gewesten zullen derhalve oplopen tot een deficit van 131 miljard BF. In een dergelijk scenario wordt het sneeuwbal effect van de rente zeker niet doorbroken. Het is dan ook een magere troost dat Vlaanderen betere verdeelsleutels krijgt dan in 1980. De positieve resultaten hiervan beperken zich echter vooral tot de gewestelijke financiering en zullen pas blijken na de overgangsperiode van 10 jaar.

Na de overgangsperiode zullen echter nieuwe onderhandelingen nodig zijn om de financieringswet te actualiseren. Het regeerakkoord heeft het definitieve financieringssysteem immers niet volledig uitgewerkt.

En ce qui concerne les impôts régionaux, on peut notamment se demander comment il sera possible de maintenir le parallélisme entre la part du produit de l'impôt des personnes physiques et l'ensemble des Voies et Moyens ou l'inflation, à majorer d'une quotité de la croissance réelle du PNB fixée par la loi. En ce qui concerne les impôts communautaires, on ne sait pas précisément ce qu'il adviendra de la clé de répartition en matière de TVA (actuellement 57,27 % N — 42,73 % F). Utilisera-t-on de nouveaux critères ? La répartition se fera-t-elle en fonction du nombre réel d'élèves ? Comment déterminera-t-on le rapport du nombre d'élèves dans la Région de Bruxelles-capitale ? Il y a de fortes chances pour que les francophones se montrent inflexibles au cours de ces nouvelles négociations et contraignent à nouveau la Flandre à faire des concessions.

2.2. L'étude de la Banque nationale

Deux hypothèses sont envisagées :

- a) SNF : 7 % en 1989 = SNF global pouvoir national + Communautés + Régions;
- b) SNF : 7 % en 1989 = pouvoir national seulement.

On envisage ensuite trois scénarios, basés sur les dépenses des Communautés et des Régions, à savoir la croissance des dépenses (hors charges d'intérêts) en volume.

Scénario n° 1

croissance : - 0,39 % (principe de dénatalité appliqué totalement et avant la correction transitoire)
hypothèse SNF global : 1995
hypothèse SNF national uniquement : 1996

Scénario n° 2

croissance : 0 % (simple adaptation d'index hors charge d'intérêts)
hypothèse SNF global : 1996
hypothèse SNF national uniquement : 1997

Scénario n° 3

croissance : + 1,02 % (croissance qui est reprise dans les simulations officielles de la période définitive)
hypothèse SNF global : 1998
hypothèse SNF national uniquement : 2000 (5 ans plus tard).

Pour les trois scénarios confondus, il s'avère que sans la réforme de l'Etat, l'effet cumulatif de la charge d'intérêts sur la dette publique serait éliminé en 1995.

Il est vrai que pour atteindre l'objectif qui a été fixé dans l'accord de gouvernement, à savoir un déficit public de 7 % en 1989, on utilise une double norme : la croissance des dépenses (hors charges d'intérêts) ne

Wat de gewestelijke belastingen betreft, rijst onder meer de vraag hoe het gedeelte van de opbrengst der personenbelasting zal evolueren in een constante groeiverhouding met de globale rijksmiddelen of in verhouding tot de inflatie, verhoogd met een wettelijk vastgelegd deel van de reële BNP-groei. Inzake gemeenschapsbelastingen is het niet duidelijk wat er met de BTW-verdeelsleutel (thans 57,27 % N — 42,73 % F) zal gebeuren. Zullen nieuwe criteria worden aangewend ? Zal een verdeling op basis van het reële aantal leerlingen worden uitgewerkt ?

Hoe zal men de verhouding bepalen van het aantal leerlingen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ?

De kans is groot dat de Franstaligen bij deze nieuwe onderhandelingen een strakke houding aannemen en Vlaanderen opnieuw tot toegevingen dwingen.

2.2. De studie van de Nationale Bank

Twee verschillende uitgangspunten worden gehanteerd :

- a) NFS : 7 % in 1989 = globaal NFS nationale Overheid + Gemeenschappen + Gewesten;
- b) NFS : 7 % in 1989 = alleen nationale Overheid.

Dan wordt er met 3 scenario's gewerkt, gebaseerd op de uitgaven van Gemeenschappen en Gewesten, met name de groei van de uitgaven (buiten intrestlasten) in volume.

Scenario 1

groei : - 0,39 % (denataliteitsprincipe ten volle toegepast en vóór de overgangscorrectie)
uitgangspunt globaal : 1995
uitgangspunt nationaal alleen : 1996

Scenario 2

groei : 0 % (gewone indexaanpassing buiten intrestlasten)
uitgangspunt globaal : 1996
uitgangspunt nationaal alleen : 1997

Scenario 3

groei : + 1,02 % (groei die in de officiële simulaties overgenomen is voor de definitieve periode)

uitgangspunt globaal : 1998
uitgangspunt nationaal alleen : 2000 (5 jaar later).

Voor de 3 scenario's samen blijkt dat zonder staats-hervorming, het sneeuwbaaleffect van de rentelasten op de rijksschuld in 1995 zou worden doorbroken.

Het Regeerakkoord streeft weliswaar naar 7 % overheidstekort in 1989 en hanteert hierbij een dubbele norm : de groei van de uitgaven (buiten intrestlasten) mag niet hoger liggen dan de inflatienorm en

peut dépasser le taux d'inflation et le déficit nominal ne pourra jamais dépasser celui de l'année précédente.

L'étude de la Banque nationale a cependant négligé certains facteurs négatifs :

— En ce qui concerne le financement, il n'est tenu aucun compte des affectations, des recettes de l'impôt des personnes physiques et de la TVA qui seront transférées via un fonds budgétaire. Ainsi, on esquivé déjà la première norme, puisque l'on se soustrait à la comptabilité budgétaire des dépenses.

Au cours de la période transitoire, ces transferts augmenteront plus rapidement que le rythme de l'inflation, ce en raison des corrections transitoires prévues et des corrections liées aux annuités.

Il est fort probable que le taux d'intérêt des emprunts contractés par les Communautés et les Régions sera plus élevé à cause de la « prime de risque » liée à l'absence de la garantie de l'Etat.

— Le scénario prévoyant une croissance de $-0,39\%$ ne tient pas compte du fait que le même principe de dénatalité pourrait être appliqué à l'enseignement « sans réforme de l'état ».

Les bonis qui se dégageront pour la Flandre serviront à coup sûr à financer de nouvelles dépenses.

Cette étude (avec ou sans réforme de l'Etat) ne laisse subsister aucun doute quant au fait que l'élimination de l'effet cumulatif de la dette dépend du comportement des Communautés et des Régions en matière de dépenses.

Les mécanismes de financement prévus par l'accord de gouvernement n'offrent guère de perspectives à cet égard. En l'absence d'autonomie fiscale (pendant la période de transition), de restriction explicite de la capacité d'emprunt et de normes budgétaires concrètes, les entités fédérées seront peu enclines à économiser et à assainir. Divers membres de l'Exécutif flamand ont d'ailleurs déjà annoncé de nouvelles initiatives en matière d'enseignement, d'aide sociale, d'emploi et d'environnement.

Ils supposent en effet (à tort) que la réforme de l'Etat dégagera de nouveaux moyens. Cette attente ne peut qu'entraîner de nouvelles dépenses. L'intervenant prévoit dès lors que les entités fédérées se retrouveront dans la même situation financière que les grandes villes à la fin de la période de transition.

3. En guise de conclusion, l'intervenant plaide en faveur d'une réforme de l'Etat qui soit saine sur le plan financier. Les improvisations actuelles doivent céder le pas à un transfert progressif d'ensembles de compétences, basé sur une planification budgétaire pluriannuelle qui soit réaliste. Les priorités d'une telle réforme de l'Etat sont des mesures sauvegardant l'union économique et l'unité monétaire, des accords de coopération et des arbitrages concrets ainsi qu'une norme budgétaire en ce qui concerne les dépenses des entités fédérées. Sans cette base financière solide, la réforme de l'Etat conduit à terme au séparatisme ou au retour à un unitarisme dépassé.

het nominaal tekort mag in geen geval hoger liggen dan dit van het jaar tevoren.

Bepaalde negatieve factoren worden echter in de studie van de Nationale Bank over het hoofd gezien :

— Wat de financiering betreft, wordt geen rekening gehouden met de affectaties, ontvangsten personenbelasting en B.T.W. die via een begrotingsfonds zullen worden getransfereerd. Zo ontsnapt men reeds aan de eerste norm, aangezien men ontsnapt aan de budgettaire boekhouding van de uitgaven.

In de overgangperiode zullen deze transferten sneller stijgen dan het inflatieritme, dit ingevolge de ingebouwde overgangscorrecties en correcties verbonden aan de annuïteiten.

Hoogstwaarschijnlijk zal de intrestvoet voor de aangegane leningen van Gemeenschappen en Gewesten hoger liggen wegens de « risico-premie » ingevolge het ontbreken van de staatswaarborg.

— Het scenario van $-0,39\%$ groei houdt er geen rekening mee dat voor het onderwijs « zonder staats-hervorming » hetzelfde denataliteitsprincipe zou kunnen worden toegepast.

De boni voor Vlaanderen zullen ongetwijfeld worden gebruikt voor nieuwe uitgaven.

Deze studie (met of zonder staats-hervorming) laat er geen twijfel over bestaan dat het doorbreken van de rentesnieuwbal afhangt van het uitgavenpatroon van Gemeenschappen en Gewesten.

De financieringsmechanismen uit het Regeerakkoord bieden ter zake weinig perspectieven. Bij gebrek aan fiscale autonomie (tijdens de overgangperiode), duidelijke beperkingen op de leningscapaciteit en concrete begrotingsnormen, zullen deelgebieden weinig geneigd zijn tot besparingen en sanering. Verschillende leden van de Vlaamse Executieve hebben trouwens reeds nieuwe initiatieven aangekondigd op vlak van onderwijs, welzijnszorg, tewerkstelling en leefmilieu.

Het (valse) uitgangspunt hierbij is steeds dat de staats-hervorming nieuwe middelen zal vrijmaken. Dit verwachtingspatroon kan enkel leiden tot meer uitgaven. Spreker voorspelt dan ook dat de deelgebieden zich tegen het einde van de overgangperiode, in dezelfde financiële situatie zullen bevinden als nu de grote steden.

3. Besluitend breekt spreker een lans voor een financieel gezonde staats-hervorming. De huidige improvisaties moeten wijken voor een geleidelijke overheveling van bevoegdheidspakketten, gebaseerd op een realistische budgettaire meerjarenplanning. De eerste prioriteiten van een degelijke staats-hervorming zijn maatregelen ter beveiliging van de Economische en Monetaire Unie, concrete samenwerkingsakkoorden en arbitrages en een begrotingsnorm voor de uitgaven van de deelgebieden. Zonder deze strenge financiële basisnorm leidt de staats-hervorming op termijn tot separatisme of tot de terugkeer van een voorbijgestreefd unitarisme.

INTERVENTION DE M. BEAUFAYS

M. Beaufays estime que le budget 1989 traduit la volonté de poursuivre la réduction du déficit du budget de l'Etat à 7 % du PNB en 1989, malgré les hausses récentes des taux d'intérêts.

La poursuite de cet objectif implique une limitation stricte des crédits dans la plupart des départements (notamment Prévoyance sociale et Santé publique, Travaux publics, PTT, Communications) et même une diminution des crédits pour certains autres (Défense nationale, Affaires économiques).

L'orateur attire l'attention sur quelques caractéristiques essentielles du budget 1989

1. *L'accentuation de la dimension familiale*

Le budget 1989 se caractérise par une dimension familiale plus nette, aussi bien en ce qui concerne les recettes que les dépenses.

La réforme fiscale abolit la pénalisation fiscale du mariage.

Le quotient conjugal valorisera enfin le travail familial, en attribuant un véritable revenu au conjoint qui reste au foyer, revenu sur lequel certaines déductions fiscales seront autorisées.

Les ménages et les personnes avec enfants à charge bénéficieront d'une augmentation des réductions d'impôt. En outre, les réductions de précompte immobilier seront étendues par un élargissement de la notion d'enfant à charge.

La déductibilité fiscale de 80 % des frais de garderie des jeunes enfants est accordée à tous les types de ménages.

Le régime de l'interruption de carrière sera amélioré pour les travailleurs qui, à partir de la naissance d'un deuxième enfant, souhaitent interrompre temporairement leur carrière professionnelle. L'allocation normale de 10 504 francs sera, dans ce cas, majorée de 2 000 francs.

Les allocations familiales pour les enfants des chômeurs, invalides et pensionnés seront majorées de 2 % à partir du 1^{er} janvier 1989.

En outre il a été décidé d'augmenter le minimex pour les isolés ayant des enfants à charge. De même, le droit au minimex sera étendu aux mineures enceintes.

Enfin, l'allocation de naissance sera désormais payée à partir du sixième mois de la grossesse.

2. *La prise en compte du volet social*

Les minima de pensions et d'allocations de revenu garanti seront augmentés de 2 % dès le 1^{er} janvier 1989. Le sort des chômeurs âgés sera amélioré. L'augmentation du revenu garanti aux personnes âgées aura aussi pour effet une hausse des pensions des indépendants.

TUSSENKOMST VAN DE HEER BEAUFAYS

De heer Beaufays meent dat de begroting 1989 de wil vertolkt om, niettegenstaande de recente stijgingen van de rentevoet, het terugdringen van het begrotingstekort van de Staat tot 7 % van het BNP in 1989 voort te zetten.

Het nastreven van dat oogmerk impliceert een strenge kredietbeperking in de meeste departementen (meer bepaald Sociale voorzorg en Volksgezondheid, Openbare werken, PTT, Verkeerswezen) en zelfs een vermindering van de kredieten voor bepaalde andere departementen (Landsverdediging, Economische zaken).

Spreeker vestigt de aandacht op enkele essentiële kenmerken van de begroting 1989.

1. *Het accentueren van de gezinsdimensie*

De begroting 1989 kenmerkt zich door een duidelijker gezinsdimensie zowel qua ontvangsten als qua uitgaven.

Door de belastinghervorming wordt het huwelijk niet langer fiscaal bestraft.

De huwelijksquotiënt zal eindelijk het gezinswerk valoriseren door een echt inkomen toe te kennen aan de echtgenoot die thuis blijft. Op dat inkomen zullen bepaalde belastingaftrekken worden toegestaan.

Gezinnen en personen met kinderen ten laste zullen meer belastingvermindering genieten. Daarenboven zullen de verminderingen van onroerende voorheffing worden uitgebreid door de verruiming van het begrip kind ten laste.

De kosten voor kinderdagverblijf zullen ten belope van 80 % fiscaal aftrekbaar zijn voor de diverse soorten van gezinnen.

De regeling inzake loopbaanonderbreking zal worden verbeterd voor de werknemers die, vanaf de geboorte van een tweede kind, hun beroepsloopbaan tijdelijk wensen te onderbreken. In dat geval zal de normale uitkering van 10 504 frank met 2 000 frank worden verhoogd.

De kinderbijslag voor kinderen van werklozen, invaliden en gepensioneerden zal met ingang van 1 januari 1989 met 2 % worden verhoogd.

Bovendien werd besloten tot een verhoging van het bestaansminimum voor alleenstaanden met gezinslast. Het recht op bestaansminimum zal ook worden uitgebreid tot de zwangere minderjarigen.

Ten slotte zal het kraamgeld voortaan vanaf de zesde zwangerschapsmaand worden uitbetaald.

2. *Het in aanmerking nemen van het sociale aspect*

De minimumbedragen inzake uitkeringen en gewaarborgd inkomen zullen vanaf 1 januari 1989 met 2 % worden verhoogd en het lot van de oudere werklozen zal worden verbeterd. De verhoging van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden zal tevens een verhoging van de pensioenen voor zelfstandigen tot gevolg hebben.

La lutte contre le chômage sera intensifiée par des mesures de nature fiscale, visant à encourager la création d'emplois supplémentaires dans les PME et par la remise au travail de chômeurs de longue durée dans le troisième circuit de travail.

3. Les mesures en faveur des classes moyennes

Le membre attire l'attention sur la disparition à partir du 1^{er} janvier 1989, du système de la cotisation de consolidation, qui est administrativement complexe et inéquitable, et qui pénalise les travailleurs désireux de s'établir.

Dans le nouveau régime, l'effort des travailleurs indépendants devra correspondre globalement au produit de la cotisation de consolidation.

Le système sera basé sur la solidarité entre travailleurs, dans le cadre de leur statut social et en vue de renforcer leur régime de pension.

A cela s'ajoute la réforme du régime du conjoint-aidant.

Alors qu'actuellement le conjoint-aidant ne peut cumuler sa quote-part avec un autre revenu professionnel supérieur à 21 000 francs bruts, cette limite sera désormais de 350 000 francs, compris comme un revenu net après déduction des cotisations sociales et des charges professionnelles.

En guise de conclusion, le membre se demande si le Gouvernement envisage d'élaborer, tant au niveau régional, communautaire ou national, un plan chiffré visant à limiter le solde net à financer ? Il s'interroge également quant aux lignes de forces qui orienteront les commandes et les investissements publics.

INTERVENTION DE M. DAERDEN

M. Daerden évoque la problématique de la Dette publique et des intérêts y afférent.

Le tableau, repris à la page 121 de l'Exposé général, fait état d'une progression croissante des charges d'intérêts, en chiffres absolus.

En termes relatifs cependant, il faut noter une stabilisation, voire même une diminution des charges d'intérêts. Ceci s'explique par :

- la baisse progressive du taux d'intérêt implicite;
- l'amélioration du solde budgétaire, hors charges de la dette;
- l'émission d'emprunts de régularisation;
- la dépréciation du dollar;
- une gestion active et novatrice de la dette.

L'orateur souhaite obtenir des précisions en ce qui concerne les innovations au niveau de la gestion de la dette en devises étrangères et en francs belges.

De werkloosheid zal op een meer doeltreffende wijze bestreden worden met maatregelen van fiscale aard die het creëren van extra-betrekkingen bij de KMO's op het oog hebben. Beoogd wordt langdurig werklozen opnieuw in dienst te nemen in het derde arbeidscircuit.

3. Maatregelen ten gunste van de middenstand

Het lid vestigt de aandacht op de opheffing, met ingang van 1 januari 1989, van het systeem van de consolideringsbijdrage die administratief gezien complex is en bovendien onrechtvaardig en discriminerend voor de ondernemers die zich willen vestigen.

In de nieuwe regeling moet de inspanning van de zelfstandigen in haar geheel gezien overeenstemmen met de opbrengst van die consolidatiebijdrage.

Het systeem zal steunen op de solidariteit tussen de zelfstandigen, binnen het kader van hun sociaal statuut en met het oog op een verbetering van hun pensioenregeling.

Daarbij komt nog de hervorming van de regeling inzake de medehelpende echtgenoot.

Vooralsnog kan deze laatste zijn aandeel niet samenvoegen met een ander bedrijfsinkomen dat hoger ligt dan 21 000 frank bruto; deze grens wordt thans opgetrokken tot 350 000 frank, met dien verstande dat dit laatste bedrag een netto-inkomen is, na aftrek van de sociale bijdragen en de bedrijfslasten.

Tot besluit vraagt spreker zich af of de regering van plan is zowel op regionaal, communautair of nationaal vlak een becijferd plan op te stellen met het oog op de beperking van het netto te financieren saldo. Tevens vraagt hij welke krachtlijnen de regering zal volgen in verband met de overheidsopdrachten en investeringen.

TUSSENKOMST VAN DE HEER DAERDEN

De heer Daerden heeft het over de problematiek van de Rijksschuld en de daarmee gepaard gaande rentelast.

Volgens de tabel op blz. 121 van de Algemene Toelichting vertoont de rentelast, in absolute cijfers uitgedrukt, een aanhoudende stijging.

In relatieve cijfers uitgedrukt stelt men echter een stabilisatie vast en zelfs een daling van de rentelast. Zulks is te wijten aan :

- de progressieve daling van de impliciete rentelast;
- de verbetering van het budgettair saldo, exclusief de rentelast;
- de uitgifte van regularisatieleningen;
- de waardevermindering van de dollar;
- een actief en innoverend beheer in verband met de Rijksschuld.

Spreker vraagt enige verduidelijking in verband met de nieuwe aanpak van beheer van de schuld in vreemde valuta en in Belgische frank.

Il constate enfin que l'accord de rééchelonnement devrait rapporter 650 millions par rapport à une réduction de la charge d'intérêt de 28 milliards de francs.

Pourquoi ce montant est-il plus élevé que lors de la première opération de régularisation, qui portait sur un montant d'environ 100 milliards (émission de bons du Trésor) et qui n'a permis de réaliser qu'une économie de 1 847,4 millions ?

Faut-il voir là une orientation plus volontariste de l'actuelle majorité ?

INTERVENTION DE MME DUROI-VANHELMONT

Mme Duroi-Vanhelmont estime que l'ancien ministre du Budget en prend à son aise avec l'orthodoxie budgétaire et la déontologie lorsqu'il affirme que le budget pour 1988 a fait l'objet de manipulations scandaleuses.

La loi permet en effet de liquider les dépenses afférentes à l'année budgétaire suivante à partir du 1^{er} novembre de l'année budgétaire en cours (article 16 de la loi du 28 juin 1963).

La loi prévoit même que le paiement de la dernière tranche des subventions à certains parastataux doit intervenir durant le mois de décembre de l'année budgétaire en cours, et non pendant le mois de janvier de l'année budgétaire suivante, comme s'était en fait le cas jusqu'à présent.

L'intervenante attire encore l'attention sur certains points concrets :

— L'article 4 de budget des Voies et Moyens pour 1989 donne un aperçu des montants globaux des ristournes d'impôts et de perceptions qui sont attribuées aux Communautés et aux Régions conformément à l'article 9 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Pour l'année budgétaire 1989, ces moyens sont évalués à 15 628 200 000 F et à 11 685 700 000 F, respectivement pour la Région flamande et la Région wallonne, d'une part, et pour la Communauté flamande et la Communauté française, d'autre part. Pour la Communauté germanophone, le montant des ristournes est évalué à 74 200 000 F.

Le § 2 de l'article 4 précise quels impôts et perceptions seront attribués, ainsi que l'ordre dans lequel ils le seront.

Le membre se demande toutefois quelles évaluations correspondent aux montants ristournés par impôt.

— L'intervenante se réjouit que le problème de la fin de carrière soit traité sous tous ses aspects (âge variable pour la mise à la retraite, pension anticipée et régimes de prépensions).

L'intervenante est opposée au projet du précédent gouvernement consistant à fixer l'âge de la retraite à 65 ans pour tous, avec calcul en 45èmes.

Hij stelt vast dat het herschikkingsakkoord per slot van rekening 650 miljoen zal opbrengen tegenover een rentelastdaling die 28 miljard frank moet bedragen.

Waarom ligt dat bedrag hoger dan de opbrengst van de eerste regularisatieoperatie die betrekking had op een emissiebedrag van 100 miljard (schatkistbons) en die slechts een besparing te zien gaf van 1 847,4 miljoen ?

Wijst dat op een meer voluntaristische aanpak vanwege de huidige meerderheid ?

TUSSENKOMST VAN MEVROUW DUROI-VANHELMONT

Volgens *Mevrouw Duroi-Vanhelmont* neemt de gewezen Minister van begroting een loopje met de budgettaire orthodoxie en de deontologie wanneer hij spreekt over een ongehoorde manipulatie van de begroting 1988.

De vereffening van uitgaven voor een volgend begrotingsjaar zijn immers wettelijk toegelaten vanaf de eerste november van een lopend begrotingsjaar (artikel 16 van de wet van 28 juni 1963).

De uitbetaling van de laatste schijf van de toelagen van bepaalde parastatalen moet wettelijk zelfs geschieden in de maand december van het lopende begrotingsjaar en niet in de maand januari van het volgende begrotingsjaar, zoals dit tot op heden de facto het geval was.

Voorts wijst het lid op een aantal concrete punten :

— Artikel 4 van de Rijksmiddelenbegroting 1989 geeft een overzicht van de totale bedragen van de geristorneerde belastingen en heffingen die overeenkomstig artikel 9 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, aan de Gemeenschappen en Gewesten worden toegewezen.

Deze middelen worden voor het begrotingsjaar 1989 geraamd op 15 628 200 000 frank en 11 685 700 000 frank, respectievelijk voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest enerzijds en voor de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap anderzijds. Voor de Duitstalige Gemeenschap wordt het ristornobedrag geraamd op 74 200 000 frank.

In § 2 van artikel 4 worden de belastingen en heffingen en de volgorde van hun toewijzing bepaald.

Het lid vraagt zich echter af welke ramingen overeenstemmen met de geristorneerde bedragen per belasting.

— Spreker verheugt er zich over dat de beëindiging van de beroepsloopbaan in al haar aspecten zal worden behandeld (de variabele pensioengerechtigde leeftijd, het vervroegd pensioen en de stelsels van brugpensioen).

Zij verwerpt het standpunt van de vorige regering, waarbij een algemene pensioenleeftijd op 65 jaar, berekend in 1/45sten, werd vooropgesteld.

Cette réglementation est en effet discriminatoire à l'égard des femmes.

Elle plaide en revanche en faveur d'un maximum de flexibilité. Il ressort en effet de chiffres récents que 25 % seulement des personnes âgées de 55 à 64 ans sont encore actives. Le Conseil national du travail a en outre calculé que la variabilité de l'âge de la retraite aurait une incidence positive sur le budget et sur la sécurité sociale.

Ne conviendrait-il pas enfin de fixer une date limite pour la mise en application de la nouvelle réglementation en matière de pensions ? L'intervenante suggère de fixer cette limite à juillet 1989 ou janvier 1990.

INTERVENTION DE M. MOORS

Bien qu'il se réjouisse du fait que le budget de l'Education nationale pour 1989 soit finalement un peu plus élevé que prévu, *M. Moors* attire l'attention sur une série d'économies plus modestes qui ont été proposées. Il demande dans quelle mesure ces propositions se sont déjà traduites par des mesures concrètes. Il s'agit plus particulièrement des mesures suivantes :

1. Economies dans les fonds des bâtiments scolaires, sans modification de l'assiette convenue pour les moyens futurs. Les dotations subiront une réduction unique de 2 700 millions (1 500 millions dans le secteur néerlandophone et 1 200 millions dans le secteur francophone). Un effort comparable sera imposé au Fonds national de garantie.

Ces mesures s'accompagneront, il est vrai, d'une libération des réserves du Fonds des bâtiments à partir du 1^{er} janvier 1988, celles-ci pouvant dès lors être davantage sollicitées. Le montant de ces réserves n'a toutefois pas encore été fixé.

2. Réduction de 5 % du traitement d'attente et de la subvention-traitement d'attente des enseignants mis en disponibilité complète ainsi que de tous les autres enseignants pour les heures de cours pour lesquelles ils sont en surnombre ou pour lesquelles ils ont été mis en disponibilité;

3. Prépension obligatoire pour tous les enseignants de plus de 55 ans mis en disponibilité complète;

4. idem pour les enseignants en disponibilité partielle ou en surnombre qui ont perdu au moins deux tiers de leur charge;

5. élaboration d'une réglementation concernant la composition des rémunérations, réglementation qui serait basée sur des fractions de charges pondérées et qui aurait pour conséquence que le traitement versé ne pourrait pas être supérieur à celui perçu par une personne exerçant les mêmes charges à temps plein;

6. création d'un Fonds pour la récupération des traitements. Les traitements indûment payés pourront ainsi être intégrés à la masse des moyens réservés à l'enseignement;

7. suppression de l'indemnité en matière de stages pédagogiques;

Deze regeling valt immers bijzonder discriminerend uit voor de vrouwen.

Zij pleit daarentegen voor de grootste flexibiliteit.

Recente cijfers wijzen immers uit dat slechts 25 % van de personen in de leeftijdscategorie van 55 tot 64 jaar actief zijn. De Nationale Arbeidsraad heeft bovendien berekend dat de variabele pensioengerechtigde leeftijd een positieve invloed zal uitoefenen op de begroting en de sociale zekerheid.

Is het tenslotte niet wenselijk dat een streefdatum wordt vastgelegd voor de uitwerking van de nieuwe pensioenregeling ? Het lid suggereert juli 1989 of januari 1990.

TUSSENKOMST VAN DE HEER MOORS

Hoewel hij er zich over verheugt dat de onderwijsbegroting 1989 iets hoger uitvalt dan verwacht, wijst *de heer Moors* op een reeks kleinere bezuinigingsmaatregelen die werden voorgesteld. Graag vernam hij in hoeverre deze voorstellen reeds in concrete maatregelen werden vertaald. Het betreft meer bepaald :

1. bezuinigingen in de schoolgebouwenfondsen, zonder de overeengekomen basis voor de toekomstige middelen te wijzigen. Er wordt een éénmalige vermindering van de dotaties met 2 700 miljoen (N 1 500 miljoen ; F 1 200 miljoen) doorgevoerd. Een gelijkaardige inspanning zal worden uitgevoerd voor het Nationaal Waarborgfonds.

Daar staat weliswaar tegenover dat de reserves van de Gebouwenfondsen vanaf 1 januari 1988 worden vrijgegeven en dus nu bijkomend kunnen worden aangesproken. Het bedrag van deze reserves moet evenwel nog worden vastgelegd.

2. vermindering met 5 % van de wachtwedde en wachtweddetoelage voor de volledige terbeschikking gestelden en van dezelfde sommen voor alle leerkrachten voor de lesuren waarvoor zij boventallig of ter beschikking gesteld worden;

3. verplichte prepensionering voor alle + 55-jarigen die volledig ter beschikking gesteld zijn;

4. idem voor gedeeltelijk terbeschikkinggestelden en boventalligen die minstens 2/3 van hun opdracht verloren hebben;

5. regeling voor samenstelling van weddes via gepondereerde opdrachtbreuken waardoor geen hogere wedde kan verkregen worden dan voor iemand die voltijds dezelfde ambten uitoefent;

6. oprichting van een Fonds voor recuperatie van de wedden. De teveel uitbetaalde wedden zullen zo weer in de massa geldmiddelen van Onderwijs kunnen worden ondergebracht;

7. afschaffing vergoeding pedagogische stages;

8. réductions au niveau du recyclage;

9. ralentissement de la programmation de la promotion sociale non axée sur l'obtention d'un diplôme; encadrement de la promotion sociale non axée sur l'obtention d'un diplôme semblable à celui du secteur culturel et rémunération des enseignants à l'heure; augmentation de 25 % du droit d'inscription pour ces cours;

10. fusion des jurys centraux et suppression des vacances;

11. simplification des échelles barémiques : les nouveaux enseignants sont engagés sur la base d'un système simplifié;

12. interruption en 1989 de l'organisation de nouvelles zones pour le transport scolaire et évaluation des dépenses afférentes à ce service;

13. recours à des fonds européens pour l'enseignement expérimental à temps partiel;

14. suppression des indemnités en matière de diplômes pédagogiques;

15. suppression des droits liés à l'ancienneté pour les charges accessoires.

Si, comme on l'a vu, les perspectives sont plutôt favorables en ce qui concerne le budget de l'Education nationale pour 1989, l'évolution ultérieure de ce budget semble devoir poser des problèmes.

Pour le calcul des moyens financiers destinés à l'enseignement, les montants de 1987 (budget ajusté) sont en effet augmentés annuellement sur la base d'un indice (qui n'a pas encore été fixé définitivement), puis adaptés en fonction de l'évolution du nombre d'habitants âgés de moins de 18 ans dans la Communauté où la baisse est la plus faible (cf. accord de gouvernement du 10 mai 1988).

Selon M. Moors, l'application intégrale de cette norme aura pour effet que les crédits alloués à l'enseignement seront insuffisants.

L'évolution du nombre réel d'élèves et d'étudiants ne coïncide en effet pas parfaitement avec celle du nombre d'habitants âgés de moins de 18 ans.

Il estime en effet que le nombre d'étudiants âgés de plus de 18 ans sera toujours supérieur au nombre de non-élèves, c'est-à-dire au nombre d'enfants âgés de 0 à 3 ans.

La note de M. Monard, dont la presse s'est faite l'écho, prévoit en l'occurrence un déficit de 9,3 milliards de francs en 1988 dans l'enseignement néerlandophone.

M. Moors estime en outre qu'une diminution du nombre d'élèves ne se traduit jamais entièrement par une diminution proportionnelle du nombre d'enseignants à temps plein. C'est ainsi que la diminution du nombre d'élèves et les mesures d'économie ont réduit de 9,76 % le nombre de charges à temps plein, alors que cette réduction ne s'est élevée qu'à 4,87 % en termes budgétaires.

Enfin, M. Moors constate qu'en égard à la structure des échelles barémiques et à la composition du personnel enseignant (il y a à l'heure actuelle relativement peu d'enseignants qui ont déjà atteint leur

8. afslanking in de navorming;

9. programmatie van niet-diplomagerichte sociale promotie afremmen — niet-diplomagerichte sociale promotie omkaderen als in Cultuur en leerkrachten via uurloon betalen — en verhoging met 25 % van inschrijvingsgeld voor deze cursussen;

10. samensmelting examencommissies en afschaffing van vacatievergoedingen;

11. vereenvoudiging weddeschalenstelsel : nieuwe leerkrachten worden op grond van een vereenvoudigd stelsel aangeworven;

12. stopzetten in 1989 van organisatie nieuwe zones voor leerlingenvervoer en evaluatie van de uitgaven voor deze dienstverlening;

13. beroep op Europese fondsen voor het experimenteel deeltijds onderwijs;

14. afschaffing vergoeding pedagogische diploma's;

15. afschaffen rechten inzake anciënniteit voor functies in bijambt.

In tegenstelling tot de onderwijsbegroting voor 1989 die, zoals gezegd, eerder meevalt lijkt de verdere evolutie van deze begroting problematisch.

Voor de berekening van de voor onderwijs bestemde financiële middelen worden immers de bedragen voor 1987 (aangepaste begroting) jaarlijks verhoogd met een (op heden niet definitief vastgesteld) indexcijfer en vervolgens aangepast aan de evolutie van het aantal inwoners jonger dan 18 jaar in de Gemeenschap waar de daling het geringste is (cf. het regeerakkoord van 10 mei 1988).

Volgens de heer Moors zal de integrale toepassing van deze norm een tekort aan kredieten voor onderwijs met zich brengen.

De evolutie van het werkelijke aantal leerlingen en studenten is immers niet volledig gelijklopend met die van het aantal inwoners beneden 18 jaar.

Naar zijn oordeel zal het aantal studenten boven de 18 jaar immers steeds hoger zijn dan het aantal niet-leerlingen dit wil zeggen het aantal kinderen tussen 0 en 3 jaar.

De in de pers gepubliceerde nota van de heer Monard voorspelt in dit verband een tekort in 1998 van 9,3 miljard frank voor het nederlandstalige onderwijs.

Daarenboven wordt, aldus de heer Moors, een daling van het aantal leerlingen nooit volledig vertaald in een evenredige vermindering van het aantal voltijdse leerkrachten. Zo leidden de daling van het leerlingenaantal plus de besparingsmaatregelen in de periode 1982-1988 weliswaar tot een daling van het aantal voltijdse opdrachten met 9,76 %. Budgettaire bedroeg de vermindering evenwel slechts 4,87 %.

Tenslotte stelt de heer Moors vast dat door de opbouw van de weddeschalen en de samenstelling van het onderwijzend personeel (een relatief klein aantal leerkrachten heeft nu reeds zijn maximumwedde) in

traitement maximum), il faut prévoir une augmentation de 0,7 % par an pour le paiement des biennales.

Il en résultera après neuf ans un coût supplémentaire de quelque 7,7 milliards de F.

La note de M. Monard tient dès lors compte d'un déficit global pour l'enseignement néerlandophone de 14 milliards de F (9,3 + 7,7 - 3 milliards en vertu de la correction N-F prévue dans l'accord de gouvernement). Strictement, cela signifierait qu'il faudrait désengager environ 18 000 enseignants, ce qui est évidemment impensable.

Une étude du CRISP prévoit à cet égard, en dix ans, un déficit de 12,2 milliards de F pour l'enseignement francophone et de 21,5 milliards de F pour l'enseignement néerlandophone.

M. Moors demande ce que le Gouvernement envisage de faire à ce propos.

REPONSES DU MINISTRE DES FINANCES

1. En ce qui concerne les recettes

1.1. *Comment expliquer que l'on n'atteigne pas les 4,1 % lorsqu'on prend la moyenne des prévisions en ce qui concerne le PNB des diverses entreprises et institutions ? (question de M. Kubla)*

Les informations conjoncturelles qui deviennent disponibles à mesure que l'année 1988 s'écoule font apparaître des évolutions plus favorables que ce qui était envisagé par le passé en ce qui concerne notamment l'évolution du commerce international et celle de l'activité dans les pays industrialisés. Cette dynamique conduit à réviser également à la hausse les prévisions pour l'année 1989.

Cette amélioration des perspectives conjoncturelles ne se traduit pas encore dans les prévisions disponibles à ce jour en raison des délais de publication.

Une prévision récente, celle que la Commission des Communautés européennes vient d'établir en octobre, indique que le taux de croissance du PNB en 1989 pourrait s'établir à 5 % (2,1 % en volume, 2,8 % en prix). La prévision de + 4,1 % retenue pour l'élaboration du budget 1989 (+ 1,8 en volume, + 2,3 en prix) peut donc être considérée comme une hypothèse prudente.

1.2. *Peut-on raisonnablement discuter du Budget des Voies et Moyens à défaut de disposer du projet de loi de financement des Communautés et des Régions ? En particulier, le fait que l'Etat s'apprête à ne verser à celles-ci que 85,7 % de leurs dépenses nouvelles, n'embellit-il pas le budget 1989 tel qu'il est présenté ? (question de M. Kubla)*

een verhoging van 0,7 % per jaar moet worden voorzien voor de uitbetaling van de tweejaarlijkse weddeverhogingen (de biënnales).

Na 9 jaar zal dit een meerkost van ± 7,7 miljard frank betekenen.

In de nota van de heer Monard wordt dan ook rekening gehouden met een globaal tekort in de Vlaamse onderwijssector van 14 miljard frank (9,3 + 7,7 - 3 miljard correctie N-F, als voorzien in het regeerakkoord). Dit zou dan betekenen dat men strict genomen ± 18 000 leerkrachten zou moeten doen afvloeien, wat uiteraard ondenkbaar is.

In een studie van het CRISP wordt dienaangaande over een periode van 10 jaar een tekort van 12,2 miljard voor de franstalige en van 21,5 miljard voor de nederlandstalige onderwijssector vooropgesteld.

Graag vernam de heer Moors wat de Regering hieraan denkt te doen.

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

1. Met betrekking tot de ontvangsten

1.1. *Hoe is het te verklaren dat men niet tot een resultaat van 4,1 % komt, wanneer men een gemiddelde maakt van de prognoses inzake het BNP van de diverse ondernemingen ? (vraag van de heer Kubla)*

Uit de conjunctuurgegevens die beschikbaar worden naarmate het jaar 1988 vordert, blijkt dat met name de internationale handel en de bedrijvigheid in de industrielanden zich gunstiger ontwikkelen dan in het verleden was vooropgesteld. In het licht van deze dynamiek, moeten wij onze prognoses voor het jaar 1989 « à la hausse » herzien.

De verbetering van de conjunctuurvooruitzichten komt echter nog niet tot uiting in de op dit ogenblik beschikbare prognoses, omdat er heel wat tijd verloopt alvorens die worden gepubliceerd.

In een recente prognose, die door de Commissie van de Europese Gemeenschappen in oktober werd gemaakt, blijkt dat de groeivoet van het BNP in 1989 5 % kan bedragen (2,1 % in volume en 2,8 % in prijzen). De prognose van 4,1 %, die in aanmerking is genomen bij het opstellen van de begroting 1989 (+ 1,8 in volume en + 2,3 in prijzen), kan bijgevolg als een voorzichtige hypothese worden beschouwd.

1.2. *Is het wel zinvol de Rijksmiddelenbegroting te bespreken, zolang men niet beschikt over het wetsontwerp betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten ? Wordt de voorgestelde begroting 1989 niet mooier afgeschilderd dan ze is, aangezien de Staat van plan is aan de Gemeenschappen en Gewesten slechts 85,7 % van hun nieuwe uitgaven over te maken ? (vraag van de heer Kubla)*

Le Gouvernement a élaboré le budget 1989 en calculant les dépenses à 100 % (c'est-à-dire comme si les dépenses nouvelles des Communautés et des Régions étaient réalisées à 100 % des crédits inscrits). Lors du contrôle budgétaire, le Gouvernement fixera sa politique à partir d'une vision consolidée des comptes de l'Etat, d'une part, et des Communautés et des Régions, d'autre part. Il ne « valorisera » pas au profit du budget de l'Etat les 14,3 % des ressources non versées aux Communautés et aux Régions.

1.3. *Evolution du coefficient d'élasticité des recettes fiscales courantes.* (question de M. Daems) (voir aussi la réponse à la question 1.9.)

Selon les calculs du Ministère des Finances, le coefficient d'élasticité moyen, pour la période 1966-1986, s'est élevé à 1,21.

Il y a deux ans, la Banque Nationale a également confirmé que cette valeur moyenne dépassait légèrement 1,2.

Cependant, au cours des années 1981-1986, cette valeur est redescendue en moyenne à 1,09. Cette baisse s'explique par les modifications sensibles intervenues tant dans la répartition que dans l'affectation du PNB en raison notamment de la politique de redressement qui a été menée au cours de cette période en vue de rétablir l'équilibre extérieur de la nation ainsi que la compétitivité et la rentabilité des entreprises.

Ainsi, la période 1981-1986 a été marquée par :

- une hausse rapide des revenus mobiliers et des revenus imposables des sociétés dont la taxation n'est que proportionnelle à leur croissance (élasticité = 1);
- une stagnation des revenus taxables des salariés et des indépendants dont l'imposition a un caractère progressif (élasticité > 1);
- une croissance rapide des exportations nettes et des investissements, exonérés de TVA.

Ces tendances ont donc favorisé, entre 1981 et 1986, la croissance du PNB sans générer des recettes de même ampleur, ce qui a pesé sur la valeur du coefficient d'élasticité.

Par contre, des calculs provisoires montrent qu'en 1987 la valeur du coefficient d'élasticité est remontée au delà de 1,2.

Les plus-values probables escomptées au terme de la présente année confirment ce rétablissement de la valeur du coefficient d'élasticité au niveau moyen de 1,2.

Dès lors, il a paru raisonnable de retenir cette valeur de 1,2 pour l'estimation des recettes fiscales courantes de 1989.

Bij het opstellen van de begroting 1989 heeft de Regering de uitgaven voor 100 % in aanmerking genomen (met andere woorden, net alsof de nieuwe uitgaven van de Gemeenschappen en de Gewesten verricht werden ten belope van 100 % van de uitgetrokken kredieten). Op het ogenblik van de begrotingscontrole zal de Regering haar beleid bepalen op grond van geconsolideerde gegevens over de rekeningen van de Staat enerzijds en die van de Gemeenschappen en de Gewesten anderzijds. De Regering zal die 14,3 %, niet aan de Gemeenschappen en Gewesten overgedragen geldmiddelen, niet gebruiken ten gunste van de Rijksbegroting.

1.3. *Evolutie van de elasticiteitscoëfficiënt van de lopende fiscale ontvangsten.* (vraag van de heer Daems) (zie ook het antwoord op de vraag 1.9.)

De gemiddelde elasticiteitscoëfficiënt voor de periode 1966-1986, bedroeg volgens de berekeningen van het Ministerie van Financiën 1,21.

Twee jaar geleden heeft ook de Nationale Bank bevestigd dat dit gemiddelde iets meer dan 1,2 bedroeg.

In de loop van de jaren 1981-1986 is dat gemiddelde echter opnieuw gedaald tot 1,09. Die daling kan worden verklaard door de aanzienlijke wijzigingen in de verdeling en de besteding van het BNP, met name ten gevolge van het herstelbeleid dat in die periode is gevoerd om het evenwicht op de betalingsbalans te herstellen en het concurrentievermogen en de rendabiliteit van de ondernemingen te verbeteren.

De periode 1981-1986 werd onder meer gekenmerkt door :

- de snelle stijging van de roerende inkomsten en de belastbare inkomsten van de vennootschappen, die slechts in verhouding tot hun groeicijfer belast worden (elasticiteit = 1);
- de stagnatie van de belastbare inkomens van de loontrekkenden en de zelfstandigen, die een progressieve belasting ondergaan (elasticiteit groter dan 1);
- een snelle groei van de netto-uitvoer en de investeringen, die geen van beide aan de BTW zijn onderworpen.

Die tendensen hebben tussen 1981 en 1986 het BNP doen stijgen, zonder evenwel tot een proportionele verhoging van de inkomsten te leiden; dat alles drukte op de waarde van de elasticiteitscoëfficiënt.

Uit voorlopige berekeningen blijkt evenwel dat de waarde van de elasticiteitscoëfficiënt in 1987 opnieuw de kaap van 1,2 heeft overschreden.

De meerwaarden die op het einde van dit jaar verwacht worden, bevestigen dat de waarde van de elasticiteitscoëfficiënt opnieuw gemiddeld 1,2 zal bedragen.

Bijgevolg leek het redelijk die waarde van 1,2 in aanmerking te nemen bij het ramen van de lopende belastingontvangsten voor 1989.

1.4. *Comment peut-on expliquer la remontée à 1,2 de la valeur du coefficient d'élasticité ?* (question de M. Daems) (voir aussi la réponse à la question 1.3.)

Les évolutions macro-économiques qui ont caractérisé la période 1981-1986 ne se sont plus reproduites en 1987 et 1988. Ainsi :

— la part des exportations nettes (non soumises à la TVA) en % du PNB a diminué en 1987 et crû modérément en 1988. La croissance a donc été soutenue par la demande intérieure, généralement soumise à la TVA;

— la croissance des revenus mobiliers et des revenus taxés des sociétés (dont la taxation n'est que proportionnelle à cette croissance : élasticité = 1) s'est ralentie;

— la part des revenus des salariés et des indépendants (dont l'imposition a un caractère progressif : élasticité > 1) s'est légèrement accrue dans le Revenu National.

Bref, la part des composantes peu ou pas taxées s'est réduite au profit de la part plus rentable au niveau fiscal, ce qui a entraîné une remontée de la valeur du coefficient d'élasticité.

1.5. *Le Ministre pourrait-il fournir une comparaison entre les prévisions des recettes obtenues :*

1° *par la méthode désagrégée*

2° *par la méthode macro-économique ?* (question de M. Daems)

Les résultats de l'estimation selon la méthode macro-économique et selon la méthode désagrégée sont les suivants :

**Recettes fiscales courantes — Voies et Moyens
Prévisions 1989**

(milliards de francs)

	Méthode macro-économique — macro-economische methode	Méthode désagrégée — Opsplitsings- methode	Ecarts — Verschil
	1	2	3 = 2 - 1
Contributions directes — <i>Directe belastingen</i>	947,4	942,9	- 4,5
Accises et divers — <i>Accijnzen en varia</i>	121,3	120,3	- 1,0
TVA — <i>BTW</i>	396,3	395,2	- 1,1
Enregistrement et divers — <i>Registratierechten en varia</i>	37,1	36,7	- 0,4
TOTAL — TOTAAL	1 502,1	1 495,1	- 7,0

Les résultats obtenus par la méthode désagrégée sont fort proches de ceux obtenus selon la méthode macro-économique : l'écart est inférieur à 0,5 %, ce qui n'est guère significatif.

Il convient de souligner que, globalement, la méthode désagrégée n'offre pas d'avantage décisif par rapport à la méthode macro-économique. L'on notera

1.4. *Hoe is de stijging van de elasticiteitscoëfficiënt tot 1,2 te verklaren ?* (vraag van de heer Daems) (zie ook het antwoord op de vraag 1.3.)

De macro-economische ontwikkeling die de periode 1981-1986 kenmerkte, deed zich in 1987 en 1988 niet gevoelen :

— het aandeel van de netto-uitvoer (niet aan de BTW onderworpen) in % van het BNP daalde in 1987 en steeg matig in 1988. De stijging steunde bijgevolg op de binnenlandse vraag, die algemeen genomen aan de BTW onderworpen is;

— de stijging van het roerend inkomen en van de belastbare inkomsten van de vennootschappen (waarvan de heffing slechts in verhouding staat tot die stijging : elasticiteit = 1) vertraagde;

— het aandeel van inkomens van werknemers en zelfstandigen (waarvan de heffing een progressief karakter heeft : elasticiteit > 1) nam lichtjes toe in het Nationaal Inkomen.

Kortom, het aandeel van de weinig of niet belaste componenten nam af ten voordele van het gedeelte dat fiscaal meer rendeert, wat een stijging van de waarde van de elasticiteitscoëfficiënt heeft veroorzaakt.

1.5. *Kan de Minister een vergelijking maken tussen de ontvangstprognoses op grond van :*

1° *de opsplitsingsmethode*

2° *de macro-economische methode ?* (vraag van de heer Daems)

De macro-economische methode en de opsplitsingsmethode leiden tot de volgende ramingen :

**Lopende belastingontvangsten — Rijksmiddelen
Ramingen 1989**

(in miljarden frank)

De resultaten van de opsplitsingsmethode verschillen nauwelijks van die van de macro-economische methode. Het verschil bedraagt minder dan 0,5 %, wat te verwaarlozen is.

In dit verband moet worden benadrukt dat de opsplitsingsmethode, globaal gezien, vergeleken met de macro-economische methode geen bijzondere voorde-

d'ailleurs que, dans le passé (encore récent), les gouvernements s'en sont toujours tenus à la méthode macro-économique. Par contre, la méthode désagrégée est susceptible de donner une vision plus fine du comportement des différentes catégories d'impôts. Sur cette voie, elle appelle cependant des approfondissements. Dès son entrée en fonction, le Ministre a demandé à l'Administration de donner une priorité à ces travaux.

1.6. *Que recouvre la recette non fiscale de 7 milliards attendue d'une gestion plus active des réserves de la B.N.B. ?* (question de M. Kubla)

Il a été prévu que les recettes non fiscales courantes s'élèveraient à 66,4 milliards en 1989 contre 59,0 milliards en 1988. L'accroissement résulte essentiellement d'une gestion plus active des réserves de la B.N.B., dont il résultera pour le Trésor une recette supplémentaire de l'ordre de 7 milliards de francs.

La Banque n'a en fait qu'une obligation de résultat. Elle dispose donc d'une totale liberté de manœuvre en la matière.

Ces recettes peuvent provenir d'un rendement plus élevé des actifs de la Banque libellé en devises, de l'évolution des circonstances économiques, de la hausse des taux d'intérêt, et/ou de la réalisation de plus-values sur devises.

En outre, des recettes complémentaires peuvent être obtenues en cas de besoins, par la frappe de monnaies commémoratives en or. La plus-value réalisée lors de la vente par la banque du métal nécessaire à ladite frappe sera versée au Trésor.

Dans le même esprit, des arbitrages en or contre d'autres éléments de réserves externes peuvent être effectués. Les plus-values ainsi réalisées seront versées à un compte spécial de réserves indisponible, ouvert dans les livres de la BNB. Les revenus nets des actifs en devises formant la contrepartie de ce compte spécial seront attribués au Trésor.

Ces deux derniers points font d'ailleurs l'objet de dispositions spécifiques dans un projet de loi portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire, qui sera déposé dans les meilleurs délais sur le bureau d'une des deux Chambres.

Quant à la vente éventuelle de l'or sur le marché, il est évident que la banque, en bon gestionnaire, tiendra dûment compte des circonstances du marché.

Etant donné que les recettes de l'Etat sont en principe non-affectées, il n'existera pas d'obligations contraignantes pour le Gouvernement de destiner au remboursement de la dette extérieure les recettes provenant de la plus-value réalisée sur l'or.

len biedt. Er zij trouwens opgemerkt dat de diverse regeringen in het (nog recente) verleden steeds de macro-economische methode hebben gehanteerd. Daarentegen kan de opsplitsingsmethode een beter inzicht geven in de ontwikkeling van de diverse belastingcategorieën, op voorwaarde dat men er dieper op ingaat. Onmiddellijk na zijn ambtsaanvaarding heeft de Minister zijn Administratie verzocht voorrang te geven aan die werkzaamheden.

1.6. *Wat dekt de niet-fiscale ontvangst van 7 miljard die verwacht wordt van een actiever beheer van de reserves van de Nationale Bank ?* (vraag van de heer Kubla)

Volgens plan zouden de lopende niet-fiscale ontvangsten 66,4 miljard bedragen in 1989, tegenover 59,0 miljard in 1988. De toename is in hoofdzaak het gevolg van een actiever beheer van de reserves van de Nationale Bank van België, dat voor de Staatskas een bijkomende ontvangst van 7 miljard frank ten gevolge zal hebben.

In feite krijgt de Bank alleen de verplichting opgelegd om dat resultaat te behalen. Zij beschikt derhalve over alle vrijheid van handelen ter zake.

Die ontvangsten kunnen komen uit een hoger rendement van de activa van de Bank in deviezen, uit het verloop van de economische context, van een rentestijging, en/of van de realisatie van meerwaarden op deviezen.

Bovendien kunnen desnoods aanvullende ontvangsten gehaald worden uit het slaan van gouden herdenkingsmunten. De meerwaarde die de Bank bij de verkoop van het metaal voor die muntslag boekt, zal aan de Staatskas worden doorgestort.

In dezelfde geest kunnen arbitrages in goud tegen andere bestanddelen van buitenlandse reserves worden verricht. De aldus geboekte meerwaarden worden gestort op een onbeschikbare bijzondere rekening voor reserves die in de boekhouding van de NBB wordt geopend. De netto-opbrengst van de activa in deviezen, die de tegenwaarde voor die bijzondere rekening vormen, komen de Staatskas ten goede.

Die laatste twee punten maken overigens het voorwerp uit van specifieke bepalingen in een wetsontwerp houdende bepalingen betreffende het monetair statuut, de nationale Bank van België, het monetair beleid en het Monetair Fonds, dat ten spoedigste bij een van beide Kamers zal worden ingediend.

Wat de mogelijke verkoop van goud op de markt betreft, is het evident dat de Bank als goed beheerder terdege rekening zal houden met de toestand op de markt.

Aangezien de ontvangsten van de Staat in principe niet toegewezen zijn, is de regering niet verplicht de ontvangsten uit de meerwaarde op goud te gebruiken voor de terugbetaling van de buitenlandse schuld.

1.7. *Une meilleure perception des impôts devrait rapporter 2 milliards. Quelles sont les mesures prises en la matière ?* (question de M. Kubla)

Des mesures d'ordre administratif viennent d'être prises en vue de résorber l'arriéré en matière de contentieux, ce qui devrait permettre de débloquer le recouvrement d'impôts contestés.

Les services de recouvrement de l'Administration des Contributions directes et de l'Administration de la TVA seront restructurés afin d'améliorer le suivi des dossiers qui présentent des difficultés d'ordre juridique.

La modernisation et l'informatisation des Administrations fiscales, en particulier de l'Administration des contributions directes, seront accélérées, ce qui devrait permettre, à moyen terme, une amélioration de la perception de l'impôt grâce à une meilleure organisation et à une meilleure utilisation des ressources humaines.

Enfin, une réforme des procédures fiscales est actuellement à l'examen et devra conduire à une coordination et une intégration aussi poussées que possible des Administrations fiscales.

Ces mesures devraient commencer à faire sentir leurs effets sur le plan des recettes budgétaires à partir des années 1991-1992 et auront un impact estimé à 7 milliards.

1.8. *De meilleures recettes entraînent des dépenses supplémentaires de contrôle, de perception et de recouvrement. Quel est, dès lors, le produit net, après déduction de ces dépenses supplémentaires ?* (question de Mme Vogels)

Le contrôle, la perception et le recouvrement des impôts sont les activités normales de l'Administration du Ministère des Finances. Des progrès qualitatifs en la matière requièrent des efforts et une meilleure coordination des agents, une meilleure organisation des services et un décloisonnement des administrations fiscales, mais pas nécessairement des dépenses supplémentaires.

1.9. *Quels sont les actifs dont l'Etat dispose ?* (question de M. Daems)

Il n'est actuellement pas possible de communiquer les chiffres exacts concernant les actifs de l'Etat.

Il convient toutefois de signaler que la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat a été réinstituée par l'arrêté royal du 11 septembre 1987 (*Monsieur belge* du 2 octobre 1987).

La Commission précitée, qui a commencé ses travaux dans le courant du mois de décembre 1987, est chargée de dresser l'inventaire du patrimoine de l'Etat au 31 décembre 1986.

Dans un premier temps, il est prévu de dresser l'inventaire du patrimoine de l'Etat au « sens strict ».

1.7. *Een betere inning van de belastingen kan twee miljard opleveren. Welke maatregelen zijn ter zake genomen ?* (vraag van de heer Kubla)

Zopas werden een aantal bestuursrechtelijke maatregelen getroffen om de achterstand in de afhandeling van geschillen weg te werken, waardoor de invordering van betwiste belastingen kan worden geblokkeerd.

De Diensten Invordering van de Administratie der Directe Belastingen en van de Administratie van de BTW zullen worden geherstructureerd om de dossiers met juridische moeilijkheden beter af te handelen.

De modernisering en informatisering van de Administraties der Belastingen en in het bijzonder van de Administratie der Directe Belastingen zullen worden bespoedigd, waardoor, op middellange termijn, de belastingen beter kunnen worden geïnd dank zij een betere organisatie en een rationeler gebruik van de arbeidskrachten.

Tot slot wordt thans een hervorming van de fiscale procedures onderzocht, welke op den duur moet leiden tot een zo goed mogelijke coördinatie en integratie van de belastingadministraties.

Die maatregelen zouden vanaf de jaren 1991-1992 effect moeten sorteren op de begrotingsontvangsten en de weerslag ervan wordt op 7 miljard geraamd.

1.8. *Betere ontvangsten brengen bijkomende uitgaven met zich voor controle, inning en heffing. Wat is dan de netto opbrengst na aftrek van deze bijkomende uitgaven ?* (vraag van Mevrouw Vogels)

De controle, de inning en de heffing der belastingen zijn de normale werkzaamheden van het Ministerie van Financiën. Kwalitatieve vooruitgang ter zake vereist inspanningen en een betere coördinatie van de beampten, een betere organisatie van de diensten en een doorstroming van de belastingbesturen, maar niet noodzakelijk bijkomende uitgaven.

1.9. *Welke zijn de activa waarover de Staat beschikt ?* (vraag van de heer Daems)

Het is op dit ogenblik onmogelijk om exacte cijfers te geven betreffende de activa van de Staat.

Wel werd bij koninklijk besluit van 11 september 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 2 oktober 1987) de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat wederingesteld.

De taak van bovengenoemde Commissie, die haar werkzaamheden heeft aangevangen in de maand december 1987, bestaat erin de inventaris op te stellen van het vermogen van de Staat op 31 december 1986.

In een eerste fase van de werkzaamheden is het de bedoeling om de inventaris op te stellen van het vermogen van de Staat « sensu stricto ».

Dans une phase ultérieure, il sera procédé à l'examen du patrimoine des organismes parastataux. Enfin, on s'efforce également d'associer les Communautés et les Régions aux travaux d'inventaire, afin d'obtenir ultérieurement un aperçu complet du patrimoine du pouvoir central au sens large du terme (l'Etat au sens strict, les organismes parastataux et les Communautés et Régions).

— La Commission a tenu quatre réunions plénières et a approuvé les principes de l'inventaire :

- des terrains;
- des bâtiments (dont ceux des ambassades et consulats ...);
- des routes;
- des plages littorales, cours d'eau et rivières, barrages, canaux et ports;
- des actifs corporels gérés par le Service général des constructions militaires (KGC);
- des biens gérés par l'Administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines;
- des biens mobiliers corporels.

Remarques : On s'est efforcé d'obtenir, dans la mesure du possible, une répartition régionale des données (Travaux publics, Education nationale,...).

— La phase d'application pratique des principes précités est en cours (établissement des inventaires de base des biens mobiliers corporels, poursuite de l'élaboration des principes pour l'inventaire des routes et voies navigables...).

2. En ce qui concerne la Dette publique

2.1. *L'hypothèse du Gouvernement en ce qui concerne les taux d'intérêt (6,75 %) ne sera pas atteinte. Les taux sont actuellement beaucoup plus élevés.* (remarques de MM. Verhofstadt et Kubla)

L'hypothèse choisie en matière de taux à court terme (6,75 % pour les certificats du Trésor à 1 mois et 7,10 % pour les certificats du Trésor à 3 mois) est tout à fait réaliste même si actuellement ceux-ci sont légèrement supérieurs à ce niveau.

En effet, en juillet et août 1988, les taux à court terme ont dû être sensiblement majorés (+ 1,15 point pour le taux des certificats du Trésor à 1 mois et + 1,4 point pour le taux des certificats du Trésor à 3 mois) en Belgique comme dans les pays voisins afin de limiter la dépréciation éventuelle des monnaies européennes pouvant résulter des augmentations de taux d'intérêt décidées aux Etats-Unis pour faire face aux pressions inflationnistes causées par la forte reprise de l'activité économique et accentuées par les anticipations découlant d'une sécheresse historique.

In een latere fase van de werkzaamheden zal het vermogen van de parastatale instellingen worden bestudeerd. Tenslotte wordt ernaar gestreefd om ook de Gemeenschappen en de Gewesten te betrekken bij de werkzaamheden voor de inventaris, ten einde, in een later stadium, een volledig overzicht te verkrijgen van het vermogen van de Centrale Overheid in de brede zin van het woord (Staat « sensu stricto », de parastatale instellingen en de Gemeenschappen en de Gewesten).

— De Commissie kwam vier maal in voltallige vergadering bijeen en keurde de principes goed voor de inventarisering van :

- de terreinen;
- de gebouwen (ook deze van ambassades en consulaten ...);
- de wegen;
- de zeestranden, stromen en rivieren, stuwdammen, kanalen en havens;
- de door KGC (Algemene Dienst der Militaire Bouwwerken) beheerde lichamelijke activa;
- de door de Administratie van de BTW, registratie en domeinen beheerde goederen;
- de lichamelijke roerende goederen.

Opmerkingen : Hierbij werd ernaar gestreefd om, in de mate van het mogelijke, een regionale opdeling van de gegevens te verkrijgen (Openbare Werken, Onderwijs...).

— Op heden is men volop bezig met de praktische uitvoering van bovengenoemde principes (opstellen van de basisinventarissen van de lichamelijke roerende goederen, verder uitwerken van de principes voor de inventarisering van de wegen en waterwegen ...).

2. Met betrekking tot de openbare schuld

2.1. *De hypothese van de regering met betrekking tot de rentetarieven (6,75 %) wordt niet gehaald. De tarieven zijn thans veel te hoog.* (opmerkingen van de heren Verhofstadt en Kubla)

De hypothese die gekozen werd inzake rente op korte termijn (6,75 % voor schatkistcertificaten op één maand en 7,10 % voor schatkistcertificaten op drie maanden) houdt perfect rekening met de realiteit, ook al liggen die tarieven momenteel iets hoger.

In juli en augustus 1988 moest in België en in de buurlanden, de rente op korte termijn, aanzienlijk worden opgetrokken (+ 1,15 punt voor de rente van schatkistcertificaten op één maand en 1,4 punt voor de rente van schatkistcertificaten op drie maanden). Op die manier wou men de eventuele ontwaarding van de Europese valuta binnen de perken houden. Die ontwaarding kon voortvloeien uit een renteverhoging in de Verenigde Staten om het hoofd te bieden aan de inflatoire druk ten gevolge van de sterke aanzwengeling van de economische activiteit; de druk werd nog versterkt door verontrustende vooruitzichten ten gevolge van een uitzonderlijke droogte.

Actuellement ce mouvement à la hausse est arrêté et depuis la fin septembre certains taux d'intérêt à court terme ont déjà pu être légèrement réduits, comme le montre l'évolution des taux des certificats du Trésor à 3 mois qui sont les plus représentatifs de l'évolution des taux d'intérêt à court terme.

Thans is die trend « à la hausse » tot staan gebracht en sinds eind september konden sommige rentetarieven op korte termijn reeds lichtjes worden vermindert, zoals blijkt uit de ontwikkeling van de rente van schatkistcertificaten op drie maanden, die het meest representatief is voor de ontwikkeling van de rentetarieven op korte termijn.

			Taux des certificats du Trésor à 1 mois — Rente van schatkistcertificaten op 1 maand	à 3 mois — op 3 maanden
1 ^{er}	mars / maart	1988	6,10 %	6,10 %
10	juin / juni	1988	6,00 %	—
1 ^{er}	juillet / juli	1988	6,50 %	6,50 %
12	juillet / juli	1988	—	6,85 %
13	juillet / juli	1988	6,75 %	7,10 %
10	août / augustus	1988	6,90 %	7,25 %
23	août / augustus	1988	7,00 %	—
24	août / augustus	1988	—	7,35 %
26	août / augustus	1988	7,15 %	7,50 %
23	septembre / september	1988	—	7,45 %
28	septembre / september	1988	—	7,35 %
12	octobre / oktober	1988	(7,15 %)	7,30 %

La phase actuelle de diminution des taux devrait s'étendre aux taux à 1 mois et se prolonger au cours des mois à venir. Rien ne permet de dire actuellement que l'hypothèse choisie comme taux moyen pour 1989 soit irréaliste. Ainsi, par exemple, en janvier 1987, le taux des certificats du Trésor à 1 mois s'élevait à 8,00 % alors que le taux annuel moyen pour 1987 n'a été que de 6,99 %.

Dès lors, se baser sur la forte mais brève augmentation connue en juillet et août 1988 pour prévoir le taux moyen de 1989 paraît peu crédible.

2.2 Selon certaines estimations, le poids des charges d'intérêts au sein des dépenses publiques augmenterait encore, même avec un solde net à financer de 4 % du PNB. A quoi est-ce dû ? (question de M. Daems)

L'évolution du poids des charges d'intérêts au sein des dépenses publiques dépend fondamentalement de plusieurs paramètres et de leur évolution, et notamment :

1) de l'évolution du poids des charges d'intérêts en % du PNB;

2) de l'évolution de la part des dépenses publiques totales par rapport au PNB. Or, il est établi que pour un taux d'endettement public (Pouvoir Central) de 125 % et un taux de croissance nominal de 4 % du PNB, un déficit de l'ordre de 4 % du PNB permettrait non seulement d'arrêter l'effet dit « boule de neige », mais aussi, en cas de taux d'intérêt moyen stable, d'assurer une diminution progressive des charges d'intérêts pesant sur la dette publique en % du PNB. Si dans ces conditions, certaines estimations font état d'une poursuite de la hausse du poids des charges d'in-

De thans lopende fase van de renteverlaging zou worden uitgebreid tot de tarieven op 1 maand en de komende maanden nog doorlopen. Voorlopig wijst niets er op dat de hypothese die werd aangenomen als gemiddelde rente voor 1989, niet realistisch zou zijn. Zo bedroeg de rente van de schatkistcertificaten op 1 maand 8,00 % in januari 1987 terwijl de jaarlijkse gemiddelde rente voor 1987 slechts 6,99 % bedroeg.

Het blijkt dan ook helemaal niet aangewezen te zijn zich voor een prognose van de gemiddelde rente in 1989 te baseren op de korte maar hevige stijging die in juli en augustus 1988 merkbaar was.

2.2. Volgens sommige ramingen zou het gewicht van de rentelast in de overheidsuitgaven nog toenemen, zelfs met een netto te financieren overheidstekort van 4 % van het BNP. Waaraan is zulks te wijten ? (vraag van de heer Daems)

De ontwikkeling van het aandeel van de rentelast in de overheidsuitgaven hangt in hoofdzaak af van verscheidene parameters en de evolutie daarvan en, met name van :

1) de ontwikkeling van de druk van de rentelast in percentage van het BNP;

2) de ontwikkeling van het aandeel van de totale overheidsuitgaven in vergelijking met het BNP. Vast staat dat het voor een overheidsschuld (Centrale Overheid) van 125 % en een nominale groeivoet van 4 % van het BNP, met een tekort van om en bij 4 % van het BNP niet alleen mogelijk is het zogenaamde « sneeuwbal effect » tot staan te brengen, maar dat ook, bij een stabiele gemiddelde rentevoet, een geleidelijke daling van de rentelast op de overheidsschuld in percentage van het BNP mogelijk wordt. Blijft volgens sommige ramingen onder die omstandigheden

térêts en % des dépenses publiques totales, cela ne peut s'expliquer que par la poursuite de l'effort de compression des dépenses publiques, hors charges d'intérêts, entraînant une baisse plus rapide des dépenses publiques par rapport au PNB que la baisse susmentionnée du poids des charges d'intérêts en % du PNB.

2.3. *L'application du protocole d'accord du 3 août 1986 et de son avenant du 1^{er} août 1988 débouche-t-elle effectivement sur l'émission pour l'année 1989 de bons du Trésor pour un montant total de 49 milliards ?* (question de M. De Vlieghe)

het gewicht van de rentelast in percentage van de totale overheidsuitgaven nog steeds stijgen, dan kan zulks alleen worden verklaard door de volgehouden inspanning om de overheidsuitgaven, exclusief rentelast, te drukken, waardoor het gedeelte van de overheidsuitgaven in het BNP sneller gaat dalen dan voormelde daling van het aandeel van de rentelast in percentage van het BNP.

2.3. *Maakt de toepassing van het Protocol van overeenkomst van 3 augustus 1986 en van zijn aanhangsel van 1 augustus 1988 werkelijk de weg vrij voor de uitgifte voor het jaar 1989 van Schatkistbons voor een totaal bedrag van 49 miljard ?* (vraag van de heer De Vlieghe)

EMISSIONS PREVUES			En milliards de F — In miljarden F	GEPLANDE UITGIFTEN		
1 ^{er}	mars	1989 (protocole de 1986)	14,00	1	maart	1989 (protokol van 1986).
1 ^{er}	juin	1989 (avenant de 1988)	18,67	1	juni	1989 (aangangsel van 1988).
1 ^{er}	septembre	1989 (protocole de 1986)	7,00	1	september	1989 (protokol van 1986).
1 ^{er}	décembre	1989 (avenant de 1988)	9,33	1	december	1989 (aangangsel van 1988).
			49,00			

Ces émissions permettent les réductions budgétaires suivantes, ventilées entre
— le budget de la Dette publique (art. 21.01) pour les emprunts à long terme de l'Etat;
et
— le budget des Travaux publics (art. 41.01) pour les emprunts à long terme du Fonds des Routes.

Deze uitgaven laten volgende begrotingsverminderingen toe, als volgt verdeeld tussen
— de Rijksschuldbegroting (art.21.01) voor de leningen op lange termijn van de Staat;
en
— de begroting van Openbare werken (art.41.01) voor de leningen op lange termijn van het Wegenfonds.

			Etat — <i>Staat</i>	Fonds des Routes — <i>Wegenfonds</i>			
			en milliards de F — <i>in miljarden F</i>				
1 ^{er}	mars	1989	11,40	2,6	1	maart	1989
1 ^{er}	juin	1989	14,67	4,0	1	juni	1989
1 ^{er}	septembre	1989	5,60	1,4	1	september	1989
1 ^{er}	décembre	1989	7,33	2,0	1	december	1989
Réductions budgétaires totales			39,00	10,00	<i>Totale begrotingsverminderingen</i>		

2.4. *Echéancier des bons du Trésor pour les années 1989 et suivantes.*
(Question de M. Daems).

2.4. *Vervaldagenlijst van de Schatkistbons voor de jaren 1989 en volgende.*
(Question de M. Daems).

REMBOURSEMENTS (en milliers de F)						TERUGBETALINGEN (in duizenden F)					
Catégorie de bons — <i>Soort van Bons</i>	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Total à amortir — <i>Af te lossen totaal</i>
Sur bons émis / <i>Op uitgegeven bons</i>											
1986-1994 Tranche I		1 491 875				2 983 750					4 475 625
1987-1995 Tranche I	5 302 200		5 302 200				10 604 400				21 208 800
1987-1995 Tranche II	2 970 050		2 970 050				5 940 100				11 880 200
1988-1996 Tranche I		5 774 600		5 774 600				11 549 200			23 098 400
1988-1996 Tranche II		3 014 225		3 014 225				6 028 450			12 056 900
Sur bons à émettre en 1989 / <i>Op in 1989 uit te geven bons</i>	8 272 250 (estimation) (raming)	10 280 700	8 272 250	8 788 825		2 983 750	16 544 500	17 577 650			72 719 925
1989-1997 Tranche I			3 500 000			3 500 000			7 000 000		14 000 000
1989-1997 Tranche II			4 667 500			4 667 500			9 335 000		18 670 000
1989-1997 Tranche III			1 750 000			1 750 000			3 500 000		7 000 000
1989-1997 Tranche IV			3 014 225			3 014 225			3 301 550		9 330 000
Sur bons à émettre en 1990 / <i>Op in 1990 uit te geven bons</i>	— (estimation) (raming)	—	12 931 725	—		12 931 725	—	—	23 136 550		49 000 000
1990-1998 Tranche I				1 832 500		1 832 500				3 665 000	7 330 000
1990-1998 Tranche II				917 500		917 500				1 835 000	3 670 000
	—	—	—	2 750 000		2 750 000	—	—	—	5 500 000	11 000 000
TOTAUX — TOTALEN	8 272 250	10 280 700	21 203 975	11 538 825		5 733 750	16 544 500	17 577 650	23 136 550	5 500 000	132 719 925

2.5. *Pourquoi le rééchelonnement de la Dette publique, conforme au marché, ne demande-t-il pas d'effort réel de la part des banques ? (question de Mme Vogels)*

Le nouvel accord de rééchelonnement d'une partie des charges d'intérêt conclu le 2 août 1988 entre le Gouvernement et certains investisseurs institutionnels est conforme aux règles du marché et a été établi en concertation avec le secteur financier comme prévu dans la déclaration gouvernementale du 10 mai 1988.

Les banques fournissent un réel effort qui ne peut être sous-estimé (voir p. 122 de l'Exposé Général) et qui s'ajoute à celui obtenu il y a deux ans dans le cadre de la première opération de rééchelonnement de la dette de l'été 1986.

Il n'est pas possible d'envisager, dans une économie de marché comme la Belgique, une consolidation forcée et drastique de la dette qui réduirait la solvabilité, la rentabilité et la liquidité du système bancaire, mettant en péril les dépôts des épargnants, qui sont directement ou indirectement au niveau des banques la contrepartie des prêts consentis par celles-ci, que ce soit aux entreprises ou aux pouvoirs publics, et faisant disparaître la confiance, facteur décisif pour l'équilibre de notre économie et plus spécialement de notre monnaie et de nos finances publiques. Faut-il rappeler que la confiance est susceptible de disparaître très rapidement. De plus une opération de ce type obligerait l'Etat à rembourser immédiatement la plus grande partie de la dette en devises avec les conséquences que l'on devine.

Seule une opération conforme aux règles du marché, conclue en concertation avec le secteur financier, demeurerait donc possible et c'est ce qui a été fait.

2.6. *Quelle est la part des intérêts dans l'augmentation de la dette publique de 1981 à 1987 ? (question de M. Daems)*

Pour les années mentionnées, l'augmentation de la dette publique (1), des charges d'intérêts y afférentes (2) et la part de ces dernières dans l'augmentation de la dette (3), s'établissent respectivement comme suit :

2.5. *Waarom wordt bij de marktconforme herschikking van de overheidsschuld geen werkelijke inspanning gevraagd van de banken ? (vraag van Mevr. Vogels)*

De nieuwe overeenkomst tot herschikking van een deel der rentelasten die afgesloten werd op 2 augustus 1988 tussen de Regering en sommige institutionele beleggers is conform aan de regels van de markt; ze werd opgesteld in overleg met de financiële sector zoals voorzien in de regeringsverklaring van 10 mei 1988.

De banken leveren een werkelijke inspanning die niet mag worden onderschat (zie blz. 122 van de Algemene Toelichting); zij komt bovenop deze die twee jaar geleden bekomen werd in het raam van de eerste herschikkingstransactie van de schuld in de zomer van 1986.

In een markteconomie zoals België is het niet mogelijk een geforceerde en drastische consolidatie van de schuld te overwegen; zoiets zou de solvabiliteit, de rendabiliteit en de liquiditeit van het bankstelsel verminderen, de spaardersdeposito's in het gedrang brengen, die rechtstreeks of onrechtstreeks op het vlak van de banken de tegenpartij zijn van de leningen die deze toestaan hetzij aan de ondernemingen of aan de overheid, en zoiets zou het vertrouwen doen verdwijnen, beslissende factor voor het evenwicht van ons bedrijfsleven en meer bepaald van onze munt en onze overheidsfinanciën. Dient eraan herinnerd dat het vertrouwen zeer vlug kan verdwijnen ? Bovendien zou een transactie van die soort de Staat verplichten het grootste deel van de schuld onmiddellijk terug te betalen in deviezen, met de gevolgen die men raadt.

Er bleef dus enkel een transactie mogelijk conform aan de regels van de markt, afgesloten in overleg met de financiële sector; dat is dan ook gebeurd.

2.6. *Wat is het aandeel van de rentelast in de stijging van de rijksschuld tussen 1981 en 1987 ? (vraag van de heer Daems)*

Tijdens de voornoemde jaren ziet de stijging van de rijksschuld (1) en van de daarmee gepaard gaande rentelast (2), alsmede het aandeel van deze laatste in de stijging van de schuld (3), er respectievelijk als volgt uit :

Année — Jaar	(1) en milliards — in miljarden	(2) en milliards — in miljarden	(3) = (2) : (1) en pourcentage — in percentage
1981	482,3	216,5	44,9
1982	645,9	295,3	45,7
1983	631,0	317,9	50,4
1984	548,9	362,4	66,0
1985	649,7	435,0	67,0
1986	503,7	476,4	94,6
1987	454,2	444,4	97,8

2.7. *Evolution de la dette publique en devises et répartition entre les diverses monnaies. (question de M. Daems)*

Variation absolue et en pourcentage de la dette en devises pour les principales monnaies.

a. *en montants absolus*

(en milliards)

2.7. *Hoe evolueerde de uitstaande Rijksschuld in deviezen over de diverse muntsoorten ? (vraag van de heer Daems)*

Absolute en procentuele variatie van de uitstaande schuld volgens de voornaamste munten.

a. *in absolute bedragen*

(in miljarden)

à fin — per einde periode	Montants en francs belges — <i>Uitstaande bedragen in BF</i>						
	Mark alle- mands — Duitse mark	Francs suisses — Zwitserse frank	Dollars U.S. — U.S.-dollar	Florins néerlandais — Nederlandse gulden	Yens japonais — Japanse yen	Autres monnaies et or — Andere munten en goud	Total (a) — Totaal (a)
1976	1,1	0,3	0,9	1,5	—	0,1	3,9
1977	1,0	0,3	0,8	1,3	—	—	3,4
1978	0,9	0,2	12,7	1,1	—	—	14,9
1979	30,0	13,4	12,9	0,9	—	—	57,2
1980	67,7	45,1	37,9	2,4	0,3	—	153,5
1981	135,1	99,5	106,5	31,6	15,7	—	388,3
1982	214,3	162,8	171,5	64,2	20,1	9,5	642,4
1983	252,9	194,9	252,7	84,3	28,9	10,1	823,9
1984	286,2	230,9	351,3	91,4	34,4	24,2	1 018,3
1985	323,7	241,1	285,7	95,7	36,9	7,2	990,3
1986	409,2	259,2	218,5	93,5	40,0	—	1 020,4
1987	463,8	290,7	84,1	107,7	99,6	—	1 045,9
1988/sept.	416,7	333,8	160,6	88,4	105,0	—	1 104,6

Il ressort de ce tableau que la dette en devises est stabilisée depuis 1984. En pourcentage de la dette totale, elle est passée de 23,9 % en 1984 à 17,5 % en 1988 (septembre).

Uit de tabel blijkt de stabilisatie van de schuld in deviezen sinds 1984. In procent van de totale schuld daalde de schuld in deviezen tussen 1984 en 1988 (sept.) van 23,9 % tot 17,5 %.

b. répartition en pourcentage de la dette en devises
entre les différentes monnaies

b. procentuele verdeling van de deviezenschuld
over de verschillende muntsoorten

	(en % du total)			(in % van het totaal)			
	Marks allemands — <i>Duitse mark</i>	Francs suisses — <i>Zwitserse frank</i>	Dollars U.S. — <i>U.S.-dollar</i>	Florins néerlandais — <i>Nederlandse gulden</i>	Yens japonais — <i>Japanse yen</i>	Autres monnaies et or — <i>Andere munten en goud</i>	Total (a) — <i>Totaal (a)</i>
1976	28,2	7,7	23,1	38,5	—	2,6	100,0
1977	29,4	8,8	23,5	38,2	—	—	100,0
1978	6,0	1,3	85,2	7,4	—	—	100,0
1979	52,4	23,4	22,6	1,6	—	—	100,0
1980	44,1	29,4	24,7	1,6	0,2	—	100,0
1981	34,8	25,6	27,4	8,1	4,0	—	100,0
1982	33,2	25,3	26,7	10,0	3,1	1,5	100,0
1983	30,7	23,7	30,7	10,2	3,5	1,2	100,0
1984	28,1	22,7	34,5	9,0	3,4	2,4	100,0
1985	32,7	24,3	28,8	9,7	3,7	0,7	100,0
1986	40,1	25,4	21,4	9,2	3,9	—	100,0
1987	44,3	27,8	8,0	10,3	9,5	—	100,0
1988/sept.	37,3	30,2	14,5	8,0	9,5	—	100,0

2.8. A combien se monte la dette garantie par
l'Etat ? (question de M. Daems)

Depuis 1970, la dette garantie par l'Etat a évolué
comme suit :

2.8. Hoeveel beloopt de door de Staat gewaar-
borgde schuld ? (vraag van de heer Daems)

Sinds 1970 evolueerde de door de Staat gewaar-
borgde schuld zoals hierna wordt aangegeven :

A combien se monte la dette garantie par l'Etat ?
(question de M. Daems)

(En milliards)

Hoeveel belooft de door de Staat gewaarborgde schuld ?
(vraag van de heer Daems)

(In miljarden)

A fin — Tegen einde	Total 1 — Totaal 1 2 + 3 + 4 = 5 - 6 - 7 + 10	Selon la durée — Volgens duur			Selon la monnaie — Volgens munt		Selon l'émetteur — Volgens emittent								
		Long terme — Langlopend	Moyen terme — Middellang	Court terme — Kortlopend	F.B. — BF	Devises — Devisen	Organismes relevant des pouvoirs publics — Overheidsinstellingen			Entreprises publiques — Overheidsbedrijven					
							Total 1 8 + 9 — Total 1 8 + 9	Donc — Waarvan		Total 1 11 à 15 — Totaal 11 tot 15	Donc — Waarvan				
								Pouvoir central — Centrale overheid	Sécurité sociale — Sociale zekerheid		Inter- médiaires financiers — Financiële tussenper- sonen	Organismes de financement — Financiële instellingen	Logement — Huisvesting	Transport et communica- tions — Vervoer en communi- caties	Divers — Diversen
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1970	312,3	146,5	152,2	13,6	280,8	31,6	47,1	23,7	23,4	265,1	148,1	—	44,9	65,7	6,4
1971	348,0	163,6	169,5	15,0	322,5	25,5	47,0	22,3	24,7	300,9	139,3	—	53,0	71,4	7,2
1972	372,1	175,7	181,1	15,3	351,8	20,4	47,7	19,9	27,8	324,3	175,7	—	60,9	80,9	6,8
1973	398,1	188,0	192,2	17,9	378,3	19,8	45,1	14,7	30,4	352,9	189,6	—	68,5	88,5	6,5
1974	450,9	216,9	207,6	26,4	430,6	20,3	54,8	14,6	40,2	396,0	213,7	—	76,3	99,8	6,2
1975	503,1	224,7	241,0	37,4	483,1	20,0	68,1	21,2	46,9	435,0	238,5	—	87,9	100,2	8,4
1976	593,1	266,2	282,5	44,1	571,7	21,4	86,2	36,2	50,0	506,8	268,1	0,4	98,2	132,0	8,1
1977	711,9	310,2	366,9	34,8	686,9	25,0	85,5	35,6	49,9	626,4	337,0	0,8	138,8	141,1	8,7
1978	761,0	339,0	393,6	28,4	737,5	23,5	90,5	38,1	52,4	670,5	357,7	0,9	145,3	157,1	9,5
1979	844,8	351,7	446,6	46,5	791,7	53,1	105,2	37,3	67,9	739,6	395,1	0,9	166,3	166,3	11,0
1980	962,1	354,3	543,6	64,2	853,8	108,3	115,6	39,9	75,7	846,4	461,1	1,2	188,8	183,8	11,5
1981	1 089,4	420,3	589,6	79,5	891,7	197,7	107,0	38,3	68,7	982,0	517,7	22,4	212,5	217,6	12,2
1982	1 291,1	573,5	647,7	69,9	1 013,7	277,4	114,5	36,6	77,9	1 176,6	578,6	74,6	251,0	259,0	13,2
1983	1 472,8	660,7	744,7	67,4	1 168,0	304,8	119,1	37,9	81,2	1 353,7	638,5	116,3	281,4	282,8	34,6
1984	1 595,3	701,1	828,6	65,6	1 281,3	314,0	153,3	81,4	71,9	1 442,0	676,9	142,5	282,5	298,8	41,3
1985	1 668,7	710,3	879,9	70,5	1 381,1	287,6	188,5	120,4	68,1	1 480,1	730,3	176,0	260,1	285,2	23,6
1986	1 748,5	693,7	935,7	119,1	1 478,2	270,3	200,0	137,1	63,0	1 548,4	769,0	212,8	253,6	285,6	27,4
1987	1 790,8	653,7	970,2	166,9	1 539,7	251,1	224,3	162,7	61,6	1 566,5	793,5	227,3	251,7	265,4	28,6
VII	1 613,1	564,1	929,7	119,6	1 387,1	226,3	207,9	134,1	68,8	1 405,5	824,6	44,6	256,0	250,7	29,6

La baisse intervenue entre 1987 et 1988 est due au fait que certaines dettes, déjà comprises dans la dette débudgétisée, ont été distraites de la dette garantie. Il s'agit plus particulièrement de la dette :

- du Fonds de dotation des pensions de guerre;
- du Fonds national pour le financement de la recherche scientifique;
- de la S.A. du canal et des installations maritimes de Bruxelles;
- de la Régie des bâtiments;
- de la RTB-INR (Institut des services communs de la radiodiffusion-télévision belge);
- de la BRT;
- de la société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux;
- du Fonds de développement des universités libres;
- de la RTBF.

2.9. Opérations de swap (question de M. Daerden)

Le tableau en annexe donne le détail des opérations de swap réalisées en 1987, et qui ensemble ont permis d'économiser FB 2 772,4 millions sur les intérêts de la Dette publique.

De daling tussen 1987 en 1988 is te wijten aan het elimineren uit de gewaarborgde schuld van schulden die tevens in de gedebudgetteerde schuld genoteerd zijn. Meer bepaald betreft het de schuld van :

- Dotatiefonds voor de oorlogspensioenen;
- Nationaal Fonds voor de Financiering van het Wetenschappelijk Onderzoek;
- NV Kanaal en Maritieme Installaties Brussel.
- Regie der Gebouwen;
- RTB-INR (Institut des Services communs de la Radio-diffusion - Télévision belge);
- BRT;
- Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de Nationale sectoren;
- Ontwikkelingsfonds voor de Vrije Universiteiten;
- RTBF.

2.9. Swapoperaties (vraag van de heer Daerden)

Bijgevoegde tabel geeft een gedetailleerd beeld van de swapoperaties in 1987. Samen waren ze goed voor een besparing van BF 2 772,4 miljoen op de intresten op de Rijksschuld.

Opérations de swaps en 1987 — Swapoperaties in 1987

Nombre d'opérations — <i>Aantal verrichtingen</i>	AVANT SWAP — VÓÓR SWAP			APRES SWAP — ACHTER SWAP		
	Devise — <i>Valuta</i>	Montant (millions devise) — <i>Bedrag (miljoen valuta)</i>	Taux d'intérêt — <i>Rentevoet</i>	Devise — <i>Valuta</i>	Montant (millions devise) — <i>Bedrag (miljoen valuta)</i>	Taux d'intérêt — <i>Rentevoet</i>
1	DEM	200	Fixe/vast	CHF	167,5	Fixe/vast
1	JPY	6 930	Fixe/vast	CHF	65,7	Fixe/vast
3	JPY	11 402,5	Fixe/vast	CHF	118,2	Var.
2	USD	80	Fixe/vast	CHF	123,4	Var.
6	USD	560	Var.	CHF	866,2	Var.
1	JPY	5 000	Fixe/vast	DEM	61	Var.
3	USD	230	Var.	DEM	423,9	Var.
1	DEM	50	Fixe/vast	JPY	3 915	Fixe/vast
1	DEM	99,4	Variable	JPY	7 883	Var.
2	USD	113	Variable	JPY	15 599,9	Fixe/vast
3	USD	200	Variable	JPY	23 373	Var.
2	USD	450	Var.	NLG	925,5	Var.
5	JPY	17 625	Fixe/vast	USD	115	Var.
3	USD	625	Fixe/vast	USD	625	Var.
1	USD	100	Var.	USD	100	Var.
1	DEM	250	Fixe/vast	BEF	5 000	Fixe/vast
1	USD	100	Fixe/vast	BEF	3 778,5	Var.

2.10. *Nouvelles techniques et accroissement de la concurrence (question de M. Daerden)*

Les moyens suivants sont envisagés :

- une meilleure perception du précompte mobilier, notamment dans le cas d'obligations de certains parastataux.

- promotion des titres publics nominatifs.

- accroissement de la concurrence par l'aménagement des modalités d'émission, notamment sur le plan de l'amélioration du fonctionnement du Consortium, de l'ouverture de celui-ci et de l'utilisation plus fréquente de la technique de l'adjudication (Tender).

- diversification des instruments tant sur le marché national que sur le marché international. Pour ce dernier, on songe à l'utilisation optimale des capacités de l'Euro Commercial Paper et du programme d'Euro Medium Term Notes qui permettent en moyenne d'économiser un quart de pourcent par rapport aux moyens conventionnels. Un programme de Commercial Paper sur le marché américain est également envisagé.

Certains nouveaux instruments seront probablement définis lors des discussions qui ont lieu au sein de la Commission de réorganisation du marché des capitaux et de la Bourse.

3. En ce qui concerne la réforme fiscale

3.1. *La réforme fiscale est une opération qui conduira pour beaucoup de citoyens et d'entreprises à un alourdissement de la pression fiscale. Cette réforme a une retombée économique négative (pouvoir d'achat en recul pour les allocataires sociaux les plus défavorisés, évolution à la hausse des taux d'imposition des classes moyennes, augmentation des coûts des entreprises, arrêt de la tendance à la baisse du taux d'imposition globale).* (remarques de M. Verhofstadt)

En raison des contraintes budgétaires bien connues, la réforme de l'impôt des personnes physiques sur les revenus professionnels doit être intégralement compensée.

L'I.P.P. étant réduit de 91,0 milliards par exercice d'imposition, les mesures de compensation porteront donc également sur 91,0 milliards de sorte que le prélèvement fiscal demeurera globalement inchangé.

La réforme de l'I.P.P. accroît considérablement le revenu disponible des contribuables, augmentant ainsi leur libre choix des dépenses.

Les mesures de compensation consistent pour une part importante en un élargissement de l'assiette taxable en modulant certaines dépenses fiscales qui semblaient peu justifiées. L'autre part des mesures de

2.10. *Nieuwe technieken en meer concurrentie (vraag van de heer Daerden)*

Er wordt aan de volgende middelen gedacht :

- een vlottere inning van de roerende voorheffing, met name in het geval van obligaties van sommige parastatale instellingen.

- overheidseffecten op naam meer ingang doen vinden.

- verbetering van de concurrentie door een herschikking van de emissievoorwaarden, met name wat betreft een verbeterde werking van het consortium, de opening van het consortium en een meer frequent gebruik van de aanbestedingstechniek (tenderstechniek).

- diversifiëring van de instrumenten zowel op de nationale als op de internationale markt. Voor deze laatste wordt gedacht aan een optimaal gebruik van de mogelijkheden van de Euro Commercial Paper en van het Euro Medium Term Notes-programma, op grond waarvan gemiddeld een kwart percent ten opzichte van de conventionele middelen kan worden bespaard. Een Commercial Paper-programma op de Amerikaanse markt wordt eveneens in het vooruitzicht gesteld.

Enkele nieuwe instrumenten zullen waarschijnlijk gedefinieerd worden bij de bespreking in de Commissie voor de reorganisatie van de kapitaalmarkt en van de Beurs.

3. Met betrekking tot de fiscale hervorming

3.1. *De fiscale hervorming is een operatie die voor heel wat burgers en bedrijven een grotere fiscale druk met zich zal brengen. Die hervorming heeft een negatieve economische weerslag (dalende koopkracht voor de minstbegoede sociale uitkeringsgerechtigden, de middenstand zal zwaarder worden belast, de kosten van de ondernemingen gaan stijgen, de dalende tendens van de algemene aanslagvoet wordt gestopt).* (opmerkingen van de heer Verhofstadt)

Om welbekende dwingende budgettaire redenen moet de hervorming van de bedrijfsbelasting voor de natuurlijke personen integraal worden gecompenseerd.

Aangezien de personenbelasting met 91 miljard per aanslagjaar wordt verminderd, moeten de compenserende maatregelen bijgevolg eveneens 91 miljard bedragen, wil de totale belastingopbrengst algemeen genomen ongewijzigd blijven.

De hervorming van de personenbelasting doet het beschikbare inkomen van de belastingplichtigen aanzienlijk stijgen, zodat ook de vrije keuze inzake uitgaven toeneemt.

De compenserende maatregelen bestaan voor een groot gedeelte uit een verruiming van de belastinggrondslag door een herschikking van sommige fiscale uitgaven die weinig verantwoord lijken. Het overige

compensation rapproche notre fiscalité indirecte de la moyenne européenne dans le cadre de l'instauration d'un marché unique, fin 1992.

Les allocataires sociaux n'ont pas été oubliés car la réduction d'impôt pour revenus de remplacement sera calculée en fonction du minimum exempté d'impôt propre à chaque contribuable (165 000 F pour les isolés et 130 000 F pour les ménages).

En outre, à partir du 1^{er} janvier 1989, il est prévu entre autres :

- une première augmentation de 2 % des montants minimums garantis pour la pension de retraite et de survie des travailleurs, dans le cadre d'un plan pluriannuel destiné à relever ces montants de 3 x 2 %. Une augmentation parallèle vaut pour les minima en matière d'allocations d'invalidité;

- augmentation de 2 % des allocations familiales majorées pour tous les enfants des invalides, chômeurs et pensionnés;

- augmentation de 2 % respectivement pour le minimum d'existence, le revenu garanti des personnes âgées, les interventions au profit des handicapés et les montants minimums en matière d'invalidité (travailleurs irréguliers);

- relèvement des montants du minimum d'existence pour les personnes isolées ayant des enfants, dans le cadre d'un plan quinquennal qui portera ces montants au niveau de celui accordé aux époux cohabitants;

- extension du droit au minimum d'existence aux mineures enceintes isolées.

Pour les revenus moyens situés entre 750 000 frs et 1 500 000 frs, la réduction globale de l'I.P.P. porte sur 39,8 milliards, soit une diminution de 11,5 % de l'impôt dû. Le Ministre rappelle également que le taux maximum d'imposition, pour les hauts revenus, a été abaissé de 71,2 % à 55,0 %.

Les charges d'entreprises ne seront modifiées que dans la mesure où ces entreprises faisaient jusqu'à présent usage de déductions fiscales qui paraissent aujourd'hui peu justifiées. Ainsi, la déduction normale pour investissement s'élevait à 13 %, car elle avait été instaurée en période de haute inflation. La nouvelle mesure lie le taux de déduction au niveau de l'inflation en garantissant que ce taux de déduction atteindra au moins 5 % et sera supérieur de 3 points à l'inflation.

Par contre, la réduction de l'écart entre les charges salariales et le salaire net réduira sans aucun doute les pressions à la hausse de ces charges ainsi que la tendance à compenser cet écart par des avantages en nature occultes, coûteux pour les entreprises.

Par ailleurs, en renonçant à une approche globale et forfaitaire (comme une franchise de 3 % à la déductibilité des charges professionnelles proposée

généralisée van de compenserende maatregelen doet onze indirecte belastingen nauwer aansluiten bij het Europese gemiddelde met het oog op de invoering van de eengemaakte markt, eind 1992.

De sociale uitkeringsgerechtigden werden niet vergeten, want de belastingvermindering voor vervangingsinkomens zal berekend worden in functie van het van belasting vrijgesteld minimum dat voor elke belastingplichtige afzonderlijk geldt (165 000 frank voor alleenstaanden en 130 000 frank voor gezinnen).

Bovendien worden vanaf 1 januari 1989 onder meer in het vooruitzicht gesteld :

- een eerste verhoging met 2 % van het gewaarborgd minimum inzake rust- en overlevingspensioen van werknemers, in het kader van een meerjarenplan waardoor die bedragen driemaal met 2 % worden opgetrokken. Een parallelle verhoging geldt voor de minima inzake invaliditeitsuitkeringen;

- een verhoging met 2 % van de verhoogde kinderbijslag voor alle kinderen van invaliden, werklozen en gepensioneerden;

- een verhoging met 2 % van respectievelijk het bestaansminimum, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, de tegemoetkomingen voor mindervaliden en de minimumbedragen inzake invaliditeit (onregelmatige werknemers);

- het optrekken van het bestaansminimum voor alleenstaanden met kinderen, in het kader van een vijfjarenplan dat die bedragen op het peil moet brengen van wat aan samenwonende echtgenoten wordt uitgekeerd;

- een uitbreiding van het recht op het bestaansminimum tot de alleenstaande zwangere minderjarigen.

Voor de gemiddelde inkomens tussen 750 000 en 1 500 000 frank bedraagt de vermindering van de personenbelasting in totaal 39,8 miljard, of een vermindering met 11,5 % van de verschuldigde belasting. De Minister wijst er tevens op dat de maximum aanslagvoet voor de hoge inkomens van 71,2 % verlaagd wordt tot 55,0 %.

De lasten voor de ondernemingen zullen slechts worden gewijzigd voor zover die ondernemingen tot nog toe gebruik maakten van een fiscale aftrek die vandaag de dag nog weinig verantwoord lijkt. Zo bedroeg de normale investeringsaftrek 13 %, want die was ingesteld in een periode met hoge inflatie. De nieuwe maatregel koppelt het percentage van de aftrek aan het inflatiepeil en waarborgt dat het aftrekpercentage ten minste 5 % zal bedragen en drie punten hoger zal liggen dan de inflatie.

Een geringer verschil tussen de loonkosten en het nettoloon daarentegen zal de opwaartse druk van die kosten, alsmede de tendens om dat verschil met voor de bedrijven dure verdoken voordelen in natura te compenseren, ongetwijfeld doen afnemen.

Door af te zien van een globale en forfaitaire benadering (zoals een vrijstelling met 3 % van de aftrekbaarheid van de bedrijfskosten zoals de vorige rege-

sous le précédent gouvernement), le Gouvernement a pris position en faveur d'une limitation sélective des dépenses déductibles.

Enfin, le Ministre souligne qu'une réforme fondamentale de l'imposition des sociétés est à l'étude, axée sur la simplicité et l'efficacité tant fiscale qu'économique.

3.2. Depuis 1986 la pression fiscale baisse. En 1989, suite à la réforme fiscale, la pression fiscale non seulement ne baissera plus mais elle augmentera. (remarque de M. Verhofstadt)

Contrairement à ce qui est affirmé, la pression fiscale et parafiscale continuera à se réduire en 1989, comme le montre le Budget économique de la Commission des Communautés européennes (septembre 1988).

Pressions fiscale et parafiscale
En % du PIB

BELGIQUE

1985 (x)	45,4 %
1986	44,0 %
1987	44,4 %
1988	43,8 %
1989	43,4 %

(x) OCDE

Il convient de noter que la forte baisse enregistrée en 1986 résulte de phénomènes macro-économiques exceptionnels engendrés par le contre-choc pétrolier qui entraîna une réduction plus vive, en valeur, des importations (- 7,6 %) que des exportations (- 3,1 %).

Cette évolution engendra une croissance élevée du P.N.B. sans progression similaire des recettes, donc une baisse de la pression fiscale encore accentuée par des glissements de recettes de 1986 à 1987.

La pression fiscale et parafiscale a donc atteint un sommet en 1985 et, abstraction faite de l'évolution particulière de 1986 indépendante de celle des recettes, elle a, depuis lors, régulièrement décliné. Cette tendance se poursuivra en 1989, contrairement à ce qui est prévu dans la plupart des autres pays européens comme le montre le tableau ci-annexé.

Il convient de remarquer que la réforme fiscale considérée dans son ensemble n'a nullement pour conséquence d'augmenter la pression fiscale. La réforme fiscale opère en effet un réaménagement de la structure des prélèvements qui est budgétairement neutre. De plus, ce réaménagement se traduit par une diminution de la progressivité de notre système fiscal puisque le poids des impôts proportionnels ou dégressifs (impôts des sociétés et impôts indirects) est augmenté et que celui des impôts progressifs (I.P.P.) est réduit.

ring had voorgesteld) heeft de Regering zich voor een selectieve beperking van aftrekbare uitgaven uitgesproken.

Om dat punt af te ronden, wijst de Minister er ten slotte op dat een grondige hervorming van de vennootschapsbelasting in studie is. Die hervorming beoogt eenvoud en zowel fiscale als economische efficiëntie.

3.2. Sedert 1986 neemt de belastingdruk af. In 1989 zal de belastingdruk als gevolg van de belastinghervorming niet meer dalen doch toenemen. (opmerking van de heer Verhofstadt)

In tegenstelling tot wat beweerd wordt, zal de fiscale en parafiscale druk in 1989 blijven afnemen, zoals het Economisch Budget van de Commissie van de Europese Gemeenschappen (september 1988) aantoonst.

Fiscale en parafiscale druk
In % van het BBP

BELGIE

1985 (x)	45,4 %
1986	44,0 %
1987	44,4 %
1988	43,8 %
1989	43,4 %

(x) OESO

Er zij op gewezen dat de forse daling in 1986 het resultaat is van uitzonderlijke macro-economische verschijnselen, als gevolg van de dalende olieprijs, waardoor de invoer (- 7,6 %) fors in waarde daalde dan de uitvoer (- 3,1 %).

Die ontwikkeling veroorzaakte een krachtige stijging van het BNP zonder dat de ontvangsten die trend volgden. De daling van de belastingdruk werd dus nog geaccentueerd door ontvangsten die van 1986 zijn verschoven naar 1987.

De fiscale en parafiscale druk bereikt bijgevolg een hoogtepunt in 1985. Afgezien van de specifieke evolutie in 1986, die geen verband hield met die van de uitgaven, is hij sindsdien regelmatig gedaald. Die tendens zal zich in 1989 doorzetten, in tegenstelling tot wat in de meeste andere Europese landen verwacht wordt, zoals uit de bijgevoegde tabel blijkt.

Er zij op gewezen dat de totale belastinghervorming hoegenaamd geen zwaardere belastingdruk tot gevolg heeft. De belastinghervorming betekent immers een budgettair neutrale herschikking van de heffingen, hetgeen resulteert in een geringere progressiviteit van ons belastingstelsel, aangezien het aandeel van de proportionele of degressieve belastingen (vennootschapsbelasting en indirecte belastingen) toeneemt en dat van de progressieve belastingen (personenbelasting) afneemt.

Le nouveau système fiscal mis en place par la réforme devrait donc se traduire par une stabilisation, voire par une réduction progressive de la pression fiscale en raison de l'indexation complète des barèmes et des abattements et du réaménagement du poids relatif des différents types d'imposition qui vient d'être évoqué.

De nieuwe belastingregeling die door de hervorming tot stand komt, zou dus moeten resulteren in een stabilisatie of zelfs in een progressieve verlichting van de belastingdruk omdat de belastingschalen en de belastingaftrek volledig worden geïndexeerd en het relatieve aandeel van de verschillende aanslagtypes wordt herschikt.

PRELEVEMENTS FISCAUX ET PARAFISCAUX

FISCALE EN PARAFISCALE HEFFING IN DE EEG-LANDEN

en % du PNB

in % van het BNP

JAREN — ANNEES	DK	D	F	IRL	I	NL	B	L	GB
----------------------	----	---	---	-----	---	----	---	---	----

PRELEVEMENT GLOBAL — TOTALE HEFFING

1965	29,9	34,1	36,7	25,9	28,8	34,5	30,0	30,8	31,0
1970	40,2	36,6	37,0	32,7	28,6	40,8	34,2	32,0	37,7
1975	42,2	41,0	38,3	32,5	29,4	44,7	40,0	43,8	37,3
1976	42,3	42,3	40,4	35,7	31,2	44,3	40,0	43,8	36,3
1977	42,7	43,2	40,5	33,8	32,6	44,9	41,4	48,8	35,9
1978	44,2	42,6	40,5	32,5	34,1	45,5	42,4	49,8	34,7
1979	45,3	42,3	41,9	32,5	33,7	45,6	42,9	46,9	35,5
1980	46,3	42,6	43,5	35,4	35,7	46,3	42,1	46,7	37,1
1981	46,2	42,5	43,6	36,4	37,2	45,7	42,7	47,3	39,1
1982	45,5	42,5	44,6	37,9	39,9	45,9	44,0	46,7	40,1
1983	47,4	42,1	45,3	39,8	43,0	47,2	43,9	48,9	39,6
1984	48,8	42,4	46,2	40,6	42,2	45,5	45,0	47,1	40,1
1985	50,0	42,4	46,2	38,0	41,9	45,1	45,4	48,3	39,9
1986	51,3	42,0	44,7	38,2	35,7	45,5	44,0	50,3	37,2
1987	52,5	41,9	45,1	38,3	36,7	47,8	44,4	50,9	36,7
1988	53,0	41,6	44,8	38,2	37,7	48,2	43,8	50,8	36,6
1989	53,2	42,0	44,7	36,7	37,9	46,9	43,4	51,2	36,2

PRESSION FISCALE — FISCALE DRUK

1965	28,0	23,5	23,2	24,2	17,7	23,1	20,8	20,0	25,4
1970	38,4	24,0	22,4	28,4	16,6	25,2	23,9	21,6	31,5
1975	40,6	24,7	21,3	26,3	15,4	26,0	27,5	29,5	29,5
1976	40,8	25,5	22,7	29,2	17,3	25,9	27,5	28,9	28,2
1977	41,1	26,5	22,1	27,5	18,8	26,5	28,7	32,9	28,0
1978	42,6	26,1	21,8	26,3	20,1	27,0	30,0	34,5	27,3
1979	43,7	25,8	22,5	26,1	19,2	26,4	30,5	32,0	28,3
1980	44,4	25,8	23,3	28,3	21,2	27,0	29,7	31,3	29,6
1981	44,2	25,1	23,4	29,3	22,5	25,9	29,9	31,7	31,3
1982	43,1	24,7	23,7	30,3	24,2	25,2	31,3	31,8	32,0
1983	44,5	24,8	23,8	31,9	26,7	24,4	30,7	34,5	31,1
1984	45,9	25,0	24,4	32,8	26,3	23,7	31,0	33,4	31,5
1985	47,1	25,0	24,4	32,2	26,2	23,7	30,7	34,8	31,4
1986	48,7	24,5	23,9	32,6	21,9	25,7	29,6	36,4	30,3
1987	49,6	24,5	24,2	32,7	22,8	27,2	29,7	36,6	29,8
1988	51,0	24,2	23,9	32,6	23,9	27,6	29,4	36,6	29,7
1989	51,6	24,8	23,6	31,2	24,1	27,7	29,1	36,6	29,3

en % du PNB

in % van het BNP

JAREN — ANNEES	DK	D	F	IRL	I	NL	B	L	GB
----------------------	----	---	---	-----	---	----	---	---	----

PRESSION DE LA FISCALITE DIRECTE — DRUK VAN DE DIREKTE BELASTINGEN

1965	14,1	9,9	6,3	6,7	6,1	13,0	8,7	10,7	11,8
1970	21,3	10,8	7,2	9,0	5,5	13,8	11,0	12,3	15,5
1975	25,1	12,1	7,2	10,0	6,7	15,7	16,2	17,0	16,7
1976	24,6	12,8	8,2	11,2	7,7	15,3	15,8	17,0	15,7
1977	24,0	13,7	8,2	11,0	8,6	15,2	17,0	20,1	14,7
1978	24,4	13,0	7,8	10,7	10,0	15,3	18,1	21,3	14,1
1979	24,7	12,6	7,9	11,2	9,8	15,4	18,6	18,7	13,4
1980	25,8	12,7	8,6	12,6	11,2	15,9	17,9	18,0	14,0
1981	25,8	12,2	8,8	13,0	12,8	15,1	18,0	18,0	14,8
1982	25,4	12,1	9,0	13,4	14,1	14,7	19,3	18,1	15,4
1983	26,6	12,0	9,1	14,1	15,5	13,6	18,6	19,2	15,1
1984	27,6	12,1	9,3	15,0	15,2	12,8	19,2	18,2	15,4
1985	28,7	12,5	9,2	14,8	15,3	12,7	19,1	19,8	15,6
1986	29,1	12,3	9,4	15,5	12,8	13,4	18,4	20,4	13,8
1987	30,1	12,2	9,5	16,0	13,3	14,1	18,3	20,3	13,4
1988	31,4	12,0	9,4	15,8	13,9	14,3	18,0	20,4	13,4
1989	32,0	12,2	9,2	15,0	13,6	14,8	17,5	20,3	13,0

PRESSION DES PRELEVEMENTS SOCIAUX — DRUK VAN DE SOCIALE BIJDRAGEN

1965	1,9	10,6	13,5	1,7	11,2	11,4	9,2	9,9	5,6
1970	1,8	12,6	14,6	4,3	11,9	15,6	10,3	10,3	6,2
1975	1,6	16,3	17,1	6,3	14,0	18,7	12,6	14,3	7,8
1976	1,5	16,8	17,7	6,6	14,0	18,4	12,5	15,0	8,1
1977	1,5	16,7	18,4	6,3	13,8	18,3	12,7	15,9	7,9
1978	1,6	16,6	18,6	6,2	14,0	18,6	12,3	15,3	7,4
1979	1,6	16,5	19,4	6,4	14,5	19,1	12,4	15,0	7,2
1980	1,9	16,8	20,2	7,0	14,5	19,3	12,4	15,4	7,5
1981	2,1	17,4	20,2	7,1	14,7	19,8	12,7	15,6	7,8
1982	2,4	17,8	20,9	7,6	15,7	20,7	12,7	14,9	8,1
1983	2,9	17,3	21,5	7,9	16,3	22,8	13,2	14,5	8,5
1984	2,9	17,4	21,8	7,8	15,9	21,7	14,0	13,6	8,6
1985	2,9	17,4	21,8	5,8	15,8	21,4	14,7	13,5	8,4
1986	2,6	17,5	20,8	5,6	13,9	19,8	14,4	13,9	6,9
1987	2,9	17,5	20,9	5,6	13,9	20,6	14,7	14,3	6,9
1988	1,9	17,5	20,9	5,7	13,7	20,5	14,4	14,2	6,9
1989	1,6	17,2	21,1	5,5	13,8	19,2	14,4	14,6	6,9

en % du PNB

in % van het BNP

JAREN — ANNEES	DK	D	F	IRL	I	NL	B	L	GB
----------------------	----	---	---	-----	---	----	---	---	----

PRESSION DE LA FISCALITE INDIRECTE — DRUK VAN DE INDIREKTE BELASTINGEN

1965	13,9	13,5	16,9	17,5	11,5	10,1	12,1	10,2	13,6
1970	17,1	13,2	15,2	19,4	11,2	11,4	12,9	9,3	16,0
1975	15,5	12,7	14,0	16,3	8,7	10,3	11,3	12,5	12,9
1976	16,2	12,7	14,5	18,0	9,6	10,6	11,7	11,9	12,5
1977	17,1	12,7	13,8	16,5	10,3	11,3	11,8	12,8	13,3
1978	18,2	13,0	14,0	15,6	10,1	11,6	11,9	13,2	13,2
1979	19,0	13,2	14,6	14,9	9,4	11,1	11,9	13,3	14,9
1980	18,6	13,1	14,7	15,7	10,1	11,1	11,7	13,3	15,6
1981	18,4	12,9	14,6	16,3	9,7	10,8	12,0	13,7	16,5
1982	17,7	12,6	14,7	17,0	10,1	10,5	12,0	13,7	16,6
1983	17,8	12,8	14,7	17,7	11,2	10,8	12,1	15,3	16,0
1984	18,3	12,9	15,1	17,8	11,1	10,9	11,7	15,2	16,1
1985	18,4	12,5	15,1	17,4	10,8	11,0	11,6	15,0	15,8
1986	19,6	12,2	14,5	17,1	9,1	12,3	11,2	15,9	16,6
1987	19,6	12,2	14,7	16,7	9,5	13,1	11,4	16,3	16,4
1988	19,6	12,2	14,4	16,8	10,0	13,3	11,4	16,2	16,3
1989	19,6	12,6	14,4	16,2	10,5	12,9	11,6	16,3	16,3

Sources : 1965-1985 : Organisation de coopération et de développement économiques, Comptes nationaux.

1986-1989 : Commission des Communautés européennes — budgets économiques — septembre 1988.

*
* *

M. Verhofstadt fait observer que les chiffres de la Communauté européenne ne tiennent pas compte de la croissance du PNB, qui doit dès lors encore être intégrée.

*
* *

3.3. *L'harmonisation européenne de la fiscalité indirecte va provoquer, en Belgique, une baisse de la T.V.A. Le Gouvernement va-t-il en tenir compte ?* (question de M. Daems).

Si les propositions de la Commission étaient totalement appliquées en Belgique, il en résulterait une augmentation de 45 milliards d'accises et une diminution de 10 milliards des recettes de T.V.A. Dans le cadre de la réforme fiscale, le Gouvernement a programmé une augmentation de 35 milliards d'accises à mettre en relation avec la diminution de 10 milliards des recettes de T.V.A.

Même si, à l'heure actuelle, il n'y a pas encore de décision définitive des 12 Etats membres concernant les propositions de la Commission, il convient de faire

Bronnen : 1965-1985 : Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, Nationale Rekeningen.

1986-1989 : Commissie van de Europese Gemeenschappen — economische begrotingen — september 1988.

*
* *

De heer Verhofstadt merkt op dat in de cijfers van de Europese Gemeenschap nog geen rekening wordt gehouden met de aangroei van het BNP. Deze moet nog in deze cijfers worden verwerkt.

*
* *

3.3. *De Europese harmonisering van de onrechtstreekse belasting zal de BTW in België doen dalen. Zal de regering daarmee rekening houden ?* (Vraag van de heer M. Daems).

Mochten de voorstellen van de Commissie in België onverkort toepassing vinden, dan zouden daaruit een verhoging van de accijnzen met 45 miljard en een daling van de BTW met 10 miljard voortvloeien. In het raam van de belastinghervorming heeft de regering (tegen 1992) +35 miljard aan accijnzen gepland. Zij houdt dus 10 miljard accijnzen achter de hand, hetgeen verband houdt met de vermindering met 10 miljard van de BTW-ontvangsten.

Ook al hebben de 12 Lid-staten nog geen definitieve beslissing genomen omtrent de voorstellen van de Commissie, toch dient erop gewezen te worden dat 10

observer que les lignes générales de ces propositions réunissent aujourd'hui un consensus dans le chef de 10 Etats membres sur les 12. Le Gouvernement belge est donc en droit de travailler dès à présent à cette harmonisation européenne de la fiscalité indirecte, harmonisation essentielle à l'avènement du Grand marché de 1992.

3.4. *Quelle est l'incidence sur l'inflation des hausses d'accises prévues pour 1989 ?* (question de M. Daems).

Dans l'hypothèse d'une hausse, au 1^{er} janvier 1989, de 1 FB sur l'essence et sur le gazoil routier, de 3 FB sur le paquet de cigarettes et de 25 FB sur le litre d'alcool, et d'une hausse, au 1^{er} juillet 1989, de 3 FB sur le paquet de cigarettes, l'indice des prix à la consommation augmenterait (tous les autres éléments demeurant par ailleurs inchangés) de 0,5 point en 1989. Cette augmentation correspond à une hausse des prix de 0,35 %. A ce jour, le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur cette hypothèse.

3.5. *Le plan de couverture de la réforme fiscale est incertain. Des artifices permettront aux contribuables d'éviter une bonne partie des charges nouvelles. Ainsi, la non-déductibilité de la moitié des frais de réception et de restaurant pourra être contournée en fournissant au fisc des justificatifs pour un montant double de celui réellement dépensé* (remarque de Mme Vogels).

Les mesures de compensation visent essentiellement à supprimer les faiblesses ou les possibilités de contourner les dispositions fiscales existant actuellement.

Ainsi ces nouvelles mesures :

- permettent, par exemple, d'éviter une certaine forme d'évasion par le leasing à l'étranger de voitures automobiles;
- suppriment la déductibilité des « vêtements de travail » autres que spécifiques, car l'achat de vêtements normaux ne peut être considéré comme une véritable dépense professionnelle;
- introduisent dans la base imposable la quotité forfaitaire d'impôt étranger (Q.F.I.E.), car celle-ci est un véritable précompte imputable sur l'impôt dû;

— augmentent sensiblement les charges forfaitaires sur les revenus définitivement taxés.

En ce qui concerne l'exemple des frais de restaurant, il est évident que le doublement, d'une année à l'autre, de ces dépenses par un contribuable ne passera pas inaperçu auprès de l'administration fiscale, qui agira en conséquence.

Lid-staten op 12 het thans eens zijn over de krachtlijnen van de bedoelde voorstellen. De Regering heeft dus het recht om nu reeds een aanvang te maken met de Europese harmonisatie van de indirecte belastingen, want die harmonisatie is van essentieel belang met het oog op de totstandkoming van de Europese markt in 1992.

3.4. *Wat zijn de gevolgen voor de inflatie van de tegen 1989 in uitzicht gestelde accijnsverhogingen ?* (Vraag van de heer Daems).

In de veronderstelling dat de prijs van de benzine en de dieselolie voor auto's per 1 januari 1989 met 1 BF stijgt en die van een pakje sigaretten met 3 BF, terwijl een liter alcohol 25 BF duurder zou worden, waar dan op 1 juli 1989 nogmaals 3 BF op een pakje sigaretten bijkomt, zou het indexcijfer van de consumptieprijzen onder gelijkblijvende omstandigheden in 1989 met 0,5 punt stijgen. Dat stemt overeen met een prijsstijging van 0,35 %. De Regering heeft zich nog niet over die mogelijkheid uitgesproken.

3.5 *Het dekkingsplan voor de belastinghervorming is onzeker. Kunstgrepen zullen het de belastingplichtigen mogelijk maken een groot deel van de nieuwe lasten te vermijden. Zo zal de niet-afrekbaarheid van de helft der receptie- en restaurantkosten kunnen worden omzeild door aan de fiscus bewijsstukken te leveren voor een bedrag dat dubbel zo groot is als dat wat werkelijk werd gespendeerd* (opmerking van Mevrouw Vogels).

De compensatiemaatregelen beogen voornamelijk de zwakheden of de mogelijkheden om de huidige belastingbepalingen te omzeilen, uit de weg te ruimen.

Zo zullen deze nieuwe maatregelen :

- het bijvoorbeeld mogelijk maken een bepaalde vorm van ontduiking te beletten via leasing van voertuigen in het buitenland;
- de aftrekbaarheid opheffen van andere dan specifieke « werkkledij » ; de aankoop van gewone kledij kan niet worden beschouwd als een echte beroepsuitgave;
- in de aanslagvoet het forfaitair gedeelte van de buitenlandse belasting (FBB) invoeren; dat is een echte voorheffing die kan worden verrekend op de verschuldigde belasting;
- de forfaitaire lasten op definitief belaste inkomens gevoelig verhogen.

Wat het voorbeeld van de restaurantkosten betreft, spreekt het vanzelf dat indien een belastingplichtige deze uitgaven van het ene jaar op het andere verdubbelt, zulks niet ongemerkt zal blijven bij het Bestuur der belastingen dat dienovereenkomstig zal reageren.

REPONSES DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET

A. L'exécution du budget de 1988

Il ressort de l'Exposé général que le solde net à financer pour cette année est évalué à 458,5 milliards.

Si l'évolution favorable des recettes fiscales se poursuit, il est possible que ce solde soit inférieur de quelques milliards, mais rien ne permet de ne pas considérer comme raisonnable un ordre de grandeur d'au moins 450 000 milliards.

Le fait que le Trésor évalue le solde net à financer de 1988 à 420 milliards de F — et encore, dans l'hypothèse où le montant des ordonnancements dont dispose le Trésor mais restant à payer serait ramené à zéro (il était de 15 milliards fin 1987 alors qu'il devrait normalement s'élever à 3 ou 4 milliards de F) — suscite évidemment une certaine confusion. Le déficit du budget pour 1988 devrait dès lors se limiter à 405 milliards de F. Telle est du moins la thèse du PVV.

Le Ministre tient à dissiper cette confusion et à préciser que les deux montants ne sont nullement contradictoires.

En effet, les données du Trésor se fondent sur les prévisions des différents départements en matière de dépenses, prévisions qui ne présentent pas toutes le même degré de finalisation (que l'on songe par exemple aux nombreuses révisions) et qui peuvent entraîner, surtout dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire maintenant que la loi « Wauthy » (loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires — *Moniteur belge* du 12 février 1987) est d'application, une sous-estimation des dépenses. Il est plus que probable que les départements ont fait preuve d'une certaine prudence en évaluant leurs dépenses, voire les ont évaluées à politique inchangée, c'est-à-dire en supposant le maintien de la situation actuelle.

Il ressort en effet des données de l'Administration qu'après 9 mois, les montants ordonnancés sont de loin inférieurs aux 3/4 des crédits budgétaires (en réalité 71,1 %), alors qu'après les 9 premiers mois de 1987, 77,3 % des crédits avaient été ordonnancés. Il s'agit là d'un retard considérable et d'une situation tout à fait anormale engendrée surtout par les contraintes inhérentes au recours aux douzièmes provisoires. Comme cela a déjà été précisé, une grande partie de ce retard sera rattrapée au cours des derniers mois de 1988. Le gouvernement entend en effet utiliser le budget ajusté de 1988 pour mettre en œuvre sa politique. Cela aura sans doute pour conséquence qu'il y aura, encore plus que de coutume, des crédits reportés et que l'on effectuera en 1989 des paiements sur des crédits ordonnancés en 1988.

Il y a donc de fortes chances pour que le budget de 1988 soit plus favorable en termes de caisse qu'en

ANTWOORDEN VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING

A. De uitvoering van de begroting 1988

Uit de Algemene Toelichting blijkt dat het NTFS voor dit jaar op 458,5 miljard BF wordt geschat.

Indien de fiscale ontvangsten hun gunstig verloop aanhouden kan dit cijfer enkele miljarden beter uitvallen, maar er is geen enkele reden om een orde grootte van minstens 450 miljard niet als redelijk te aanzien.

Uiteraard heerst er een bepaalde verwarring wanneer de Schatkist een NTFS voor 1988 op 420 miljard BF raamt, en dan nog in de hypothese dat de lei (dat wil zeggen het bedrag aan ordonnancements in bezit van de Schatkist, maar nog te betalen) zou worden teruggebracht tot nul (tegenover 15 miljard eind 1987, terwijl het normale bedrag 3 tot 4 miljard belooft). Aldus zou het tekort met betrekking tot de begroting 1988 als het ware maar 405 miljard BF belopen. Dit is althans de thesise van de PVV.

De Minister zou deze verwarring absoluut willen opheffen en willen stellen dat er geen tegenspraak is tussen beide bedragen.

Inderdaad, de gegevens van de Schatkist steunen op uitgavenvooruitzichten van de verschillende departementen die niet altijd even definitief zijn (zie bijvoorbeeld de veelvuldige herzieningen die gebeuren) en die vooral in de huidige omstandigheden, dat wil zeggen in een stelsel waarbij de zogenaamde wet « Wauthy » (wet van 31 december 1986 tot regeling van de voorlopige kredieten — *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1987) effectief van kracht is, aanleiding kunnen geven tot een belangrijke onderschatting van de uitgaven. Het is meer dan waarschijnlijk dat de departementen hun uitgaven hebben geraamd met een zekere voorzichtigheid of zelfs bij ongewijzigd beleid, dat wil zeggen bij behoud van de huidige toestand.

Uit de gegevens van de Administratie blijkt immers dat na 9 maanden veel minder dan 3/4 van de begrotingskredieten 1988 zijn geordonnanceerd (namelijk 71,1 procent), terwijl na 9 maanden 1987 er 77,3 procent was geordonnanceerd. Dit is een enorme achterstand en een totaal abnormale toestand die uiteraard vooral is beïnvloed door het keurslijf van de voorlopige twaalfden. Zoals reeds gezegd zal een groot deel van die achterstand worden ingelopen in de laatste maanden van 1988. De Regering wil immers haar beleid ten uitvoer brengen via de aangepaste begroting 1988. Wellicht zal dit tot gevolg hebben dat er, nog meer dan anders, overgedragen kredieten zullen zijn en betalingen in 1989 op geordonnanceerde kredieten 1988.

Aldus bestaat de kans dat de begroting 1988 in kastermen beter zal uitvallen dan in begrotingster-

termes budgétaires et pour que, à l'inverse, le budget pour 1989 soit moins favorable en termes de caisse qu'en termes budgétaires. D'un point de vue comptable, il est évidemment préférable d'apprécier une politique budgétaire en termes budgétaires plutôt qu'en termes de caisse. Toutefois, depuis plusieurs années, c'est le solde net à financer qui sert de critère, pour des raisons opérationnelles, comme c'est d'ailleurs aussi le cas dans l'accord de gouvernement.

Il y a donc des chances pour qu'en ce qui concerne le budget 1988, il se produise exactement l'inverse de ce que l'opposition prédit en raison de manipulations soupçonnées des paiements, à savoir une meilleure situation sur base de caisse que sur base d'engagements.

B. Les hypothèses de départ et la cohérence du budget pour 1989

L'intervenant est frappé par le fait qu'au cours des débats, la cohérence du budget des Voies et Moyens proposé n'a pour ainsi dire jamais été mise en doute — M. Defosset en a au contraire souligné la cohérence — et par le fait que les hypothèses de départ du budget n'ont guère été contestées, et ce, contrairement à ce qui s'est passé il y a quelques semaines.

Cela n'est pas non plus surprenant, eu égard à la concordance de ces hypothèses — adoptées à la mi-juillet — avec la réalité telle qu'elle se présente aujourd'hui, le 24 octobre, c'est-à-dire pratiquement trois mois plus tard.

1. Etat des hypothèses

1° L'hypothèse, en ce qui concerne le cours du dollar, était 38 FB; son cours moyen sur le marché réglementé s'élevait à 37,53 FB au 21 octobre dernier.

2° D'après le « rapport économique annuel » de la Commission des Communautés européennes du 19 octobre dernier, qui contient les prévisions les plus récentes en ce qui concerne l'évolution du PNB pour l'année prochaine (et qui incorpore toutes les informations récentes, y compris celles de l'OCDE et du FMI), le PNB connaîtrait une progression nominale de 5 %, soit près d'un pour cent de plus que les 4,1 % retenus pour la confection du budget pour 1989. La croissance en volume serait de 2,2 % (contre 1,8 selon l'Exposé général) et le déflateur de 2,8 % (contre 2,3 % selon le même Exposé général). Les prix à la consommation augmenteraient de 2,4 % (au lieu de 2 % selon l'Exposé général).

Si elles se vérifient, ces évolutions auront bien entendu une incidence favorable sur le solde budgétaire, étant donné qu'elles feront progresser les recettes de plus de 15 milliards de F. Il s'agit d'ailleurs d'une estimation prudente, étant donné qu'il n'est pas tenu compte du fait qu'au cours des neuf premiers mois de 1988, les recettes courantes ont augmenté de 5,1 %, alors que les prévisions sont basées sur une

men en dat, omgekeerd, 1989 in kasternen minder gunstig zal uitvallen dan in begrotingstermen. Boekhoudkundig gezien dient natuurlijk de voorkeur te worden gegeven aan een begrotingsbenadering eerder dan aan een kasbenadering om een begrotingsbeleid te beoordelen. Maar de laatste jaren wordt om operationele redenen het NTFS als criterium genomen, zoals trouwens ook in het Regeerakkoord.

Aldus bestaat de kans dat met betrekking tot de begroting 1988 juist het omgekeerde zal gebeuren dan wat de oppositie aan de huidige Regering via zeggende manipulatie van betalingen toeschrijft, namelijk een betere toestand op kasbasis dan op basis van verbintenissen.

B. De uitgangspunten en de coherentie van de begroting 1989

Het is de Minister opgevallen tijdens het gevoerde debat dat de coherentie van de voorgelegde Rijksmiddelenbegroting omzeggens nooit in vraag werd gesteld — de heer Defosset heeft de samenhang ervan integendeel onderstreept — en hoe weinig de uitgangshypothesen van de begroting werden aangevallen, dit in tegenstelling tot enkele weken geleden.

Dit is ook niet verwonderlijk, want het blijkt nu dat deze hypothese — aanvaard midden juli — vrij goed overeenstemmen met de werkelijkheid zoals die vandaag, 24 oktober, bijna 3 maanden later, bekend is.

1. Toestand van de hypothesen

1° De dollarhypothese was 38 BF; de middenkoers op de gereguleerde markt was 37,53 BF op 21 oktober jongstleden.

2° Volgens het « Jaarlijks Economisch Verslag » van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 19 oktober jongstleden, dat de meest recente ramingen geeft over de evolutie van het BNP voor volgend jaar (en dat alle recente informatie incorporeert, ook die van OESO en IMF) zou het BNP nominaal toenemen met 5 procent, dit is bijna een vol procent meer dan de 4,1 procent waarvan is uitgegaan bij de opstelling van de begroting 1989. In volume zou de groei 2,2 procent belopen (tegen 1,8 in de Algemene Toelichting), de deflator 2,8 procent (tegen 2,3 procent in de Algemene Toelichting). De consumptieprijzen zouden toenemen met 2,4 procent (tegen 2 procent in de Algemene Toelichting).

Voorgaande ontwikkelingen — indien zij worden bewaarheid — zullen uiteraard een gunstig effect hebben op het begrotingssaldo, aangezien zij de ontvangsten zullen doen toenemen met ruim 15 miljard BF. Daarbij wordt dan nog voorzichtigheidshalve geenszins rekening gehouden met het feit dat na 9 maanden 1988 de lopende ontvangsten met 5,1 procent zijn gestegen, terwijl de ramingen steunen op een

progression de 3,9 %, de sorte que des plus-values de recettes seront parfaitement possibles en 1988.

On enregistre également une plus-value de 5 milliards de F sur le plan européen. Mais il y a d'autre part une progression de certaines dépenses du fait que l'inflation serait supérieure aux prévisions et que des dépenses peuvent résulter de crédits supplémentaires d'années antérieures.

3° Plusieurs intervenants de l'opposition ont vivement mis en cause l'hypothèse relative aux taux d'intérêt, en partie à juste titre si l'on compare les 6,75 % avec le taux moyen actuel à court terme, qui serait d'environ 7,15 %, soit supérieur de 0,40 %. Les dépenses en intérêts auraient dès lors été sous-estimées de quelque 8 milliards.

Est-il besoin d'insister sur le caractère éminemment versatile des marchés financiers, et plus particulièrement des marchés monétaires ? Il n'est d'ailleurs pas rare, sur ces marchés, que les taux d'intérêts présentent des écarts de 0,50 % en quelques jours. On ne constate en ce moment aucune tendance affirmée en ce qui concerne l'évolution du taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux, et si tant est que l'on puisse malgré tout discerner une tendance, il semble que celle-ci indique une baisse plutôt qu'une hausse des taux. C'est d'ailleurs ce que confirme l'évolution du rendement des titres publics sur le marché secondaire, qui n'a pratiquement pas cessé de baisser, tombant de 8,25 % le 1^{er} septembre, à 8,09 % le 28 septembre, pour terminer à 8,0 % le 12 octobre dernier. On ne peut donc certainement pas parler d'une sous-évaluation systématique des dépenses en intérêts et, quand bien même ce serait le cas, celle-ci serait minime par rapport aux 423 milliards de F de charges d'intérêts qui devront être supportés en 1989.

Globalement, le budget de 1989 à l'examen se fonde donc sur des hypothèses saines.

Le message est clair : le budget pour 1989 est marqué par le réalisme et la prudence.

C. Les mesures prévues pour 1989

En termes réels, les dépenses courantes autres que les charges d'intérêts baisseront de 1,7 %, grâce à une concertation budgétaire bilatérale rigoureuse et à un ensemble de mesures énumérées à la page 79 de l'exposé général.

Il ressort de certains calculs (voir tableau ci-après) que les glissements représentent 30 milliards de F, les mesures d'assainissement à caractère structurel, 35,8 milliards, et les mesures à caractère unique, 11,5 milliards de F.

Cette répartition est parfaitement comparable à celle qui avait été appliquée dans les budgets antérieurs.

stijging met 3,9 procent zodat meerontvangsten in 1988 heel goed mogelijk zullen zijn.

Ook op Europees vlak is er een meevaller van 5 miljard BF. Doch anderzijds stijgen ook bepaalde uitgaven, door de meer dan verwachte inflatie en de mogelijke bijkredieten met betrekking tot vorige jaren.

3° De rentehypothese werd door meerdere sprekers van de oppositie zeer scherp in vraag gesteld, en deels terecht indien men de 6,75 procent vergelijkt met de gemiddelde kortlopende rente van vandaag die zowat 7,15 procent zou zijn, dus 0,40 procent punten hoger. Aldus zouden de renteuitgaven met ongeveer 8 miljard zijn onderschat.

Maar dient er nog gewezen op de hoge volatiliteit van de financiële markten, zeker van de geldmarkt ? Een rentewijziging met een half procent in enkele dagen tijd is daar immers een veel voorkomend verschijnsel. Er is momenteel geen duidelijke tendens qua renteontwikkeling op de internationale geldmarkt, en als er toch één is, dan lijkt die veeleer te wijzen op een rentedaling dan op een rentestijging. Dit wordt nog bevestigd door het verloop van het rendement op de secundaire markt van het overheidspapier dat bijna ononderbroken is gedaald : van 8,2 procent op 1 september, tot 8,09 procent op 28 september en 8,0 procent op 12 oktober jongstleden. Men kan zeker niet spreken van een systematische onderschatting van de renteuitgaven, en als er een is, dan is ze zeer klein ten overstaan van de 423 miljard BEF rentelasten in 1989.

Globaal genomen vertrekt de begroting 1989 dus van gezonde uitgangspunten.

De boodschap is duidelijk : 1989 is een realistische en voorzichtige begroting.

C. De voorziene maatregelen in 1989

De lopende uitgaven, andere dan rentelasten, dalen in reële termen met 1,7 procent, dank zij een strak bilateraal budgettair overleg en een geheel van maatregelen beschreven op pagina 79 van de Algemene Toelichting.

Uit berekeningen (zie tabel hierna) blijkt dat er voor 30 miljard verschuivingen zijn, voor 35,8 miljard structurele saneringsmaatregelen en voor 11,5 miljard eenmalige ingrepen.

Deze verhoudingen zijn volstrekt vergelijkbaar met deze vastgesteld bij de opstelling van vorige begrotingen.

Tableau communiqué par le Vice-Premier Ministre
et Ministre du Budget.

Ventilation des 77 milliards de F de réductions des
dépenses.

Tabel verstrekt door de Vice-Eerste Minister en
Minister van Begroting.

Indeling van de 77 miljard uitgavenvermindering-
gen.

	Structurel — Structureel	Unique — Eenmalig	Report — Verschuiving
1. Dette publique.— Rijksschuld			
1. Rééchelonnement de la dette.— <i>Schuldverschikking</i>	—	—	28 000
2. Maîtrise de la dette.— <i>Schuldbeheersing</i>	2 000	—	—
2. Dotations.— Dotaties	400	—	—
3. Affaires Intérieures.— Binnenlandse Zaken			
1. Fonds des Communes et des Provinces.— <i>Gemeente en Provinciefonds</i>	4 537	—	—
2. Fonds Nothomb.— <i>Fonds Nothomb</i>	145	—	—
3. Fonds de sécurité.— <i>Veiligheidsfonds</i>	50	—	—
4. Finances.— Financiën			
1. Banque mondiale.— <i>Wereldbank</i>	—	—	295
2. OND.— <i>NDD</i>	180	—	—
3. CEE.— <i>EEG</i>	571	—	—
5. Commerce extérieur.— Buitenlandse Handel			
1. Copromex.— <i>Copromex</i>	140	—	—
6. Affaires étrangères.— Buitenlandse Zaken			
2. Matériel de transmission.— <i>Transmissiemateriaal</i>	—	32	—
3. Fonds des bâtiments.— <i>Gebouwenfonds</i>	—	308	—
7. Coopération au développement (OSSOM).— Ontwikkelings- samenwerking (DOSZ)	—	1 056	—
8. Défense nationale.— Landsverdediging			
1. Intérêts F16.— <i>Intresten F16</i>	—	1 700	—
2. Dépenses d'investissements.— <i>Investeringsuitgaven</i>	1 500	—	—
3. Divers.— <i>Diverse</i>	1 072,2	—	—
9. Gendarmerie (divers).— Rijkswacht (diverse)	543	—	—
10. Pensions.— Pensioenen			
1. Emprunt auprès de l'ONVA.— <i>Lening bij RJV</i>	—	2 000	—
2. Réserves ONP.— <i>Reserves RVP</i>	—	1 500	—
3. 3,5 % cotisation assurance de groupe.— <i>3,5 % bijdrage groeps- verzekering</i>	1 200 *	—	—
4. Cotisations de régularisation.— <i>Regularisatiebijdragen</i>	100	—	—
11. Classes moyennes.— Middenstand	75	—	—
12. Emploi et Travail.— Tewerkstelling en Arbeid			
1. Recouvrement.— <i>Terugvordering</i>	110	—	—
2. Prescription.— <i>Verjaring</i>	130	—	—
3. Jours fériés légaux.— <i>Wettelijke feestdagen</i>	100	—	—
4. Contrôle chômage partiel.— <i>Controle gedeeltelijke werkloosheid</i>	350	—	—
5. Contrôle chef de famille.— <i>Controle gezinshoofd</i>	230	—	—
6. Emprunt.— <i>Lening</i>	—	1 500	—
7. Prévisions.— <i>Brugpensioenen</i>	100	—	—
8. Coefficient de correction modération salariale.— <i>Correctie- coëfficiënt loonmatiging</i>	480	—	—
9. Divers.— <i>Diverse</i>	200	—	—
13. Prévoyance sociale.— Sociale voorzorg	10 400	—	—
14. Santé publique.— Volksgezondheid			
1. Secteur hospitalier.— <i>Ziekenhuissector</i>	500	—	—
2. Ouvrages hydrauliques.— <i>Waterbouwkundige werken</i>	—	500	—
15. Agriculture.— Landbouw			
1. Report achat navire patrouille.— <i>Uitstel aankoop patrouilleschip</i> ...	—	—	150
2. Fonds agricole.— <i>Landbouwfonds</i>	—	—	135
3. Vétérinaires : indemnités.— <i>Dierenartsen : vergoedingen</i>	— 50	—	—
4. Fonds d'investissement agricole.— <i>Landbouwinvesteringsfonds</i>	140	—	—
5. Office national du lait.— <i>Nationale Zuiveldienst</i>	10	—	—
6. Institut géographique national.— <i>Nationaal Geografisch Instituut</i> ..	20	—	—
7. Emprunt INCA.— <i>NILK-lening</i>	—	—	200
8. Intérêts emprunt INCA.— <i>Interesten NILK-lening</i>	61	—	—
9. IRSIA.— <i>IWONL</i>	—	20	—
16. Affaires économiques.— Economische Zaken			
1. IRSIA.— <i>IWONL</i>	—	150	—
2. FRI.— <i>FIV</i>	50	—	—
3. Prototypes.— <i>Prototypes</i>	300	—	—
4. Enveloppes sociales.— <i>Sociale enveloppes</i>	600	—	—
5. Divers.— <i>Diverse</i>	100	—	—
17. Communications.— Verkeerswezen			
1. Subventions sociétés de transports en commun.— <i>Toelagen openbare vervoermaatschappijen</i>	1 336	—	—

	Structurel — Structuurcel	Unique — Eenmalig	Report — Verschuiving
2. Subventions-intérêts à la marine marchande.— <i>Interest-subsidies koopvaardij</i>	45	—	—
3. « Sale and rent back » SNCB.— « <i>Sale and rent back</i> » NMBS	—	—	1 200
4. Divers.— <i>Diverse</i>	119	—	—
18. RTT.— RTT			
1. Dotation des postes.— <i>Dotatie Posterijen</i>	1 000	—	—
19. Travaux publics.— Openbare Werken	1 410	—	—
20. Education nationale.— Nationale Opvoeding			
1. Fonds des bâtiments scolaires. <i>Gebouwenfondsen</i>	—	2 700	—
2. Autres.— <i>Andere</i>	500	—	—
21. Retard dans le programme d'investissement.— Vertraging investeringsprogramma	3 500	—	—
TOTAL.— TOTAAL	35 754,2 (46,3 %)	11 466 (14,9 %)	29 980 (38,8 %)

(*) augmentation des charges.

Il est clair que l'augmentation des charges est minime; cela ressort d'ailleurs de la baisse continue de la pression fiscale et parafiscale exprimée en pourcentage du PNB. Cette matière fera l'objet du point D ci-dessous.

Le plan d'assainissement alternatif a été examiné attentivement.

Il a été constaté que 21,5 milliards sur les 78,7 milliards d'économies proposées dans ce plan correspondent aux économies proposées par le Gouvernement, de sorte que l'on peut admettre que ce montant au moins correspond à des économies « réelles » dans le sens de ce plan.

Le Ministre précise qu'il n'a pas l'intention d'accorder des avances de trésorerie, ainsi que son prédécesseur l'a fait en 1987, et qu'il connaît toujours la différence entre les crédits qui servent à régulariser des avances de trésorerie et qui ont été imputés en 1987 au département de l'Emploi et du Travail, et les simples crédits supplémentaires, dont 25 milliards ont été inscrits, par le biais d'amendements, en faveur du dit département et qui donneront effectivement lieu à des décaissements en 1988.

Le Ministre souligne en outre qu'en ce qui concerne le département de l'Intérieur, les économies ont été calculées correctement et qu'il peut fournir des détails assez techniques à ce sujet.

En ce qui concerne le coût budgétaire des citoyens inventifs et corporatistes, le Ministre reconnaît qu'il n'est pas en mesure de fournir une réponse exacte à ce sujet. Mais il est évident que ce coût représente plusieurs dizaines, pour ne pas dire plusieurs centaines de milliards de francs.

D. Les accents socio-économiques du budget pour 1989

Le budget pour 1989 va visiblement dans le même sens que ceux des années précédentes, ainsi que le graphique de la page 65 de l'Exposé général permet de le constater, et ce en raison de la poursuite de la poli-

(*) lastenverhoging.

Dat de lastenverhogingen minimaal zijn is duidelijk en blijkt uit de verdere daling van de fiscale en parafiscale druk in percenten van het BNP waarop de Minister in punt D hierna terugkomt.

Het alternatieve spaarplan, werd aandachtig bestudeerd.

Er werd vastgesteld dat van de 78,7 miljard besparingen er 21,5 miljard zijn die gelijklopend zijn met de Regeringsvoorstellen, zodat alvast — dat mag toch worden aangenomen — minstens dat bedrag als « echte » besparingen zal worden aanvaard door iedereen.

De Minister kan ook verzekeren dat hij niet van plan is thesaurievoorschotten te verlenen, wat zijn voorganger wel deed in 1987, en dat nog altijd het onderscheid bestaat tussen kredieten die dienen om thesaurievoorschotten te regulariseren en die op 1987 werden aangerekend in het departement Arbeid en Tewerkstelling, en de gewone bijkredieten die — via amendementen — ten belope van 25 miljard frank bij genoemd departement werden ingeschreven en daadwerkelijk aanleiding zullen geven tot kasuitgaven in 1988.

De Minister kan ook verzekeren dat wat Binnenlandse Zaken betreft de besparingen correct werden berekend en dat hij desgewenst het nogal technische detail kan geven.

Wat de vraag betreft nopens de budgettaire kost veroorzaakt door de verzuilde en creatieve burger blijft de Minister het juiste antwoord schuldig. Maar dat het om tientallen, om niet te zeggen honderden miljarden gaat, is wel duidelijk.

D. De sociaal-economische accenten van de begroting 1989

De begroting 1989 ligt duidelijk in de trend van die van de vorige jaren, zoals blijkt uit de grafiek op bladzijde 65 van de Algemene Toelichting, ingevolge de voortzetting van het gevoerde algemene economische

tique économique et budgétaire générale qui privilégie l'emploi et la sauvegarde de la compétitivité.

L'opposition ne doit pas craindre le dérapage de la norme de compétitivité : après s'être dégradée en 1987, elle vient de connaître une nouvelle amélioration en 1988 et elle devrait évoluer dans le même sens l'année prochaine si l'on applique une programmation sociale normale.

La croissance économique ne devrait pas non plus se ralentir à présent que les libéraux ne sont plus là pour réduire le déficit public. Il est évident que la légère amélioration de la croissance du PNB au cours des dernières années a moins résulté de la réduction du déficit public — qui, à court terme, a pour effet de limiter la croissance — que du renforcement de la croissance dans les pays industrialisés et plus particulièrement en Europe, notre principal acheteur de biens et de services (CEE : 86 : + 2,5 %; 87 : + 2,6 %; 88 : + 3,5 %; 89 : + 2,8 %).

Selon le rapport annuel de la CEE, la pression fiscale et parafiscale diminuerait encore en tombant de 46,2 % en 1987 à 45,5 % en 1988 et à 45,1 % en 1989.

E. Les charges d'intérêts, la politique en matière d'intérêts et l'élimination de l'effet cumulatif de la charge d'intérêts

1. Les charges d'intérêts devraient s'élever, emprunts de régularisation non compris, à 8,4 % du PNB en 1989, de sorte qu'il y aurait un surplus de 1,4 % pour l'ensemble des autres opérations. (cf. le tableau figurant dans l'exposé du Ministre).

2. Comment réduire ces charges d'intérêts ?

1) Par le biais d'une diminution des taux d'intérêts *conforme aux règles du marché*, sans quoi l'ensemble du système financier serait mis à mal et l'on risquerait de provoquer une exportation nette de capitaux encore plus importante, étant donné que la confiance aurait été ébranlée.

Les taux d'intérêt sont déterminés principalement par l'étranger : il s'agit donc d'un facteur exogène.

Il y a toutefois, par rapport aux taux étrangers, une prime qui est fonction de :

- notre fiscalité;
- nos performances économiques, y compris la politique économique et financière générale, qui doit être crédible;
- l'appréciation de ces données fondamentales.

2) Grâce à une croissance du PNB

a) *en volume* : elle dépend surtout de la conjoncture extérieure (il s'agit donc d'un facteur exogène), mais aussi de notre compétitivité et du niveau de nos investissements (c'est aussi pourquoi les taux d'intérêt doivent être peu élevés);

b) *en prix* : M. De Vlieghe estime que l'inflation pourrait constituer une solution. En effet, elle profite aux débiteurs.

Dans une économie ouverte telle que celle de la Belgique, cette solution serait toutefois suicidaire.

et begrotingsbeleid waarbij tewerkstelling en vrijwaring van het concurrentievermogen centraal staan.

De oppositie hoeft niet te vrezen voor een ontsporing van de concurrentienorm : na een verslechtering in 1987 is het concurrentievermogen juist opnieuw verbeterd in de loop van 1988 en ook voor volgend jaar zal niet van die lijn worden afgeweken bij een normale sociale programmatie.

De economische groei zal evenmin ineenschrompen nu de liberalen er niet meer bij zijn om het overheidstekort te drukken. De lichte verbetering van de groeipercentages van het BNP de laatste jaren hield natuurlijk niet zozeer verband met de daling van het overheidstekort — dat op zichzelf in de korte periode een groeibeperkend effect heeft — dan wel met de versteviging van de groei in de geïndustrialiseerde wereld en meer bepaald in Europa, onze voornaamste afnemer van goederen en diensten (EEG : 86 : + 2,5 %; 87 : + 2,6 %; 88 : + 3,5 %; 89 : + 2,8 %).

Volgens de EEG, in haar jaarverslag, zou de fiscale en parafiscale druk verder afnemen van 46,2 % in 87, naar 45,5 % in 88 en 45,1 % in 89.

E. De rentelasten, het rentebeleid en de stopzetting van de rentesnieuwbal

1. De rentelasten zouden, regularisatieleningen uitgezonderd, 8,4 % van het BNP belopen in 1989, zodat er een overschot zou zijn van 1,4 % voor het geheel van de andere verrichtingen (cf. tabel in mijn uiteenzetting).

2. Hoe kunnen die rentelasten worden gedrukt ?

1) Door een *marktconforme* daling van de rente, zoniet wordt het hele financiële stelsel ontworteld en riskeert men een nog grotere netto kapitaaluitvoer wegens het geschokt vertrouwen.

De rente wordt echter vooral bepaald door het buitenland : exogeen.

Er is wel een premie ten opzichte van de buitenlandse rente die functie is van :

- onze fiscaliteit;
- onze economische prestaties, inclusief het algemeen economisch en financieel beleid (het moet geloofwaardig zijn);
- de appreciatie van die fundamentele gegevens.

2) De groei van het BNP

a) *in volume* : hangt vooral af van de buitenlandse conjunctuur (dus exogeen) maar ook van onze competitiviteit en ons investeringsniveau (waarbij ook de rente een rol speelt);

b) *in prijzen* : de heer De Vlieghe ziet in de inflatie een mogelijke oplossing ; inderdaad, zij komt ten goede aan de debiteuren.

Maar in een open economie als de Belgische zou dit zelfmoord betekenen.

Seul un contexte international inflationniste pourrait soulager quelque peu l'Etat. Même si elle est internationale, l'inflation est cependant le plus inéquitable des impôts. De plus, ce contexte aurait sans doute des répercussions sur la croissance en volume, en raison des politiques économiques restrictives qui seraient menées.

3. L'élimination de l'effet cumulatif

Selon la Banque nationale, l'effet cumulatif serait — sous certaines conditions — éliminé en 1992, c'est-à-dire plus tôt que ne le prévoient les études du Conseil supérieur des Finances et du « V.E.V. ».

La raison principale est que la Banque nationale fait porter l'effort d'assainissement, qui consiste à imposer à toutes les dépenses autres que celles afférentes à la charge d'intérêts un rythme de croissance n'excédant pas le taux d'inflation, sur l'ensemble des pouvoirs publics, c'est-à-dire le pouvoir central, les Communautés, les Régions, les pouvoirs locaux et la sécurité sociale. Cela représente évidemment un ensemble de dépenses beaucoup plus important que les dépenses du seul pouvoir central.

Le Ministre tient à souligner que la réalisation de ce plan suppose un effort sérieux dont on ne se rend pas toujours bien compte, et ce certainement dans le domaine de la sécurité sociale, par exemple en matière de soins de santé ou de pensions.

Un assainissement global plus profond des finances publiques, permettant d'engranger les fruits d'une croissance économique éventuellement plus forte que prévu, paraît dès lors inévitable et nécessaire.

*
* *

Le Ministre du Budget répond à M. Daems qu'en ce qui concerne les modes de financement alternatifs des investissements publics dont il est question dans l'Exposé général, plusieurs formules concrètes sont à l'étude, qui ne sont nullement comparables aux formes classiques de débudgétisation.

Il est exact qu'il avait été décidé lors du premier contrôle budgétaire que le fonds de roulement de l'ONEm et le surplus éventuel de la sécurité sociale seraient affectés au financement des contractuels subventionnés et des chômeurs âgés.

Cependant, lors du deuxième contrôle budgétaire, la sécurité sociale ne présentait aucun excédent et le fonds de roulement de l'ONEm a dû être utilisé à d'autres fins.

Le Ministre répond à M. Verhofstadt qu'imposer des économies à la sécurité sociale sans l'accord des partenaires concernés n'a pas de sens, ainsi qu'on a pu le constater par le passé. Même un consensus au sein du Gouvernement ne suffit pas.

Enkel een context van internationale — wereldwijde — inflatie zou de Staat enig soelaas brengen. Dan nog zou wellicht de groei in volume de terugslag daarvan ondervinden, wegens de gevolgde restrictieve economische politieken. Inflatie is daarenboven, zelfs wereldwijd, de meest onrechtvaardige belasting.

3. De stopzetting van de rentesnieuwbal

Volgens de Nationale Bank zou de rentesnieuwbal — onder bepaalde hypothesen — worden gestopt in 1992; dat is wel vroeger dan in de studies van de Hoge Raad voor Financiën en het VEV.

De voornaamste reden is dat de Nationale Bank de besparingsinspanning, die erin bestaat aan het geheel van de uitgaven andere dan intrestlasten de inflatienorm op te leggen, toepast op de gehele overheid, dat wil zeggen de centrale overheid, Gemeenschappen en Gewesten, de lokale overheid en de Sociale Zekerheid. Dat is uiteraard een veel groter uitgavenpakket dan dat van enkel de centrale overheid.

De Minister onderstreept dat de realisatie hiervan een ernstige inspanning vereist waarvan men zich niet altijd bewust is, zeker op het vlak van de Sociale Zekerheid, bijvoorbeeld gezondheidszorg of pensioenen.

Een verder doorgedreven globale sanering van de overheidsfinanciën — waarbij de vruchten van een eventuele sterker dan verwachte economische groei worden opgespaard — lijkt dan ook onafwendbaar en noodzakelijk.

*
* *

Aan de heer Daems antwoordt de Minister van Begroting verder dat voor de alternatieve financiering van overheidsinvesteringen als bedoeld in de Algemene Toelichting (bladzijde 129) meerdere concrete formules ter studie liggen, die geenszins gelijk te stellen zijn met de klassieke vormen van debudgettering.

Het is juist dat op de eerste begrotingscontrole was beslist dat voor de financiering van de gesubsidieerde contractuelen en de oudere werklozen het bedrijfskapitaal van de RVA en het eventuele overschot in de sociale zekerheid zouden worden aangewend.

Bij de tweede begrotingscontrole bleek er evenwel geen overschot in de sociale zekerheid te zijn en diende het bedrijfskapitaal van de RVA voor andere doeleinden te worden aangewend.

Aan de heer Verhofstadt antwoordt de Minister dat het opleggen van besparingen in de sociale zekerheid zonder de instemming van de betrokken partners geen zin heeft, zoals in het verleden werd bewezen. Zelfs een eventuele consensus binnen de regering volstaat niet.

L'objectif du Gouvernement reste de limiter le solde net à financer à 4 % du PNB en 1992, bien qu'il se rende compte que la réalisation de cet objectif demandera des sacrifices importants de la part de l'ensemble des pouvoirs publics.

Le Ministre répond ensuite à *M. Denys* que le financement du transfert de compétences aux Communautés et aux Régions ne s'opère certainement pas dans la précipitation ni dans le mystère.

Le budget des Voies et Moyens pour 1989 comprend les dépenses globales de l'Etat et des entités régionales et communautaires pour cette année.

Le prochain transfert de compétences n'a aucune incidence sur le montant global de ce budget.

Les études relatives à l'évolution des moyens financiers des entités régionales et communautaires ne tiennent quasiment aucun compte de la politique volontariste que ces dernières peuvent mener.

Le gouvernement national ne peut imposer de normes en la matière. Il peut uniquement fixer le montant global, c'est-à-dire l'enveloppe budgétaire, dans le budget des Voies et Moyens.

Répondant à *M. Moors*, *le Ministre* rappelle que les crédits perdent leur spécificité initiale une fois qu'ils sont transférés. Les Communautés et les Régions pourront donc décider en toute autonomie de l'affectation de ces moyens.

*
* *

M. Moors souligne que l'accord de gouvernement prévoit néanmoins un mode de calcul spécifique pour les crédits destinés à l'enseignement.

L'enseignement reste d'ailleurs la principale compétence des Communautés.

Quoi qu'il en soit, un déficit de 14 milliards constitue un grave problème si l'on veut continuer à dispenser un enseignement de qualité.

*
* *

Le Ministre estime que les Communautés et les Régions doivent également contribuer à l'assainissement global des finances publiques.

Il fait par ailleurs observer qu'en matière d'enseignement, pour ainsi dire tous les comptes arriérés sont liquidés dans le budget de 1989, de manière à ce que plus aucun montant ne soit dû au moment du transfert des compétences.

Sur ce plan, les Communautés démarreront donc sur des bases saines. *Le Ministre* précise à l'adresse de *M. Beaufays* qu'une décision sera prise sous peu en ce qui concerne la nouvelle structure de la Commission d'orientation et de coordination des marchés publics.

Het doel van de regering blijft een netto-te-financieren saldo van 4 % in 1992, ook al beseft zij wel dat hiertoe een grote inspanning van de globale overheid zal vereist zijn.

Aan de heer Denys antwoordt *de Minister* verder dat de financiering van de bevoegdheidsoverdracht aan Gemeenschappen en Gewesten zeker niet overhaast en in een waas van geheimzinnigheid gebeurt.

De Rijksmiddelenbegroting voor 1989 omvat de globale uitgaven van de Staat en de deelgebieden tijdens dit jaar.

De in het uitzicht gestelde bevoegdheidsoverdracht brengt geen verandering in dat totale pakket.

In de studies betreffende de evolutie van de financiële middelen van de deelgebieden wordt nauwelijks rekening gehouden met het voluntaristische beleid dat deze laatsten kunnen voeren.

De Nationale Regering kan en mag ter zake geen normen opleggen. Zij kan enkel de beginpositie, dat wil zeggen de budgettaire enveloppe, in deze Rijksmiddelenbegroting vaststellen.

Met betrekking tot de door *de heer Moors* gestelde vragen, herinnert *de Minister* eraan dat, eenmaal overgedragen, de kredieten hun oorspronkelijke specificiteit verliezen. Het zijn met andere woorden de Gemeenschappen en de Gewesten die autonoom zullen bepalen waartoe zij die middelen zullen aanwenden.

*
* *

De heer Moors merkt op dat niettemin in het regeerakkoord een specifieke berekeningswijze voor die onderwijskredieten werd ingeschreven.

Onderwijs blijft trouwens veruit de belangrijkste bevoegdheid van de deelgebieden.

Een tekort van 14 miljard vormt hoe dan ook een ernstig probleem, wanneer men degelijk onderwijs wil blijven verzekeren.

*
* *

De Minister is van oordeel dat ook de Gemeenschappen en de Gewesten een bijdrage moeten leveren in de globale sanering der overheidsfinanciën.

Hij wijst er overigens op dat in de begroting 1989 zowat alle achterstallige rekeningen inzake onderwijs werden aangezuiverd, teneinde de overheveling « met een schone lei » te kunnen doen plaatshebben.

De gemeenschappen staan wat dat betreft in een gunstige vertrekpositie. *Aan de heer Beaufays* verzekert *de Minister* dat binnenkort zal worden beslist over de nieuwe structuur van de Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten.

En ce qui concerne la ventilation, par impôt, des ristournes et recettes transférées (question de *Mme Duroi-Vanhelmont*), le *Ministre* renvoie à l'Exposé général (pp. 180-182).

Le problème de la fixation de l'âge de la pension sera examiné par le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux au cours de la concertation interprofessionnelle.

REPLIQUES

M. Denys demeure persuadé que le transfert de moyens financiers aux Communautés et aux Régions aura une incidence importante sur le budget 1989.

L'ampleur du problème posé dépendra, à long terme, de la politique plus ou moins volontariste menée par les Régions et les Communautés. Celles-ci seront en effet habilitées à prendre de nouvelles initiatives et disposeront d'une totale autonomie au niveau des dépenses, des glissements internes pouvant être décidés dans le cadre global du budget qui leur est attribué.

Mais si l'on tient compte de la note de *M. Monard*, secrétaire général du Ministère de l'Education nationale (N), la Communauté flamande se verrait déjà obligée de soustraire à d'autres secteurs 14 à 20 milliards de francs pour peu qu'elle souhaite mener une véritable politique de l'enseignement.

Avant 10 ans, ce système donnera inévitablement lieu à une situation d'endettement comparable à celle des grandes villes, ce qui rendra nécessaire l'organisation de nouvelles négociations et le transfert de compétences supplémentaires aux Régions et Communautés.

Au cours de la phase de transition, Communautés et Régions ne disposeront pas d'une autonomie suffisante au niveau fiscal. Où donc trouver alors la motivation nécessaire à la réalisation d'économies substantielles puisque l'éventualité de pouvoir diminuer la pression fiscale en cas de réduction des dépenses n'existe pas ?

Il est donc indispensable que le Gouvernement limite le pouvoir d'emprunt des Communautés et Régions et fixe des normes précises, éventuellement sous forme d'un plan pluriannuel, afin de garder sous contrôle le solde budgétaire de celles-ci et de casser le plus rapidement possible l'effet « boule de neige » de la Dette publique.

Par ailleurs, le membre reproche à nouveau le manque de coopération et d'information dans le chef du Gouvernement qui semble vouloir cacher à l'opinion publique certains aspects du dossier.

*
* *

M. De Vlieghe insiste lui aussi sur l'incertitude qui domine les débats suite au manque de données

Voor een uitsplitsing per belasting van de *ristorno's* en overgedragen ontvangsten (vraag van *Mevrouw Duroi-Vanhelmont*) verwijst de *Minister* naar de Algemene Toelichting (bladzijde 180-182).

De problematiek van de vaststelling van de pensioengerechtigde leeftijd zal tussen de regering en de sociale partners worden besproken op het interprofessioneel overleg.

REPLIEKEN

De heer Denys blijft de mening toegedaan dat de overheveling van financiële middelen naar de Gemeenschappen en Gewesten een grote invloed zal hebben op de begroting 1989.

Op langere termijn zal de omvang van dat probleem afhangen van de mate waarin de Gemeenschappen en Gewesten een voluntaristisch beleid voeren. Zowel de Gewesten als de Gemeenschappen zullen immers nieuwe initiatieven kunnen nemen en ze zullen volstrekt zelfstandig zijn op het stuk van de uitgaven. Bijgevolg kunnen ze binnen het algemene kader van de hen toegekende begroting verschuivingen tot stand brengen.

Indien men de nota van de secretaris-generaal van het Ministerie van Onderwijs (N), de heer *Monard*, mag geloven, zou de Vlaamse Gemeenschap, om een echt onderwijsbeleid te voeren, reeds 14 tot 20 miljard frank moeten onttrekken aan andere sectoren.

Voor er tien jaar verlopen zijn, zal deze regeling onvermijdelijk leiden tot een schuldenlast die vergelijkbaar is met die van de grote steden. Dat zal dan weer nieuwe onderhandelingen en de overheveling van bijkomende bevoegdheden naar de Gewesten en Gemeenschappen noodzakelijk maken.

Tijdens de overgangsfase zijn de Gemeenschappen en Gewesten op fiscaal vlak niet voldoende zelfstandig. Zullen ze wel voldoende gemotiveerd zijn om aanzienlijk te besparen, aangezien ze de belastingdruk toch niet kunnen verminderen, ook al geven ze minder uit ?

De Regering moet het ontleningsvermogen van de Gemeenschappen en Gewesten bijgevolg beperken en ze moet — eventueel door middel van een meerjarigenplan — nauwkeurige normen vaststellen om hun begrotingssaldo onder controle te houden en het « sneeuwbal effect » van de Rijksschuld zo snel mogelijk tot stilstand te brengen.

Bovendien klaagt het lid andermaal het gebrek aan samenwerking en informatie aan. Het lijkt wel alsof de regering bepaalde aspecten van het dossier voor de publieke opinie wil verborgen houden.

*
* *

Ook *de heer De Vlieghe* legt de nadruk op de onzekerheid die de besprekingen kenmerkt. Er is

précises à propos des conséquences pour le budget 1989 de la réforme fiscale et du financement des Régions et Communautés.

Quant à la Dette publique, l'orateur reconnaît que toute intervention sur le marché aurait des effets négatifs sur l'économie de notre pays. Mais la situation financière actuelle est à ce point déplorable que toute mesure aura des effets négatifs. Ainsi, ne pas intervenir sur le marché aurait pour conséquence une nouvelle aggravation de l'effet « boule de neige ».

D'autre part, le membre reproche au Gouvernement son manque de fermeté face aux institutions financières alors que celui-ci pourrait utiliser, au cours de négociations visant à obtenir d'importantes diminutions d'intérêts, des moyens de pressions tels que les 15 milliards d'impôts qui, jusqu'ici, n'ont pas dû être versés par les banques ou encore le souci des institutions financières de pouvoir intervenir directement en bourse et de briser ainsi le monopole des agents de change.

A l'article 66.03 du Titre IV du budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1989 (Doc. n° 4/2-577/1-1988, p. 18-19), le Gouvernement prévoit un montant de 49 milliards de recettes à affecter au règlement des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes, emprunts destinés à couvrir partiellement des dépenses du précédent gouvernement.

Le membre critique cette technique de débudgétisation visant à dissimuler le paiement de certaines charges d'intérêt. C'est pourquoi il se propose de présenter des amendements visant à supprimer cet article au Titre IV et à ajouter ce montant de 49 milliards aux dépenses de capital (Titre II). Il est conscient de ce que cela entraîne automatiquement une augmentation du solde net à financer d'un même montant. L'ajout proposé prendrait la forme d'un article 51.03.

*
* *

M. Daems tient à reformuler certaines questions demeurées jusqu'ici sans réponse.

Le Gouvernement prévoit-il un réajustement de la dette à court terme avant la fin de l'année ? Dans l'affirmative, pourrait-il fournir des données précises à ce sujet ?

Le Gouvernement peut-il confirmer les chiffres avancés en Commission, à savoir, une sous-estimation des recettes 1988 (7,9 milliards en plus que prévu), et une surestimation des paiements sur années antérieures et des dépenses sur fonds budgétaires (respectivement 12,7 milliards et 44 milliards en moins que prévu) ?

Le membre souhaiterait également obtenir des chiffres précis en ce qui concerne l'évolution des paiements sur années antérieures effectués au cours de la période 1983-1988.

immers een tekort aan nauwkeurige gegevens over de gevolgen van de belastinghervorming en de wet op de financiering van de Gewesten en Gemeenschappen voor de begroting 1989.

Met betrekking tot de overheidsschuld, geeft spreker toe dat elk ingrijpen op de markt negatieve gevolgen zal hebben voor de economie van ons land. Maar de huidige financiële situatie is zo slecht dat om het even welke maatregel negatieve gevolgen zal hebben. Indien men niet op de markt tussenbeide komt, zal men het « sneeuwbaaleffect » opnieuw versterken.

Voorts verwijt het lid de regering haar gebrek aan kordaatheid ten aanzien van de financiële instellingen. Om een aanzienlijke rentedaling te verkrijgen, had de regering tijdens de onderhandelingen nochtans gebruik kunnen maken van pressiemiddelen, zoals de 15 miljard frank belastingen die de banken tot nog toe niet hebben moeten storten, of de eis van de financiële instellingen om rechtstreeks tot de beurs toegang te krijgen en aldus het monopolie van de wisselagenten te doorbreken.

In artikel 66.03 van Titel IV van de Rijksschuldbegroting voor 1989 (Stuk n° 4/2-577/1-1988, blz. 18-19), heeft de regering een bedrag van 49 miljard inkomsten uitgetrokken voor de herschikking van een deel van de renten van bepaalde, door het Rijk of het Wegenfonds uitgeschreven leningen. Die leningen waren bestemd om uitgaven van de vorige regering ten dele te bekostigen.

Het lid stelt die techniek van debudgettering aan de kaak, die tot doel heeft de betaling van bepaalde rentelasten te verhullen. Spreker neemt zich dan ook voor amendementen in te dienen teneinde dit artikel uit Titel IV weg te laten en het bedrag van 49 miljard toe te voegen aan de kapitaaluitgaven (Titel II). Hij is er zich van bewust dat zulks automatisch leidt tot een verhoging van het netto te financieren saldo met een zelfde bedrag. De toevoeging zou de vorm aannemen van een artikel 51.03.

*
* *

De heer Daems heeft nog een aantal vragen die tot dusver onbeantwoord zijn gebleven.

Wil de regering nog voor het jaareinde de schuld op korte termijn herschikken en zo ja, kan zij hieromtrent precieze gegevens verstrekken ? Kan de regering de cijfers bevestigen die in de Commissie werden geciteerd, met name een te lage raming van de ontvangsten 1988 (7,9 miljard meer dan was voorzien) en een overschatting van de betaling van nog over de voorgaande jaren verschuldigde belastingen en de uitgaven op de begrotingsfondsen (respectievelijk 12,7 miljard en 44 miljard minder dan voorzien) ?

Ook wenst het lid nauwkeurige cijfers met betrekking tot de ontwikkeling van de betalingen op vorige jaren die in de periode 1983 tot 1988 werden verricht.

D'autre part, il relève une coïncidence heureuse pour le Gouvernement. M. Verplaetse, ex-chef de cabinet du Premier Ministre, vient en effet de rendre publiques, lors du colloque budgétaire organisé le 25 octobre dernier par l'Institut belge des Finances publiques, les dernières estimations, particulièrement favorables, de la Banque Nationale de Belgique : la croissance économique atteindrait en 1989 5 % en valeur nominale au lieu des 4,1 % retenus par le Gouvernement.

Le membre doute également que le Gouvernement puisse entièrement réaliser les mesures d'assainissement prévues pour un montant de 35 milliards. Dans les 10,4 milliards d'économies prévus dans le secteur de la sécurité sociale sont en effet déjà incluses les soi-disant économies réalisées sur les frais d'administration des mutualités pour un montant de 1,6 milliard, montant qui dissimule en fait un crédit supplémentaire.

En outre, le membre reconnaît qu'un certain nombre de mesures d'assainissement prévues par le Gouvernement correspondent bien aux mesures prévues dans le plan d'assainissement alternatif proposé par son parti, mais pas pour un montant aussi élevé que les 21 milliards avancés par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Il fait également remarquer que le Gouvernement affecte à d'autres objectifs le prélèvement sur les moyens de fonctionnement de l'ONEm, généralement destiné à financer les dépenses concernant les chômeurs âgés et les contractuels subventionnés, ce qui a amené le Gouvernement à affirmer erronément que le précédent gouvernement avait sous-estimé les dépenses prévues pour ces deux catégories.

Par ailleurs, il semble évident que le Gouvernement n'atteindra pas le but fixé de 4 % du PNB pour le solde net à financer en 1992. Ceci semble d'autant plus sûr que le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget fait aujourd'hui déjà certaines réserves quant à l'objectif 1989 de 7 % du PNB, malgré les prévisions très optimistes en matière d'évolution économique.

Il soupçonne également le Gouvernement de vouloir gonfler exagérément la réalité des chiffres pour le budget 1988.

En outre, il constate que, pour la première fois, le déficit de caisse sera inférieur au déficit budgétaire.

Enfin, il prend acte des déclarations du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget qui reconnaît que l'ingéniosité du contribuable pourrait bien coûter des dizaines, voire des centaines de milliards au budget.

Voorts wijst hij op een toch wel bijzonder grote meevaller voor de regering. De heer Verplaetse, voormalig kabinetschef van de Eerste Minister, heeft tijdens het begrotingscolloquium dat op 25 oktober jongstleden door het Belgisch Instituut voor Openbare Financiën was georganiseerd, de jongste, bijzonder gunstige ramingen van de Nationale Bank van België bekendgemaakt : in 1989 zou de economische groei 5 % in nominale waarde bereiken in plaats van de 4,1 % die door de regering in aanmerking was genomen.

Ook betwijfelt het lid dat de regering de saneringsmaatregelen ten belope van 35 miljard onverkort kan toepassen. In de 10,4 miljard bezuinigingen voor de sector sociale zekerheid zitten immers reeds de zogenaamde besparingen op de administratiekosten van de ziekenfondsen, ten belope van 1,6 miljard, een bedrag dat in feite een verkapt bijkrediet is.

Voorts erkent het lid dat een aantal door de regering voorgestelde saneringsmaatregelen overeenstemt met de maatregelen die in het alternatieve saneringsplan van zijn partij voorkomen, maar waarin wordt uitgegaan van een bedrag dat lager ligt dan de 21 miljard waarvan de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting hier gewag maakt.

Tevens merkt hij op dat de regering de inhouding op de werkingsmiddelen van de RVA, die doorgaans wordt aangewend om de uitgaven voor oudere werklozen en gesubsidieerde contractuelen te financieren, voor andere doelen bestemt, wat de regering ertoe heeft gebracht ten onrechte te beweren dat de vorige regering de uitgaven voor die twee categorieën te laag had geraamd.

Voorts zal de regering het doel van 4 % van het BNP voor het netto te financieren saldo in 1992 blijkbaar niet kunnen halen. Dat is des te zekerder nu de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting reeds voorbehoud maakt bij het oogmerk van 7 % van het BNP voor 1989, ondanks de zeer optimistische vooruitzichten inzake economische groei.

Ook verdenkt hij er de regering van de cijfers voor de begroting 1988 al te zeer te willen overdrijven.

Voorts constateert hij dat het kastekort voor de eerste keer lager zal liggen dan het begrotingstekort.

Tot slot neemt hij akte van de verklaring van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, die erkent dat het vernuft van de belastingplichtige de staatskas wellicht tientallen en misschien zelfs honderden miljarden zou kunnen kosten.

CELLULE ECONOMIQUE

M. De Roo pose des questions sur l'évolution des crédits budgétaires du ministère des Affaires économiques.

La baisse de ces crédits est particulièrement frappante (14,1 milliards de francs au total) en ce qui concerne le Fonds de solidarité nationale et le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (articles 60.03 et 60.01 du Titre IV).

Pour la période 1979-1987, l'aide publique accordée aux secteurs nationaux s'est élevée à quelque 440 milliards de francs, dont 200 milliards de francs bénéficiant de la garantie de l'Etat. Le montant annuel des intérêts afférents aux emprunts contractés par l'autorité nationale au bénéfice de ces secteurs ne représente pas moins de 20 milliards de francs.

L'intervenant demande quelle politique le gouvernement compte mener à l'avenir au travers de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (SNSN).

Le transfert, le 1^{er} janvier 1989, des compétences relatives aux « secteurs économiques nationaux » posera par ailleurs de graves problèmes en ce qui concerne le traitement des dossiers d'expansion relatifs au secteur textile dont l'examen est en cours.

A la fin de cette année (c'est-à-dire compte tenu des dossiers qui seront encore introduits au cours du dernier trimestre de l'année), la situation se présentera comme suit :

DE ECONOMISCHE CEL

De heer De Roo heeft vragen over de evolutie van de begrotingskredieten van het Ministerie van Economische Zaken.

Vooralszake het Nationaal Solidariteitsfonds en het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie (de artikelen 60.03 en 60.01 van Titel IV) is de daling opvallend (samen 14,1 miljard frank).

De overheidssteun in de nationale sectoren voor de periode 1979-1987 bedraagt ± 440 miljard frank, waarvan 200 miljard gedekt door staatswaarborg. De te betalen rente op de in dat verband door de nationale overheid aangegane leningen bedraagt jaarlijks ruim 20 miljard frank.

Spreker wenst te vernemen welk beleid de Regering in de toekomst via de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren (NMNS) zal voeren.

De overdracht per 1 januari 1989 van de bevoegdheden betreffende de zogenaamde « nationale economische sectoren » zal daarenboven ernstige problemen scheppen voor de afhandeling van de lopende expansiedossiers in de textielsector.

Tegen het einde van dit jaar (met andere woorden inclusief een raming voor de dossiers die nog tijdens het laatste kwartaal zullen worden ingediend), zal de toestand er als volgt uitzien :

	Classes moyennes (Loi de 1978) en millions de F — Middenstand (Wet van 1978) in miljoen F	Affaires économiques (Lois de 1959 et 1970) en millions de F — Economische Zaken (Wetten van 1959 en 1970) in miljoen F
— Incidence budgétaire des projets soumis jusqu'à la fin de 1988 — budgettaire weerslag van de projecten ingediend tot eind 1988	500	3 320
— Budget prévu pour 1988 — voorziene begroting 1988	320	1 300
Déficit budgétaire — budgettair tekort	180	2 020

Cela signifie que dans la mesure où les budgets prévus pour 1988 pour l'application des lois d'expansion économique sont effectivement utilisés dans leur intégralité, on peut dès à présent affirmer avec certitude que les crédits budgétaires suivants doivent être prévus en 1989, et ce exclusivement pour le traitement des dossiers qui auront été déposés avant le 1^{er} janvier 1989 :

Classes moyennes : 180 millions F.
Affaires économiques : 2 020 millions F.

Dit betekent dat, in de mate dat de voor 1988 voorziene begrotingen voor de toepassing van de expansiewetgeving effectief volledig worden benut, men thans reeds met zekerheid mag stellen dat in 1989 de volgende begrotingskredieten dienen te worden voorzien, uitsluitend voor de afhandeling van de dossiers die vóór 1 januari 1989 reeds werden ingediend :

Middenstand : 180 miljoen F.
Economische Zaken : 2 020 miljoen F.

M. De Roo constate dès lors qu'au 1^{er} janvier 1989, il manquera plus de 2 milliards de francs pour le seul secteur textile, essentiellement flamand. Il se demande dès lors si le projet de loi de financement du transfert de compétences ne devrait pas prévoir une réglementation transitoire pour ce secteur. Une autre solution pourrait consister en un transfert unique de moyens supplémentaires.

En ce qui concerne le volet « services » du plan textile, l'intervenant demande si le fait que le pouvoir central supportera encore le financement de la dernière tranche (570 millions de francs) en 1989 implique également que le Ministre des Affaires économiques conserve la tutelle sur cette partie du plan textile.

Il pose enfin le problème du rachat d'actions sans droit de vote émises notamment par les entreprises textiles.

L'Exposé général (p. 87) fait également état des remboursements pour un montant de 500 millions de francs attendus par la SNSN.

A cet égard, il convient de souligner que dans le secteur textile, une trentaine d'entreprises sont disposées à racheter anticipativement les actions sans droit de vote auxquelles la SNSN a souscrit dans le cadre du plan textile. Il s'avère cependant que la Commission européenne a formulé une série d'objections juridiques au rachat de ces actions par ces entreprises.

Le Ministre des Affaires économiques a déclaré que l'on recherchait une solution pour sortir de cette impasse. Où en est-on à cet égard et quand peut-on s'attendre à une solution ?

M. Denys répète sa question concernant le transfert aux Régions de personnel du ministère des Affaires économiques.

Est-il exact que le Ministre ne veuille céder que 53 agents (sur un total de plus de 3 000) ?

*
* *

Réponses du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques

1) *Transfert de membres du personnel du ministère des Affaires économiques aux Régions.* (Question de M. Denys)

1. La réforme de 1980 a entraîné le transfert de 264 fonctionnaires du Ministère des Affaires économiques.

2. La réforme de 1988 a :

2.1. réservé la compétence exclusive pour une série de matières au pouvoir national, en vue de la sauvegarde de l'union économique et de l'unité monétaire;

De heer De Roo stelt dan ook vast dat per 1 januari 1989, alleen al voor de — hoofdzakelijk vlaamse — textielsector een tekort zal bestaan van ruim 2 miljard frank. Hij vraagt zich dan ook af of hiervoor in het wetsontwerp tot financiering van de overdracht van bevoegdheden geen overgangsregeling dient te worden ingeschreven. Een andere oplossing zou kunnen bestaan in een eenmalige overdracht van bijkomende middelen.

Met betrekking tot het dienstenluik van het textielplan wenst spreker te vernemen of het feit dat de centrale overheid ook in 1989 zal instaan voor de financiering van de laatste schijf (570 miljoen frank), tevens inhoudt dat de Minister van Economische Zaken de voorgedij behoudt over dit onderdeel van het textielplan.

Tenslotte stelt zich het probleem van de terugkoop van aandelen zonder stemrecht uitgegeven door onder meer de textielondernemingen.

In de Algemene Toelichting (blz. 87) wordt eveneens verwezen naar de terugbetalingen voor een bedrag van 500 miljoen frank die door de NMNS worden verwacht.

In dat verband dient aangestipt dat in de textielsector een 30-tal ondernemingen bereid zijn om de aandelen zonder stemrecht, waarop de NMNS in het raam van het Textielplan heeft ingetekend, versneld terug te kopen. Het blijkt evenwel dat de EEG-Commissie een aantal juridische bezwaren heeft geuit tegen de wederinkoop door de onderneming van deze aandelen.

De Minister van Economische Zaken heeft gemeld dat naar een oplossing wordt gezocht om uit deze impasse te geraken. Hoeveel staat men hiermee en tegen wanneer mag een oplossing worden verwacht ?

De heer Denys herhaalt zijn vraag betreffende de overheveling van personeel van het Ministerie van Economische Zaken naar de Gewesten.

Is het juist dat de Minister slechts 53 personeelsleden (op een totaal van ruim 3 000) wil afstaan ?

*
* *

Antwoorden van de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken

1) *Transfert van personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken naar de Gewesten.* (Vraag van de heer Denys)

1. De hervorming van 1980 heeft tot gevolg gehad dat in totaal 264 ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken werden getransfereerd.

2. De hervorming van 1988 heeft :

2.1. met het oog op het behoud van de Economische en Monetaire Unie (EMU) voor een reeks materies de nationale overheid uitsluitend bevoegd verklaard;

2.2. entraîné une extension des compétences des Régions en matière de politique industrielle (les cinq secteurs nationaux) et en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

3. Etant donné que les compétences relatives à l'union économique et à l'union monétaire continuent à relever du pouvoir national, les grandes administrations du département des Affaires économiques seront dans l'impossibilité de transférer encore d'autres membres de leur personnel.

Exemples : — Institut national de statistique
— Administration du commerce
— Inspection générale économique
— Organisation professionnelle

4. En ce qui concerne l'extension des compétences, il convient de tenir compte des éléments suivants :

4.1. En matière de politique industrielle, un transfert de personnel doit être opéré à l'Administration de l'industrie. Cette administration, qui avait d'ailleurs déjà fourni le plus grand nombre d'agents lors de la réforme de 1980, n'occupe plus que 140 personnes à l'heure actuelle.

La proposition du Ministre prévoit le transfert de 33 postes. Par comparaison à 1981, cette administration aura donc perdu 66 % de ses effectifs.

4.2. En ce qui concerne le service pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, le Ministre propose le transfert de 18 des 23 agents.

4.3. En ce qui concerne les services généraux, le Ministre propose un transfert d'effectifs dans la même proportion que pour les autres services, suivant la méthode qui avait été appliquée lors de la réforme de 1980.

L'examen de ces problèmes est toujours en cours.

2) *Le management financier de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (SNSN).* (Question de M. De Roo)

Les initiatives suivantes se situent dans le cadre du management financier de la SNSN :

- les emprunts assortis de taux élevés, pour lesquels un remboursement anticipé était prévu, ont déjà été convertis en accord avec le ministère des Finances, services de la trésorerie;
- des négociations sont en cours avec les institutions de crédit à propos des emprunts pour lesquels aucun remboursement anticipé n'était prévu;
- des négociations sont en cours, également avec l'accord du ministère des Finances, services de la trésorerie, en vue d'obtenir des conditions optimales pour les nouveaux emprunts.

2.2. een uitbreiding van de bevoegdheden van de Gewesten inzake industrieel beleid (de vijf zogenaamde nationale sectoren) en inzake rationeel energieverbruik tot gevolg gehad.

3. Het feit dat EMU-materies nationaal blijven heeft voor gevolg dat de grootste administraties van Economische Zaken geen bijkomende personeels-overdracht meer kunnen doen.

Voorbeelden : — Nationaal Instituut voor de Statistiek
— Administratie van de Handel
— Economische Algemene Inspectie
— Bedrijfsorganisatie

4. Met betrekking tot de uitbreiding van de bevoegdheden gelden de volgende overwegingen :

4.1. inzake industrieel beleid dient een personeelsoverdracht uit te gaan van de *Administratie van de Nijverheid*. Deze administratie heeft evenwel reeds in 1980 het leeuwenaandeel van de overgedragen ambtenaren geleverd. Daar werken thans *nog slechts 140 ambtenaren*.

Het voorstel van de Minister voorziet in een overdracht van 33 betrekkingen. In vergelijking met 1980 zal deze administratie met 66 % van haar ambtenaren afgeslankt zijn.

4.2. inzake de dienst voor rationeel energieverbruik stelt de Minister voor 18 van de 23 ambtenaren over te dragen.

4.3. wat de Algemene Diensten betreft, stelt de Minister voor dat een overdracht van personeel zou gebeuren in verhouding tot het aantal overgedragen ambtenaren van de andere diensten dan de Algemene Diensten. Dezelfde werkwijze werd ook voor de hervorming van 1980 gevolgd.

Besprekingen inzake deze problematiek zijn nog volop aan te gang.

2) *Het financiële management van de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren (NMNS).* (Vraag van de heer De Roo)

Volgende acties situeren zich in het kader van het financiële management van de NMNS :

- de leningen met hoge rente, waarvan de vervroegde terugbetaling was voorzien, zijn reeds omgezet in samenspraak met het Ministerie van Financiën, Diensten van de Thesaurie;
- wat de leningen zonder vervroegde terugbetalingsclausule betreft, wordt met de kredietinstellingen onderhandeld;
- voor nieuwe leningen worden optimale voorwaarden bedongen, eveneens in samenspraak met het Ministerie van Financiën, Diensten van de Thesaurie.

3) *Application de la législation en matière d'expansion économique dans le secteur textile.* (Question de M. De Roo)

Le problème budgétaire soulevé résulte des éléments suivants :

- retard par suite du passage de la formule alternative du plan textile à la législation en matière d'expansion économique;
- restrictions budgétaires en raison de ce retard;
- restrictions budgétaires imposées.

Les budgets 1988 et 1989 ont enclenché un mouvement de rattrapage.

Ce mouvement de rattrapage se répercutera au niveau des Régions grâce au mécanisme prévu pour le transfert des moyens financiers aux Régions.

Par ailleurs, une attention particulière a été demandée dans le cadre du groupe de travail « Cinq Secteurs nationaux » en vue d'assurer la continuité des interventions au niveau régional.

4) *Le volet « services » du plan textile.* (Question de M. De Roo)

Il est effectivement proposé au sein du groupe de travail « Cinq Secteurs nationaux » de continuer à mettre à la disposition de l'Institut du textile et de la confection de Belgique (ITCB) le solde de l'enveloppe afférente au volet « services », ainsi qu'il était prévu, c'est-à-dire jusqu'à fin 1989.

La tutelle sera exercée comme le prévoit la loi du 8 août 1988 en ce qui concerne les compétences relatives aux secteurs nationaux, c'est-à-dire que les Régions exerceront cette tutelle à partir du 1^{er} janvier 1989. Il va de soi que le plan textile devra faire l'objet d'une coopération entre les Régions.

5) *Rachat des actions sans droit de vote émises par les entreprises du textile.* (Question de M. De Roo)

La CEE a émis un avis motivé à propos de l'article 171 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 (*Moniteur belge* du 24 janvier 1985) qui règle l'achat d'actions sans droit de vote.

La CEE estime que cet article est contraire aux dispositions de la Deuxième Directive de la CEE du 13 décembre 1976.

Des contacts ont déjà été établis avec les services de la CEE, mais ils n'ont pas encore abouti.

3) *Toepassing van de expansiewetgeving in de textielsector.* (Vraag van de heer De Roo)

Het aangehaalde budgettaire probleem is het gevolg van de volgende elementen :

- vertraging ingevolge overschakeling van de alternatieve formule van het textielplan naar expansiewetgeving;
- budgettaire beperkingen ingevolge de opgetreden vertragingen;
- opgelegde budgettaire beperkingen.

Wat de begrotingen 1988 en 1989 betreft, werd aan een inhaalbeweging begonnen.

Door het voorziene mechanisme voor de overheveling van de financiële middelen naar de Gewesten zal voornoemde inhaalbeweging haar repercussie verder zetten op het niveau van de Gewesten.

Verder werd in het kader van de werkgroep « Vijf Nationale Sectoren » bijzondere aandacht gevraagd voor het verzekeren van de continuïteit van de tussenkomsten op gewestelijk vlak.

4) *Het dienstenluik van het textielplan.* (Vraag van de heer De Roo)

In de werkgroep « Vijf Nationale Sectoren » wordt inderdaad voorgesteld het saldo van de enveloppe voor het dienstenluik verder ter beschikking te stellen van het Instituut voor Textiel en Confectie van België (ITCB), zoals voorzien, namelijk tot einde 1989.

De voogdij zal worden uitgeoefend zoals voorzien in de wet van 8 augustus 1988 met betrekking tot de bevoegdheden inzake de nationale sectoren, dat wil zeggen dat de Gewesten vanaf 1 januari 1989 de voogdij zullen uitoefenen. Het spreekt vanzelf dat het textielplan materie is voor een samenwerkingsverband tussen de Gewesten.

5) *Terugkoop van de aandelen zonder stemrecht uitgegeven door de textielondernemingen.* (Vraag van de heer De Roo)

De EEG heeft een gemotiveerd advies uitgebracht met betrekking tot art. 171 van de herstellwet van 22 januari 1985 (*Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985), dat de inkoop van non-voting shares regelt.

Dit artikel wordt door de EEG geacht in tegenstrijd te zijn met de beschikkingen van de Tweede Richtlijn van de EEG van 13 december 1976.

Er werden reeds contacten gelegd met de Diensten van de EEG, die evenwel nog niet konden worden gefinaliseerd.

6) Budget 1989 du ministère des Affaires économiques pour 1989 : comparaison avec le budget ajusté de 1988. (Question de M. De Roo)

6) Begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor 1989 : vergelijking met de aangepaste begroting voor 1988. (Vraag van de heer De Roo)

Crédits non dissociés et crédits d'ordonnancement (en millions de FB) — Niet gesplitste kredieten en ordonnanceringskredieten (in miljoen BF)	1988 ajusté — 1988 aangepast	1989
Titre 1 — Titel 1	47 338,2	37 334,0
Titre 2 — Titel 2	+ 8 723,9	+ 6 176,6
Solde des Fonds — Saldo van de fondsen	56 062,1	43 510,6
	+ 4 003,9	+ 0
	60 066,0	43 510,6

EXPLICATION

— Fonds de solidarité nationale : 12 128,4 millions
— réduction des enveloppes sociales
— remboursement en 1988 de sommes importantes à la SNSN (préfinancement)

— Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (FEERR) :

1 985,2 millions

— élevé en 1988 en raison du rattrapage dans les dossiers d'expansion du textile et de l'exécution d'anciens dossiers.

— Reste : 2 411,3 millions

dont :

— subvention au Fonds des prototypes - 525 millions

— IRSIA - 150 millions

— Kalkar - 500 miljoen

— industrie pharmaceutique - 1486 millions

— intérêts d'emprunts au FRI - 158,9 millions

— crédits d'ordonnancement pour investissements - 140 millions

(Le seul montant important en hausse concerne l'article 32.09, prépensions ouvriers mineurs : + 449 millions)

IV. — VOTES

Il convient de souligner que, sur la proposition de son président, la commission a exigé et obtenu du

VERKLARING

— Nationaal solidariteitsfonds : 12 128,4 miljoen

— vermindering sociale enveloppes
— terugbetaling in 1988 van grote sommen aan de NMNS (prefinancieringen)

— Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie (FEERR) :

1 985,2 miljoen

— 1988 hoog wegens inhaalbeweging voor expansiedossiers textiel en uitvoering van oude dossiers.

— Rest : 2 411,3 miljoen

waaronder :

— toelage Fonds voor Prototypes - 525 miljoen

— Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (IWONL) - 150 miljoen

— Kalkar - 500 miljoen

— farmaceutische nijverheid - 1486 miljoen

— intresten van leningen aan het Fonds voor Industriële Vernieuwing (FIV) - 158,9 miljoen

— Ordonnanceringskredieten voor investeringen - 140 miljoen

(Het enig groot bedrag dat toeneemt betreft artikel 32.09, brugpensioen mijnwerkers : + 449 miljoen)

IV. — STEMMINGEN

Er zij genoteerd dat de Commissie, op voorstel van haar voorzitter, van de Regering geëist en bekomen

Gouvernement que soit le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget soit le Ministre des Finances soit présent lors du vote final du budget des Voies et Moyens .

*
* *

1. Budget des Voies et Moyens

Les articles 1^{er} à 10 ainsi que l'ensemble du projet de loi sont adoptés par 15 voix contre 5.

2. Budget de la Dette publique

M. De Vlieghe propose par voie d'amendements (Doc. n° 4/2 - 577/2 - 1988)

- de supprimer l'article 66.03.B du Titre IV;
- d'inscrire cette dépense (d'un montant de 49 milliards de francs) à un nouvel article 51.03 du Titre II;
- d'adapter en ce sens l'article 1^{er} du projet de loi et
- de supprimer l'article 6 du projet de loi.

L'auteur estime en effet que l'article 6 du projet soustrait, par un artifice, 49 milliards de F d'intérêts aux mécanismes budgétaires normaux et masque le fait que les accords conclus entre l'Etat et les investisseurs institutionnels n'entraînent aucune économie, mais plutôt une débudgétisation, un report du remboursement. Il convient dès lors de comptabiliser cette opération en tant qu'opération de capital, afin que le budget conserve sa clarté .

Le Ministre des Finances rappelle que conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 (*Moniteur belge* du 30 août 1986) qui a été confirmé par le législateur (loi du 15 décembre 1986; *Moniteur belge* du 19 décembre 1986), cette dépense doit être inscrite au Titre IV du budget de la Dette publique.

Il demande dès lors que les amendements soient rejetés.

Les amendements de *M. De Vlieghe* sont rejetés par 15 voix contre une et 4 abstentions.

L'article 1^{er} est adopté sans modification par 15 voix contre 5.

Les articles 2 à 10 sont adoptés par 15 voix contre 5.

L'ensemble du projet de loi est adopté sans modification par 15 voix contre 5.

Le Rapporteur,

J. DE ROO

Les Présidents,

Ch.-F. NOTHOMB
J. MICHEL

heeft dat hetzij de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, hetzij de Minister van Financiën bij de eindstemming van de Rijksmiddelenbegroting zou aanwezig zijn.

*
* *

1. Rijksmiddelenbegroting

De artikelen 1 tot en met 10 en het gehele wetsontwerp worden aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

2. Rijksschuldbegroting

De heer De Vlieghe stelt bij amendement (Stuk n° 4/2 - 577/2 - 1988) voor om

- artikel 66.03.B van Titel IV te schrappen;
- deze uitgave (ten bedrage van 49 miljard frank) te boeken op een nieuw artikel 51.03 van Titel II;

— artikel 1 van het wetsontwerp in die zin aan te passen;

— artikel 6 van het wetsontwerp te schrappen.

Volgens de indiener haalt artikel 6 van het ontwerp immers via een kunstgreep 49 miljard frank interestbetalingen uit de gewone begrotingsmechanismen en maskeert het het feit dat de overeenkomsten tussen de Staat en de institutionele beleggers geen besparing inhouden, maar veeleer een debudgettering, een verschuiving van de terugbetaling naar de toekomst. Het past dan ook deze verrichting te boeken als een kapitaalsverrichting ten einde de begroting doorzichtig te houden.

De Minister van Financiën brengt in herinnering dat krachtens artikel 1 van het — door de Wetgever bekrachtigde (wet van 15 december 1986; *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1986) — koninklijk besluit n° 446 d.d. 20 augustus 1986 (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986) deze uitgave op Titel IV van de Rijksschuldbegroting moet worden ingeschreven.

Hij vraagt dan ook de verwerping van de amendementen.

De amendementen van de heer *De Vlieghe* worden verworpen met 15 tegen één stem en 4 onthoudingen.

Artikel 1 wordt ongewijzigd aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

De artikelen 2 tot en met 10 worden aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

Het gehele wetsontwerp wordt ongewijzigd aangenomen met 15 tegen 5 stemmen.

De Rapporteur,

J. DE ROO

De Voorzitters,

Ch.-F. NOTHOMB
J. MICHEL

ANNEXE

BUDGET ALTERNATIF POUR 1989
PROPOSE PAR LE CABINET FANTÔME

POINTS DE DEPART

1. Bien que l'assainissement des finances publiques soit un des principaux objectifs du Gouvernement Martens VIII, cette préoccupation n'apparaît guère dans les récentes décisions relatives au budget pour 1989. Les conclusions du *conclave budgétaire* sont une succession d'intentions vagues, d'augmentations de charges et d'artifices budgétaires en tout genre. En tout cas, il ne s'agit nullement d'un plan sérieux d'assainissement susceptible de limiter le déficit à 7 % du PNB en 1989 et de le réduire encore davantage au cours des années suivantes.

2. En guise de réponse aux plans du Gouvernement, le cabinet fantôme a élaboré un *plan alternatif d'austérité* qui doit permettre de limiter le déficit public à 7 % du PNB en 1989 et de le réduire encore au cours des années suivantes. Quoique beaucoup moins volumineux, il procède de la même philosophie que le plan de Val-Duchesse de mai 1986, en ce sens qu'il vise uniquement à réduire les dépenses et non à augmenter les recettes fiscales et parafiscales. Il prévoit également une augmentation des allocations sociales les plus basses.

3. Le *plan de Val-Duchesse* a permis, en l'espace de deux ans à peine, de ramener le déficit public de 12 % du PNB (1985) à 8,1 % du PNB (1987). Compte tenu de l'évolution du solde net à financer au cours des sept premiers mois de cette année et des prévisions du Trésor pour les trois mois à venir, on peut en outre s'attendre à ce que le déficit public continue de baisser et se rapproche de l'objectif budgétaire de 7,4 % que s'était fixé le précédent gouvernement. Les tableaux ci-après font clairement ressortir l'incidence du plan de Val-Duchesse sur la situation du pays ainsi que la manière dont il a été élaboré et exécuté.

Exécution du plan de Val-Duchesse par rapport à une politique inchangée

BIJLAGE

ALTERNATIEF UITGAANDE VAN
HET SCHADUWKABINET MET BETREKKING
TOT DE BEGROTING 1989

UITGANGSPUNTEN

1. Hoewel de sanering van de openbare financiën een van de hoofddoelstellingen is van de Regering Martens VIII, is van deze bekommernis weinig terug te vinden in de jongste beslissingen inzake de begroting 1989. De besluiten van het *begrotingsconclaaf* zijn een aaneenschakeling van vage intenties, lastenverhogingen en budgettaire kunstgrepen allerhande. In elk geval gaat het niet om een ernstig saneringsplan, waardoor het tekort in 1989 zou kunnen worden beperkt tot 7 % van het BNP en verder zou verminderen tijdens de volgende jaren.

2. Tegenover de plannen van de Regering heeft het schaduwkabinet een *alternatief bezuinigingsplan* opgesteld. Dit plan moet het mogelijk maken het overheids-tekort in 1989 te beperken tot 7 % van het BNP om verder te dalen in de volgende jaren. Het stoelt — hoewel het heel wat minder omvangrijk is — op dezelfde filosofie als het St. Annaplan van mei 1986, dit wil zeggen dat uitsluitend verminderingen langs de zijde van de uitgaven worden nagestreefd en geen verhoging van fiscale en parafiscale inkomsten. Ook een verhoging van de laagste sociale uitkeringen werd in het plan opgenomen.

3. Het *St. Annaplan* maakte het mogelijk op nauwelijks twee jaar tijd het overheidstekort terug te brengen van 12 % van het BNP (1985) tot 8,1 % van het BNP (1987). Op basis van de evolutie van het netto te financieren saldo tijdens de eerste zeven maanden van dit jaar en de vooruitzichten van de schatkist voor de komende drie maanden kan bovendien verwacht worden dat het overheidstekort verder zal dalen tot dichtbij de door de vorige regering geplande begrotingsdoelstelling van 7,4 %. Hoe het St. Annaplan heeft ingewerkt op de toestand van 's lands financiën, hoe het werd opgesteld en hoe het werd uitgevoerd wordt duidelijk aan de hand van de hiernavolgende tabellen.

Uitvoering St. Anna t.o.v. ongewijzigd beleid

	1985	1986			1987		
		inchangée — ongew.	exécution — uitvoer	différence — verschil	inchangée — ongew.	exécution — uitvoer	différence — verschil
Recettes. — <i>Ontvangsten</i>	1 384,1	1 419,5	1 408,3	– 11,2	1 457,8	1 452,7	– 5,1
Dépenses hors charges d'inté- rêts. — <i>Uitgaven buiten intrest- lasten</i>	1 560,2	1 607,5	1 542,0	– 65,5	1 605,8	(*) 1 506,4	– 99,4

(*) dont 27 milliards de dépenses sur les années précédentes.

(*) waarvan 27 miljard uitgaven op voorgaande jaren.

	1985	1986			1987		
		inchangée — ongew.	exécution — uitvoer	différence — verschil	inchangée — ongew.	exécution — uitvoer	différence — verschil
Charges d'intérêts. — <i>Rentelasten</i>	370,0	437,0	417,5	- 19,5	461,3	383,6	(*) - 77,6
Total des dépenses. — <i>Totaal uitgaven</i>	1 930,2	2 044,5	1 959,5	- 85,0	2 067,1	1 890,1	- 177,0
Opérations de trésorerie. — <i>Thesaurieverrichtingen</i>	25,0	15,0	4,3	- 10,7	15,0	- 6,9	- 21,9
SNF. — <i>NFS</i>	- 571,1	- 640,0	- 555,5	- 84,5	- 624,3	- 430,5	- 193,8

(*) dont 36 milliards de rééchelonnement de la dette.

(*) waarvan 36 miljard schuldherfschikking.

Exécution du plan de Val-Duchesse par rapport au projet de budget

Uitvoering St. Annaplan t.o.v. ontwerpbegroting

	1985			1986			1987		
	projet — ontwerp	exécution — uitvoering	différence — verschil	projet — ontwerp	exécution — uitvoering	différence — verschil	projet — ontwerp	exécution — uitvoering	différence — verschil
Recettes. — <i>Ontvangsten</i>	1 417,7	1 384,1	- 33,6	1 433,1	1 408,3	- 24,8	1 452,6	1 452,7	+ 0,1
Dépenses hors charges d'intérêts. — <i>Uitgaven buiten intrestlasten</i>	1 530,4	1 560,2	+ 29,8	1 562,6	1 542,0	- 20,6	1 465,2	1 506,4	+ 41,2(*)
Charges d'intérêts. — <i>Rentelasten</i>	390,0	370,0	- 10,0	428,0	417,5	- 10,5	403,0	383,7	- 19,3
Total des dépenses. — <i>Totaal uitgaven</i>	1 910,4	1 930,2	+ 19,8	1 990,6	1 959,5	- 31,1	1 868,2	1 890,1	+ 21,9
Opérations de trésorerie. — <i>Thesaurieverrichtingen</i>	0,0	25,0	+ 25,0	10,0	4,3	- 5,7	2,2	- 6,9	- 9,1
SNF. — <i>NFS</i>	- 492,7	- 571,1	+ 78,4	- 567,5	- 555,5	- 12,0	- 417,8	- 430,5	+ 12,7

(*) dont 27 milliards de dépenses sur les années précédentes.

(*) waarvan 27 miljard uitgaven op voorgaande jaren.

La conclusion est évidente. Le plan de Val-Duchesse a pratiquement atteint l'objectif poursuivi. L'amélioration enregistrée par rapport à une politique sans plan de Val-Duchesse est en effet considérable. Les dépenses supplémentaires par rapport aux prévisions initiales (+ 41,2 milliards) sont dues essentiellement à une augmentation des paiements sur années antérieures (+ 27 milliards), mais elles ont pu être compensées en grande partie par une diminution des charges d'intérêts (- 19,3 milliards) et des dépenses sur les opérations de trésorerie (- 9,1 milliards).

4. En tout état de cause, le succès du plan d'austérité de mai 1986 montre qu'il convient de continuer à travailler dans la même direction afin d'éliminer aussi vite que possible l'effet cumulatif de la dette publique. Diverses études ont montré dans l'intervalle que la part relative des dépenses d'intérêts dans le total des dépenses publiques annuelles est d'autant plus grande que la dette publique continue à s'auto-alimenter. Cela signifie que plus on tarde à éliminer l'effet cumulatif, plus la part de la marge budgétaire disponible dans les dépenses publiques annuelles s'amenuise. La part relative de la marge budgétaire dans les dépenses publiques ne peut être augmentée que lorsque

De conclusie is duidelijk. Het St. Annaplan bereikte nagenoeg de vooropgezette doelstelling. De verbetering ten opzichte van een beleid zonder St. Annaplan is immers indrukwekkend. Wat meer werd uitgegeven dan oorspronkelijk voorzien (+ 41,2 miljard) is voornamelijk toe te schrijven aan meer betalingen op voorgaande jaren (+ 27 miljard), maar kon grotendeels worden goedge maakt door minder rentelasten (- 19,3 miljard) en minder uitgaven op de thesaurieverrichtingen (- 9,1 miljard).

4. Hoe dan ook, het succes van het besparingsplan van mei 1986 toont aan dat best in dezelfde richting wordt verder gewerkt om zo snel mogelijk het sneeuwbaaleffect van de openbare schuld te doorbreken. Verschillende studies hebben ondertussen bewezen dat hoe langer het zelfvoedend karakter van de overheidsschuld aanhoudt, des te groter het relatief aandeel van de intrestuitgaven wordt binnen de totale jaarlijkse staatsuitgaven. Dit betekent dat hoe langer men wacht met het zogenaamde sneeuwbaaleffect te doorbreken, des te kleiner het aandeel van de bruikbare beleids massa binnen de jaarlijkse staatsuitgaven wordt. Het relatief aandeel van de beleids massa bin-

l'effet cumulatif est éliminé, de sorte que l'assainissement doit être poursuivi pour que la dette publique atteigne un niveau acceptable.

En outre, plus la dette publique est importante, plus le budget total est sensible à des facteurs externes tels que des modifications des taux de change ou des variations des taux d'intérêts. Par conséquent, il convient non seulement d'éliminer l'effet cumulatif, mais aussi de poursuivre l'assainissement une fois que cet effet a été éliminé, afin de dégager une marge budgétaire relativement plus importante au sein de l'ensemble des dépenses de l'Etat. On peut qualifier ce phénomène de *paradoxe de l'assainissement*. En économisant davantage, on dégage davantage de moyens.

*
* *

nen de staatsuitgaven kan slechts worden vergroot wanneer de rentesneeuwbal eenmaal doorbroken is, zodat de sanering moet worden verdergezet om tot een aanvaardbaar peil van staatsschuld te komen.

Bovendien is het een feit dat hoe groter de staatsschuld is, des te gevoeliger de totale begroting wordt voor externe factoren zoals wisselkoerswijzigingen of renteschommelingen. Het is bijgevolg duidelijk dat niet alleen de rentesneeuwbal dient te worden doorbroken, maar dat bovendien eenmaal zulks is verwezenlijkt, de sanering moet worden verdergezet teneinde relatief meer beleidsmassa vrij te maken binnen de totale staatsuitgaven. Men kan het voorgaande de *saneringsparadox* noemen. Door meer te besparen, meer middelen vrij maken.

*
* *

Exécution du plan de Val-Duchesse

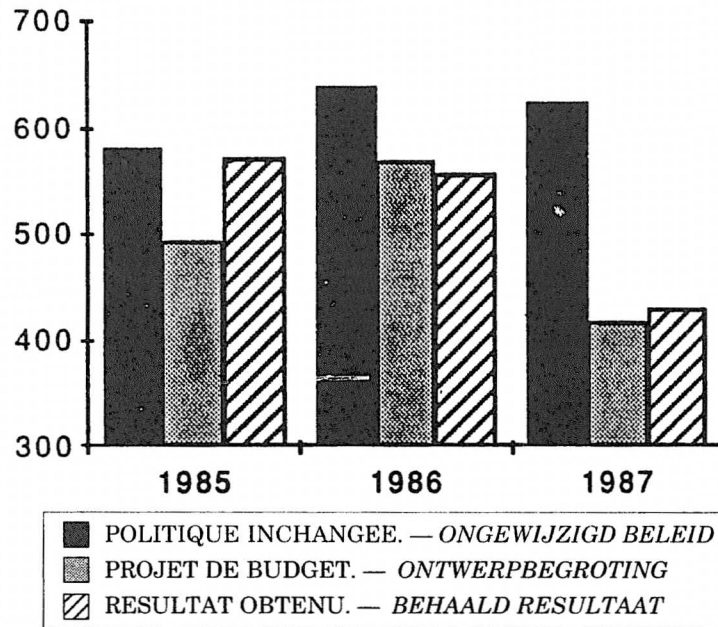
POLITIQUE BUDGETAIRE
MARTENS-VERHOFSTADT

SOLDE NET A FINANCER

Uitvoering St. Anna

BEGROTINGSBELEID
MARTENS-VERHOFSTADT

NETTO TE FINANCIEREN SALDO

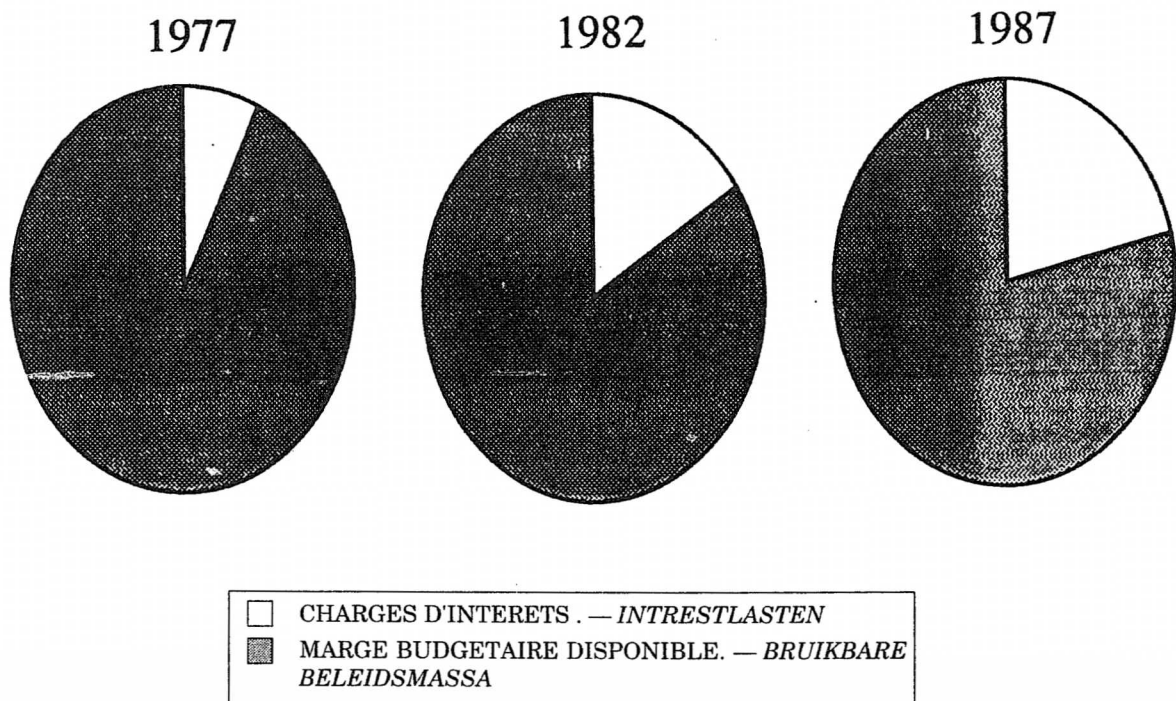


Le paradoxe de l'assainissement

EROSION DE LA MARGE BUDGETAIRE
DISPONIBLE PROVOQUEE PAR
L'AUGMENTATION DES CHARGES D'INTERETS

De saneringsparadox

EROSIE VAN DE BESCHIKBARE
BELEIDSMASSA VEROORZAAKT DOOR
DE STIJGENDE INTRESTLASTEN



HYPOTHESES DE BASE

1. Le cabinet fantôme est d'avis que les hypothèses de base du budget doivent être utilisées avec la plus grande circonspection. Il serait inexcusable de commettre à nouveau l'erreur qui consiste à surestimer volontairement la croissance économique afin de minimiser les sacrifices nécessaires. C'est pourtant ce qui risque de se produire à nouveau. Le Gouvernement prévoit une croissance nominale de 4,1 % du PNB alors que la Commission européenne prévoit une croissance réelle de 2,0 %, une inflation de 1,8 % et donc une croissance nominale de 3,8 %. La prudence recommande dès lors de tabler sur les données suivantes :

- PNB (volume)	2,0
- PNB déflateur du PNB	1,8
- PNB (en termes nominaux)	3,8
- intérêts court terme	7,25
- intérêts long terme	8,50
- dollar	40,0

2. Elaborées à partir des crédits demandés par les départements, ces hypothèses de base laissent prévoir les masses budgétaires suivantes pour 1989 (à l'exception des crédits portant sur les années précédentes).

- Dépenses	2 047
- Recettes	1 548
- Déficit	499

3. Le premier pas à franchir consiste à élaborer de nouveau le budget pour 1989 en rouvrant les négociations bilatérales. Le soin nécessaire n'a pas été apporté à l'élaboration du budget au mois de juillet. Contrairement à la méthode utilisée ces dernières années, nombre de départements ont été autorisés à effectuer des dépenses supplémentaires limitées sans devoir fournir une justification suffisante et appliquer des mesures compensatoires. Par ailleurs, il ressort des chiffres des départements de l'Education nationale que toutes les économies prévues par le Plan de Val-Duchesse ont été réduites à néant. Il s'agit dans l'ensemble d'un montant de 28,7 milliards. La liste des crédits à supprimer est présentée ci-dessous.

	Titre I ^{er} Dép. cour.	Titre II Dép. de cap.
Dette publique	—	—
Départements d'autorité		
Dotations	0,1	—
Premier Ministre	0,2	0,1
Justice	—	—
Intérieur	—	0,2
Affaires étrangères	—	—
Coopération au développement	0,8	3,3
Défense nationale	0,2	0,1
Gendarmerie	0,8	—
Finances	0,8	1,0
Cellule sociale		
Pensions	—	—
Classes moyennes	0,7	—
Emploi et Travail	0,8	—
Prévoyance sociale	2,0	—

BASISHYPOTHESEN

1. Het schaduwkabinet is van oordeel dat heel voorzichtig moet worden omgesprongen met de basishypothese van de begroting. Het zou onverantwoord zijn te vervallen in de fout van het verleden, waarbij bewust de economische groei wordt overschat teneinde de te leveren besparingsinspanning te minimaliseren. Dit dreigt thans opnieuw te gebeuren. De regering voorziet een nominale groei van 4,1 % van het BNP, daar waar de Europese Commissie een reële groei van 2,0 %, een inflatie van 1,8 % en dus een nominale groei van 3,8 % in het vooruitzicht stelt. Voorzichtigheidshalve wordt best uitgegaan van volgende uitgangspunten.

- BNP-volume	2,0
- BNP-deflator	1,8
- BNP-nominaal	3,8
- rente korte termijn	7,25
- rente lange termijn	8,50
- dollar	40,0

2. Vertrekkende van de door de departementen gevraagde kredieten leiden deze basishypothese tot volgende begrotingsmassa's voor 1989 (met uitsluiting van de kredieten slaande op voorgaande jaren).

- Uitgaven	2 047
- Ontvangsten	1 548
- Tekort	499

3. De eerste stap die dient te worden gezet is het heropenen van de begroting 1989 door het heropenen van de bilaterale onderhandelingen. De opmaak van de begroting in de maand juli geschiedde immers op een slordige manier. In tegenstelling tot de methode die de jongste jaren werd aangewend, werden aan tal van departementen beperkte meeruitgaven toegestaan zonder voldoende verantwoording en zonder compenserende maatregelen. Bovendien werden bij de vaststelling van de cijfers van de departementen onderwijs alle besparingen teniet gedaan uit het St. Annaplan. In totaal gaat het om een bedrag van 28,7 miljard. De lijst van de kredieten die also moet worden weggewerkt volgt hierna.

	Titel I Lop. uitg.	Titel II Kap. uitg.
Rijksschuld	—	—
Gezagsdepartementen		
Dotatiën	0,1	—
Eerste Minister	0,2	0,1
Justitie	—	—
Binnenlandse Zaken	—	0,2
Buitenlandse Zaken	—	—
Ontwikkelingssamenwerking	0,8	3,3
Landsverdediging	0,2	0,1
Rijkswacht	0,8	—
Financiën	0,8	1,0
Sociale Cel		
Pensioenen	—	—
Middenstand	0,7	—
Tewerkstelling en Arbeid	0,8	—
Sociale Voorzorg	2,0	—

Santé publique	1,2	1,6
Cellule économique		
Agriculture	0,5	0,3
Affaires économiques	—	—
Communications	2,2	0,4
PTT	—	—
Travaux publics	—	—
Cellule Education nationale		
Enseignement N.	4,8	—
Enseignement F.	6,5	—
Education nat. Communautés	—	—
Affaires culturelles communes	—	—
Communautés et Régions	—	—
Divers	0,1	—
Total	21,7	7,0
	28,7	

Volksgezondheid	1,2	1,6
Economische Cel		
Landbouw	0,5	0,3
Economische Zaken	—	—
Verkeerswezen	2,2	0,4
PTT	—	—
Openbare Werken	—	—
Cel Nationale Opvoeding		
Onderwijs N.	4,8	—
Onderwijs F.	6,5	—
Nat. Opv. Gemeenschappen	—	—
Gem. Cult. Zaken	—	—
Gemeenschappen en Gewesten	—	—
Diversen	0,1	—
Totaal	21,7	7,0
	28,7	

4. Il faudrait réaliser 72,3 milliards d'économies si l'on veut ramener le déficit public à 7 % du PNB, soit 398 milliards, en 1989. Le cabinet fantôme a élaboré un plan d'assainissement qui permettrait d'économiser 78,7 milliards, tout en prévoyant une augmentation des allocations sociales les plus faibles et une amélioration du statut des agents de l'Etat. Grâce à ces mesures, le déficit pourrait être ramené à environ 6,85 % du PNB, ce qui laisserait une marge de sécurité en cas de hausse éventuelle des taux d'intérêt pour ne pas dépasser le plafond des 7 %.

4. Teneinde het overheidstekort in 1989 terug te brengen tot 7 % van het BNP, hetzij 398 miljard, is een saneringsinspanning nodig van 72,3 miljard. Het schaduwkabinet heeft een saneringsplan uitgewerkt van 78,7 miljard, inbegrepen een verhoging van de laagste sociale uitkeringen en een verbetering van het statuut van het Openbaar Ambt. Hierdoor zou het tekort tot circa 6,85 % van het BNP kunnen worden teruggebracht, waardoor een buffer voorhanden is om bij eventuele verdere rentestijgingen de doelstelling 7 % veilig te stellen.

APERÇU DES MESURES D'ASSAINISSEMENT

I. — DEPARTEMENTS D'AUTORITE

1. <i>Premier Ministre</i> Réaménagement des programmes de recherche scientifique	100
2. <i>Justice</i> Informatisation des greffes	50
Instauration de la caution	400
3. <i>Intérieur</i> Diminution du crédit d'aide aux services communaux	330
Application de l'arrêté royal n° 263 relatif au Fonds des communes, au Fonds des provinces et à la dotation de la Ville de Bruxelles	3 755
4. <i>Affaires étrangères</i> Adaptation des indemnités de poste	50
Révision de la situation de certains postes diplomatiques	pm
Instauration graduelle de l'autofinancement du Fonds du Commerce extérieur	85
Réduction du crédit pour l'acquisition d'ambassades et de consulats	485
5. <i>Coopération au développement</i> Institution de fonds des dettes bilatérales	500
Réduction de la coopération financière à charge du Fonds de coopération au développement	500
6. <i>Défense nationale</i> Rééchelonnement de fournitures et paiements	2 000
Suppression sélective de grands programmes	2 000
Intégration intérêts F-16 dans le budget	1 900
7. <i>Gendarmerie</i> Réduction du programme d'investissements à un niveau normal	300
8. <i>Finances</i> Instauration assurance calamités	250
Total	12 705

II. — CELLULE SOCIALE

1. <i>Emploi et travail</i> Prolongation du délai de prescription pour les allocations payées indûment	122
Prolongation du délai de recouvrement des allocations payées à titre provisoire	109
Adaptation du chômage en fonction du passé professionnel et transformation de l'allocation d'attente	5 000
Adaptation du régime des crédits d'heures 50/50	45
Instauration d'une intervention forfaitaire de l'Etat en matière de prépension	1 085

OVERZICHT SANERINGSMAATREGELEN

I. — GEZAGSDEPARTEMENTEN

1. <i>Eerste Minister</i> Herschikking van de programma's voor wetenschappelijk onderzoek	100
2. <i>Justitie</i> Informatisering griffies	50
Invoering borgtocht	400
3. <i>Binnenlandse Zaken</i> Vermindering hulpkrediet aan gemeentelijke diensten	330
Toepassing van het koninklijk besluit n° 263 inzake gemeente- en provinciefonds en Stad Brussel	3 755
4. <i>Buitenlandse Zaken</i> Aanpassing van de postvergoedingen	50
Herschikking van een aantal diplomatieke posten	pm
Graduele invoering van het self-supporting karakter van het Fonds voor Buitenlandse Handel	85
Vermindering krediet aankoop ambassades en consulaten	485
5. <i>Ontwikkelingssamenwerking</i> Opstarten bilaterale schuldfondsen	500
Vermindering financiële coöperatie op Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking	500
6. <i>Landsverdediging</i> Herschikking van leveringen en betalingen	2 000
Selectieve schrapping grote programma's	2 000
Integratie F-16 interesten in begroting	1 900
7. <i>Rijkswacht</i> Terugschroeven investeringsprogramma op normaal peil	300
8. <i>Financiën</i> Invoering verzekering risico rampenschade	250
Totaal	12 705

II. — SOCIALE CEL

1. <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> Verlenging verjaringstermijn ten onrechte betaalde uitkeringen	122
Verlenging terugvorderingstermijn voorlopig betaalde uitkeringen	109
Aanpassing werkloosheid in functie arbeidsverleden en omvorming wachtvergoeding	5 000
Aanpassing stelsel kredieturen 50/50	45
Invoering forfaitaire overheidstussenkost in zake brugpensioenen	1 085

Limitation du nombre des contractuels subventionnés et réduction de l'intervention à 213 000 francs	3 123
Suppression des CMT	970
Suppression des CST et intégration au TCT	4 417
Instauration de l'initiative intégrée pour l'emploi (IIE)	1 000
Instauration nouveau système TCT	-830
Cosignature du Ministre du Budget pour les contractuels subventionnés	pm
Relèvement des normes pour les comités d'entreprise	pm
<i>2. Prévoyance sociale</i>	
Exécution audit mutualités	1 713
Mesures d'assainissement en biologie clinique	4 500
Instauration prix de la journée d'entretien honoraires de médecins en clinique	2 000
Instauration d'un ticket modérateur forfaitaire pour prestations médico-technique	3 054
Instauration d'une franchise de 2 500 francs sauf pour les VIPOS privilégiés	4 700
Renforcement procédure de contrôle VIPOS	300
Interdiction du remboursement du ticket modérateur par l'employeur	pm
Norme forfaitaire prix journée d'hospitalisation	2 000
Scission des allocations familiales en allocations familiales et allocations d'études	325
Suppression remboursement de la différence entre les préparations magistrales et les spécialités	400
Total	34 033

III. — CELLULE ECONOMIQUE

<i>1. Affaires économiques</i>	
Suppression de l'expansion économique	1 300
Suppression des enveloppes sociales	1 240
Suppression de l'aide aux prototypes	1 200
<i>2. Transports et Communications</i>	
Réduction de la dotation allouée aux sociétés de transport	3 000
Réduction de la dotation allouée aux Postes	2 000
Rente de monopole 1,5 % RTT	2 250
Remboursement de la dette de la RTM en 3 ans	480
Autosuffisance des services de pilotage	400
Total	11 870

IV. — CELLULE EDUCATION NATIONALE

<i>1. Education nationale régime général</i>	
Suppression fonds d'alimentation bâtiments scolaires	3 150
Limitation autorisations d'emprunt enseignement subventionné	150
Suppression subvention aux investissements institutions universitaires	1 000
Arrêté royal n° 470 à 8 % + capital-périodes enseignement fondamental + à 1/6	1 380
Total	5 680

Beperking Geco's en afbouw tussenkomst tot 213 000 frank	3 123
Afschaffing TWW	970
Afschaffing BTK en integratie in DAC-systeem	4 417
Invoering Geïntegreerd Tewerkstellingsinitiatief (GTI)	1 000
Invoering nieuw DAC-systeem	-830
Medeondertekening Minister van Begroting Geco's	pm
Verhoging limieten comités veiligheid	pm
<i>2. Sociale Voorzorg</i>	
Uitvoering audit ziekenfondsen	1 713
Saneringsmaatregelen klinische biologie	4 500
Invoering ligdagprijs geneesheerhonoraria in kliniek	2 000
Invoering forfaitair remgeld medisch-technische prestaties	3 054
Invoering franchise van 2 500 frank behalve voor bevoorrechte WIGW	4 700
Verstrenging controleprocedure WIGW	300
Verbod terugbetaling remgelden door werkgever	pm
Forfaitaire norm ligdagprijs	2 000
Splitsing kindergeld in kindergeld en studietoelage	325
Afschaffing terugbetaling verschil magistraal/specialiteit	400
Totaal	34 033

III. — ECONOMISCHE CEL

<i>1. Economische Zaken</i>	
Afschaffing economische expansie	1 300
Beëindiging sociale enveloppes	1 240
Stopzetting hulp prototypes	1 200
<i>2. Verkeerswezen en Communicatie</i>	
Vermindering dotatie vervoermaatschappijen	3 000
Vermindering dotatie posterijen	2 000
Monopolierente 1,5 procent RTT	2 250
Terugbetaling schuld RMT op 3 jaar	480
Loodswezen self-supporting	400
Totaal	11 870

IV. — ONDERWIJSCEL

<i>1. Onderwijs Algemeen</i>	
Schrapping voedingsfonds schoolgebouwen	3 150
Beperking leningsmachtigingen gesubsidieerd onderwijs	150
Schrapping subsidie investeringen Universitaire instellingen	1 000
Koninklijk besluit n° 470 à 8 % + lestijdenpakket basisonderwijs + 1/6	1 380
Totaal	5 680

V. — RECETTES NON FISCALES

1. <i>Réalisations d'actifs</i>	
Privatisations	7 700
2. <i>Réalisations non fiscales</i>	
Récupération des avances payées en trop aux mutualités sur plusieurs années	6 750
Total	14 450

VI. — DIVERS

Poursuite du blocage sélectif des recrutements	7 840
Augmentation des allocations sociales les plus basses	-5 000
Amélioration du statut de la fonction publique	-3 920
TOTAL GENERAL	78 738

V. — NIET-FISCALE ONTVANGSTEN

1. <i>Realisatie activa</i>	
Privatiseringen	7 700
2. <i>Niet-fiscale realisaties</i>	
Terugvordering teveel betaalde voorschotten mutualiteiten over meerdere jaren	6 750
Totaal	14 450

VI. — DIVERSEN

Voortzetting selectieve wervingsstop	7 840
Verhoging laagste sociale uitkeringen	-5 000
Verbetering statuut openbaar ambt	-3 920
ALGEMEEN TOTAAL	78 738

I. DEPARTEMENTS D'AUTORITE

I.1. — PREMIER MINISTRE

Réaménagement des programmes de recherche scientifique

Proposition

Un réaménagement des divers programmes en matière de recherche scientifique peut être opéré. Cela découle du fait que les engagements n'ont pas été réalisés en temps utile en raison de la longue crise gouvernementale.

Montant

100 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, art. 01.03.

I.2. — JUSTICE

Informatisation des greffes

Proposition

Une automatiser des greffes s'impose si l'on veut assurer un service efficace et restreindre les frais généraux.

L'informatisation rend le personnel temporaire superflu.

Les investissements nécessaires à l'informatisation doivent être puisés dans la tranche existante consacré à la bureautique.

Montant

50 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 11.03.

Instauration de la caution

Proposition

L'objectif est d'instaurer un système de caution qui ne s'appliquerait toutefois pas aux infractions qui peuvent être punies de l'emprisonnement à vie ou de la peine de mort.

L'importance de la caution serait déterminée par le juge dans des limites bien définies tenant compte des revenus du prévenu.

On peut s'attendre à ce que la détention préventive soit en grande partie supprimée.

Eu égard à la nécessité d'apporter des modifications importantes à la législation pénale, l'entrée en vigueur de cette réforme ne devrait pas intervenir avant le 31 mars 1989, après la tenue d'un débat sur le fond au Parlement.

I. GEZAGSDEPARTEMENTEN

I.1. — EERSTE MINISTER

Herschikking van de programma's voor Wetenschappelijk Onderzoek

Omschrijving

Een herschikking van diverse programma's inzake wetenschappelijk onderzoek kan worden doorgevoerd. Dit vloeit voort uit de niet tijdige vastleggingen tengevolge van de langdurige regeringscrisis.

Bedrag

100 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, art. 01.03.

I.2. — JUSTITIE

Informatisering griffies

Omschrijving

Een automatisering van de griffies dringt zich op vanuit het oogpunt van een efficiënte dienstverlening en het beperken van de algemene kosten.

Door de informatisering wordt tijdelijk aangeworven personeel overbodig.

De investeringsbedragen nodig voor de informatisering dienen te worden geput uit de bestaande bureauticaschijf.

Bedrag

50 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03.

Invoering borgtocht

Omschrijving

Bedoeling is een systeem van borgtocht in te voeren, met dien verstande dat het niet van toepassing is voor inbeschuldigingstellingen waar de levenslange gevangenisstraf of de doodstraf als maximale straf tegenover staan.

De orde van grootte van de borgtocht wordt door de rechter bepaalt, binnen welafgeleide marges die strikt rekening houden met de inkomenssituatie van de beschuldigde.

Verwacht kan worden dat de preventieve hechtenis grotendeels zal worden opgeheven.

Gelet op de noodzaak belangrijke wijzigingen in de strafwet door te voeren, wordt slechts rekening gehouden met een invoering op 31 maart 1989, na een debat ten gronde in het Parlement.

Montant

400 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 12.25.

I.3. — INTERIEUR

*Crédit d'aide aux services communaux**Proposition*

Les montants prévus au crédit particulier destiné à financer l'équipement des services de police communaux, des pompiers et de la sécurité communale doivent être joints en un seul crédit d'aide en faveur des services communaux.

Le crédit global peut être réduit de moitié, étant entendu que la moitié au moins du crédit d'aide est affectée aux pompiers.

Montant

330 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 43.14 - 43.18.
Titre II, art. 61.03.

Application de l'arrêté royal n° 263 relatif au Fonds des communes, au Fonds des provinces et à la dotation de la ville de Bruxelles

Proposition

En vertu de l'arrêté royal n° 263, les dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces, ainsi que la dotation de la Ville de Bruxelles sont calculées en fonction de l'évolution des dépenses courantes, à l'exclusion des charges d'intérêt, du pouvoir Central.

Montant

3,755 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 43.04 - 43.05 - 43.08.

I.4. — AFFAIRES ETRANGERES

*Adaptation des indemnités de poste**Proposition*

Les indemnités de poste du personnel diplomatique et consulaire sont pour le moment payées en monnaie convertible. L'importance de ces indemnités est toutefois calculée sur la base du taux de change officiel.

Bedrag

400 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 12.25.

I.3. — BINNENLANDSE ZAKEN

*Hulpkrediet voor gemeentelijke diensten**Omschrijving*

De aanwending van de middelen, voorzien op het bijzonder krediet tot hulp voor de uitrusting van de gemeentelijke politiediensten, van de brandweer en van de gemeentelijke veiligheid, dienen te worden samengevoegd tot één hulpkrediet voor gemeentelijke diensten.

De totale toelage kan worden gehalveerd, met dien verstande dat minstens de helft van het hulpkrediet aan de brandweer wordt besteed.

Bedrag

33 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 43.14 - 43.18.
Titel II, art. 61.03.

Toepassing van het koninklijk besluit n° 263 inzake gemeente- en provinciefonds en stad Brussel

Omschrijving

In toepassing van koninklijk besluit n° 263 worden de dotaties voor het gemeente- en provinciefonds, alsook het fonds voor Stad Brussel berekend in functie van de evolutie van de lopende uitgaven, rentelasten niet inbegrepen, van de Centrale Overheid.

Bedrag

3,755 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 43.04 - 43.05 - 43.08.

I.4. — BUITENLANDSE ZAKEN

*Aanpassing postvergoedingen**Omschrijving*

De postvergoedingen voor het diplomatiek en consulair personeel worden momenteel betaald in convertibele munt. De orde van grootte van de postvergoeding wordt echter berekend rekening houdend met de officiële wisselkoers.

Le résultat est que dans un grand nombre de pays, l'indemnité de poste est changée sur le marché parallèle pour un montant bien plus important en monnaie locale.

L'objectif est de payer l'indemnité de poste directement en monnaie locale.

Montant

50 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 11.03.

Révision de la situation de certains postes diplomatiques

Proposition

Le nombre de postes diplomatiques et consulaires que la Belgique entretient pour l'instant doit faire l'objet d'une analyse coûts-profits basée essentiellement sur l'utilité économique desdits postes.

A la suite de cette analyse, un certain nombre de postes devront être supprimés tandis que d'autres devront être renforcés ou créés.

On peut escompter une économie.

Montant

p.m.

Poste budgétaire

*

Instauration graduelle de l'autofinancement du Fonds du Commerce extérieur

Proposition

Le Fonds du Commerce extérieur a pour objectif de promouvoir le commerce extérieur et ce, essentiellement par le financement et l'organisation de voyages d'affaires.

Si des contrats sont conclus à la suite des contacts qui ont été organisés, les frais résultant de ces contacts éventuellement majorés d'un supplément doivent être remboursés.

Ce système doit permettre au Fonds du Commerce extérieur de s'autofinancer dans un délai de trois ans.

Montant

85 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 41.02.

Het resultaat hiervan is dat de postvergoeding in een groot aantal landen op de parallelle markt wordt omgezet voor een veel groter aantal lokale munt.

Bedoeling is de postvergoeding rechtstreeks in lokale munt uit te betalen.

Bedrag

50 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03.

Herschikking van een aantal diplomatieke posten

Omschrijving

Het aantal diplomatieke en consulaire posten die België op dit ogenblik onderhoudt dienen te worden onderworpen aan een grondige kosten-baten analyse, hoofdzakelijk gebaseerd op hun economisch nut.

Als resultaat van deze analyse zullen een aantal posten dienen te worden afgeschaft, en zullen andere posten dienen te worden versterkt of opgericht.

Een besparing kan worden verwacht.

Bedrag

p.m.

Begrotingspost

*

Graduele invoering van het self-supporting karakter van het Fonds voor Buitenlandse Handel

Omschrijving

Het Fonds voor Buitenlandse Handel heeft tot doel buitenlandse handel tot stand te brengen, hoofdzakelijk door het financieren en organiseren van zakenreizen.

Het is noodzakelijk dat indien er als gevolg van deze georganiseerde contacten contracten gesloten worden, dat de kosten verbonden aan deze contacten terug worden betaald, mogelijks met een toeslag.

Het Fonds voor Buitenlandse Handel dient op die wijze self-supporting te worden binnen een termijn van 3 jaar.

Bedrag

85 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 41.02.

*Réduction du crédit pour l'acquisition d'ambassades et de consulats**Proposition*

Le crédit destiné à acquérir des ambassades et des consulats doit être maintenu au niveau prévu par les budgets des années précédentes.

Montant

485 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, art. 83.01.

I.5. — COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

*Institution de fonds de dettes bilatérales**Proposition*

Le système des fonds de dettes bilatérales consiste en une consolidation complète des dettes avec les pays en développement, par laquelle le service de la dette globale, intérêts et amortissement du capital, est versé par le pays en développement concerné dans un fonds de développement. Le service de la dette peut s'effectuer en monnaie locale, fût-ce à un taux de change corrigé.

Ce fond de développement qui sera exclusivement utilisé en vue du développement du pays concerné sera géré paritairement par la Belgique et le pays en développement et l'octroi de toute aide supplémentaire dépendra de la mesure dans laquelle le pays en développement s'acquittera de ses obligations.

La création des fonds de développement aura pour effet d'accroître considérablement l'aide globale au développement tout en permettant de réaliser des économies en Belgique. Il convient néanmoins de prévoir une période d'essai.

Montant

500 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre 1^{er}, art. 41.01.

*Réduction de la coopération financière à charge du Fonds de coopération au développement**Proposition*

Les dépenses en matière de coopération financière imputées sur le Fonds pour la coopération au développement peuvent être réduites en raison de la création des fonds de dettes et du caractère discutable de certaines interventions.

Montant

500 millions de BF.

*Vermindering van het krediet voor aankoop van ambassades en consulaten**Omschrijving*

Het krediet voor aankoop van ambassades en consulaten dient te worden behouden op het peil dat voorzien was in de begrotingen van de voorgaande jaren.

Bedrag

485 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, art. 83.01.

I.5. — ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

*Opstarten bilaterale schuldfondsen**Omschrijving*

Het systeem van bilaterale schuldfondsen bestaat erin dat een volledige schuldenconsolidatie met de ontwikkelingslanden wordt doorgevoerd, waarbij de dienst op de totale schuld, intrest en kapitaalaflossing, door het betrokken ontwikkelingsland gestort wordt in een ontwikkelingsfonds. De schulddienst kan gebeuren in lokale munt, zij het tegen gecorrigeerde wisselkoers.

Dit ontwikkelingsfonds, dat exclusief gebruikt zal worden voor de ontwikkeling van het betrokken land, zal paritair beheerd worden door België en het Ontwikkelingsland, en elke bijkomende ontwikkelingshulp wordt afhankelijk gemaakt van de mate waarin het ontwikkelingsland voldoet aan haar verplichtingen.

Het totstandbrengen van de schuldfondsen zal de totale ontwikkelingshulp aanzienlijk opdrijven en niettemin intern in België kostenbesparend werken. Een eerste testfase dient evenwel te worden voorzien.

Bedrag

500 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 41.01.

*Vermindering van de financiële coöperatie op het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking**Omschrijving*

De uitgaven voor financiële coöperatie aangerekend op het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking kunnen worden verminderd in het licht van de totstandbrenging van de schuldfondsen en omwille van het betwistbaar karakter van sommige tussenkomsten.

Bedrag

500 miljoen BF.

Poste budgétaire

Titre II, art. 61.01.

I.6. — DEFENSE NATIONALE

*Rééchelonnement de fournitures et de paiements**Proposition*

La longue crise gouvernementale a occasionné un retard dans le traitement des dossiers courants et de continuité.

Il s'agit en outre essentiellement de dépenses à long terme, pour lesquelles s'est avéré dans le passé que le délai de livraison prévu n'a jamais été respecté ou presque.

La Défense nationale a de plus elle-même la possibilité de freiner certains dossiers.

Montant

2 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, divers articles.

*Suppression sélective de grands programmes**Proposition*

Les grands programmes doivent être réaménagés.

Un effort important pourrait par exemple être demandé à la force aérienne, dont les 144 appareils pourraient être ramenés à un niveau opérationnel de 12 wings de 9 appareils.

Montant

2 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 13.

*Intégration dans le budget des intérêts afférents aux commandes de F-16**Proposition*

En raison de retards intervenus dans la production des avions de combat F-16, des sommes considérables sont restées bloquées sur un compte américain de General Dynamics.

Cette situation a donné lieu à une accumulation d'intérêts, qui reviennent à l'Etat belge et devraient être rapatriés après consolidation.

Begrotingspost

Titel II, art. 61.01.

I.6. — LANDSVERDEDIGING

*Herschikking van leveringen en betalingen**Omschrijving*

Tengevolge van de aanslepende regeringscrisis is er een vertraging opgetreden in de afhandeling van de dossiers van de courante en continuïteitsprogramma's.

Bovendien betreft het vooral uitgaven op langere termijn waarvan in het verleden is gebleken dat de vooropgestelde leveringstermijn nooit, of bijna nooit, gehaald wordt.

Landsverdediging heeft bovendien zelf de mogelijkheid om bepaalde dossiers af te remmen.

Bedrag

2 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, diverse artikelen.

*Selectieve schrapping van de grote programma's**Omschrijving*

De grote programma's dienen herschikt te worden.

Zo kan bijvoorbeeld een belangrijke inspanning worden geleverd inzake de luchtmacht. De 144 toestellen van de Belgische luchtmacht kunnen worden teruggebracht tot een even operationeel peil met 12 wings van 9 toestellen elk.

Bedrag

2 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 13.

*Integratie intresten F-16 in de begroting**Omschrijving*

De vertraging in produktieritme aangaande de productie van F-16-gevechtsvliegtuigen maakt dat aanzienlijke sommen op een Amerikaanse rekening van General Dynamics geblokkeerd zijn gebleven.

Dit heeft voor gevolg dat er zich een opeenstapeling van intresten heeft voorgedaan die toekomen aan de Belgische Staat en die geconsolideerd terug naar België dienen te komen.

Montant

1 900 millions de FB.

Poste budgétaire

Fonds budgétaire provisoire à créer pour recueillir les montants remboursés, à valoir sur le titre I^{er}, art. 13.

I.7. — GENDARMERIE

Réduction du programme d'investissement à un niveau normal

Proposition

Au cours des dernières années, les dépenses ont dû être fortement augmentées afin de parer à des événements exceptionnels et de moderniser certains véhicules et installations obsolètes. Cette opération de rattrapage est à présent achevée.

Il est proposé de ramener, dans une première phase, les dépenses à un niveau intermédiaire entre celui qu'elles avaient initialement et celui qu'elles avaient atteint au cours de l'opération de rattrapage.

Montant

300 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 74.01 - 74.02.

I.8. — FINANCES

Instauration d'une assurance calamités

Proposition

Le Fonds des calamités alloue chaque année 1 milliard de FB au titre de dédommagements.

Le caractère de calamité doit être reconnu par le Conseil des Ministres, ce qui donne lieu à un arbitrage et à des compensations politiques.

Il est proposé que l'Etat lance un appel d'offres en vue de contracter une assurance calamités auprès d'un assureur privé.

Montant

250 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, art. 61.06.

Bedrag

1 900 miljoen BF.

Begrotingspost

Nieuw te creëren, tijdelijk begrotingsfonds om het teruggestorte bedrag te ontvangen en in mindering te brengen van titel I, art. 13.

I.7. — RIJKSWACHT

Terugschroeven van de investeringsprogramma's tot op een normaal peil

Omschrijving

De uitgaven zijn de jongste jaren zeer sterk toegenomen teneinde het hoofd te bieden aan uitzonderlijke omstandigheden, en om verouderde voertuigen en installaties te moderniseren. Deze inhaaloperatie is thans achter de rug.

Voorgesteld wordt om in een eerste fase naar een uitgavenniveau terug te keren dat het midden houdt tussen de inhaaloperatie en de voorafgaande periode.

Bedrag

300 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 74.01 - 74.02.

I.8. — FINANCIEN

Invoering van een verzekering voor de risico's-rampenschade

Omschrijving

Het rampenfonds keert jaarlijks voor 1 miljard BF aan rampenschade uit.

De vaststelling van het karakter van ramp gebeurt door de Ministerraad en is bijgevolg onderhevig aan politieke arbitrage en compensatie.

Voorgesteld wordt dat de Staat een verzekering tegen rampen zou afsluiten bij een privé-verzekeraar, zulks door middel van een openbare aanbesteding.

Bedrag

250 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, art. 61.06.

II. CELLULE SOCIALE

II.1. — EMPLOI ET TRAVAIL

Prolongation du délai de prescription pour les allocations payées indûment.

Proposition

Le délai de prescription pour les allocations de chômage payées indûment devrait être porté de 3 à 5 ans.

Montant

122 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.01.

Prolongation du délai de recouvrement des allocations payées à titre provisoire

Proposition

Le délai de recouvrement des allocations de chômage payées à titre provisoire devrait être porté de 3 à 5 ans.

Montant

109 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.01.

Adaptation du chômage en fonction du passé professionnel et transformation de l'allocation d'attente

Proposition

La réglementation en matière d'allocation de chômage doit être entièrement revue d'urgence, dans le but de rendre le système de sécurité sociale plus juste et de combattre les abus par la simplification.

En principe, l'allocation de chômage sera calculée en fonction de la durée des prestations antérieures, c'est-à-dire du passé professionnel.

Un passé professionnel illimité sera automatiquement octroyé aux chefs de ménage et assimilés. En outre, le salaire mensuel plafonné sera augmenté de 4 000 FB environ, de manière à ce qu'il atteigne 50 000 FB.

Une allocation sera accordée aux isolés et aux cohabitants en fonction du nombre d'années de carrière. Ils recevront donc :

1) pendant une première période : 60 % du salaire mensuel plafonné (50 000 FB) pendant un nombre de mois égal au nombre d'années pendant lesquelles un travail rémunéré a été effectué (travail de plus de 6 mois = 1 an).

2) pendant une deuxième période : 40 % du salaire mensuel plafonné (50 000 FB) pendant un nombre de tri-

II. SOCIALE CEL

II.1. — TEWERKSTELLING EN ARBEID

Verlenging verjaringstermijn ten onrechte uitbetaalde uitkeringen

Omschrijving

De verjaringstermijn van ten onrechte uitgekeerde werkloosheidsvergoedingen dient te worden verlengd van 3 tot 5 jaar.

Bedrag

122 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.01.

Verlenging terugvorderingstermijn voorlopig uitbetaalde uitkeringen

Omschrijving

De terugvorderingstermijn bij de voorlopig toegestane werkloosheidsvergoedingen dient te worden verlengd van 3 tot 5 jaar.

Bedrag

109 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.01.

Aanpassing werkloosheid in functie van arbeidsverleden en omvorming wachtvergoeding

Omschrijving

De reglementering inzake werkloosheidsvergoeding moet dringend en grondig hervormd worden teneinde het stelsel sociaal rechtvaardiger te maken, en teneinde door vereenvoudiging misbruiken tegen te gaan.

In beginsel zal de werkloosheidsvergoeding berekend worden in functie van de voorheen gepresteerde arbeidsduur, zijnde het arbeidsverleden.

Aan de gezinshoofden en gelijkgestelden wordt automatisch een onbeperkt arbeidsverleden toegekend. Bovendien wordt het geplafoneerd maandloon opgetrokken met ongeveer 4 000 BF tot 50 000 BF.

Aan de alleenstaande en samenwonenden wordt een vergoeding toegekend in functie van het aantal jaren arbeidsverleden. Voor hen krijgt men aldus :

1) eerste periode : 60 % van het geplafoneerd maandloon (50 000) gedurende een aantal maanden dat gelijk is aan het aantal jaren dat men bezoldigde arbeid heeft verricht. (arbeid van meer van 6 maand = 1 jaar)

2) tweede periode : 40 % van het geplafoneerd maandloon (50 000) gedurende een aantal trimesters dat gelijk is

mestres égal au nombre d'années pendant lesquelles un travail rémunéré a été effectué.

Un passé professionnel forfaitaire de trois ans est accordé aux jeunes quittant l'école.

Exemple : dans le cas d'un travail rémunéré de 15 ans et 7 mois, on obtient 16 mois à 60 % et 48 mois à 40 %, après quoi le chômeur a droit au minimex après enquête sur ses moyens d'existence.

Montant

5 milliards de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.01.

Adaptation du régime des crédits d'heures 50/50

Proposition

Le régime des crédits d'heures sera désormais financé pour 50 % par les pouvoirs publics et pour 50 % par l'employeur.

L'autorisation de recourir au crédit d'heures ne pourra toutefois plus être accordée que s'il ressort de preuves objectives que le perfectionnement entre dans le cadre des activités de l'entreprise où le travailleur est employé et que ladite entreprise peut par conséquent en tirer profit.

Montant

45 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 33.06.

Instauration d'une intervention forfaitaire de l'Etat en matière de prépension

Proposition

L'intervention financière de l'Etat en matière de prépension est sans distinction limitée à 20 000 FB par mois.

La réglementation précitée vaut pour les travailleurs des entreprises qui ne sont pas liées par un plan d'assainissement approuvé par décision du Conseil des ministres et qui souhaitent insérer une prépension dans leur CCT.

A l'intervention de l'Etat vient s'ajouter une indemnité de l'employeur dont le montant est fixé dans la CCT précitée mais qui ne peut être inférieure à la moitié de la différence entre le salaire net de référence et l'allocation de chômage versée.

Le nombre de nouveaux prépensionnés s'élève à environ 24 000 par an, dont le moitié était employée dans les secteurs en difficulté.

aan het aantal jaren dat men bezoldigde arbeid heeft verricht.

Aan de schoolverlaters wordt een forfaitair arbeidsverleden van 3 jaar toegekend.

Voorbeeld : bij 15 jaar en 7 maand bezoldigde arbeid bekomt men 16 maanden aan 60 % en 48 maanden aan 40 % waarna de werkloze naar de bestaanszekerheid wordt verwezen mits onderzoek van zijn bestaansmiddelen.

Bedrag

5 miljard BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.01.

Aanpassing stelsel kredieturen op 50/50 basis

Omschrijving

De financiering van het stelsel van kredieturen zal voortaan gebeuren op basis van 50 % bijdragen voor rekening van de overheid, en 50 % voor rekening van de werkgever.

De toestemming om gebruik te kunnen maken van het stelsel van kredieturen kan evenwel voortaan slechts bekomen worden wanneer bij objectieve bewijsvoering kan worden aangetoond dat de bijscholing kadert binnen de activiteiten van het bedrijf waar de werknemer tewerkgesteld is, en bijgevolg baat kan brengen aan voornoemd bedrijf.

Bedrag

45 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 33.06.

Invoering forfaitaire overheidstussenkost in zake brugpensioenen

Omschrijving

De financiële tussenkomst van de overheid in zake brugpensioenen wordt zonder onderscheid beperkt tot 20 000 BF per maand.

Het voorgaande geldt voor de werknemers van de bedrijven, die niet gebonden zijn door een saneringsplan goedgekeurd bij beslissing in de Ministerraad, en die een brugpensioen wensen op te nemen in het kader van hun CAO.

De overheidstussenkomst wordt aangevuld door een in voornoemde CAO bepaalde vergoeding van de werkgever die niet lager mag zijn dan de helft van het verschil tussen het netto referteloon en de uitgekeerde werkloosheidsvergoeding.

Het aantal nieuwe bruggepensioneerden per jaar bedraagt ongeveer 24 000 waarvan de helft uit de sectoren in moeilijkheden komt.

Mentant

1 085 million de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.04.

Limitation du nombre des contractuels subventionnés et réduction de l'intervention à 213 000 FB.

Proposition

Le régime des contractuels subventionnés a clairement démontré son utilité dans les différents services communaux. Il n'y a toutefois aucune raison pour que l'intervention de l'Etat dans ce régime soit supérieure au coût moyen d'un chômeur.

L'intervention de l'Etat devra être ramenée, dans un délai de quatre ans, au même niveau que le coût moyen d'un chômeur. Ces dispositions s'appliqueront immédiatement à tous les nouveaux contractuels subventionnés.

Le nombre total de contractuels subventionnés sera en outre plafonné à 34 540.

Montant

3 123 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 43.01.

Suppression des CMT

Proposition

Le régime des CMT actuellement en vigueur dans les administrations sera supprimé, sauf pour le remplacement des agents bénéficiant d'une interruption de carrière, remplacement qui sera assuré par des contractuels subventionnés.

Les administrations publiques qui souhaitent remplacer des agents temporairement absents devront engager du personnel dans les liens d'un contrat de travail normal à durée déterminée et devront en supporter le coût.

Montant

970 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 01.01.

Suppression des CST et intégration au TCT

Proposition

L'actuel système des CST est supprimé et inséré dans un régime TCT élargi.

Bedrag

1 085 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.04.

Beperking van het systeem GECO tot 213 000 BF.

Omschrijving

Het systeem van gesubsidieerde contractuele heeft duidelijk zijn verdienste bewezen in de onderscheiden gemeentelijke diensten. Er is evenwel geen enkele reden waarom de staatstussenkomst groter dient te zijn dan de gemiddelde kostprijs van een werkloze.

In 4 jaar tijd dient de staatstussenkomst te worden teruggebracht tot het niveau van de gemiddelde kostprijs van een werkloze. Alle nieuwe Geco's zullen onmiddellijk aan deze nieuwe voorwaarde onderhevig zijn.

Bovendien wordt het totaal aantal Geco's beperkt tot 34 540.

Bedrag

3 123 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 43.01.

Afschaffing TWW

Omschrijving

Het huidige systeem van TWW in de administraties wordt afgeschaft, met uitzondering van de vervanging van loonbaanonderbreking waar de aangeworven persoon valt onder de Geco-regeling.

De openbare besturen die tijdelijk afwezig personeel wensen te vervangen, dienen een normaal arbeidscontract van beperkte duur aan te gaan, waarvan de kost dan ook ten hunnen laste valt.

Bedrag

970 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 01.01.

Afschaffing BTK en integratie in nieuw DAC-systeem

Omschrijving

Het huidige BTK-systeem wordt afgeschaft en vervangen door een inschakeling in een uitgebreid DAC-systeem.

Cette mesure porterait au total sur 4 800 unités budgétaires telles qu'elles ont été déterminées par le nouveau gouvernement.

Montant

4 417 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 01.01.

Instauration de l'initiative intégrée pour l'emploi (IIE)

Proposition

La série d'initiatives qui ont été prises jusqu'à présent en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur privé doit être remplacée par un seul système clair et pratique, à savoir l'IIE.

Tous les systèmes existants (Plan Plus 1, Plan Plus 2, LILA, etc.) doivent être supprimés et remplacés par un système unique, dont les lignes de force sont les suivantes :

IIE :

- 1) quand bénéficie-t-on de l'avantage : engagement net;
- 2) sur combien de temps s'échelonne l'avantage : 3 ans;
- 3) pour quel type d'engagement : chômeurs indemnisés, jeunes chômeurs venant de terminer leurs études, bénéficiaires du minimex, stagiaires;

4) en quoi consiste l'avantage :

— dispense pour toutes les cotisations patronales, sauf celles relatives aux maladies professionnelles et aux accidents du travail;

— frais engendrés par le Secrétariat social à charge de l'Etat.

IIE pour les travailleurs non spécialisés :

- 1) quand : engagement net;
- 2) pendant combien de temps : illimité;
- 3) pour quel type d'engagement : chômeurs indemnisés peu spécialisés ayant été sans emploi pendant au moins 3 ans au cours des 4 années précédant l'engagement et ayant été au chômage sans interruption pendant un an avant l'engagement;

4) en quoi consiste l'avantage :

— dispense complète pour toutes les cotisations sociales, tant celles dues par l'employeur que celles dues par le travailleur;

— prise en charge par l'Etat du double pécule de vacances et des frais du Secrétariat social.

On peut s'attendre à ce qu'un nombre considérable de chômeurs soient engagés et à ce que le travail au noir diminue sensiblement.

Montant

1 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.01.

Het betreft in totaal 4 800 budgettaire eenheden zoals vastgelegd door de nieuwe regering.

Bedrag

4 417 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 01.01.

Invoering Geïntegreerd Tewerkstellings Initiatief (GTI)

Omschrijving

De huidige massa aan initiatieven tot bevordering van de tewerkstelling in de prive-sector dient te worden vervangen door één enkel gemakkelijk en overzichtelijk systeem, GTI genaamd.

Al de bestaande systemen (Plan Plus 1, Plan Plus 2, LILA, enz.) dienen te worden afgeschaft en vervangen door één systeem met als krachtlijnen :

GTI :

- 1) wanneer krijgt men het voordeel : netto-aanwerving;
- 2) hoe lang duurt het voordeel : 3 jaar;
- 3) voor welke aanwerving : uitkeringsgerechtigde of schoolverlatende werklozen, genietters minimex, stagiairs;

4) wat is het voordeel :

— vrijstelling van alle patronale bijdragen behalve beroepsziekten en arbeidsongevallen

— kosten Sociaal secretariaat voor de Staat;

GTI-ongeschoolden :

- 1) wanneer : netto-aanwerving;
- 2) hoelang : onbeperkt;
- 3) voor welke aanwerving : uitkeringsgerechtigde laaggeschoolde werklozen die minstens 3 jaar werkloos zijn in de periode van 4 jaar voorafgaand aan de aanwerving, en ononderbroken werkloos zijn een jaar voor de aanwerving;

4) wat is het voordeel :

— volledige vrijstelling van sociale bijdragen zowel uit hoofde van de werkgever als van de werknemer;

— tenlasteneming door de Staat van het dubbel vakantiegeld en de kosten Sociaal secretariaat.

Verwacht kan worden dat een aanzienlijk aantal werklozen zal worden aangeworven, en dat het zwart werk in belangrijke mate zal dalen.

Bedrag

1 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.01.

Instauration nouveau système TCT

Proposition

Conformément à ce qui avait été prévu après les discussions bilatérales de mars 1988, le nombre d'unités budgétaires du TCT sera porté de 15 580 à 20 000 unités par an.

Les conditions d'admission seront en outre assouplies, et une demande de renouvellement devra être introduite tous les cinq ans.

Les 20 000 unités précitées seront réparties comme suit :

(1) 6 500 dans le TCT payées par l'utilisateur (par exemple services de nettoyage) et où 25 % des charges salariales sont supportées par le promoteur;

(2) 6 500 dans le TCT du secteur culturel, avec une intervention de 25 % du promoteur dans les charges salariales;

(3) 7 000 dans le TCT du secteur social, où le promoteur est exempté de toute intervention.

Montant

830 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 01.01.

Cosignature du Ministre du Budget pour les contractuels subventionnés

Proposition

Désormais, tous les contrats conclus dans le secteur de l'Emploi et du Travail devront impérativement être cosignés par le Ministre du Budget. Cette obligation concerne le Fonds budgétaire interdépartemental ainsi que les contractuels subventionnés et le régime TCT.

Montant

p.m.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 01.01

Relèvement des normes pour les comités d'entreprise

Proposition

Toutes les normes en vigueur relatives à la mise en place obligatoire de comités d'entreprise (comité de sécurité et d'hygiène, conseil d'entreprise et cetera) sont relevées de 20 %.

En outre, la cotisation patronale supplémentaire de 1,6 % sur le double pécule de vacances pour les entreprises occupant 10 travailleurs ou plus est supprimée.

Invoering nieuw DAC-systeem

Omschrijving

Het aantal budgettaire eenheden in het DAC wordt opgedreven van 15 580 eenheden, zoals voorzien na de bilaterale besprekingen van maart 1988, tot 20 000 eenheden per jaar.

Bovendien zullen de toelatingsvoorwaarden verlaagd worden, en dient om de 5 jaar een hernieuwing aangevraagd te worden.

De voornoemde 20 000 eenheden worden als volgt ingedeeld :

(1) 6 500 in het DAC waarvoor de gebruiker betaalt (vb. poetsdiensten) en waar de promotor 25 % van de loonlast draagt;

(2) 6 500 in het DAC van de culturele sector met een tussenkomst van 25 % van de promotor in de loonlast;

(3) 7 000 in het DAC van de sociale sector met volledige vrijstelling van tussenkomst van de promotor.

Bedrag

830 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 01.01.

Medeondertekening Minister van Begroting

Omschrijving

Voortaan wordt als dwingende voorwaarde aanvaard dat de Minister van Begroting alle contracten die worden afgesloten in de sector Tewerkstelling en Arbeid medeondertekent. Het betreft hier het Interdepartementaal Budgettair Fonds alsook de Gesubsidieerde contractuelen en het DAC-stelsel.

Bedrag

p.m.

Begrotingspost

Titel I, art. 01.01

Verhoging limieten bedrijfscomités

Omschrijving

Alle huidige normen inzake werknemersaantal die aanleiding geven tot de verplichte installatie van bedrijfscomités (Comité voor veiligheid en hygiëne, ondernemingsraad enzovoort) worden met 20 % verhoogd.

Bovendien wordt de bijkomende werkgeversbijdrage van 1,6 % op het dubbele vakantiegeld voor bedrijven met 10 of meer werknemers afgeschaft.

Montant

p.m.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 42.01

II.2. — PREVOYANCE SOCIALE

*Exécution audit mutualités**Proposition*

Les décisions du rapport d'audit concerne les frais administratifs des mutualités doivent être scrupuleusement exécutées.

Cela signifie que le transfert de montants destinés à l'assurance obligatoire vers l'assurance libre doit être immédiatement arrêté et que les économies opérationnelles indiquées dans le rapport doivent être effectives dans un délai de 3 ans.

Montant

1 713 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 42.05 - 42.06.*Mesures d'assainissement en biologie clinique**Proposition*

Les mesures prévues dans l'accord médico-mutualiste en ce qui concerne la biologie clinique ne permettront nullement de réaliser les économies prévues. La baisse des honoraires provoquera en effet une augmentation du nombre de prestations.

Pour effectuer un assainissement réel dans ce secteur, quatre mesures distinctes doivent être prises simultanément :

1. réduction de prix différentielle pour les prestations;
2. instauration d'un tarif dépressif en fonction du nombre de prestations par laboratoire;
3. blocage des numéros d'agrément et des licences pour laboratoires;
4. instauration d'un ticket modérateur.

Montant

4 500 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 42.05 - 42.06.*Bedrag*

p.m.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.01.

II.2. — SOCIALE VOORZORG

*Uitvoering audit ziekenfondsen**Omschrijving*

De besluiten van het auditrapport inzake administratieve kosten van de mutualiteiten dienen nauwgezet uitgevoerd te worden.

Dit betekent dat de afwenteling van de bedragen bestemd voor de verplichte verzekering naar de vrije verzekering onmiddellijk wordt stopgezet, en dat de operationele besparingen, aangeduid in het rapport, over een tijdspanne van 3 jaar worden ingevoerd.

Bedrag

1 713 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05 - 42.06.

*Saneringsmaatregelen klinische biologie**Omschrijving*

De maatregelen waarin werd voorzien in het medisch-mutualistisch akkoord met betrekking tot de klinische biologie, zullen geenszins tot de vooropgestelde bezuiniging leiden. De daling van de honoraria zal immers aanleiding geven tot een vermeerdering van het aantal prestaties.

Om wel een bezuiniging in deze sector tot stand te brengen, dienen vier onderscheiden maatregelen gelijktijdig doorgevoerd te worden :

1. de invoering van een differentiële prijsdaling voor de prestaties;
2. de invoering van een degressief tarief naargelang het aantal prestaties per labo;
3. de blokkering van erkenningsnummers en vergunningen voor labo's;
4. de invoering van een remgeld.

Bedrag

4 500 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05 - 42.06.

Instauration prix de la journée d'entretien honoraires de médecins en clinique

Proposition

Pour les patients hospitalisés, les honoraires du médecin sont inclus dans le prix de la journée d'hospitalisation.

Cela permettra d'éviter les abus, tels que les visites fréquentes rendues à un patient hospitalisé par le médecin de la clinique chargé d'administrer les soins généraux qui facture une consultation pour chaque check-up.

Montant

2 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre, art. 42.05 - 42.06.

Renforcement procédure de contrôle VIPO

Proposition

La procédure de contrôle des dossiers de VIPO privilégiés, doit être renforcée. Le contrôle des dossiers doit être confié au Ministre des Finances.

Montant

300 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.05 - 42.06.

Instauration d'un ticket modérateur forfaitaire pour prestations médico-techniques

Proposition

Un ticket modérateur forfaitaire doit être instauré pour les prestations médico-techniques servant à établir des diagnostics.

Ce ticket modérateur s'élèvera en moyenne à 10 % du coût du radiodiagnostic et de la grande biologie clinique.

Montant

3 054 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.05-42.06.

Instauration d'une franchise de 2 500 FB sauf pour les VIPOS privilégiés.

Invoering ligdagprijs geneesheerhonoraria in kliniek

Omschrijving

Voor gehospitaliseerde patiënten worden de geneesheerhonoraria, als geïntegreerd element, ingevoerd in de ligdagprijs.

Op deze wijze worden misbruiken vermeden zoals het frequent bezoeken van een gehospitaliseerde patiënt door de ziekenhuisgeneesheer die de algemene verzorging doet, en die voor elke check-up een consultatie aanrekent.

Bedrag

2 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel, art. 42.05 - 42.06

Verstrenging controleprocedure WIGW

Omschrijving

De controleprocedure op de bevoorrechte WIGW-dossiers dient te worden verstrengd. De controle van de dossiers dient te worden opgedragen aan het Ministerie van Financiën.

Bedrag

300 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05 - 42.06.

Invoering forfaitair remgeld medisch-technische prestaties

Omschrijving

Een forfaitair remgeld dient te worden ingevoerd in de medisch-technische prestaties bij het vaststellen van diagnoses.

Dit remgeld zal gemiddeld 10 % bedragen van de kost van de radiodiagnose en van de grote klinische biologie.

Bedrag

3 054 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05-42.06.

Invoering franchise van 2 500 BF behalve voor bevoorrechte WIGW.

Proposition

Il convient d'instaurer en matière d'assurance maladie une franchise, techniquement comparable à la franchise en matière d'assurance automobile.

Cette franchise doit être supportée par les salariés actifs et par les VIPO non privilégiés. Les seuls assurés qui ne sont pas soumis à la franchise sont les VIPOS privilégiés.

La franchise est fixée à 2 500 FB en moyenne par an et par ménage, et tiendra compte de la situation familiale.

Montant

4 700 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.05-42.06.

Interdiction du remboursement du ticket modérateur par l'employeur.

Proposition

Le ticket modérateur implique un effort financier personnel de la part de l'intéressé, qui incite à instaurer un seuil raisonnable afin de ne recourir aux soins de santé que lorsque la nécessité s'en fait vraiment sentir.

Tout système par lequel l'employeur finance ce ticket modérateur pour le travailleur, que ce soit directement ou par une réassurance, a pour effet de rendre ce ticket modérateur inexistant.

Il faut qu'une loi interdise à l'employeur de financer directement ou indirectement le ticket modérateur. Cela ne signifie toutefois pas qu'un citoyen ne peut pas se réassurer personnellement.

Montant

p.m.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.05-42.06.

Scission des allocations familiales en allocations familiales et allocations d'études.

Proposition

Afin de limiter l'exode des allocations familiales, il est proposé de scinder le régime actuel des allocations familiales en allocations familiales proprement dites, dont l'exécution restera obligatoire, et en allocations d'études, qui ne pourront être versées qu'en Belgique.

Le montant des allocations familiales proprement dites est fixé à 2 000 FB.

Omschrijving

Een franchise inzake ziekteverzekering, op het technische vlak vergelijkbaar met de franchise inzake auto-schade, dient te worden ingevoerd.

De franchise dient ten laste te vallen van de actieve loontrekkenden, en van de niet-bevoorrechte WIGW's. De enige verzekerden die niet onderhevig zijn aan de franchise, zijn de bevoorrechte WIGW's.

De franchise wordt vastgesteld op gemiddeld 2 500 BF per jaar per gezin. Er zal bij de vaststelling van de franchise rekening worden gehouden met de gezinstoestand.

Bedrag

4 700 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05-42.06.

Verbod terugbetaling remgelden door werkgever.

Omschrijving

Het remgeld maakt dat de betrokkene altijd zelf een persoonlijke financiële inspanning moet leveren, die ertoe aanzet een redelijke drempel in te bouwen om slechts van ziekteverzorging gebruik te maken wanneer de noodzaak effectief bestaat.

Elk systeem waarbij de werkgever, zij het rechtstreeks of via een herverzekering, dit remgeld financiert voor de werknemer, maakt dat het remgeld in realiteit onbestaande is.

Wettelijk dient te worden vastgelegd dat de werkgever, rechtstreeks noch onrechtstreeks, het remgeld mag financieren. Dit houdt evenwel niet in dat een burger zich niet persoonlijk zou kunnen herverzekeren.

Bedrag

p.m.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05-42.06.

Splitsing kinderbijslag in kinderbijslag + studietoelage.

Omschrijving

Teneinde de uitvoer van kinderbijslagen te beperken wordt voorgesteld het huidige systeem van kindergeld op te splitsen in een gedeelte « kinderbijslag » dat verplicht uitvoerbaar blijft, en in een gedeelte « studietoelage » dat uitsluitend in België betaalbaar wordt gesteld.

Het bedrag voor de « echte » kinderbijslag wordt vastgesteld op 2 000 BF.

Montant

325 millions de FB.

Poste budgétaire

A imputer au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Suppression remboursement de la différence entre les préparations magistrales et les spécialités.

Proposition

Pour les préparations magistrales et les spécialités, le remboursement ne pourra plus excéder le prix du médicament le moins cher.

L'économie inhérente à cette mesure pourra être évaluée sur la base de deux antibiotiques : la doxycycline et l'amoxycycline.

Montant

400 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 42.05-42.06.

II.3. — SANTE PUBLIQUE

Instauration d'un prix forfaitaire pour la journée d'hospitalisation

Proposition

Le prix de la journée d'hospitalisation peut varier d'un hôpital à l'autre en fonction des facteurs de coût pris en compte pour la détermination du prix de la journée d'hospitalisation. Désormais, le montant remboursé ne pourra être supérieur à la moyenne de tous les prix pratiqués pour une journée d'hospitalisation.

Il faut toutefois fixer deux prix forfaitaires pour la journée d'hospitalisation, l'un pour les lits académiques, l'autre pour les lits généraux.

Montant

2 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 33.36.

Bedrag

325 miljoen BF.

Begrotingspost

Te verrekenen langs het Fonds voor Financieel Evenwicht voor de Sociale Zekerheid.

Afschaffing terugbetaling verschil magistraal/specialiteit.

Omschrijving

Voor de magistrale bereiding of de specialiteitenbereiding zal voortaan slechts een terugbetaling gebeuren ten belope van maximaal de kostprijs van het goedkoopste van de twee.

Aan de hand van twee soorten antibiotica, doxycycline en amoxycycline, kan de besparing worden geraamd.

Bedrag

400 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 42.05-42.06.

II.3. — VOLKSGEZONDHEID

Invoering van een universele ligdagprijs

Omschrijving

De ligdagprijs in verschillende hospitalen kan verschillen naargelang de samenstelling van de kostenfactoren ter bepaling van de ligdagprijs. Voortaan zal maximaal de gemiddelde kostprijs van alle ligdagprijzen terugbetaald worden.

Er dienen evenwel twee « universele ligdagprijzen » te worden vastgesteld, diegene voor de academische bedden en diegene voor de algemene bedden.

Bedrag

2 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 33.36.

III. CELLULE ECONOMIQUE

III.1. — AFFAIRES ECONOMIQUES

*Suppression de l'aide à l'expansion économique**Proposition*

Les aides octroyées en vertu des lois d'expansion économique et les autres interventions en faveur des entreprises — imputées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — sont supprimées.

Il est proposé que cette suppression prenne cours le 1^{er} octobre 1988.

Montant

1 300 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 41.08.

*Suppression des enveloppes sociales**Proposition*

Il est proposé de supprimer les nouvelles enveloppes sociales approuvées par le Gouvernement pour les entreprises relevant des 5 secteurs nationaux. Les enveloppes existantes sont toutefois respectées.

La suppression de cette intervention de l'Etat ne mettra pas seulement fin à une grave discrimination, mais elle permettra aussi d'obtenir une substantielle réduction des dépenses en 1989.

Montant

1 240 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 41.12 - 41.14.

*Suppression de l'aide aux prototypes en matière de projets militaires**Proposition*

L'on peut stopper l'aide aux entreprises pour des prototypes en matière de projets militaires.

Cette aide est octroyée sous la forme d'avances récupérables aux entreprises. La pratique montre toutefois que seul un faible pourcentage des avances perçues sont remboursées, d'autant que le remboursement dépend de la rentabilité comptable du prototype.

Si cette aide doit être maintenue, il convient de l'imputer intégralement au budget de la Défense nationale.

Montant

1 200 millions de FB.

III. ECONOMISCHE CEL

III.1. — ECONOMISCHE ZAKEN

*Afschaffing economische expansiesteun**Omschrijving*

De economische expansiesteun en andere tussenkomsten ten gunste van bedrijven, welke budgettair aangerekend worden op het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie, worden afgeschaft.

Voorgesteld wordt deze afschaffing ingang te doen vinden op 1 oktober 1988.

Bedrag

1 300 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 41.08.

*Beëindiging sociale enveloppes**Omschrijving*

Voorgesteld wordt om de nieuwe, door de Regering goedgekeurde, sociale enveloppes voor bedrijven, behorend tot de 5 nationale sectoren, te beëindigen. De bestaande enveloppes worden evenwel uitgevoerd.

Het beëindigen van deze overheidstussenkomst zal niet alleen een verregaande discriminatie wegwerken, maar ook tot een belangrijke uitgavenvermindering leiden in 1989.

Bedrag

1 240 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 41.12 - 41.14.

*Stopzetting hulp prototypes inzake militaire projecten**Omschrijving*

De hulp aan bedrijven voor prototypes inzake militaire projecten kan worden stopgezet.

Deze hulp wordt gegeven onder de vorm van terugvorderbare voorschotten aan de bedrijven. De praktijk toont evenwel aan dat slechts een heel gering percentage van de ontvangen voorschotten teruggestort wordt, te meer daar de terugstorting afhankelijk is van de boekhoudkundige rendabiliteit van het prototype.

Indien deze hulp behouden dient te worden, moet hij integraal aangerekend worden op Landsverdediging.

Bedrag

1 200 miljoen BF.

Poste budgétaire

Titre II, art. 81.01.

III.2. — COMMUNICATIONS

*Réduction de la dotation allouée aux sociétés de transport**Proposition*

Il convient de conclure avec les sociétés de transport des contrats de gestion qui renforcent leur autonomie de gestion et qui les obligent à boucler leur budget avec une dotation fixe réduite de près de 5 %.

Montant

3 000 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 22.01 - 31.03 - 32.01.*Autosuffisance des services de pilotage**Proposition*

Actuellement, les recettes perçues ne suffisent pas à couvrir les dépenses. Cette situation résulte en grande partie du statut privilégié dont jouit le personnel des services de pilotage et de leur système de primes, qui est très développé.

Il est proposé de rendre les services de pilotage autosuffisants.

Montant

400 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 11.03.

III.3 — PTT

*Réduction de la dotation allouée aux Postes**Proposition*

La dotation allouée aux Postes peut être sensiblement réduite, eu égard à l'important accroissement des activités.

Montant

2 000 millions de FB.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 02.02.*Begrotingspost*

Titel II, art. 81.01.

III.2. — VERKEERSWEZEN EN COMMUNICATIE

*Vermindering van de dotatie aan de vervoersmaatschappijen**Omschrijving*

Met de vervoersmaatschappijen dienen beheerscontracten afgesloten te worden die de beheerszelfstandigheid verhogen, en die de voornoemde maatschappijen verplichten rond te komen met een vaste dotatie die met nagenoeg 5 % verminderd wordt.

Bedrag

3 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 22.01 - 31.03 - 32.01.

*Loodswezen self-supporting**Omschrijving*

De geïnde ontvangsten volstaan thans niet om de uitgaven te dekken. Dit heeft grotendeels te maken met het speciale, vooral voordelige statuut van het personeel der loodsdiensten en met hun omvangrijke premiestelsel.

Voorgesteld wordt het loodswezen self-supporting te maken.

Bedrag

400 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03.

III.3 — PTT

*Vermindering van de dotatie aan de posten**Omschrijving*

De dotatie aan de posten kan gevoelig worden verminderd gezien de belangrijke toename van de activiteiten.

Bedrag

2 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 02.02.

III.4 — RTT

*Rente de monopole de 1,5 % de la RTT**Proposition*

La RTT doit payer à l'Etat une rente de monopole de 1,5 % sur son chiffre d'affaires, et ce avec effet rétroactif jusqu'en 1987.

Le principe de la rente de monopole découle du fait que le marché des télécommunications peut être un marché ouvert, surtout en ce qui concerne les systèmes de terminaux, même dans un pays aussi exigu que la Belgique.

Montant

2 250 millions de FB.

Poste budgétaire

Budget des Voies et Moyens.

IV. CELLULE EDUCATION NATIONALE

IV.1 — EDUCATION NATIONALE. — REGIME GENERAL

*Suppression Fonds d'alimentation bâtiments scolaires**Proposition*

Conformément aux décisions prises lors du conclave budgétaire d'août 1987, de nouvelles dotations d'un montant global de 4,5 milliards de FB ont été inscrites dans l'avant-projet de budget de l'Education nationale — secteur commun pour l'année budgétaire 1988.

Les dotations 1988 précitées, qui avait été provisoirement bloquées en vertu de la loi du 7 novembre 1987 ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant des dispositions financières et diverses, ont été libérées depuis lors.

Il est proposé de supprimer définitivement ces nouvelles dotations à partir de 1989, à l'exception de la dotation au Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux, qui ne dispose pas de réserves.

Montant

3 140 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, art. 61.07.

*Limitation autorisations d'emprunt pour l'enseignement subventionné**Proposition*

Les efforts consentis dans le Fonds des bâtiments scolaires devront avoir un pendant dans l'enseignement subventionné.

III.4 — RTT

*Monopolierente van 1,5 pct voor de RTT**Omschrijving*

De RTT dient, met terugwerkende kracht tot 1987, een monopolierente van 1,5 % op haar zakencijfer te betalen aan de Staat.

Het principe van monopolierente vloeit voort uit het feit dat de telecommunicatiemarkt, vooral voor wat de eindapparatuur aangaat, een open markt kan zijn, zelfs in een land met geringe marktafmetingen als België.

Bedrage

2 250 miljoen BF.

Begrotingspost

Rijksmiddelenbegroting.

IV. ONDERWIJSCEL

IV.1 — ONDERWIJS. — ALGEMEEN

*Schrapping Voedingsfonds schoolgebouwen**Omschrijving*

Op basis van de beslissingen van het begrotingsconclaaf van augustus 1987 zijn in het voorontwerp van begroting van Onderwijs-gemeenschappelijke sector voor het begrotingsjaar 1988, nieuwe dotaties ingeschreven voor een totaal bedrag van 4,5 miljard BF.

Ingevolge de wet van 7 november 1987, waarbij voorlopige kredieten worden gegeven voor de begrotingsjaren 1987-1988 en houdende financiële en diverse bepalingen, werden voornoemde dotaties 1988 voorlopig geblokkeerd, doch inmiddels vrijgegeven.

Voorgesteld wordt deze nieuwe voeding met ingang van 1989 definitief te schrappen met uitzondering van de dotatie naar het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke schoolgebouwen waar geen reserves beschikbaar zijn.

Bedrag

3 150 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, art. 61.07.

*Beperking leningsmachtiging voor het gesubsidieerd onderwijs**Omschrijving*

De orde van grootte van de inspanningen die geleverd dienen te worden in het Schoolgebouwenfonds dienen een tegengewicht te vinden in het gesubsidieerd onderwijs.

C'est la raison pour laquelle les autorisations d'emprunt seront limitées.

Montant

150 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 41.20.

Suppression subvention aux investissements des institutions universitaires

Proposition

Il fut décidé lors du conclave budgétaire d'août 1987 qu'il fallait prévoir pour 1988 la prorogation des dispositions concernant le financement des investissements universitaires prévus dans la loi d'août 1986.

Un crédits d'un milliard de FB a été inscrit à cette fin au projet de budget pour 1988 en vue de financer les installations immobilières destinées à l'Education nationale, l'administration et la recherche.

Il est proposé de suspendre cette mesure en 1989.

Montant

1 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre II, art. 61.05.

Assainissements dans l'enseignement

Proposition

Il y a lieu de prendre 4 mesures en vue d'assainir l'enseignement :

(1) la mise en œuvre correcte et intégrale de l'arrêté royal n° 470 — limitation à 8 % des dérogations pour les fonctions organiques/fonctions budgétaires;

(2) réduction des pourcentages d'utilisation du capital - périodes dans l'enseignement fondamental — 98 % au lieu de 100 %;

(3) maintien de la croissance zéro du coût forfaitaire par étudiant;

(4) instauration d'un recyclage obligatoire en vue d'une réintégration dans le circuit full-time.

Compte tenu des dispositions légales en la matière, ces mesures ne pourront être appliquées que pour la prochaine année scolaire, ce qui implique que leur incidence budgétaire ne se fera sentir qu'aux mois d'octobre et de novembre 1989.

Montant

1 380 millions de FB.

Daartoe zal worden overgegaan tot een beperking van de leningsmachtiging.

Bedrag

150 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 41.20.

Schrapping subsidie investeringen universitaire instellingen

Omschrijving

Voor 1988 diende bij beslissing van het begrotingsconclaaf van augustus 1987 te worden voorzien in de verlenging van de bepalingen betreffende de financiering van de universitaire investeringen, opgenomen in de wet van augustus 1986.

Daartoe werd in het begrotingsontwerp 1988 een krediet voorzien van 1 miljard BF voor de onroerende installaties bestemd voor het onderwijs, administratie en onderzoek.

Voorgesteld wordt deze maatregel in 1989 op te schorten.

Bedrag

1 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel II, art. 61.05.

Saneringspakket onderwijs

Omschrijving

Een pakket bestaande uit vier maatregelen voor de sanering in het onderwijs is noodzakelijk, met name :

(1) de correcte en algemene uitvoering van het koninklijk besluit n° 470 — beperking afwijking organieke ambten/budgettaire ambten tot 8 %;

(2) vermindering aanwendingspercentages van de urenpakketten in het basisonderwijs — 98 % in plaats van 100 %;

(3) aanhouden van de nulgroei voor de forfaitaire kostprijs per student;

(4) invoeren van een verplichte herscholing met het oog op een reïntegratie in het full-time-circuit.

Gezien de wettelijke bepalingen ter zake kunnen deze maatregelen slechts ingevoerd worden in het volgende schooljaar, waardoor ze slechts een budgettaire weerslag hebben in de maanden oktober en november 1989.

Bedrag

1 380 miljoen BF.

*Poste budgétaire*Titre I^{er}, art. 11.03.**V. — RECETTES NON FISCALES****V.1. — REALISATION D'ACTIFS***Programme des privatisations**Proposition*

Les mesures prévues pour la réalisation d'actifs seront à nouveau insérées dans le budget.

Il s'agit notamment de la privatisation de la CGER, de l'OCCH et de Distrigaz.

Montant

7 700 millions de FB.

Poste budgétaire

Budget des Voies et Moyens.

V.2. — OPERATIONS FINANCIERES*Récupération des avances payées en trop aux mutualités**Proposition*

Le 31 décembre 1988, l'INAMI a payé 27 milliards en trop, au titre d'avances cumulées, à l'ensemble des mutualités.

L'INAMI doit consentir chaque année une dépense de capital importante pour amortir ses dettes.

Il est proposé que l'Etat reprenne les dettes de l'INAMI ainsi que les créances de l'INAMI sur les mutualités.

Après avoir acquitté les intérêts, les mutualités devront rembourser le trop-perçu cumulé d'avances dans un délai de 4 ans.

Montant

6 750 millions de FB.

Poste budgétaire

Budget des Voies et Moyens.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03.

V. — NIET-FISCALE ONTVANGSTEN**V.1. — REALISERING ACTIVA***Programma privatiseringen**Omschrijving*

De maatregelen voorzien voor de realisering van activa zullen opnieuw worden opgenomen.

Het betreft hier onder meer de privatisering van de ASLK, het CBHK en Distrigaz.

Bedrag

7 700 miljoen BF.

Begrotingspost

Rijksmiddelenbegroting.

V.2. — FINANCIËLE OPERATIES*Terugvordering teveel aan voorschotten mutualiteiten**Omschrijving*

Op datum van 31 december 1985 werd door het RIZIV voor 27 miljard te veel aan gecumuleerde voorschotten betaald aan de mutualiteiten als geheel.

Het RIZIV heeft jaarlijks een belangrijke kapitaalsuitgave ter delging van haar schulden.

Voorgesteld wordt de schulden van het RIZIV, alsook de vorderingen van het RIZIV op de mutualiteiten, over te laten nemen door de centrale overheid.

Na kwijtschelding van intrestbetalingen dienen de mutualiteiten het gecumuleerde teveel aan voorschotten terug te betalen over een tijdspanne van 4 jaar.

Bedrag

6 750 miljoen BF.

Begrotingspost

Rijksmiddelenbegroting.

VI. — DIVERS

VI.1. — FONCTION PUBLIQUE

*Blocage sélectif des recrutements**Proposition*

Le blocage sélectif des recrutements dans la Fonction publique doit être poursuivi sans désenclaver.

Montant

7 840 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 11.03 à tous les budgets.

*Amélioration du statut de la fonction publique**Proposition*

Il est proposé de réutiliser dans deux ans les résultats du blocage sélectif des recrutements dans la fonction publique pour améliorer le statut de cette dernière.

Montant

— 3 920 millions de FB.

Poste budgétaire

Titre I^{er}, art. 11.03.

VI.2. — PREVOYANCE SOCIALE

*Correction du minimum de moyens d'existence et du revenu garanti aux personnes âgées**Proposition*

Il est proposé d'augmenter de 7,5 % le minimum de moyens d'existence, le revenu garanti aux personnes âgées ainsi que les allocations aux invalides.

Il est également proposé d'augmenter le montant minimum garanti des pensions de 2,5 % dans un premier temps.

Les modalités des mesures proposées seront fixées de façon à ne pas dépasser l'enveloppe prévue.

Montant

— 5 000 millions de FB.

Poste budgétaire

Divers.

VI. — DIVERSEN

VI.1. — OPENBAAR AMBT

*Selectieve wervingsstop**Omschrijving*

De selectieve wervingsstop voor het openbaar ambt dient strikt voortgezet te worden.

Bedrag

7 840 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03 op alle begrotingen.

*Verbetering statuut openbaar ambt**Omschrijving*

Voorgesteld wordt het resultaat van de selectieve wervingsstop voor het openbaar ambt over 2 jaar integraal terug te besteden aan een verbetering van het statuut van het openbaar ambt.

Bedrag

— 3 920 miljoen BF.

Begrotingspost

Titel I, art. 11.03.

VI.2. — SOCIALE VOORZORG

*Correctie bestaansminimum en gewaarborgd inkomen voor bejaarden**Omschrijving*

Voorgesteld wordt het bestaansminimum, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en de tegemoetkomingen voor minder-validen op te trekken met 7,5 %.

Tevens wordt voorgesteld de gewaarborgde minimumpensioenen in een eerste fase op te trekken met 2,5 %.

De modaliteiten van de voorgestelde maatregelen zullen worden vastgesteld binnen de vooropgestelde enveloppe.

Bedrag

— 5 000 miljoen BF.

Begrotingspost

Diversen.